

**JFK 11-
Septembre - 50
ans de
manipulations**

Laurent Guyenot

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Laurent Guyénot

JFK

11-SEPTEMBRE

50 ans de manipulations

♦ BLANCHE



Laurent Guyénot

JFK

11-SEPTEMBRE

50 ans de manipulations

Collection dirigée par Franck Spengler

◆ BLANCHE



© 2014, Éditions Blanche
38, rue La Condamine, 75017 Paris
www.hugoetcie.fr

Dépôt légal : février 2014
Imprimé en France

ISBN : 9782846284530

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Introduction

Le sujet de ce livre est l'histoire profonde des États-Unis et de sa sphère d'influence durant les cinquante dernières années. Par « histoire profonde » (*Deep History*) ou « politique profonde » (*Deep Politics*), le politologue Peter Dale Scott entend les décisions et activités occultes qui déterminent les grands événements historiques, et tout particulièrement les conflits armés. L'histoire profonde s'appuie sur les documents secrets déclassifiés ou fuités et sur le journalisme d'investigation, plutôt que sur les rapports officiels ou les discours publics, pour expliquer les soubresauts de l'histoire. Elle inclut, mais ne se limite pas à l'histoire des services secrets (la communauté états-unienne du Renseignement comprend seize agences gouvernementales). Considérant que les événements déclencheurs de guerre retenus par la « grande histoire » sont presque toujours de faux prétextes, l'histoire profonde est nécessairement révisionniste. Elle est aussi pacifiste, puisqu'elle cherche à exposer à la lumière les vraies causes des guerres. Elle est menée par des investigateurs indignés plutôt que par les historiens de métier. Elle est « conspirationniste » si l'on entend par là qu'elle admet le rôle des complots et pactes secrets, des opérations d'infiltration et manipulation, des financements occultes et trafics d'influence, des guerres psychologiques et campagnes de désinformation, des opérations paramilitaires et clandestines, dans la marche du monde depuis le début de la Guerre froide, et de manière croissante depuis le 11-Septembre. En fait, seule l'histoire profonde permet d'expliquer le basculement du monde de la Guerre froide à la Guerre anti-terroriste, autrement dit du 20^{ème} au 21^{ème} siècle, car cette évolution résulte directement de l'action la plus secrète des États.

Une part importante de l'histoire profonde est consacrée aux « opérations sous fausse bannière » (*false flag*), par lesquelles un État feint une attaque ennemie pour justifier son entrée en guerre au nom de la légitime défense, auprès de sa propre opinion publique comme

de la communauté internationale. Il s'agit pour l'agresseur de se faire passer pour l'agressé. L'histoire institutionnelle – écrite par les vainqueurs – accuse volontiers les nations vaincues de tels agissements : on sait qu'en 1931, lorsque l'armée japonaise décida d'envahir la Manchourie, elle dynamita ses propres rails de chemin de fer près de la base militaire de Mukden et accusa les Chinois de ce sabotage. On soupçonne aussi qu'en 1939, lorsqu'Hitler eut besoin d'un prétexte pour envahir la Pologne, il ordonna l'assaut de soldats et détenus allemands revêtus d'uniformes polonais sur l'avant-poste de Gleiwitz. Et l'on soupçonne qu'auparavant, en 1933, il avait fait incendier le palais du Reichstag pour accuser un « complot communiste » et suspendre les libertés individuelles. En revanche, les nations victorieuses parviennent plutôt bien à maintenir enfouis leurs propres mensonges et crimes de guerre. C'est le rôle de l'historien des profondeurs de les exhumer.

L'histoire profonde est l'histoire de l'« État profond » (*Deep State*), par quoi l'on désigne les structures de pouvoir qui, dans les coulisses du spectacle politique, mettent en branle les grands mouvements de l'histoire. Bien qu'il ait toujours existé, l'État profond s'est renforcé dans les démocraties modernes (dans une dictature il se confond avec l'État public), en raison du besoin éprouvé par certaines forces de se retrancher hors du regard des citoyens et des sanctions électorales. L'État profond est hostile aux institutions démocratiques de l'État républicain. La transparence que revendique le second est l'ennemi du premier. Mais l'État profond cherche moins à détruire la démocratie qu'à en fixer les limites et l'influencer. Aux États-Unis, il a pris en cinquante ans le contrôle presque total de la politique étrangère, de sorte que toutes les actions directes ou indirectes des États-Unis dans le monde ont des causes cachées du grand public.

La puissance exceptionnelle de l'État profond aux États-Unis s'explique par la nature double et contradictoire de cette nation, que l'on peut caractériser par l'oxymore « démocratie impériale » : à l'intérieur des frontières, la nation américaine est une démocratie, mais à l'extérieur, elle se comporte comme un empire ou une puissance coloniale. L'État profond est le cœur invisible de l'Empire, le centre de commandement de la violence impériale. Autant que possible, cette violence doit rester cachée aux yeux et à la conscience du citoyen américain, qui doit être convaincu que son gouvernement

n'agit dans le monde que pour y défendre la liberté et la démocratie. C'est pourquoi l'État profond a constamment besoin de se camoufler, aux yeux de l'opinion publique, derrière un nuage de propagande droit-de-l'homme.

Bien qu'il puisse à l'occasion se comporter comme un « gouvernement invisible », l'État profond n'est pas une structure, mais plutôt un milieu polymorphe et changeant. Des clans s'y font et s'y défont au gré des alliances et trahisons. Certains de ces clans sont unis par des liens personnels de sang ou d'argent, auxquels peuvent s'ajouter des réseaux de type initiatique ou mafieux. Certains sont communautaires et même, dans plus d'un cas, solidaires d'un gouvernement étranger, auquel ils peuvent être reliés par les galeries souterraines que constituent les services secrets. D'autres clans sont idéologiques, mais nourrissent des visions mondialistes ou suprématistes peu compatibles avec le patriotisme républicain classique et avec les valeurs universelles dont se réclame l'État public. Enfin, certains acteurs majeurs de l'État profond ne semblent mus que par la soif du pouvoir personnel : dans les rouages profonds de l'État excellent les psychopathes. C'est la tâche de l'histoire profonde d'identifier, derrière la propagande, ces projets et ces loyautés qui ne s'énoncent qu'à l'abri des médias.

Les acteurs de l'État profond ne sont pas nécessairement inconnus du public. Bien qu'ils intriguent en cercles discrets ou secrets, leur influence sur le monde n'est pas totalement occulte. Il leur arrive d'ailleurs, avec l'âge, de s'en vanter. Les plus puissants occupent de hautes fonctions gouvernementales, où ils sont toutefois plus souvent nommés qu'élus. Mais le rôle qu'ils jouent sur la scène publique est alors différent de celui qu'ils tiennent en coulisses. L'un des postes clés de l'État profond états-unien est celui de conseiller à la Sécurité nationale (*National Security Advisor*), parce qu'il est protégé par le secret d'État institutionnel. Récemment, ce sont ses conseillers, encore plus discrets, qui ont tiré les ficelles.

Pour l'élite qui opère au niveau profond du pouvoir, le monde est un terrain d'affrontement où toutes les formes de guerre sont permises. L'information est une arme aussi cruciale que l'argent pour la lutte contre les opposants politiques, mais aussi pour le contrôle de l'opinion publique et la manipulation de la démocratie. Les acteurs profonds font l'histoire (*history*) en racontant des histoires (*stories*) au

peuple. L'expression « état profond » pourrait donc aussi désigner le sommeil hypnotique dans lequel les vrais pouvoirs maintiennent la masse des citoyens pour gouverner à leur insu et, surtout, les amener à approuver la guerre.

Ce livre est divisé en deux parties : la première se situe dans le contexte de la Guerre froide, la seconde dans le contexte de la Guerre contre le terrorisme. La période globale abordée commence peu avant le 22 novembre 1963 et culmine au 11 septembre 2001 : ce sont les deux événements profonds que nous explorerons, car ce sont les plus lourds de conséquences dans l'histoire moderne de l'empire américain. Par « événement profond », nous entendons des événements dont la causalité est majoritairement cachée et dont n'émerge à la lumière de l'actualité qu'une infime partie, généralement trompeuse. Il faut environ cinquante ans pour qu'un événement profond acquière, au rythme de la déclassification des archives, une transparence suffisante rendant son explication officielle insoutenable (c'est aussi le temps pour la génération directement impliquée de disparaître). Aussi la recherche de la vérité sur l'assassinat de Kennedy sort-elle tout juste du ghetto « conspirationniste » où l'avait reléguée la culture institutionnelle. Le crime de Dallas est devenu un cas d'école ; il apporte, à qui s'en donne la peine, la preuve de l'existence de l'État profond, de son lien vital avec la Guerre, et de sa capacité à changer le cours de l'histoire tout en façonnant l'opinion publique. L'ambition principale de ce livre est d'éclairer le 11-Septembre à la lumière du 22-Novembre, mettre en relief leurs ressemblances structurales, montrer comment l'un a rendu l'autre possible à trente-huit ans d'intervalle, suivre le fil souterrain qui mène de l'un à l'autre et anticiper son cheminement futur.

Les liens entre les deux affaires sont structurels mais aussi personnels. Ils passent notamment par George H.W. Bush, qui était secrètement à la CIA et présent à Dallas le 22 novembre 1963, bien avant de devenir patron de la CIA, puis vice-président, puis président, puis père de président. C'est pourquoi ceux qui défendent encore bec et ongles la thèse gouvernementale sur la mort de Kennedy sont les mêmes que ceux qui s'efforcent d'empêcher l'émergence de la vérité sur le 11-Septembre. Inversement, dénoncer le complot interne du 11-Septembre sans élucider l'assassinat de Kennedy, c'est un peu comme raconter le Déluge de Noé sans parler du Péchéd'Adam.

Je me suis donné pour objectif la brièveté. J'ai voulu aller à l'essentiel, de façon à fournir une narration aussi fluide que possible à l'usage du profane non anglophone. Il ne s'agit pas de démontrer une thèse par accumulation d'arguments, mais d'assembler avec cohérence les faits les plus parlants, ceux qui donnent les clés suffisantes de la politique profonde. L'intention était de dessiner une vue d'ensemble à partir d'éléments soigneusement sélectionnés. Renonçant aux pistes trop obscures ou imbriquées, je me concentre sur les épisodes les plus certains et les plus déterminants, c'est-à-dire sur le minimum à maîtriser pour comprendre la nature cachée du monde dans lequel nous vivons, et la genèse du nouvel ordre (ou désordre) mondial qui se profile à l'horizon.

Les règles adoptées sont l'exactitude et la précision. L'essentiel du livre est constitué de faits avérés. Les rares hypothèses ou interprétations avancées seront clairement énoncées comme telles. Toute rumeur infondée a été exclue. La plupart des données incluses dans ce livre sont bien connues des chercheurs rigoureux. Dans le souci d'aider le lecteur à contrôler toute affirmation et approfondir toute information par un moteur de recherche internet, je fournis systématiquement les dates, noms propres et autres mots-clés utiles. Ce qui vaut pour les événements vaut aussi pour les citations : ne sont retenus que des propos mémorables, informatifs et non contestés. S'il s'agit de paroles rapportées, la source est indiquée. Je me suis efforcé de laisser la parole aux protagonistes, en évitant tout procès d'intention. Toute information est clairement référencée en note.

LIVRE I

JFK



Dallas, 22 novembre 1963

Le 22 novembre 1963 à midi trente, alors qu'il parade à Dallas avec son épouse dans une limousine décapotable, John Fitzgerald Kennedy est atteint de deux balles sur Dealey Plaza. La première lui transperce la gorge, la seconde lui arrache une partie arrière du crâne, éclaboussant de sa cervelle un des motards roulant en retrait de la limousine, Bobby Hargis. Le convoi ayant dévié du trajet annoncé dans le *Dallas Morning News*, la foule est ici clairsemée, mais après quelques secondes de stupeur, une dizaine de témoins se précipite vers le talus herbeux (*grassy knoll*) surmonté d'une palissade d'où proviennent les coups de feu, talus situé sur la droite en face de la limousine au moment des tirs. Le premier policier sur les lieux, Joe Marshall Smith, y sent l'odeur de la poudre mais est refoulé par un homme lui présentant un badge du *Secret Service* (le service de sécurité du président et du personnel de la Maison Blanche). Il sera révélé plus tard qu'il n'y avait aucun agent du *Secret Service* à pied sur Dealey Plaza. D'ailleurs, à la réflexion, se dira l'agent Smith, l'homme avait une tenue de sport et des ongles sales, et « ça ne collait pas avec le *Secret Service* ». Plus de vingt témoignages confirmeront des tirs provenant du *grassy knoll*¹.

À une heure, le décès du président Kennedy est prononcé à l'Hôpital Parkland de Dallas, mais des membres du *Secret Service* empêchent le médecin légiste attitré, Earl Rose, de pratiquer l'autopsie comme le prévoit la loi. Ils embarquent le corps sur l'avion présidentiel *Air Force One* pour être autopsié à l'Hôpital Bethesda de la Navy à Washington, par un médecin militaire inexpérimenté (James Hulmes) encadré de hauts gradés et d'agents fédéraux. Le rapport d'autopsie établira que la balle mortelle est entrée par l'arrière du crâne. Tout comme le cadavre de Kennedy, la limousine est rapatriée par avion à Washington (déjà lavée par le *Secret Service*) et

promptement remise en état, sans aucune analyse balistique²

Auparavant, Lee Harvey Oswald aura été arrêté dans un cinéma de Dallas et aussitôt présenté à la télévision comme l'unique assassin. Il aurait tiré trois balles en moins de six secondes, avec un fusil militaire à verrou de 1940 (acheté par correspondance), depuis le sixième étage du *School Book Depository*, un bâtiment que la limousine présidentielle avait dépassé au moment des tirs. Le lendemain, Oswald saisit plusieurs occasions de clamer son innocence devant les caméras : « *I didn't shoot anybody* », « *I'M. just a patsy*³ », se désignant ainsi comme un pion, un pigeon, un lampiste, un bouc émissaire, un faux coupable (traductions possibles du terme consacré *patsy*), manipulé à l'avance pour endosser un crime prémédité. Le 24 novembre à 11 h 20, dans un couloir du commissariat de Dallas et devant les caméras, il est réduit au silence par Jack Ruby, un patron de boîtes à strip-tease, ancien membre de la pègre de Chicago et trafiquant d'armes.

Pour apaiser les soupçons de complot, le vice-président devenu président, Lyndon Johnson, désigne le 29 novembre une commission d'enquête, qui dépense 10 millions de dollars et emploie 400 personnes, avec pour consigne officieuse de faire taire les « rumeurs » conspirationnistes et confirmer les conclusions du FBI en un volume illisible de 16 000 pages. La commission est présidée officiellement par Earl Warren, le président de la Cour suprême (le plus haut magistrat fédéral), mais elle est contrôlée en pratique par Allen Dulles, l'ex-patron de la CIA limogé par Kennedy en 1961. Ainsi l'enquête sur l'assassinat est-elle menée en sous-main par un farouche ennemi de la victime, celui qui, au crépuscule de sa vie, laissera échapper dans une interview, avec un rictus de mépris : « Ce petit Kennedy... Il se prenait pour un dieu⁴. »

Dans son ensemble, la presse se satisfait du rapport de la *Warren Commission*. Aucun des amis journalistes que comptait Kennedy ne dénonce une imposture. Pas même Ben Bradlee, directeur exécutif du *Washington Post* et ami de longue date du président, qui publiera en 1975 ses *Conversations with Kennedy* ; son journal, dont la direction est proche de la CIA, qualifie le rapport de « chef-d'œuvre en son genre » (*masterpiece of its kind*)⁵. Tout au plus quelques articles trouvent à redire à ses invraisemblances les plus criantes, dues notamment à la nécessité d'attribuer cinq blessures à trois balles seulement, pour préserver le postulat du tireur unique (*the lone gunman*). Un an plus

tard, les électeurs confirment leur confiance à Johnson. L'Amérique a fait son deuil du jeune président qui avait incarné avec charisme ses idéaux les plus nobles, et s'était donné comme but la fin de la Guerre froide et le désarmement nucléaire mondial. Il ira bientôt rejoindre le rayon des icônes glamour aux côtés de Marilyn Monroe.

Bien des gens ont su depuis le premier jour qu'on leur cachait une terrible vérité. Mais le traumatisme, le sentiment diffus d'une grave menace pesant sur la nation, et surtout la rareté des voix discordantes dans la presse, ont lié les langues. Les témoignages qui contredisent la thèse officielle sont ignorés ou étouffés par la menace ou la violence. Ainsi, 21 membres du personnel hospitalier de Dallas qui avaient constaté deux entrées de balles frontales sur le corps de Kennedy finissent par se taire. Deux médecins, Malcolm Perry et Kemp Clark, qui avaient exprimé cette conclusion dans une conférence de presse à l'hôpital le jour même, se rétractent devant la Commission Warren. Tout comme le docteur Charles Crenshaw, qui attendit 1992 pour écrire : « D'après les blessures que j'ai vues, il n'y avait aucun doute dans mon esprit que la balle avait pénétré par l'avant de la tête », ce qui innocentait Oswald qui se trouvait alors derrière le président. Le médecin explique ainsi son silence de presque trente ans dans son livre *JFK : Conspiracy of Silence* : « J'avais autant peur des hommes en costume que des hommes qui avaient assassiné le président. [...] Je me disais que ceux qui étaient prêts à éliminer le président des États-Unis n'hésiteraient sûrement pas à tuer un docteur⁶. » À l'hôpital militaire de Washington où fut pratiqué l'autopsie, le contrôle a été plus efficace encore, comme l'expliqua en 1969 le médecin lieutenant-colonel Pierre Finck : « Il y avait des amiraux, et quand vous êtes lieutenant-colonel dans l'armée, vous suivez les ordres. » L'aide-soignant James Jenkins, également présent, confirme : « Nous étions tous militaires, nous étions sous contrôle. Et s'ils ne pouvaient pas nous contrôler, ils pouvaient nous punir ; ça suffisait à nous tenir éloignés du public⁷. »

Même les collaborateurs les plus proches de Kennedy firent taire leurs doutes, ceux par exemple qu'il appelait par dérision son *Irish mafia*. Kenny O'Donnell, qui se trouvait dans la limousine immédiatement derrière celle des Kennedy, était certain qu'au moins deux tirs avaient été tirés « de derrière la palissade » du *grassy knoll*. Mais, expliquera-t-il à Tip O'Neill (qui rapporte cette conversation

dans ses mémoires, *Man of the House*, 1 987) : « J'ai dit au FBI ce que j'avais entendu, mais ils me dirent que ça n'avait pas pu arriver ainsi et que j'avais dû imaginer des choses. J'ai donc témoigné comme ils voulaient que je le fasse. Je ne voulais pas remuer la douleur de la famille en compliquant les choses⁸. »

La vérité, cependant, a la vie dure. Inlassablement, depuis cinquante ans, une guérilla de chercheurs mène l'enquête. Certains ont consacré leur vie – et quelques-uns l'ont perdue – à la recherche de la vérité, pour réunir une quantité considérable d'indices et témoignages. Dès 1964, la France fut sur la ligne de front de ce combat, avec les articles de Thomas Buchanan dans *L'Express*, puis ceux de Raymond Cartier dans *Paris Match*, lequel donnait raison à ceux qui, dans les hautes sphères politiques européennes, étaient convaincus que « le drame de Dallas cachait un mystère qui, s'il était révélé, déshonorerait les États-Unis et ébranlerait ses fondements⁹ » (les hautes sphères en question désignaient probablement De Gaulle, à qui Alain Peyrefitte prête la même conviction)¹⁰. Parmi les investigateurs américains de la première heure se trouvait un jeune avocat du nom de Mark Lane : moins d'un mois après l'assassinat, après avoir réuni un *Citizens Committee of Inquiry* pour interviewer les témoins directs du crime, il contesta la thèse officielle dans un article du *Gardian*, puis dans un livre, *Rush to Judgment*.

La contestation se fit plus menaçante en 1967, lorsqu'une enquête ouverte par le procureur de la Nouvelle-Orléans Jim Garrison leva un coin du voile sur l'implication de la CIA. Garrison obtint de visionner le film d'Abraham Zapruder, un spectateur de Dealey Plaza qui avait saisi l'assassinat en huit-millimètres ; ce film, confisqué par le FBI le jour même, prouve par le mouvement de la tête du président que la balle mortelle provenait bien du *grassy knoll*, en face du président, et non du *School Book Depository* situé dans son dos. L'enquête de Garrison souffrit cependant d'une campagne de diffamation contre sa personne et de la mort mystérieuse de ses deux principaux témoins, Guy Banister et David Ferrie.

En 1968, Robert Kennedy, qui tenait dans le gouvernement de son frère aîné le poste de ministre de la Justice (*Attorney General*), présente sa candidature à l'investiture démocrate. Parmi tous ceux qui ont pleuré John Kennedy, l'espoir naît de voir Bobby reprendre possession de la Maison Blanche et, de là, rouvrir l'enquête. Bien qu'il

reste discret sur le sujet, ses amis proches savent que c'est bien son intention. Sur un campus en mars 1968, il lâche : « Les archives seront rendues publiques en temps voulu¹¹. » Il est assassiné le 6 juin 1968 à Los Angeles, juste après l'annonce des résultats des primaires de Californie qui faisaient de lui le favori pour l'investiture démocrate. Le Républicain Richard Nixon, qui avait été battu par John Kennedy en 1960, remporte cette fois la présidence, de justesse.

Dans les années 70, le scandale du Watergate motiva la formation d'une commission sénatoriale chargée d'enquêter sur les agissements illégaux de la CIA, le *Church Committee*, puis une autre sur les assassinats de John Kennedy et Martin Luther King, le *House Select Committee on Assassinations* (HSCA). Mais en raison d'obstacles juridiques, de pressions et d'une nouvelle vague de décès parmi les témoins clés, les rapports de ces commissions n'aboutirent qu'à de timides remises en question ; au moins fut-il formellement établi par le HSCA qu'Oswald n'était pas le seul tireur, que par conséquent « John F. Kennedy a été probablement assassiné à cause d'un complot », que la Commission Warren « avait omis d'enquêter sur de possibles complots » et que la CIA « avait été défaillante dans le partage de l'information »¹². En mars 1975, le public découvrit également le film de Zapruder sur la chaîne ABC. Depuis, les sondages indiquent qu'une majorité d'Américains croient à un mensonge d'État (70 % selon un sondage ABC News en 2003), en dépit du ridicule jeté sur les théories du complot par la grande presse. En 1991 l'enquête de Garrison secoua à nouveau l'opinion publique grâce au film à succès que lui consacra le réalisateur Oliver Stone. La polémique déboucha sur l'adoption du *President John F. Kennedy Assassination Records Collection Act* pour la déclassification des archives secrètes, et sur la formation du *U.S. Assassination Records Review Board*, qui, de 1994 à 1998, entendit des témoins encore jamais auditionnés et fit déclassifier quantité de documents gouvernementaux. Durant tout ce temps, des ouvrages, articles et sites internet continuèrent d'apporter des pierres nouvelles à l'édifice de la vérité. Aujourd'hui, en dépit de quelques efforts dérisoires pour sauver la thèse gouvernementale du tueur solitaire, la vérité est accessible, dans ses grandes lignes, à qui veut l'entendre.

1. James Douglass, *JFK and the Unspeakable : Why He Died and Why it Matters*, Touchstone, 2008, p. 261-6. Ce livre essentiel est maintenant disponible en traduction française : *JFK et l'Indicible. Il y a cinquante ans, l'assassinat qui a changé le monde*, Demi-Lune, 2013.
2. Roger Stone, *The Man Who Killed Kennedy: The Case Against LBJ*, Skyhorse, 2013, kindle pos. 4077-4114.
3. Séquences d'archive incluses dans le documentaire *JFK : 3 Shots That Changed America* produit par The History Channel, 2009.
4. Rapporté par Willie Morris, *New York Days*, Little, Brown & Co, 1998, p. 35-6.
5. David Talbot, *Brothers : The Hidden History of the Kennedy Years*, Simon & Schuster, 2007, p. 390.
6. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 306-9.
7. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 311, 313.
8. Peter Janney, *Mary's Mosaic : the CIA Conspiracy to Murder John F. Kennedy, Mary Pinchot Meyer, and Their Vision for World Peace*, Skyhorse Publishing, 2012, p. 239.
9. *Paris Match*, 30 novembre 1963.
10. Alain Peyrefitte, *C'était De Gaulle*, tome 2, Fayard, 1997, p. 45.
11. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 358.
12. Texte complet sur le site gouvernemental National Archives, www.archives.gov/research/jfk/select-committee-report/summary.html

Lyndon Johnson et la vice-présidence fatale

Aucun doute ne subsiste sur la complicité du vice-président Lyndon Baines Johnson (LBJ), dont la carrière était déjà semée de plusieurs cadavres bien cachés. En 1959, Johnson avait tenté d'éliminer Kennedy de la course à l'investiture démocrate en volant ses dossiers médicaux dans le but de fuiter à la presse sa maladie d'Addison ; c'est du moins lui qui fut soupçonné par les Kennedy d'être le commanditaire des cambriolages chez les deux médecins de John¹. Lorsque Kennedy remporta les primaires, Johnson s'imposa comme son colistier grâce à des preuves de son libertinage que lui avait gracieusement fournies le patron du FBI Edgar Hoover, voisin et ami de longue date de Johnson. Hoover, surnommé *Puppetmaster* par son biographe, était un maître-chanteur aguerri ; c'est grâce à des armoires remplies de secrets compromettants qu'il s'est maintenu à la tête du FBI pendant 48 ans, sous 9 présidents, de 1924 jusqu'à sa mort à 72 ans². Hoover ne manquera d'ailleurs pas de rappeler au président Kennedy à quel point il était irremplaçable : en décembre 1960, par exemple, Hoover rapporta à son supérieur hiérarchique, l'*Attorney General* Robert Kennedy, avoir appris au hasard d'une enquête qu'« avant les dernières élections présidentielles, Joseph P. Kennedy (père du président John Kennedy) avait reçu la visite de nombreux gangsters ». Et en février 1962, sentant à nouveau peser la menace d'une mise à la retraite, il fit part à Robert de sa connaissance des relations du Président avec la maîtresse du mafioso Sam Giancana, Judith Campbell Exner³.

« Nous n'avions jamais considéré Lyndon [pour la vice-présidence], s'excusa un jour Kennedy à son assistant Hyman Raskin, mais ces bâtards essayaient de me coincer. Ils m'ont menacé de me causer des problèmes, et je n'ai pas besoin de problèmes supplémentaires. »

Kennedy n'en a jamais dit davantage. À son attaché de presse Pierre Salinger qui le questionnait à ce sujet, il répondit : « On ne connaîtra jamais toute l'histoire. Et c'est mieux ainsi. » Mais on peut se fier à celle qui fut sa secrétaire personnelle pendant douze ans, Evelyn Lincoln : « Jack savait que Hoover et LBJ auraient fait courir partout des histoires de femmes. » Kennedy se fit une raison, rapporte son ami Kenneth O'Donnell : « J'ai quarante-trois ans [...], je ne vais pas mourir en fonction. Donc la vice-présidence n'a aucune importance⁴. » Johnson, lui, voyait les choses autrement : à Clare Boothe Luce, qui lui demandait pourquoi il avait accepté ce poste, moins stratégique que celui de chef de la majorité au Sénat qu'il occupait jusqu'alors, il répondit : « Un président sur quatre est mort en fonction. Je suis joueur, chérie, et c'est ma seule chance⁵. » Certains investigateurs comme Phillip Nelson (*LBJ : The Mastermind of JFK's Assassination*, 2 010) pensent donc que lorsqu'il s'empara de la vice-présidence par le chantage, Johnson n'avait d'autre but que de s'emparer de la présidence par le meurtre. Tout récemment, Roger Stone, un habitué de la Maison Blanche qui a servi comme assistant des présidents Nixon et Reagan, a également instruit à charge contre Johnson dans *The Man Who Killed Kennedy* (2 013). Ce que de nombreux témoignages permettent de connaître du caractère de Johnson rend le scénario plausible. Enfin, il faut prendre en considération le fait que le *Texas School Book Depository* où Oswald fut embauché en octobre 1963 appartenait à David Harold Byrd, un ami de Johnson qui lui était fort obligé : Byrd était le cofondateur de Ling Temco Vought (LTV), qui était devenu l'un des plus grands fournisseurs du gouvernement grâce au sénateur Johnson dans les années 50. Après que l'homme des basses œuvres de Johnson Mac Wallace fut condamné à une peine de prison avec sursis pour le meurtre prémédité de l'amant de la sœur de Johnson (ce qui lui aurait valu la peine capitale au Texas sans l'intervention de Johnson), Byrd embaucha Wallace comme responsable des achats de LTV. En 1998, l'investigateur Walt Brown démontra qu'une empreinte digitale relevée dans le nid de sniper du sixième étage du School Book Depository (l'empreinte 29 de la Commission Warren) était formellement identifiable comme appartenant à Wallace⁶. Mentionnons également que, dès 1965, le KGB « était en possession de données supposées indiquer que le président Johnson était responsable de l'assassinat du défunt président

John F. Kennedy », selon un mémo du FBI daté du 1er décembre 1966 intitulé “*Reaction of Soviet and Communist Party Officials to the Assassination of President John F. Kennedy*”, découvert par l’*Assassination Records Review Board* (ARRB) en 1996⁷ selon son biographe Robert Caro, Johnson avait pour le pouvoir « une faim si sauvage et dévorante qu’aucune considération de moralité ou d’éthique, aucun prix pour lui-même – ou pour les autres – ne peut l’arrêter⁸ ». Robert Kennedy, réputé savoir juger les hommes, voyait en Johnson un véritable psychopathe : « Johnson ment tout le temps, disait-il. Je te le dis, il ment continuellement, sur tout. Dans chaque conversation que j’ai avec lui, il ment. [...] il ment même quand il n’en a pas besoin⁹. »

Trois ans après son élection, lorsque Kennedy avait pris la pleine mesure de l’hostilité d’une partie de son administration et des menaces qui pesaient sur sa vie, sa plus grande angoisse était de laisser la place à Johnson, ce « *riverboat gambler* » (joueur de poker professionnel opérant sur les steamers du Mississippi)¹⁰. Il s’en ouvrit à son épouse Jackie, qui le cite dans un long témoignage enregistré en 1964 et rendu public en 2011 : « Jack m’en parlait parfois, il disait : “Mon Dieu, peux-tu imaginer ce que deviendrait le pays si Lyndon était président ?”¹¹ » Robert Kennedy se souvient pareillement avoir entendu son frère soupirer en constatant l’incompétence de Johnson dans la direction du *Committee on Equal Employment Opportunity* (contre la discrimination raciale) qu’il lui avait confiée : « Peux-tu imaginer quelque chose de plus pathétique que Johnson essayant de gouverner les États-Unis ? C’est pourquoi il n’est pas question qu’il soit président¹². » John Kennedy était donc déterminé à changer de vice-président pour sa campagne de réélection en 1964. Se trouvant à Dallas la veille de la visite du président, Nixon en profita pour ébruiter la rumeur de l’éviction de Johnson, comme le rapporta le *Dallas Morning News* du 22 novembre : « Nixon prédit que JFK laissera tomber Johnson (*Nixon predicts JFK may drop Johnson*). » Au lieu de cela, Johnson devint président le jour même.

Evelyn Lincoln se souvient qu’en évoquant sa décision quelques jours avant son voyage fatal, Kennedy l’avait justifiée par son désir d’œuvrer « pour faire de la fonction publique une carrière honorable »¹³. Johnson était en effet impliqué dans trois affaires de corruption remontant à son mandat de sénateur du Texas entre 1949

et 1960. L'un de ses proches, le secrétaire de la Navy Fred Korth, venait de démissionner après que le Département de la Justice l'eut inculpé dans l'attribution frauduleuse à l'entreprise texane General Dynamics d'un marché de sept milliards pour la construction de l'avion militaire TFX (le plus gros marché d'armement à l'époque). Le secrétaire personnel de Johnson, Bobby Baker, était inculpé pour la même affaire, et un associé de Baker, du nom de Don Reynolds, témoignait contre lui le 22 novembre précisément devant une commission sénatoriale (*Senate Rules Committee*) ; il avait vu circuler une valise de 100 000 dollars de commission occulte destinée à Johnson, et prétendait en outre que ce dernier avait tenté d'acheter son silence¹⁴. L'inculpation de Baker faisait le gros titre de l'hebdomadaire *Life* quelques jours avant le 22 novembre : « La bombe Bobby Baker : [...] Le scandale enfle à Washington¹⁵. » Un article plus dévastateur encore était programmé pour le numéro suivant, comme le révélera James Wagenvoord, alors assistant en chef du directeur de projet de *Life*, au chercheur John Simkins : « ça allait faire exploser Johnson. On le tenait. Il était fini. [...] Johnson aurait été démolé et éliminé de la course pour 1964, et il aurait probablement fait de la prison¹⁶. » Au lieu de cet article, *Life* publia 31 images du film de Zapruder, mais dans un ordre modifié qui permettait de présenter ces images comme une validation de la thèse officielle du tir provenant de l'arrière.

La mort du président propulsa le vice-président à la tête de l'État et, dans le climat de crise nationale ainsi créé, lui permit d'intimider la justice et la presse tout en réalisant l'ambition de sa vie. Beaucoup d'Américains soupçonnèrent immédiatement Johnson d'être impliqué dans l'assassinat, surtout au Texas où ses méthodes et sa personnalité étaient mieux connues. Mais la population fut rassurée en constatant que le nouveau maître de la Maison Blanche conservait intact le gouvernement de son prédécesseur, et qu'aucun des proches de Kennedy ne contesta publiquement la thèse officielle. Qui pouvait imaginer que tous ces ministres et conseillers, certains amis intimes de Kennedy, aient pu trahir leur héros ? Dans leur majorité, ces fidèles de Kennedy eux-mêmes ne pouvaient croire à la responsabilité de Johnson et se laissèrent convaincre de rester unis au nom de l'intérêt national : « J'ai encore plus besoin de vous maintenant que le président Kennedy avait besoin de vous¹⁷, » répétait-il à chacun

d'entre eux. Après tout, Edgar Hoover en personne certifiait qu'Oswald avait agi de sa seule initiative. L'affaire était classée. Il fallait assurer la continuité du gouvernement, au moins jusqu'à la fin du mandat présidentiel, un an plus tard.

Plusieurs personnes ont directement incriminé Johnson dans le crime de Dallas, à commencer par Jack Ruby lui-même, à mots couverts, dans une conférence de presse filmée en mars 1965 depuis sa prison : « Si [Adlai Stevenson] avait été vice-président, il n'y aurait jamais eu d'assassinat de notre bien-aimé président Kennedy¹⁸. » Ruby précisa son accusation dans une lettre de seize pages qu'il réussit à faire sortir de prison, peu avant de mourir d'un cancer en 1967¹⁹. L'une des maîtresses de Johnson, Madeleine Brown, répète à qui veut l'entendre que Johnson lui aurait confié le 21 novembre 1963 : « Demain ces fichus Kennedy ne m'embarrasseront plus jamais ; ce n'est pas une menace, c'est une promesse²⁰. » Il est vrai que les principaux témoins à charge contre Johnson sont des gens peu fiables. On compte encore parmi eux Billie Sol Estes, un affairiste texan qui était redevable à Johnson de sa fortune et lui avait reversé près d'un million de dollars en commissions occultes, et qui en 1984 tenta en vain de négocier l'indulgence de la Justice en échange d'informations sur cinq autres meurtres commandités par Johnson, dont celui de sa propre sœur Josefa²¹.

Bien que les éléments et les ouvrages à charge ne cessent de s'accumuler, il n'est pas certain que Johnson ait été le cerveau originel du complot contre Kennedy. Mais il est impensable que les comploteurs aient agi sans l'assurance préalable qu'il les couvrirait, et il est fort possible qu'il intervînt personnellement dans la préparation du guet-apens. Après tout, Kennedy fut assassiné au Texas, avec des complicités certaines dans la police texane, pour mettre un Texan au pouvoir ; et l'on sait à quel point le Texas continue de nourrir, un siècle après la Guerre de Sécession, un sentiment d'aliénation vis-à-vis de Washington et de l'élite de la Côte Est. En outre, Johnson entretenait des liens amicaux avec John Rowley, le directeur du *Secret Service*, responsable du choix de l'itinéraire suivi par le convoi présidentiel à Dallas, et coupable de graves négligences dans la sécurité ce jour-là. L'un des agents du *Secret Service*, Joseph Shimon, confia à sa fille Toni au printemps 1963 (laquelle en fit part au journaliste Peter Janney en 2007) : « Le vice-président m'a demandé

de lui assurer plus de sécurité qu'au président... », laissant sa fille deviner que « quelque chose va arriver et Johnson est au courant²² ».

Il est par ailleurs établi qu'après Dallas, Johnson pesa de toute son autorité nouvellement acquise pour imposer la thèse du tireur solitaire, en ordonnant à la police de Dallas de cesser toute enquête dès le 22 novembre. Il alla jusqu'à téléphoner personnellement à l'hôpital de Dallas le 24 novembre, pour exiger du chirurgien qui s'efforçait de sauver la vie d'Oswald qu'il se contente d'obtenir de lui « une confession sur son lit de mort (*a death-bed confession*) »²³. Dans cette démarche d'obstruction à la vérité, Johnson reçut le soutien entier d'Edgar Hoover, qui fuita ses conclusions à la presse avant même que la Commission Warren ne se mette au travail – et personne ne pouvait se permettre de contredire Hoover. Le directeur du FBI n'en était pas à sa première dissimulation : n'avait-il pas, jusqu'en 1956, nié l'existence du crime organisé, alors que celui-ci dominait la vie politique de mégapoles comme Chicago²⁴ ?

Le rôle trouble de Johnson dans le crime de Dallas soulève une question plus générale sur le rôle du vice-président. La vice-présidence est une fonction si mal définie que certains y voient une faille constitutionnelle fatale à la démocratie américaine. Le vice-président n'a aucun rôle exécutif officiel tant que le président est en fonction, et il échappe donc aisément à toute responsabilité et toute supervision du Congrès. Cela a permis à certains vice-présidents d'exercer une influence occulte sans avoir de compte à rendre, et d'utiliser leur position comme une porte dérobée vers le pouvoir suprême. Pour commencer, le choix du vice-président échappe largement aux électeurs, puisqu'il résulte de tractations en coulisses après les primaires. En cas de décès du président, le peuple américain se trouve donc gouverné par un homme qu'il n'a pas véritablement choisi et qu'il connaît mal. Et si le président élu finit ses deux mandats, le vice-président, déjà installé à la Maison Blanche, a eu tout loisir de s'assurer l'avantage dans la course présidentielle, en plus de la bénédiction du président sortant. Tout cela fait naturellement de la vice-présidence un poste convoité par les intrigants. C'est un fait historique que les présidents américains passés par la vice-présidence ont tous démontré un penchant pour le complot et la dissimulation. Trois d'entre eux tiendront une place importante dans notre narration : Richard Nixon, George Bush senior et Dick Cheney. Les

deux premiers sont liés au crime de Dallas et à ses répercussions. Quant au troisième, il a pour ainsi dire remplacé son président sans avoir à le tuer : car comme l'a dit Bruce Fein, assistant de l'*Attorney General* sous Bush junior, « Dick Cheney exerce tous les pouvoirs de la présidence. Cela n'était encore jamais arrivé. Jamais²⁵. »

-
1. Richard Mahoney, *The Kennedy Brothers : The Rise and Fall of Jack and Bobby*, Arcade Publishing, 2011, p. 60.
 2. Richard Hack, *Puppetmaster : The Secret Life of J. Edgard Hoover*, New Millennium Press, 2004.
 3. Mahoney, *The Kennedy Brothers*, op. cit., p. 165, 156.
 4. Phillip Nelson, *LBJ : The Mastermind of JFK's Assassination*, XLibris, 2010, p. 318-20.
 5. Mahoney, *The Kennedy Brothers*, op. cit., p. 64.
 6. James Tague, *LBJ and the Kennedy Killing, by Assassination Eyewitness*, Trine Day, 2013, kindle pos. 4846-4992 ; Nelson, *LBJ: The Mastermind*, op. cit., p. 610-1.
 7. Ce mémo est cité par Tague, *LBJ and the Kennedy Killing*, op. cit., kindle pos. 3972. Voir sur le site de l'Organization of American Historians : www.indiana.edu/~oah/nl/98feb/jfk.html#d1
 8. Cité dans Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 17.
 9. Jeff Shesol, *Mutual Contempt : Lyndon Johnson, Robert Kennedy, and the Feud that Defined a Decade*, WW Norton & Co, 1997, 2012, p. 95.
 10. Benjamin Bradlee, *Conversations with Kennedy*, 1975, Pocket Books, 1976, p. 17.
 11. Jacqueline Kennedy, *Historic Conversations on Life with John F. Kennedy*, Hyperion, 2011.
 12. Shesol, *Mutual Contempt*, op. cit., p. 73.
 13. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 372.
 14. Russ Baker, *Family of Secrets : The Bush Dynasty, America's Invisible Government, and the Hidden History of the Last Fifty Years*, Bloomsbury Press, 2009, p. 183.
 15. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 370.
 16. Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit., p. 259.
 17. Kenneth O'Donnell et David Powers, *Johnny We Hardly Knew Ye : Memories of John Fitzgerald Kennedy*, Little, Brown & Co, 1970, p. 38.
 18. L'extrait peut être visionné sur YouTube, «Jack Ruby Talks», www.youtube.com/watch?v=omnpQBalEuc
 19. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 604-7.
 20. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 376.
 21. William Raymond et Billie Sol Estes, *JFK. Le Dernier témoin*, Flammarion, 2003.
 22. Toni Shimon interviewé en 2007 par Peter Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit.,

p. 214.

23. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 585.

24. Hack, *Puppetmaster*, op. cit., p. 285.

25. Lou Dubose et Jake Bernstein, *Vice : Dick Cheney and the Hijacking of the American Presidency*, Random House, 2006, p. 223.

Au nom de la Sécurité Nationale

Johnson et Hoover contrôlèrent l'enquête sur l'assassinat de Kennedy, mais ne sont peut-être pas à l'origine de l'assassinat lui-même. De nombreux indices orientent les soupçons vers d'autres ennemis de Kennedy, plus puissants mais moins visibles. Les ouvrages les plus récents, synthétisant cinquante ans de recherche, tendent aujourd'hui à confirmer ce que Jim Garrison percevait déjà en octobre 1967 (dans une interview pour *Playboy*) : « Le président Kennedy a été tué pour une seule raison : parce qu'il travaillait à la réconciliation avec l'Union Soviétique et Cuba. [...] Le président Kennedy est mort parce qu'il voulait la paix. » Garrison en tirait des implications aux accents prophétiques : « En un sens réel et terrifiant, notre gouvernement est la CIA et le Pentagone, tandis que le Congrès est réduit au rôle de simple club de discussion. [...] J'ai bien peur, d'après ce que je sais, que le fascisme viendra en Amérique sous le nom de Sécurité Nationale¹. » *National Security* sont en effet les mots clés de cette affaire : c'est, pour ainsi dire, le nom euphémique de l'État profond américain, logé essentiellement au sein de la CIA et du Pentagone, mais intimement lié au supramonde économique.

Ce qu'on nomme par commodité le *National Security State* est né après la Seconde Guerre mondiale, mais ses racines sont plus anciennes, comme le démontre un épisode peu connu de l'histoire des États-Unis. En 1933, le général Smedley Butler, héros de la Première Guerre mondiale immensément populaire parmi les vétérans (notamment pour avoir défendu leurs droits durant la Grande Dépression), est contacté par un réseau d'affairistes qui lui proposent de prendre la tête d'un coup d'État militaire contre le président Franklin Roosevelt ; il endosserait le rôle du « chevalier blanc » sauvant la nation du socialisme imposé par un président à la santé

déclinante. Butler aurait aisément mobilisé, à l'occasion de la convention annuelle des vétérans, 500 000 hommes pour marcher sur Washington et contraindre Roosevelt à lui confier un poste spécialement créé de *Secretary of General Affairs* qui aurait réduit Roosevelt à un rôle représentatif. Butler feignit d'être intéressé avant de dénoncer le complot au Congrès et à la radio. Un *Committee on Un-American Activities* (ou *McCormack – Dickstein Committee*) enquêta à partir de novembre 1934 et, dans son rapport final paru en février 1935, affirme détenir la preuve que « certaines personnes ont tenté d'établir une organisation fasciste dans ce pays. [...] Il ne fait aucun doute que cette tentative a été discutée et planifiée et qu'elle aurait pu être mise à exécution quand et si ses financiers l'auraient décidé². » Le rapport, cependant, ne nomme aucun des conspirateurs, un arrangement ayant probablement été trouvé avec Roosevelt pour lui permettre de mettre en place son *New Deal* en échange de leur impunité.

Cet épisode illustre l'existence d'une collusion entre le monde de la haute finance et l'appareil militaire, fondée sur une même phobie du communisme et une hostilité aux mouvements de réforme sociale. La réduction de l'État démocratique par une combinaison des pouvoirs économiques et militaires constitue bien l'essence du fascisme. La victoire (relative) de l'État démocratique sur la puissance militaro-industrielle dans les années 1930 obligea cette dernière à se retrancher dans l'État profond. Mais après la Seconde Guerre mondiale, le vice-président et successeur de Roosevelt, Harry Truman, fut l'instrument docile d'une mutation qui décupla le pouvoir de cette entité. Propulsé à la tête de l'État par la mort de Roosevelt en avril 1945, après seulement trois mois à la vice-présidence, ce politicien provincial du Missouri était mal préparé pour négocier un tournant important de l'histoire. Roosevelt ne l'avait informé d'aucun dossier sensible, et certainement pas du développement ultrasecret de la bombe atomique (Projet Manhattan). Quatre mois plus tard, durant la conférence de Postdam, Truman est averti par un télégramme codé que le dernier test atomique à Alamogordo (Nouveau Mexique) est concluant : « Opéré ce matin. Diagnostic incomplet mais résultats semblent satisfaisants et dépassent déjà les attentes³. » Sans perdre une journée de réflexion, Truman ordonne la pulvérisation d'Hiroshima par une bombe à l'uranium le 6 août 1945, et exulte à

l'annonce du résultat : « *This is the greatest thing in history !*⁴ » Il récidive trois jours plus tard sur Nagasaki – avec une bombe au plutonium, pour comparer.

On sait aujourd'hui que ce double crime contre l'humanité n'obéissait à aucune nécessité militaire, puisque Tokyo et 66 autres villes japonaises avaient déjà été réduites en cendre sous un déluge de bombes incendiaires, et que l'empereur avait accepté le principe de la capitulation. Hiroshima et Nagasaki n'étaient qu'une démonstration de force destinée à faire de la menace nucléaire l'instrument d'un nouvel ordre mondial fondé sur la terreur. Roosevelt aurait-il agi autrement, lui qui, devant le Congrès le 6 janvier 1941, appelait de ses vœux un monde désarmé qui serait « l'antithèse même du nouvel ordre tyrannique que les dictateurs cherchent à instaurer par l'explosion d'une bombe »⁵ ? Quoi qu'il en soit, la décision de Truman d'inaugurer la bombe atomique fut le véritable déclencheur de la Guerre froide et de la course à l'armement ; quatre ans plus tard, en août 1949, les Soviétiques testaient leur première bombe atomique au plutonium.

Ce même Truman est aussi responsable de la création des structures fondamentales du *National Security State*, dont l'acte de naissance est le *National Security Act* de 1947, amendé en 1949. Par ce décret, le président voulait s'entourer de structures de commandement adaptées à la Guerre froide qu'il venait de déclencher. Tout d'abord, dans la logique du regroupement physique des cinq commandements (*Army, Navy, Air Force, Marine Corps* et *Strategic Command*) au Pentagone inauguré en 1943, Truman réunit les chefs d'états-majors interarmes en un comité permanent, les *Joint Chiefs of Staff* (JCS), muni d'un président (*chairman*) désigné, ce qui donna aux militaires un pouvoir décisionnel accru sur la politique extérieure. Il institua simultanément le Conseil de Sécurité nationale (*National Security Council*, NSC), qui réunit régulièrement autour du président les principaux acteurs des Affaires étrangères et militaires ainsi que du Renseignement. Le successeur de Truman, Dwight Eisenhower, créa un poste spécifique pour présider à cette structure, le *National Security Advisor*, qui prévaudra bien souvent sur le secrétaire d'État dans la définition de la politique étrangère (les deux postes se confondront avec Henry Kissinger, puis Colin Powell et Condoleezza Rice). Eisenhower établit également en 1952 la *National Security Agency* (NSA), dont l'existence fut tenue secrète jusqu'en 1957, et dont la

mission est l'espionnage mondial des communications téléphoniques, radios et électroniques (en 2013, le *New York Times* révèle, grâce aux informations fournies par le *whistleblower* Edward Snowden, que la NSA pratique la surveillance de masse sur les sols américains et européens)⁶.

Tous les textes fondateurs de ce nouvel appareil de Sécurité nationale se caractérisent par une exagération alarmiste des ambitions et de la puissance militaire soviétiques, qui installèrent à la Maison Blanche un climat de guerre permanente. La volonté d'hégémonie mondiale prêtée à l'Union soviétique sert de justification à la « doctrine Truman » : l'affirmation du droit des États-Unis de s'ingérer dans les affaires intérieures de tout pays, proche ou lointain, qui en penchant légèrement à gauche risquerait de déclencher un « effet domino » propre à faire basculer toute une région sous l'influence communiste. Façonnées par une vision quasi théologique et apocalyptique de la Guerre froide, les structures mises en place par Truman vont constituer, sous le prétexte de la « sécurité nationale », un véritable gouvernement impérial, agissant de façon masquée pour déstabiliser tout gouvernement non aligné et maintenir au pouvoir des dictatures sous tutelle.

Le rapport NSC-68 du 7 avril 1950, qui eut une grande influence sur la politique états-unienne des vingt années suivantes, présente le Kremlin comme une menace de « destruction non seulement de cette République, mais de la civilisation elle-même ». Son auteur principal, Paul Nitze, considère donc une attaque nucléaire préemptive contre l'URSS comme souhaitable, bien qu'impraticable « à moins de pouvoir être présentée comme une contre-attaque en réponse à une frappe déjà lancée ou sur le point d'être lancée ». Malheureusement en effet, « l'idée d'une guerre "préventive" – dans le sens d'une attaque militaire non provoquée par une attaque militaire contre nous ou nos alliés – est généralement inacceptable aux yeux des Américains⁷ ». Ce rapport pose une problématique bien différente de celle de la « dissuasion », justification officielle de l'arsenal atomique. La question implicite est ici : comment frapper le premier, suffisamment fort pour anéantir la puissance de frappe de l'ennemi, tout en se donnant l'air d'agir en légitime défense ? Et donc : comment provoquer l'incident qui justifiera des représailles ? Ces questions continueront d'obséder le Pentagone sous la présidence de Kennedy et instilleront une véritable

culture machiavélique de l'attaque sous fausse bannière. L'idée que les États-Unis doivent profiter de leur avance en armement nucléaire pour frapper les premiers est alors largement partagée, et avancée ouvertement par le commandant de l'Air Force, le général Curtis LeMay, l'homme qui, quelques années auparavant, a réduit en cendres plus de soixante villes japonaises. Convaincu que la guerre nucléaire était inévitable et imminente, LeMay méprisait le pacifisme de Kennedy, qu'il prenait pour de la lâcheté, tandis que Kennedy cachait mal son dégoût pour cet homme paranoïaque, que Stanley Kubrick caricaturera sous les traits du général Jack D. Ripper dans *Docteur Folamour* (dont la sortie était programmée le 22 novembre 1963). « Je ne veux plus jamais cet homme à côté de moi⁸ », lancera un jour Kennedy après avoir écouté ses nouveaux projets de crimes de guerre.

Le militarisme de l'État américain est exacerbé par la collusion du Pentagone avec l'industrie de l'armement, un marché de centaines de milliards de dollars que se partagent les plus grands groupes industriels, et qui engloutit presque la moitié du budget de l'État sans le moindre contrôle du contribuable. Les firmes d'armement ont leurs délégués permanents dans les salles d'état-major du Pentagone, tandis que les généraux arrondissent leurs retraites dans les conseils d'administration de ces mêmes firmes. Puisque tout marché croît avec la consommation, la logique de l'industrie militaire est l'augmentation constante du budget de la Défense nationale, et l'écoulement périodique des stocks par la guerre. Dans son discours d'adieu prononcé le 17 janvier 1961, le président Eisenhower, général retraité, mit en garde la nation contre ce phénomène envahissant qu'il n'avait pas réussi à endiguer : « Cette conjonction d'un immense establishment militaire et d'une vaste industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale – économique, politique et même spirituelle – se ressent dans chaque ville, dans le parlement de chaque État, dans chaque bureau du gouvernement fédéral. [...] Au sein des différentes instances du gouvernement, nous devons nous protéger contre l'apport d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, de la part du complexe militaro-industriel. Le potentiel pour une montée désastreuse d'un pouvoir hors de proportion existe et persistera⁹. » Le brouillon récemment retrouvé de ce discours mettait en garde contre tout ce qui pourrait « donner à un segment de ce vaste complexe

militaro-industriel la possibilité de concentrer son pouvoir¹⁰ ». Ce complexe militaro-industriel, qu'Eisenhower a vu grandir jusqu'à des proportions monstrueuses, inclut depuis 1958 la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*), dont le programme spatial civil n'a jamais été qu'une couverture pour sa véritable mission : le développement des fusées intercontinentales capables de transporter l'arme atomique, et à plus long terme la possibilité de placer des batteries de missiles nucléaires sur orbites¹¹.

Tandis que l'État démocratique a besoin de transparence pour conserver la confiance des citoyens, la structure étatique de Sécurité nationale, au contraire, crée l'opacité autour d'elle. Sous le prétexte sécuritaire, elle communique exclusivement en mode top-secret. Elle s'arroge le droit et le devoir de cacher au Congrès tout ce qui la concerne, mais aussi d'entraver par tous les moyens la liberté de la presse d'enquêter sur ses agissements. Cet État dans l'État, contrôlé par des généraux pratiquement inamovibles, hostile au régime démocratique qui l'héberge, est rendu largement invisible aux Américains, non seulement par le secret dont il s'entoure, mais aussi parce que son pouvoir s'exerce principalement en dehors des frontières nationales. L'histoire interne de ce gouvernement de l'ombre n'émerge à la lumière qu'à retardement et de façon très incomplète, au rythme de la déclassification des archives. Encore faut-il que des associations militantes se battent continuellement pour obtenir l'accès à ces archives et les rendent publiques. C'est la mission que se donne, depuis 1985, le collectif du *National Security Archive Project* de l'Université George Washington¹², qui a intenté déjà quarante procès à l'Administration pour obstruction au *Freedom of Information Act* de 1966.

Pour mieux comprendre l'état d'esprit qui règne au sein du complexe militaro-industriel, on peut s'intéresser au think tank stratégique qui lui tient lieu de cerveau principal, la RAND Corporation, fondée en 1945 par l'Air Force. Dans les années 50, la RAND se mit en quête de modèles scientifiques pour prévoir l'évolution de la Guerre froide, et se tourna vers la « théorie des jeux » (*game theory*), un nouveau champ mathématique destiné à modéliser les stratégies de décision entre individus rationnels mus par leur seul intérêt personnel dans un contexte compétitif tel que le poker. La RAND embaucha plusieurs savants dont un mathématicien de génie

nommé John Nash, auteur de travaux sur les « équilibres non coopératifs » qui lui vaudront le prix Nobel d'économie en 1994. La théorie des jeux de Nash conforte les *cold-warriors* dans l'idée que la pire erreur stratégique serait d'accorder la moindre confiance à la parole de l'ennemi, que celui-ci doit être au contraire supposé prêt à toutes les turpitudes et trahisons, et qu'il doit être battu à son propre jeu. L'ironie est que John Nash (dont Hollywood fera en 2001 le portrait dans *Un Homme d'exception*, avec Russel Crowe) souffrait d'une « schizophrénie paranoïde » pour laquelle il fut interné en 1955 et régulièrement par la suite. Sa vision des rapports humains, transposée en vision des rapports internationaux par la RAND, est typiquement psychopathique. Le psychopathe, en effet, est fondamentalement incapable d'empathie et traverse la vie comme un joueur de poker, avec le gain personnel comme seule fin et la tromperie comme moyen¹³.

Or, comme nous allons le voir, c'est précisément l'empathie pour l'ennemi, la reconnaissance de son humanité, qui permit à Kennedy d'éviter la guerre nucléaire au moment critique, en résistant à la fureur paranoïaque de ses généraux. Son ministre de la Défense Robert McNamara se souvient de cette leçon : « Règle numéro un, se mettre à la place de l'ennemi : nous devons essayer de nous glisser dans sa peau et nous regarder nous-mêmes à travers ses yeux, afin de comprendre les pensées qui sous-tendent ses décisions et ses actions¹⁴. »

1. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 320.

2. Jules Archer, *The Plot to Seize the White House*, Skyhorse Publishing (1973), 2007.

3. Richard Rhodes, *The Making of the Atomic Bomb*, Simon & Schuster (1987), 2012.

4. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 1.

5. FDR Presidential Library, www.fdrlibrary.marist.edu/archives/significant.html

6. James Risen, « N.S.A. Gathers Data on Social Connections of U.S. Citizens », *New York Times*, 28 septembre 2013.

7. Truman Presidential Library, www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/coldwar/documents/pdf/10-1.pdf

8. JFK à son assistant Charles Daly, cité dans Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 68.

9. Discours télévisé visible sur YouTube, « Eisenhower Farewell Address », www.youtube.com/watch?v=CWiIYW_fBfY.

10. Jim Newton, « Ike's Speech », *The New Yorker*, 20 décembre 2010.
11. Gerhard Wisniewski, *One Small Step? The Great Moon Hoax and the Race to Dominate Earth From Space*, Clairview, 2007, p. 287-357.
12. Site officiel : www.gwu.edu/~nsarchiv/
13. Voir le documentaire d'Adam Curtis pour la BBC, *The Power of Nightmare*, 2005.
14. McNamara dans le documentaire d'Errol Morris, *The Fog of War : Eleven Lessons from the Life of Robert S. McNamara*, 2003.

la CIA et la Baie des Cochons

Dans le concept de « Complexe militaro-industriel » doit être incluse la branche du Renseignement (*Intelligence*). Eisenhower ne la désigna pas nommément dans son discours d'adieu mais, en quittant ses fonctions, il s'en plaignit au directeur de la *Central Intelligence Agency*, Allen Dulles : « La structure de notre Renseignement est défailante. J'ai essayé sur cette question une défaite pendant sept ans. Rien n'a changé depuis Pearl Harbor. Je laisse un "héritage de cendres" à mon successeur¹. »

La CIA est l'une des armes essentielles dont se dota l'État sécuritaire dès sa création en 1947. Elle a pour mission première de centraliser et synthétiser le Renseignement à l'usage du président. Mais la CIA est aussi l'héritière de l'*Office of Strategic Services* créé pendant la Seconde Guerre mondiale, qu'elle intègre sous le nom d'*Office of Special Operations* puis de *Directorate of Plans* en 1952. Surnommé au sein de la CIA le « Département des coups tordus » (*Department of Dirty Tricks*), ce service contrôle plus de la moitié du budget de l'Agence. La directive NSC-10/2 du Conseil de Sécurité nationale (1 948) définit les « opérations secrètes » (*covert operations*), la spécialité du *Directorate of Plans*, comme toutes les activités « qui sont conduites ou sponsorisées par ce gouvernement contre des États ou des groupes étrangers hostiles, mais qui sont planifiées et exécutées de telle manière qu'aucune responsabilité du gouvernement américain ne puisse apparaître aux yeux d'une personne non autorisée et que, au cas où l'opération serait découverte, le gouvernement puisse plausiblement décliner toute responsabilité² ».

Conçu pour déresponsabiliser juridiquement le président de toutes les actions illégales qu'il autorisait, en cas de dévoilement public, ce principe du « déni plausible » (*plausible deniability*) donne à la CIA une

autonomie presque complète, puisque, dans les faits, il la dispense d'informer le président de ses opérations

— sans toutefois l'empêcher de se retrancher derrière lui en cas d'échec. Il s'agit en fait d'une application particulière de la règle d'or des services secrets : le principe de « connaissance suffisante » (*need-to-know*), qui dicte que chacun ne doit savoir que le strict nécessaire à l'accomplissement de sa mission, une compartimentation qui rend pratiquement impossible de remonter à la source en cas de problème. Autre conséquence de l'impératif de « déni plausible » : pour rester opaques, les opérations secrètes vont générer leurs propres financements, ce qui dans les années 70 va entraîner la CIA à prendre une part active aux trafics d'armes et de drogues. Enfin, la clandestinité impose souvent aux agents de la CIA d'opérer hors registre, sous des couvertures diverses ; un agent limogé ou démissionnaire n'a pas nécessairement cessé toute coopération. La CIA prend même l'habitude de faire appel à des criminels professionnels pour ses basses besognes sur le sol américain, et à des groupes paramilitaires pour ses campagnes de déstabilisation à l'étranger, afin de déguiser ses agressions en guerres civiles. Flairant les dérives possibles de la CIA sous couvert du principe de « déni plausible », le général George Marshall, secrétaire d'État de Truman, voyait la naissance de ce monstre d'un mauvais œil : « Les pouvoirs confiés à l'agence proposée semblent presque illimités et ont besoin d'être clarifiés », écrivait-il dans un mémo adressé à Truman le 7 février 1947³. Le conseiller George Kennan, qui prépara le document NSC-10/2, y verra « la pire erreur que j'ai jamais faite »⁴.

L'un des problèmes inhérents à la CIA était sa direction. Sur ses sept dirigeants fondateurs, un seul n'était pas banquier ou avocat à Wall Street. Sous Eisenhower, le poste de directeur revint à Allen Dulles qui, avec son frère John Foster nommé Secrétaire d'État, avait travaillé pour l'un des plus grands cabinets d'avocats de Wall Street, Sullivan & Cromwell, avant d'entrer en politique. C'est pourquoi l'on a dit que la CIA était dirigée depuis New York plutôt que Washington. Dans ces milieux affairistes, l'intérêt national se confond avec les intérêts des grands groupes industriels. Bien que créée dans le cadre du *National Security Act* en 1947, et donc consacrée à la lutte contre la menace communiste, la CIA servira prioritairement les intérêts du grand capital. Conçue en théorie pour informer le président, elle sera

en pratique un moyen pour la classe financière de confisquer à son profit la politique étrangère des États-Unis.

Sur trois continents, la CIA a renversé des gouvernements démocratiquement élus pour les remplacer par des dictatures sous tutelle américaine. Son premier grand succès fut le coup d'État de 1953 contre le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh qui s'apprêtait à nationaliser l'*Anglo-Iranian Oil Company* (AIOC, renommé *British Petroleum* en 1954). L'AIOC était britannique et non américaine, mais il se trouve que les frères Dulles avaient été ses conseillers juridiques et y conservaient des intérêts. Dans le cadre de l'Opération Ajax, dont les documents ont été déclassifiés dans les années 1990, la CIA et le MI6 britannique organisèrent une série d'attentats contre des leaders religieux, une mosquée et des civils, tout en distribuant des tracts revendiquant ces attentats au nom de Mossadegh, présenté comme communiste et anti-islam. Ces attentats justifèrent l'arrestation et l'emprisonnement à vie de Mossadegh, tandis que la CIA introduisait elle-même en Iran l'héritier de la monarchie, le Chah Mohammad Pahlavi, avant de former sa redoutable police secrète, le SAVAK – y compris aux techniques de torture⁵. Dans les dernières années d'Eisenhower, la CIA supervisa l'assassinat du premier président élu de la République du Congo, Patrice Lumumba, pour confier le pouvoir au sanguinaire Mobutu qui terrorisa et vampirisa le pays (rebaptisé Zaïre) pendant 32 ans. La décision d'assassiner Lumumba trois jours avant l'inauguration de Kennedy en dit long sur l'indépendance du *National Security State* par rapport au gouvernement élu. Elle fut probablement motivée par une inquiétude sur la vision du nouveau président, qui avait clairement professé son anti-impérialisme devant le Sénat en 1957, dans son fameux « Discours algérien », puis à nouveau en 1959 : « Appelez ça le nationalisme, appelez ça l'anticolonialisme, appelez ça comme vous voudrez ; l'Afrique traverse une révolution. [...] Le message est lancé, et se répand comme le feu dans presque mille langues et dialectes, qu'il n'est plus nécessaire de rester pour toujours pauvre et pour toujours en esclavage⁶. »

En Amérique centrale, la CIA s'acharna d'abord contre le président du Guatemala Jacobo Arbenz élu en 1951. Par son programme de redistribution d'une partie des terres au profit de 100 000 paysans pauvres, Arbenz menaçait les intérêts de la multinationale *United Fruit Company*, géant de l'exploitation bananière qui possédait plus de 90 %

des terres. Les Dulles étaient actionnaires de la *United Fruit*, dont les contrats d'exploitation avaient été rédigés par leur cabinet d'avocats dans les années 30 ; John Foster siégeait même à son conseil d'administration. Eisenhower et les frères Dulles orchestrèrent, financèrent et armèrent directement le coup d'État contre Arbenz par une junte militaire qui, de 1954 à 1996, fera plus de 200 000 morts civils, notamment parmi la population maya. Un manuel de la CIA rédigé dans ce contexte en 1953 (déclassifié en 1997) et intitulé *A Study of Assassination*, contient des instructions précises sur les différents modes d'assassinat, par armes, bombes ou accidents simulés. Dans certains cas, il est recommandé d'employer comme assassins des « agents clandestins ou membres d'organisations criminelles ». Toujours par respect du principe de « déni plausible », « il est préférable que l'assassin soit de passage dans la région. Il doit avoir le moins de contact possible avec le reste de l'organisation et ses instructions doivent être données oralement par une seule personne⁷ ».

Ce qui rend la CIA particulièrement efficace comme bras armé de l'Empire est sa capacité d'agir cachée, si possible même sous le masque de l'ennemi. Il est surtout important que son activité terroriste et colonialiste à l'extérieur des frontières reste non détectée par le peuple américain. C'est pourquoi la CIA a initié dès les années 50 une vaste opération de propagande intérieure. Dirigée depuis le *Directorate of Plans* sous le nom de code *Mockingbird*, l'opération a permis de contrôler des dizaines de directeurs et journalistes respectables de *CBS*, *Newsweek*, le *New York Times*, le *Washington Post* et une vingtaine d'autres institutions, en leur fournissant des informations classifiées et parfois des articles tout prêts, tout en sanctionnant les investigateurs trop indépendants. On apprit en 1977 qu'un des journalistes « contrôlés » (*owned*) par la CIA était Joseph Alsop, dont les articles de politique étrangère paraissaient dans 300 journaux différents⁸. La manipulation de l'opinion publique avec l'Opération Mockingbird a pour corollaire immédiat la surveillance de la pensée avec l'Opération Chaos, par laquelle, en violation de ses statuts qui lui interdisent l'espionnage domestique, la CIA surveille ceux qui en savent trop, et les font taire si besoin est.

Lorsque Kennedy succéda à Eisenhower en janvier 1961, la CIA s'était donné comme objectif le renversement de Fidel Castro à Cuba. La révolution socialiste de Castro, qui avait remplacé en 1959 la

dictature corrompue de Fulgencio Batista, ne menaçait aucunement la sécurité des États-Unis, mais elle avait nui fortement à ses intérêts économiques en augmentant le prix du sucre et du tabac. Fort de son succès au Guatemala, Dulles ne doutait pas qu'avec la même équipe, il aurait la peau de Castro. Dès la fin 1959, un groupe anti-Castro est mis en place par le *Deputy Director of Plans* (chef du *Directorate of Plans*) Richard Bissell. Il comprend des officiers de l'opération guatémaltèque comme David Atlee Phillips et Howard Hunt, et des ennemis politiques de Castro comme Felix Rodriguez, neveu d'un ministre de Batista, ou encore Frank Sturgis, ancien compagnon de Castro retourné contre lui par anticommunisme. Le groupe se nomme *Cuban Task Force*, ou *Operation 40* (parce qu'il compte initialement quarante hommes). Au Nicaragua sont installés des centres d'entraînement pour une force paramilitaire composée principalement de Cubains ayant fui la révolution castriste. Le plan est de débarquer ces contre-révolutionnaires cubains soi-disant autonomes, puis d'envoyer à leur secours l'Air Force et la Navy en prétextant le soutien à un soulèvement populaire, et ainsi d'envahir Cuba avec un air de légitimité. Parallèlement, la CIA avait mis la Mafia à contribution dans un plan d'assassinat de Castro, qui devait faciliter l'invasion en privant l'armée et la population cubaine de leur chef. Certains parrains comme Santo Trafficante qui avaient été liés à Batista espéraient en effet reprendre le contrôle de leurs lucratifs casinos et maisons closes.

Eisenhower est moins impliqué dans ces préparatifs que son vice-président Richard Nixon, avocat d'affaires comme Dulles. Mandaté par les affairistes frustrés par Castro (parmi lesquels *Pepsi Cola*, pour qui il travaille), Nixon coordonne le financement d'*Operation 40*. Cependant, fin 1960, Nixon est candidat à la succession d'Eisenhower ; il renonce à lancer cette opération risquée en période électorale et la remet à plus tard, certain de gagner l'élection. Mais Kennedy crée la surprise en l'emportant d'une faible marge. Dulles ne perd pas de temps pour présenter l'opération au nouveau président dans une réunion du *National Security Council*, en lui laissant croire que le débarquement des exilés cubains suffira à déclencher un soulèvement populaire. Kennedy donne son aval, mais prévient qu'il n'autorisera aucune participation de l'armée américaine, qui équivaldrait à une entrée en guerre. Dulles est persuadé que, mis devant le fait accompli, le président cédera, et l'opération est lancée le 15 avril 1961 : un

contingent de 1 500 exilés cubains embarque sur sept bateaux depuis la côte nicaraguayenne et débarque dans la *Bahia del Cochinos* (Baie des Cochons) sur la péninsule cubaine de Zapata. Ils sont rapidement cernés par l'armée de Castro (lequel a échappé à toutes les tentatives d'assassinat) et, comme prévu, appellent les États-Unis à l'aide. Cinq destroyers américains et le porte-avions *Essex* se trouvent justement à moins de deux miles des côtes cubaines. Kennedy comprend qu'il a été berné. Il refuse de se laisser manœuvrer et téléphone personnellement au capitaine de la flotte stationnée près de Cuba pour lui interdire tout mouvement. Environ 200 rebelles cubains sont tués et 1 300 capturés par les forces de Castro.

Kennedy est furieux : « Je veux briser la CIA en mille morceaux et les disperser aux quatre vents », l'entendra fulminer Mike Mansfield⁹. Un document interne à la CIA, daté du 15 novembre 1960 et déclassifié en 2005, prouve que Dulles a effectivement menti au président en lui faisant croire que l'opération avait des chances de réussir sans intervention américaine directe : « Notre idée de sécuriser une plage avec piste d'atterrissage est maintenant considérée comme irréalisable, sauf sous la forme d'une coopération CIA-Pentagone¹⁰. » Dulles en personne le reconnaît dans des notes publiées à titre posthume, qui en disent long sur la manière dont la CIA manipule la Maison Blanche pour imposer sa propre politique extérieure : « Nous pensions que quand les dés seraient jetés, quand le point critique serait atteint, toute action requise pour le succès de l'opération serait autorisée plutôt que de laisser l'entreprise échouer¹¹. » Kennedy avait bien compris la manœuvre, comme il l'expliqua à Dave Powers : « Ils étaient certains que je céderais et donnerais l'ordre au porte-avions *Essex* d'intervenir. Ils ne pouvaient imaginer qu'un nouveau président comme moi ne paniquerait pas et n'essaierait pas de sauver la face. Eh bien, ils m'avaient mal jugé¹². » Kennedy limoge les principaux instigateurs de l'opération : le directeur de la CIA Allen Dulles et ses deux sous-directeurs Charles Cabell et Richard Bissell.

Mais la CIA est une famille plus qu'une organisation, soudée par un code d'honneur qui n'est pas sans rappeler la Mafia. Les membres de l'équipe dirigeante qui échappèrent à la purge restèrent loyaux à Dulles et se prirent d'un violent ressentiment contre Kennedy ; désormais, ils se passeront de l'accord présidentiel pour leurs opérations secrètes, transformant de fait la CIA en un pouvoir

parallèle. La rancune est plus forte encore parmi les exilés cubains. Cette diaspora concentrée autour de Miami compte près d'un million de personnes, majoritairement des réfugiés politiques ayant fui la révolution castriste. Les États-Unis ne sont pour eux qu'une terre d'asile provisoire. Ils ne sont pas concernés par l'intérêt national (ou impérial) des États-Unis, mais veulent avant tout recouvrer leurs droits et leurs propriétés. Ces patriotes cubains sont structurés autour du *Cuban Revolutionary Council*, qui sert d'organisation ombrelle pour de nombreux groupes militants ou armés. Bien que financé par des institutions américaines à hauteur de deux millions de dollars par an, le *Council* se définit comme le gouvernement légitime destiné à remplacer celui de Castro. Il est donc assimilable à une puissance étrangère alliée des États-Unis contre un ennemi commun, le communisme. Mais le *Council* et l'ensemble des exilés cubains ne voient la Guerre froide qu'à travers le petit bout de la lorgnette pointée sur leur île, et voient Kennedy comme l'obstacle majeur à leur rêve de reconquête. En avril 1963, un tract circule parmi la communauté cubaine de Floride, avec pour message : « Un seul événement pourra vous permettre, patriotes cubains, de vivre un jour à nouveau libres dans votre pays : si un Acte inspiré par Dieu plaçait dans quelques semaines à la Maison Blanche un Texan réputé être un ami de tous les peuples d'Amérique latine¹³. » Il est évident que ces patriotes cubains n'avaient pas les moyens d'assassiner impunément Kennedy ; mais il est non moins évident que quiconque désirait assassiner Kennedy pouvait trouver parmi eux de nombreux volontaires.

1. Tim Weiner, *Legacy of Ashes : The History of the CIA*, Doubleday, 2007, p. 167.

2. The National Security Archive, www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB52/docXXXIII.pdf

3. « Marshall's Doubts About the CIA », *New York Times* le 26 juillet 1973, jfk.hood.edu/Collection/White%20%20Files/Security-CIA/CIA%200743.pdf

4. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, *op. cit.*, p. 33.

5. Stephen Kinzer, *All the Shah's Men : An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, John Wiley & Sons, 2003. Sur National Security Archive, «The Secret CIA History of the Iran Coup, 1953», www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB28/index.html

6. Arthur Schlesinger, *A Thousand Days : John Kennedy in the White House* (1965), Mariner Books, 2002, p. 554.
7. National Security Archive, www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB4/ciaguar2.html
8. Spartacus Educational, www.spartacus.schoolnet.co.uk/JFKmockingbird.htm
9. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 15.
10. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 47.
11. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 14.
12. O'Donnell et Powers, *Johnny, We Hardly Knew Ye*, op. cit., p. 274.
13. Mahoney, *The Kennedy Brothers*, op. cit., p. 267.

Opération Northwoods et les missiles cubains

Les militaires, et pas seulement la CIA, avaient trompé Kennedy. Celui-ci n'oubliait pas que « ces fils de putes avec leur salade de fruits [au veston] étaient assis là, à hocher la tête en disant que ça marcherait¹ ». Pour tenter de mettre fin au pouvoir de la CIA d'initier des opérations militaires, Kennedy signe le 28 juin 1961 un *National Security Action Memorandum* (NSAM-55) instituant « le comité des *Joint Chiefs of Staff* comme mon principal conseiller militaire [...]». Leur avis devra me parvenir directement et sans intermédiaire². » Un an plus tard, le 13 mars 1962, l'avis qu'il reçut du général Lyman Lemnitzer, chairman des JCS, s'appelait *Operation Northwoods*. Il s'agissait d'une opération sous fausse bannière destinée à fabriquer un *casus belli* mensonger contre Cuba. Le projet comportait une vague d'actes terroristes faussement attribués à Cuba et l'explosion au-dessus des eaux cubaines d'un avion charter supposé transporter des étudiants américains en vacances. L'explosion aurait été précédée de messages radio de détresse indiquant une attaque par un chasseur cubain. Les passagers réels auraient été secrètement transférés sur un autre avion, mais des funérailles nationales seraient organisées pour eux.

Voici un extrait du projet top-secret, déclassifié en 1997 et révélé au public par James Bamford en 2001 dans *Body of Secrets* :

« 3. Un incident du type “*Remember the Maine*”³ pourrait être provoqué, sous plusieurs formes : A. Nous pourrions faire exploser un bateau dans la Baie de Guantanamo et accuser Cuba. B. Nous pourrions faire exploser un navire sans équipage et piloté à distance quelque part dans les eaux cubaines. Nous pourrions arranger un tel incident, dans les parages de La Havane ou de Santiago, en le faisant passer pour le résultat spectaculaire d'une attaque cubaine aérienne

ou maritime, voire les deux. La présence d'avions ou de navires cubains, venant simplement se renseigner sur les intentions du navire, pourrait constituer la preuve irréfutable que ce dernier subissait une attaque. La proximité de La Havane ou de Santiago ajouterait de la crédibilité, surtout pour les gens qui auraient entendu l'explosion ou vu l'incendie. Les États-Unis pourraient enchaîner sur une opération de secours, aérienne ou maritime, couverte par des chasseurs US, pour "évacuer" les membres restants de l'équipage inexistant. La liste des victimes dans les journaux américains provoquerait une vague d'indignation bénéfique.

« 4. Nous pourrions mener une campagne de terreur communiste cubaine dans la région de Miami, dans d'autres villes de Floride, et même à Washington. La campagne de terreur pourrait viser des réfugiés cubains cherchant refuge aux États-Unis. Nous pourrions couler une cargaison de Cubains en route vers la Floride (action réelle ou simulée). Nous pourrions encourager des agressions sur des réfugiés cubains aux États-Unis, jusqu'à causer des blessures dans certains cas destinés à être largement médiatisés. Quelques explosions de bombes au plastic dans des lieux soigneusement choisis, l'arrestation d'agents cubains et la publication de faux documents démontrant l'implication de Cuba, aideraient également à propager l'idée d'un gouvernement [cubain] irresponsable⁴. »

Kennedy rejeta ce plan diabolique. Mais un mois plus tard, le 10 avril 1962, le général Lemnitzer revint à la charge avec un mémorandum recommandant, au nom des JCS, « une politique nationale d'intervention rapide à Cuba [...] pour renverser le régime communiste actuel ». Les chefs interarmes, précise le document, « pensent que l'intervention peut être accomplie suffisamment rapidement pour minimiser les chances des communistes de solliciter l'intervention des Nations Unies⁵ ». Kennedy répondit en limogeant le général Lemnitzer, qu'il éloigna de Washington en le nommant Commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe. Il nomma à sa place Maxwell Taylor.

Lemnitzer ne fut pas un cadeau pour l'Europe : c'est sous ses ordres que les cellules *stay-behind*, prévues théoriquement pour armer et coordonner la résistance en cas d'invasion soviétique, furent mobilisées dans des opérations de terreur faussement attribuées à l'extrême gauche, dans le cadre d'une « stratégie de la tension »

destinée à empêcher la progression électorale du communisme. En France, les armées secrètes de l'OTAN sont responsables, bien davantage que l'OAS, de la série d'attentats contre le général De Gaulle, qui après son retour au pouvoir en 1958 avait engagé le retrait de la France de l'OTAN et l'expulsion de toutes ses unités. « L'ombre de la folie de Lemnitzer reste attachée à l'Europe comme un cauchemar, » écrit Richard Cottrell dans *Gladio, NATO's Dagger at the Heart of Europe*⁶.

À Washington, l'exclusion de Lemnitzer ne résolvait rien. La majorité des généraux partageait la conviction d'être déjà entrés dans la Troisième Guerre mondiale, et avait pour seul but de la gagner. Le président ne parvenait pas à réformer leur mentalité, et continuait de recevoir du Pentagone des recommandations de stratagèmes machiavéliques pour déclencher une guerre contre Castro. Un mémo daté du 10 mai 1963, transmis par l'assistant au Secrétaire à la Défense Paul Nitze, suggérait de « prendre des mesures conçues pour inciter les Cubains à provoquer un nouvel incident », comme par exemple « une attaque sur un avion de reconnaissance américain [qui] pourrait être exploitée dans le but de renverser le régime de Castro⁷ ». Selon l'historien Arthur Schlesinger, qui fut un des proches conseillers de Kennedy, ce dernier craignait plus le Pentagone que le Kremlin, car il savait que, si une guerre atomique était déclenchée, elle le serait par son propre camp. Il s'efforçait d'écouter patiemment ces haut-gradés, mais il quittait parfois les réunions du *National Security Council* ulcéré par leur impatience à déclencher l'apocalypse nucléaire : « Ces types sont fous⁸ ! » pensait-il. « Le premier conseil que je donnerai à mon successeur, confia-t-il à son ami Ben Bradlee, c'est de surveiller les généraux et de ne surtout pas croire que, sous prétexte qu'ils sont militaires, leur opinion sur les affaires militaires vaut tripette⁹. » De leur côté, les généraux méprisaient Kennedy et la jeune génération de Washington, et se persuadèrent que la sécurité du pays reposait sur leurs épaules.

C'est durant la Crise des Missiles cubains que la tension atteignit son comble. L'invasion ratée de la Baie des Cochons avait convaincu Fidel Castro de se déclarer officiellement communiste et de se placer sous la protection de l'Union Soviétique. En octobre 1962, les avions espions U-2 de la CIA constatèrent l'installation sur l'île de Cuba de

missiles soviétiques à têtes nucléaires pointés vers les États-Unis. Pendant treize jours de réunion permanente du NSC, Kennedy résista à la demande des généraux, galvanisés par Curtis LeMay de l'Air Force, d'une attaque aérienne contre les sites de lancement, une attaque qui n'aurait pas pu détruire tous les missiles avant leur lancement et qui équivalait à une déclaration de guerre contre l'Union Soviétique. Kennedy se contenta d'imposer un blocus naval sur les livraisons d'équipements militaires à Cuba, et chargea son frère Robert de parlementer avec le commandant en chef soviétique Nikita Khrouchtchev par l'intermédiaire de son ambassadeur à Washington Anatoly Dobrynin¹⁰. Selon le témoignage du fils de Khrouchtchev, le message de Robert Kennedy était le suivant : « Si la situation continue plus longtemps, le Président n'est pas certain que les militaires ne vont pas le renverser et saisir le pouvoir. » Khrouchtchev dit alors à son ministre des Affaires étrangères Andri Gromyko : « Nous devons aider Kennedy... Oui, l'aider. Nous avons maintenant une cause commune : sauver le monde de ceux qui nous poussent à la guerre¹¹. » Kennedy et Khrouchtchev sortirent de la crise par un accord secret dans lequel Kennedy promettait de ne pas envahir Cuba et de faire démanteler les missiles américains en Turquie, en échange du retrait des missiles soviétiques à Cuba.

Kennedy avait ainsi privé les *Joint Chiefs* d'une chance historique d'en découdre avec le communisme. Mais ils ne désarmèrent pas. Un mois plus tard, le 20 novembre 1962, ils remirent au secrétaire à la Défense McNamara un mémorandum prônant un accroissement de l'arsenal nucléaire dans le but de faire basculer l'équilibre entre les deux puissances et d'atteindre la capacité de frapper l'URSS par surprise de manière suffisamment dévastatrice pour rendre le risque de riposte acceptable : « Les chefs interarmes considèrent qu'une capacité de frappe initiale est à la fois faisable et désirable. » C'était une idée fixe : le 20 juillet 1961 déjà, les généraux avaient présenté à Kennedy, durant une réunion du NSC, un plan pour « une attaque [nucléaire] surprise [sur l'Union Soviétique] fin 1963, précédée par une période de tensions croissantes ». Après avoir demandé une estimation des pertes humaines qu'impliquait ce plan, Kennedy quitta brusquement la réunion en lançant à son secrétaire d'État Dean Rusk : « Et on se prétend l'espèce "humaine"¹² ! »

La catastrophe qu'ils évitèrent en octobre 1962 par leur sang-froid

rapprocha les deux chefs d'État. Khrouchtchev envoya à Kennedy une lettre privée dans laquelle il exprimait son espoir que, en huit ans de présidence de Kennedy, « nous pourrions créer de bonnes conditions pour une coexistence pacifique sur terre, et cela serait hautement apprécié par les peuples de nos pays, ainsi que par les autres peuples¹³ ». C'était la seconde lettre d'une correspondance informelle qui en comprendra en tout 21 (déclassifiées en 1993). La première avait été écrite par Khrouchtchev durant la crise de Berlin (29 septembre 1961) et remise discrètement, enveloppée dans un journal, à Pierre Salinger, attaché de presse de Kennedy, par Georgi Bolshakov, agent du KGB loyal à Khrouchtchev et opérant sous la couverture d'un éditeur de presse. Kennedy avait répondu favorablement à l'offre de Khrouchtchev de court-circuiter leurs bureaucraties respectives « pour un échange de vues personnel, informel mais significatif », qui « doit rester entièrement privé et ne doit pas être évoqué dans des déclarations publiques, encore moins révélé à la presse¹⁴ ». Grâce à ce canal secret, les deux hommes œuvrèrent de concert pour éviter le pire. « L'une des ironies de cette situation, commenta Kennedy au journaliste Norman Cousins, est que M. Khrouchtchev et moi occupons approximativement la même position dans nos gouvernements : il aimerait éviter une guerre nucléaire mais il subit d'énormes pressions de ses faucons, qui interprètent chaque mouvement dans cette direction comme un "apaisement". J'ai les mêmes problèmes¹⁵. »

On doit se rappeler que Khrouchtchev n'était pas seulement le successeur de Staline, mais aussi l'artisan de la « déstalinisation ». Sa dénonciation des crimes de Staline au Congrès du Parti communiste en 1956 avait fait souffler un vent d'espoir à l'Ouest lorsqu'elle fut publiée par le *New York Times*. Sa politique de « détente » avait commencé à desserrer l'étau de la répression dans les pays satellites. À la lumière de leur correspondance secrète, il fait peu de doute que, si Kennedy avait vécu et avait été réélu en 1964, lui et Khrouchtchev auraient normalisé les relations entre leurs pays et mis un terme à la Guerre froide dans les années 1960. Bill Walton se souvient que, le 19 novembre 1963, après avoir signé le premier traité de limitation des essais nucléaires, Kennedy déclara qu'« il avait l'intention d'être le premier président des États-Unis à visiter le Kremlin, dès que lui et Khrouchtchev auraient atteint un autre accord de contrôle de

l'armement¹⁶. » Kennedy mourut trois jours plus tard. Johnson ne répondit jamais aux ouvertures répétées de Khrouchtchev, qui se trouva bientôt mis en difficulté dans son propre camp, et renversé en septembre 1964, puis placé en résidence surveillée. Il mourut en 1971.

1. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 51.

2. Copie du mémorandum sur www.ratical.org/ratville/JFK/USO/appE.html#NSAM55#NSAM55

3. L'expression fait référence à l'explosion du navire *USS Maine* « par une mine espagnole » dans le port de La Havane le 15 février 1898. Elle servit de slogan en faveur de la guerre contre l'Espagne pour le contrôle de Cuba. Quand le *Maine* fut renfloué en 1910, on découvrit que sa coque avait explosé de l'intérieur.

4. Copie sur National Security Archive, www.gwu.edu/nsarchiv/news/20010430/. Lire James Bamford, *Body of Secrets : How America's NSA and Britain's GCHQ Eavesdrop on the World*, Anchor Books, 2001, p. 84-90.

5. Bamford, *Body of Secrets*, op. cit., p. 87-9.

6. Richard Cottrell, *Gladio, NATO's Dagger at the Heart of Europe : the Pentagon-Nazi-Mafia Terror Axis*, Progressive Press, 2012, p. 23.

7. Bamford, *Body of Secrets*, op. cit., p. 87-9.

8. Propos rapporté par son *Deputy Secretary of Defense* Roswell Gilpatric, cité dans Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 109.

9. Bradlee, *Conversations with Kennedy*, op. cit., p. 117.

10. Robert Kennedy donne un récit de cette crise dans *Thirteen Days : A Memoir of the Cuban Missile Crisis*, publié un an après sa mort en 1969 (W.W. Norton & Co, 2000). Robert reste cependant discret sur les tensions avec les militaires.

11. Sergei Khrushchev, *Nikita Khrushchev and the Creation of a Superpower*, Pennsylvania State University, 2000, cité dans Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 174-5.

12. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 236-8.

13. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 220.

14. Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit., p. 205.

15. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 344.

16. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 378.

Le venin de la CIA

Sur la lancée de son rapprochement avec Khrouchtchev, Kennedy tenta en 1963 de rétablir un dialogue avec Fidel Castro, dans l'espoir de régler les différents et normaliser les relations diplomatiques. Mais la CIA travaillait à saboter ses efforts. C'est un fidèle de Dulles, Richard Helms, qui avait remplacé Richard Bissell comme *Deputy Director of Plans*, c'est-à-dire chef des opérations clandestines ; il tenait le nouveau directeur nommé par Kennedy, John McCone, à l'écart des dossiers sensibles. Fin 1960, Bissell avait contacté, par l'intermédiaire de l'émissaire de la Mafia Johnny Rosselli, les parrains Sam Giancana de Chicago et Santos Trafficante de Miami pour passer avec eux un contrat de 150 000 dollars sur la tête de Castro. Helms reconduisit cet arrangement à l'insu de McCone, comme il l'admettra en 1975 devant la Commission Church. Le Président, bien entendu, est aussi tenu dans l'ignorance, pour le motif, dira Helms, que « personne ne veut embarrasser un président des États-Unis en discutant de l'assassinat de dirigeants étrangers en sa présence¹ ».

Pour empoisonner Castro, Helms tente également d'utiliser certains de ses anciens compagnons déçus par sa conversion au communisme, mais encore capables de l'approcher. Il charge le *Technical Services Staff*, une division de la CIA placée sous la direction du docteur Sidney Gottlieb (né Joseph Scheider, d'immigrés juifs hongrois), de développer un arsenal de poisons et gadgets à cet effet. Le 29 octobre 1963, par exemple, Helms met en relation son adjoint Desmond Fitzgerald avec le Cubain Rolando Cubela, qui avait contacté secrètement la CIA pour trahir Castro (mais qui était peut-être, en réalité, missionné par Castro pour s'informer des tentatives contre sa vie). Il fut convenu entre Helms et Fitzgerald que ce dernier « se présenterait comme représentant personnel de l'*Attorney General* Robert Kennedy, » mais qu'« il n'était pas nécessaire d'obtenir l'accord

de Robert Kennedy pour que Fitzgerald parle en son nom² ». Cette confession de Helms devant la Commission Church illustre encore le détournement du principe de « déni plausible » dans le but, non pas de protéger le gouvernement en cas d'échec, mais au contraire de le compromettre en cas d'échec. Après avoir longtemps fait courir la rumeur que les plans d'assassinat de Castro avaient été ordonnés par Robert Kennedy, et insinué que ce dernier était de ce fait responsable de la mort de son frère lorsque ces plans s'étaient retournés contre les Kennedy en 1963 (théorie du choc-en-retour, *backfire*), Helms fut forcé d'admettre devant la Commission Church qu'il n'avait jamais reçu l'accord de Robert, mais qu'il avait simplement eu « le sentiment que Robert Kennedy ne serait pas mécontent si Castro disparaissait de la scène d'une manière ou d'une autre³ ».

Une manipulation particulièrement sinistre eut lieu en avril 1963, lorsque Helms tenta d'utiliser un émissaire de paix du président pour empoisonner Castro. En août 1962, les frères Kennedy envoyèrent à La Havane un jeune avocat du nom de James Donovan pour négocier la libération de 1113 prisonniers de la Baie des Cochons (en échange de 53 millions de dollars en nourriture, médicaments et équipements). Donovan se rendit trois fois à Cuba et établit une relation amicale avec Castro, qui le convia à de longues discussions nocturnes, des matchs de baseball et des parties de pêche. Donovan était souvent accompagné par John Nolan, un autre avocat fidèle aux Kennedy. Pour leur dernier voyage à Cuba en avril 1963, Helms s'arrangea pour que Donovan et Nolan emportent, en guise de cadeau destiné à Castro, amateur de plongée sous-marine, une combinaison contaminée par les soins du docteur Gottlieb avec des champignons susceptibles de causer une maladie chronique de la peau. Les émissaires de Kennedy n'apprirent qu'en 1975, par la presse relayant les découvertes de la Commission Church, que la CIA avait tenté ainsi de leur faire commettre un assassinat politique à leur insu⁴.

Parallèlement, les groupes armés d'exilés cubains encadrés par la CIA cherchaient à envenimer les relations entre les États-Unis et le gouvernement de Castro. Le plus actif de ces groupes, *Alpha 66*, dirigé par Antonio Veciana et supervisé par David Atlee Phillips, avait entrepris dès octobre 1962 des raids contre les côtes cubaines qui firent des dizaines de morts. Le 19 mars 1963, *Alpha 66* se vanta d'avoir attaqué un navire russe près des côtes cubaines, avec pour but,

expliquera Veciana, « d'embarrasser publiquement Kennedy et le forcer à affronter Castro⁵ » (Veciana déclarera en 1976 au HSCA avoir vu Oswald en compagnie de David Atlee Phillips, et recevra une balle dans la tête en 1979)⁶. Kennedy réagit en ordonnant aux garde-côtes de Floride d'arraisonner les embarcations suspectes et de les confisquer. Il réduisit également les subventions du *Cuban Revolutionary Council*, qui passèrent de deux millions à moins d'un million. Le chef du *Council*, Jose Miro Cardona, démissionna en protestant dans le *New York Times* que « le gouvernement était en train de saborder la lutte pour Cuba⁷ ». Dans cette affaire encore, la communauté des exilés cubains se comporte comme une puissance étrangère cherchant à créer un incident pour attirer les États-Unis dans une guerre pour leur propre compte, avec le soutien d'une partie de l'État profond œuvrant contre son propre gouvernement élu.

Pendant ce temps, Kennedy cherchait à rétablir un lien diplomatique avec Castro, tout en restant discret dans le climat d'anticommunisme paranoïaque dominant. Il profita de ses relations parmi les journalistes, une profession qu'il avait pratiquée avant d'entrer en politique. Il fit demander à Lisa Howard, une animatrice de télévision qui venait d'interviewer Fidel Castro et s'était liée d'amitié avec Che Guevara, d'organiser une rencontre discrète entre Carlos Lechuga, l'ambassadeur cubain aux Nations Unies, et William Attwood, un ancien journaliste ayant rencontré Castro en 1959, que Kennedy avait nommé aux Nations Unies. Cette première réunion informelle chez Howard le 23 septembre 1963 déboucha sur le projet d'une rencontre entre Attwood et Castro à Cuba. Le projet sera avorté par la mort de Kennedy⁸. Lisa Howard, cependant, maintint ses contacts avec Castro et, en décembre 1964, s'entretint encore longuement avec Guevara aux Nations Unies. Elle fut renvoyée de la chaîne *ABC News* et mourut à 33 ans, le 4 juillet 1965, officiellement de suicide par ingestion de cent comprimés de phénobarbital. Peu avant, Gordon Chase, son contact à la CIA, demandait dans un mémorandum classé top-secret qu'on « élimine Lisa de toute participation directe » aux relations avec Cuba⁹.

Che Guevara avait fait le premier pas vers l'administration Kennedy, en provoquant, quatre mois après la Baie des Cochons, une rencontre secrète à Montevideo (Uruguay) avec Dick Goodwin, l'un des assistants les plus progressistes de Kennedy. Le rapport qu'en

transmit Goodwin à Kennedy (avec, de la part de Guevara, une boîte des meilleurs cigares havanais), fut le début d'une fascination de Kennedy pour le Che et pour Fidel, en qui il voyait deux intellectuels épris comme lui de justice sociale, mais égarés sur un mauvais chemin. C'était aussi l'opinion de Guevara et Castro, qui saluaient l'initiative du programme d'aide économique *Alliance for Progress* lancé par Kennedy pour « briser les chaînes de la pauvreté » en Amérique latine, tout en le considérant comme voué à l'échec tant que les dictatures n'étaient pas renversées¹⁰.

Pour approcher discrètement Castro, Kennedy fit aussi appel au Français Jean Daniel, reporter à *L'Express*. Apprenant qu'il devait se rendre à Cuba pour interviewer Castro, le président l'invita préalablement à la Maison Blanche le 24 octobre pour lui demander d'être son messenger informel auprès de Castro. Dans son message, se souvient Daniel dans son article pour *The New Republic* (partiellement traduit dans *L'Express*), Kennedy exprimait non seulement son désir de rapprochement, mais aussi son empathie pour le peuple de Cuba : « Je pense qu'il n'y a pas un pays au monde, y compris dans toutes les régions d'Afrique, y compris dans n'importe quel pays sous domination coloniale, où la colonisation économique, l'humiliation et l'exploitation ont été pires que celles qui sévirent à Cuba, du fait de la politique de mon pays, pendant le régime de Batista [...] J'irai même plus loin : dans une certaine mesure, c'est un peu comme si Batista était l'incarnation d'un certain nombre de péchés de la part des États-Unis. Maintenant, nous devons payer pour ces péchés¹¹. » Tandis que Daniel attendait à Cuba que Castro daigne lui accorder une entrevue, Kennedy envoya à ce dernier un message indirect le 18 novembre 1963, en déclarant, dans un discours à l'*Inter-American Press Association* à Miami, être prêt « à travailler avec le peuple cubain à la poursuite de ces progrès qui, il y a quelques années, suscitèrent l'espoir de ce peuple et de nombreuses sympathies dans l'hémisphère Nord¹² ». Le lendemain 19 novembre à dix heures du soir, Castro fit irruption dans la chambre d'hôtel de Daniel, pour une entrevue qui se prolongea jusqu'à quatre heures du matin. Castro répondit avec enthousiasme au message de sympathie de Kennedy : « Il a gardé encore toutes les possibilités de devenir, aux yeux de l'Histoire, le plus grand président des États-Unis : celui qui comprendrait enfin qu'il peut y avoir une coexistence entre capitalistes et socialistes, même dans les

Amériques. » Daniel déjeunait avec Castro lorsque leur parvint la nouvelle de l'assassinat. « Tout est changé, » commenta Castro, effondré. « Vous allez voir, je les connais, ils vont essayer de me mettre ça sur le dos¹³. » En effet, la radio annonça bientôt que le coupable était un « marxiste pro-Castro ».

À la lumière de tous les éléments aujourd'hui disponibles, le verdict des meilleurs auteurs récents, tels David Talbot et James Douglass, est que l'assassinat de Kennedy fut un coup d'État masqué, voulu par un clan de généraux et exécuté par la CIA, avec la coopération active d'exilés cubains. Pour son engagement en faveur de la détente et du désarmement et pour son obstination à avancer sur la voie de la diplomatie et du dialogue avec Khrouchtchev et Castro, Kennedy a été perçu par le noyau dur des faucons, non seulement comme un maillon faible de la chaîne de commandement, mais comme un traître pactisant avec l'ennemi. Peu importe qui a tiré sur Dealey Plaza : la CIA avait l'embarras du choix pour les tueurs à gages, surtout parmi les exilés cubains qui estimaient que les États-Unis avaient envers eux une « dette de sang » depuis la Baie des Cochons. Pour ce qui est des cerveaux de l'assassinat, Richard Helms – ce « gentleman planificateur d'assassinats », comme le définit son biographe Thomas Powers¹⁴ – est le premier suspect, selon la journaliste brésilienne Claudia Furiati (*ZR Rifle : The Plot to Kill Kennedy and Castro*, 1994). Mais Allen Dulles, son mentor, n'est pas loin derrière, d'autant que le *cover-up* de la Commission Warren est son œuvre. Des soupçons pèsent naturellement aussi sur les deux autres cadres exclus de la CIA par Kennedy après la Baie des Cochons : Richard Bissell et Charles Cabell. On retiendra que le frère du second, Earl Cabell, était maire de Dallas et a pu à ce titre faciliter le guet-apens contre Kennedy. La CIA avait non seulement un mobile, mais les moyens de l'assassinat : les coups d'État et les assassinats politiques sont sa spécialité.

Il n'est pas anodin qu'un mois précisément après l'assassinat de Kennedy, le 22 décembre 1963, l'ancien président Harry Truman fit paraître dans le *Washington Post* un éditorial intitulé « Les États-Unis devraient limiter la CIA au Renseignement », où il affirmait l'urgence « d'examiner à nouveau le but et les opérations de notre CIA. [...] Il y a des questions difficiles auxquelles il faut maintenant répondre. » « Cela fait quelque temps que je suis perturbé par la manière dont la

CIA a été détournée de sa mission originelle. Elle est devenue un bras opérationnel du gouvernement, et dans certains cas détermine la politique. [...] Je n'ai jamais pensé en créant la CIA qu'elle serait impliquée dans des opérations troubles et clandestines en temps de paix », au point d'être devenue à travers le monde « un symbole d'intrigues sinistres et mystérieuses¹⁵ ». Ce texte aux accents de *mea culpa* ne parut que dans l'édition du matin, et avait disparu des éditions suivantes. Aucun autre journal ne le commenta. Ce silence ne fait que confirmer le caractère explosif de ce message, qui, compte tenu du moment choisi, ne peut être lu que comme une mise en cause implicite de la CIA dans l'assassinat de Kennedy. Comme l'a dit l'auteur Ray Marcus : « Si ce n'était pas ce qu'il [Truman] voulait dire, alors je ne peux imaginer qu'il l'ait écrit et publié, sachant que ce serait interprété de cette manière¹⁶. »

1. Church Committee, *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders*, 1975, www.archive.org/stream/allegedassassina00unit#page/n7/mode/2up, p. 150.

2. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 252.

3. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 111.

4. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 114-8.

5. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 342.

6. Spartacus Educational, www.spartacus.schoolnet.co.uk/JFKveciana.htm

7. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 58.

8. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 70.

9. National Security Archive, www.gwu.edu/%7EEnsarchiv/NSAEBB/NSAEBB103/

10. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 55-6.

11. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 73.

12. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 251.

13. Jean Daniel, « Avec Castro à l'heure du crime », *L'Express*, 28 novembre 1963.

14. Thomas Powers, *The Man who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA*, Random House, 1979.

15. « Harry Truman Writes : Limit CIA role to Intelligence », cité dans Mark Lane, *Last Word : My Indictment of the CIA in the Murder of JFK*, Skyhorse Publishing, 2011, p. 246.

16. Cité par Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit., p. 253.

Assassinat sous fausse bannière

Souvenons-nous qu'en juillet 1961, les chefs d'état-major avaient présenté à Kennedy un plan pour une attaque nucléaire surprise contre l'Union Soviétique « fin 1963, précédée par une période de tensions accrues ». L'assassinat de Kennedy eut lieu précisément fin 1963, et tout porte à croire qu'il a été savamment conçu pour générer des tensions avec le bloc soviétique. Le jour même, l'agence *United Press International* révélait que le coupable présumé, Lee Harvey Oswald, avait des convictions marxistes et des connexions avec le régime pro-soviétique de Cuba : « L'assassin du président Kennedy est un marxiste déclaré qui a passé trois ans en Russie en essayant de renier sa citoyenneté états-unienne » ; « Après avoir changé d'avis et être revenu aux États-Unis l'année dernière, Oswald est devenu un sympathisant du Premier ministre cubain Fidel Castro¹. » Cette nouvelle faisait planer le soupçon d'un complot communiste.

Pour renforcer ce soupçon, on fit grand cas d'une phrase prononcée par Castro le 8 septembre 1963, relative aux tentatives d'assassinat dont il se savait l'objet : « Les dirigeants états-uniens devraient savoir que s'ils s'impliquent dans des projets terroristes destinés à éliminer les dirigeants cubains, eux-mêmes ne seront plus en sécurité. » Les groupes militants d'exilés cubains ne perdirent pas de temps pour promouvoir la thèse du complot castriste et appeler à la vengeance. En effet, le lendemain de l'assassinat, le *Directorio Revolucionario Estudiantil* (DRE), plus connu sous le nom de *Cuban Student Directorate*, fit paraître une édition spéciale de son journal associant en première page les photos d'Oswald et de Castro sous le titre « Assassins présumés ». Le DRE était « conçu, créé et financé par la CIA » (à hauteur de 25 000 dollars par mois), selon un mémorandum de l'Agence elle-même. Il était encadré directement par

George Joannides, mais piloté par David Philips sous les ordres de Richard Helms. Comme le soulignera un rapport du HSCA, « le DRE était, de tous les groupes anticastristes, l'un des plus virulents à l'égard du président Kennedy² ».

Paradoxalement, ce sont les liens présumés entre Oswald et Cuba qui prouvent la culpabilité d'une faction de la CIA dans l'assassinat de Kennedy, car ces liens se révèlent avoir été mis en scène par la CIA. Oswald s'était enrôlé dans les Marines en 1956 à l'âge de 17 ans, puis avait suivi un entraînement à la base militaire d'Atsugi au Japon, l'un des avant-postes de la CIA. Il y avait appris le russe. Dès son retour aux États-Unis, il s'abonna au journal du Parti communiste et, en 1959, se rendit en URSS avec un visa de 60 jours. À son arrivée à Moscou, il se présenta à l'ambassade américaine pour renoncer solennellement à sa nationalité américaine et proclamer son allégeance à l'URSS. Il déclara même son intention de livrer aux Soviétiques des informations connues de lui en tant que spécialiste des opérations radar dans les Marines. Il vécut deux ans et demi en URSS, où il épousa Marina Prusakova. Selon Victor Marchetti, agent de la CIA depuis 1955 et assistant de Richard Helms pendant trois ans jusqu'à sa démission en 1969, la CIA avait lancé en 1959 un programme de fausses défections impliquant « une trentaine ou une quarantaine de jeunes gens que l'on avait fait apparaître comme de pauvres jeunes Américains désenchantés qui voulaient voir en quoi consistait le communisme³ ». On espérait que ces jeunes espions, largués en URSS, seraient recrutés par le KGB pour servir d'agents doubles. Oswald était l'un d'eux. Yuri Nosenko, un diplomate soviétique qui fit défection en 1964 après huit années au KGB dont deux comme agent double, affirme que le KGB avait jugé Oswald trop fragile intellectuellement pour pouvoir l'utiliser.

C'est alors, en toute vraisemblance, que sa mission change. En juin 1962, Oswald se présente à nouveau à l'ambassade américaine de Moscou, cette fois pour obtenir un visa de retour. Loin d'être arrêté ou inquiété, il reçoit même un prêt financier pour ses frais de voyage. Il s'installe provisoirement à Fort Worth au Texas avec sa femme et leur enfant, avant d'être pris en charge par George de Mohrenschildt, qui le fait venir à Dallas. De Mohrenschildt est le fils d'un officier tsariste qui rend occasionnellement des services à la CIA en échange de contacts à l'étranger pour son activité de négociant pétrolier. À Dallas,

Oswald est embauché par Jaggars-Chilles-Stovall, une compagnie d'art graphique sous contrat de l'*Army Map Service*. En avril 1963, il s'installe seul à la Nouvelle-Orléans où il est embauché par la Reily Coffee Company, partenaire de la CIA depuis 1949. À partir de juin, il est souvent vu et par deux fois filmé en train de distribuer des tracts pour l'association pro-Castro *Fair-Play for Cuba Committee* sur les trottoirs de la ville. Il attire même suffisamment l'attention pour être interviewé par la télévision et y exprimer ses convictions marxistes⁴. En octobre 1963, il retourne à Dallas et prend un emploi dans le *School Book Depository*, le bâtiment où il se trouvera le 22 novembre à midi trente.

Oswald croit probablement que sa mission est d'infiltrer les groupes pro-Castro, et peut-être les discréditer. Mais à son insu, il est préparé pour son rôle de bouc émissaire. On l'a placé dans des situations mémorables destinées à lui coller une identité d'ennemi politique pour, au bout du compte, l'épingler comme comploteur. Sa « légende » de déserteur pro-soviétique et militant castriste, qu'il croit être sa couverture d'agent infiltré, sera en réalité présentée comme son mobile d'assassin. Elle n'était pas destinée à donner le change aux cercles communistes qu'il devait infiltrer, mais au public américain. Six mois au plus tard avant l'assassinat de Kennedy, et probablement dès son retour d'URSS, Oswald a été choisi comme lampiste potentiel (parmi d'autres candidats), et exhibé à la presse dans un costume communiste taillé sur mesure pour le désigner, dès son arrestation, comme l'instrument d'un complot cubain. Avec un cynisme absolu, les conspirateurs, qui haïssaient Kennedy pour sa sympathie envers Castro, prévoyaient donc d'imputer son assassinat à Castro et d'en faire le prétexte pour l'invasion de Cuba que Kennedy avait empêchée, et peut-être pour le déclenchement de la guerre nucléaire qui avait été son pire cauchemar.

Le plan fut contrarié par Lyndon Johnson et Edgar Hoover, qui s'entendirent pour imposer à la place la théorie du tireur solitaire dérangé. Ils forcèrent la CIA à abandonner le plan A en menaçant de rendre publiques des failles qui risquaient de dévoiler la vraie nature du complot. Dans sa mise en scène du coupable prédestiné Oswald, la CIA avait en effet péché par excès de zèle, en fabriquant des preuves qu'Oswald avait séjourné à Mexico entre le 27 septembre et le 2 octobre 1963, pour se rendre aux ambassades soviétique (deux fois)

et cubaine (trois fois), auxquelles il aurait également téléphoné (sept fois à la première, trois fois à la seconde). L'objet de ses appels et visites était l'obtention de visas pour Cuba et l'URSS, dans le but de fuir à Moscou en transitant par La Havane. À l'ambassade soviétique, Oswald aurait rencontré, téléphoné, et plus tard écrit à Valery Kostikov, connu de la CIA comme « l'officier en charge des activités terroristes dans l'hémisphère occidental, y compris et surtout les assassinats⁵ ». La CIA prétendait détenir la photographie d'Oswald pénétrant dans l'ambassade soviétique, ainsi que l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Oswald et un employé de cette ambassade. Tout cela était censé démontrer qu'Oswald avait agi pour le compte de Cuba et de l'Union Soviétique, ou en tout cas avec leur soutien, et qu'il avait préparé sa fuite à l'avance. Et cela aurait pu fonctionner si Hoover et Johnson n'en avaient pas décidé autrement. Sept agents du FBI qui écoutèrent l'enregistrement de la CIA après avoir interviewé Oswald les 22 et 23 novembre s'accordèrent pour déclarer que la personne s'identifiant au téléphone comme « Lee Oswald » « n'était PAS Lee Harvey Oswald », selon un mémorandum signé par Hoover ; la voix ne concordait pas. Dans une conversation téléphonique avec Johnson, dont l'enregistrement a été déclassifié, Hoover affirme que la photo ne correspond pas non plus : « Cette photo et la bande ne correspondent pas à la voix de l'individu, ni à son apparence. Autrement dit, il semble qu'il y ait eu une seconde personne qui se soit rendue à l'ambassade soviétique. » Sept semaines plus tard, Hoover évoque dans une note en marge d'un rapport la « fausse histoire concernant le voyage d'Oswald au Mexique » en l'attribuant clairement à la CIA⁶. Oswald n'était jamais allé à Mexico, comme n'a d'ailleurs cessé de l'affirmer son épouse Marina. La preuve fabriquée contre Oswald par l'Agence s'était retournée contre elle. Les ficelles étaient trop grosses, et une enquête sur les liens d'Oswald avec Cuba et l'Union Soviétique risquait de les rendre apparentes. Il sera démontré devant le HSCA que la fausse visite d'Oswald avait été mise en scène. Les soupçons tombèrent sur David Atlee Phillips, qui travaillait sous les ordres de Richard Helms en tant que *Chief of Covert Action* pour l'hémisphère Nord, et qui avait son quartier général à Mexico⁷.

Pendant que Hoover compromettait les plans de la CIA en neutralisant la « légende » communiste d'Oswald par la menace

implicite de fuiter les failles de cette légende, Johnson exerçait autour de lui un autre savant chantage, destiné à freiner l'ardeur belliqueuse des militaires, impatients de brandir l'assassinat de Kennedy comme une déclaration de guerre des Soviétiques. Dès l'après-midi du 22 novembre, Johnson utilisa précisément le danger d'embrasement pour ordonner aux autorités texanes de cesser toute enquête et confirmer au plus vite qu'Oswald avait agi seul. Le procureur de Dallas (*Dallas District Attorney*) Henry Wade, le procureur général du Texas (*Texas Attorney General*) Waggoner Carr et le chef de la police Jesse Curry reçurent tous trois des appels téléphoniques du fidèle bras droit de Johnson, Cliff Carter, émis directement d'Air Force One puis de la Maison Blanche. Selon Wade, Carter lui « dit que le président Johnson pensait qu'évoquer un complot – un plan par des nations étrangères – pour tuer le président Kennedy ébranlerait notre nation dans ses fondements. [...] Je devais simplement inculper Oswald de meurtre et l'envoyer à la peine capitale. Johnson me fit appeler par Cliff Carter trois ou quatre fois ce weekend-là⁸. » Johnson continua d'agiter le spectre de la guerre nucléaire pour faire taire les « rumeurs » d'un complot communiste : « 40 millions de vies américaines sont en jeu⁹ », répétait-il autour de lui. Il appliqua la même pression sur les membres de la commission d'enquête présidentielle. Un mémorandum à usage interne, daté du 17 février 1964, évoque la première réunion de la Commission le 20 janvier 1964, durant laquelle Earl Warren, après avoir été briefé par Johnson, expliqua à tous les membres de la Commission que leur mission était de détruire toutes les « rumeurs » qui, « si elles n'étaient pas étouffées, pourraient conduire le pays dans une guerre qui coûterait 40 millions de vies. [...] Personne ne peut refuser de faire quelque chose pour empêcher une telle possibilité¹⁰. » D'une manière plus générale, on peut dire qu'une forme diffuse de chantage à la guerre nucléaire a contraint moralement chaque Américain à ne pas trop (se) poser de questions : on se doutait que l'État cachait quelque-chose, mais on se disait que c'était peut-être dans l'intérêt de la paix mondiale.

Immédiatement après l'assassinat de Kennedy, nous voyons donc Johnson pratiquer un triple discours : à l'intention du public, il exprime sa confiance absolue dans la conclusion de la Commission Warren faisant d'Oswald le seul coupable. À l'adresse de son administration et des autorités texanes, il fait allusion à un possible

complot communiste pour justifier qu'on stoppe une enquête qui risquerait de déclencher la Troisième Guerre mondiale. Mais dans ses conversations avec Hoover, il montre qu'il sait que le complot communiste est bidon.

Comment interpréter cet étrange ballet ? Il est possible que la décision d'annuler le plan A ait été motivée par un certain nombre de problèmes survenus dans l'exécution du plan : non seulement le fait qu'Oswald ait pu clamer publiquement son innocence avant d'être réduit au silence d'une manière un peu trop « professionnelle », mais aussi le fait que l'équipe qui a tiré les premiers coups, depuis le sixième étage du *School Book Depository* a manqué sa cible, obligeant l'équipe de soutien du *Grassy Knoll* à intervenir : le trop grand nombre de tirs pour un seul homme, ainsi que l'origine des tirs fatals à l'opposé du bâtiment où se trouvait Oswald, avaient dû être couvert par tant d'actions suspectes (soustraction du corps ainsi que du véhicule aux autorités de Dallas), que l'enjeu d'une guerre risquait de rendre les citoyens suspicieux.

Mais il est également possible que Johnson ait joué double jeu, faisant croire à ses co-conspirateurs qu'il agissait dans « l'intérêt national » (éliminer un président traître pour déclencher la troisième guerre mondiale) mais jouant perso une fois le forfait accompli et lui aux commandes. En tuant Kennedy, la CIA voulait éliminer un obstacle à sa politique impériale, tandis que Johnson voulait seulement éliminer le dernier obstacle entre lui et la présidence.

1. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 236-8.

2. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 69, 63.

3. Marchetti, *The CIA and the Cult of Intelligence*, 1974, cité dans Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 40.

4. Les images d'archives sont incluses dans le documentaire de Matthew White, *Murder of JFK : A Revisionist History*, 2006.

5. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 228-9.

6. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 80-1.

7. Sur Phillips, lire Education Forum, educationforum.ipbhost.com/index.php?showtopic=4681

8. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 513-4.

9. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 619.

10. Lane, *Last Word*, *op. cit.*, p. 209.

La guerre du Vietnam aura lieu

L'invasion de Cuba n'eut pas lieu. À la place, Cuba fut soumis à un embargo drastique, une guerre de siège destinée à provoquer la faillite et l'effondrement du régime. Cette guerre économique ne fit que crispier la dictature castriste dans une attitude d'autodéfense et resserrer ses liens avec le Kremlin, sans jamais la menacer réellement. Cette politique survivra à la fin de la Guerre froide et reste inchangée jusqu'à aujourd'hui. Cet invraisemblable anachronisme est dû à l'intense lobbying du *Cuban American National Foundation* (CANF), deuxième lobby le plus puissant des États-Unis après l'AIPAC, fondé en 1981 par un ancien de la Baie des Cochons, Jorge Mas Canosa.

L'invasion de Cuba n'eut pas lieu, mais les généraux obtinrent de Johnson, à la place, la Guerre du Vietnam, plus lointaine et donc moins risquée politiquement. Kennedy avait résisté à la demande pressante des chefs d'état-major d'envoyer des troupes au Vietnam. Il ne s'était résolu qu'à y maintenir une force de 15 000 hommes avec le statut de « conseillers militaires ». Il avait été convaincu par le général Douglas MacArthur, bon connaisseur de l'Asie, que : « Quiconque veut affecter des troupes terrestres américaines sur le sol de l'Asie devrait se faire examiner la cervelle. » Le président citait souvent MacArthur en réponse aux demandes des *Joint Chiefs* : « Eh bien, maintenant, messieurs, allez convaincre le Général MacArthur et je serai convaincu. » Le général Taylor dira « n'avoir souvenir de personne qui se soit opposé fortement à l'envoi de troupes, sauf un seul homme, et c'était le président¹ ». Fin 1963, Kennedy avait pris la décision d'évacuer la totalité du personnel militaire américain du Vietnam, et s'en confia à son entourage immédiat. Sachant qu'une telle décision serait exploitée par ses ennemis dans la campagne de 1964, il décida de la reporter à son second mandat. « La première chose que je ferai

quand je serai réélu, confia-t-il à Tip O'Neill, ce sera de sortir les Américains du Vietnam. [...] C'est ma priorité numéro un : sortir de l'Asie du Sud-Est. » Il ajouta, se souvenant de sa visite à Paris en 1961 : « J'aurais dû écouter De Gaulle². » Dès le 11 novembre, il préparait le terrain du désengagement par la directive NSAM-263, qui prévoyait de retirer « 1 000 membres du personnel militaire d'ici la fin 1963 » et, « d'ici la fin 1965, [...] l'essentiel du personnel américain »³. Juste avant de quitter le Bureau ovale pour le Texas, le 21 novembre, ayant lu un rapport sur les dernières pertes humaines, il répétait encore sa résolution à son attaché de presse adjoint Malcolm Kilduff : « Après mon retour du Texas, ça va changer. Il n'y a aucune raison que nous perdions encore un seul homme là-bas. Le Vietnam ne vaut pas une vie américaine de plus⁴. »

Pendant ce temps, l'attitude de la CIA au Vietnam reflète la même volonté délibérée de sabotage de la politique présidentielle qu'à Cuba, avec les mêmes méthodes. En témoigne l'attentat à la bombe de Saïgon du 8 mai 1963, qui fit huit morts et quinze blessés parmi des moines bouddhistes manifestant contre l'oppression des bouddhistes par le président catholique Ngô Dinh Diêm. La CIA accusa aussitôt Diêm, « les éléments de preuve indiquant que les morts ont été causées par des tirs de canon du gouvernement ». Diêm, pour sa part, accusa officiellement les Viêt-Congs. Mais son frère Ngô Dinh Can se déclara, au journal catholique *Hoa Binh*, « convaincu que les explosions devaient être le fait d'un agent américain qui voulait causer des ennuis à Diêm⁵ ». Il apparut en effet que l'explosion était due à du plastic de fabrication américaine. En 1970, le même journal obtint les aveux d'un certain capitaine Scott de la CIA, qui décrivit le mode opératoire. Ce qui est certain, c'est qu'en 1963, la CIA avait décidé de déstabiliser le gouvernement de Diêm et de soutenir un putsch militaire, avec l'aide de l'ambassadeur Henry Cabot Lodge, Républicain et ennemi héréditaire de Kennedy. Cela était contraire aux ordres explicites de Kennedy, qui misait sur la stabilité du pays et avait personnellement assuré Diêm de son soutien. L'attentat de Saïgon contribua fortement à délégitimer ce dernier aux yeux de sa population majoritairement bouddhiste, et la prépara à accepter ce qui allait suivre : le 30 octobre 1963, avec le feu vert de la CIA, quatre généraux prennent le pouvoir, arrêtent Diêm, son frère et sa belle-sœur en leur promettant l'exil, puis les abattent par balles dans un camion. L'insubordination de la CIA

avait atteint un point critique de non-retour, l'assassinat de Diêm étant comme un prélude à celui de Kennedy lui-même. Le sénateur George Smathers a été témoin de la réaction du président en apprenant la mort de Diêm : « Je dois faire quelque chose avec ces bâtards. [...] il faut leur retirer leur pouvoir exorbitant⁶. » Il parlait, bien évidemment, de la CIA.

Le 2 octobre 1963, Richard Starnes, correspondant à Saïgon du *Washington Daily News*, révélait l'insubordination de la CIA qui œuvrait contre les directives du président visant à stabiliser le Vietnam. « L'histoire du rôle de la CIA dans le Sud-Vietnam est une lamentable chronique d'arrogance bureaucratique, de mépris obstiné des ordres, et d'une soif sans limite de pouvoir. [...] Ils représentent un pouvoir immense et une totale irresponsabilité. » Cette critique de la CIA fut relayée le lendemain par Arthur Krock dans sa colonne quotidienne du *New York Times*, consacrée ce jour-là à « *The Intra-Administration War in Vietnam* ». Selon « une source américaine haut placée » citée par Krock mais non nommée, « le développement de la CIA est “comparable à une maladie”, que même la Maison Blanche ne contrôlait peut-être plus, selon le très haut responsable. [...] Si les États-Unis sont un jour le théâtre d'un *Seven Days in May*, cela viendra de la CIA⁷. » Krock est un ami de Kennedy, et il est probable que le « *very high official* » qu'il cite ne soit autre que le président, qui aura voulu par là avertir le peuple américain de la menace qu'il sentait peser sur sa vie et sur la démocratie de son pays. La référence à *Seven Days in May* le confirme : il s'agit d'un thriller politique écrit en 1962 par le journaliste Fletcher Knebel, qui raconte un coup d'État par un clan de militaires pour le contrôle de la Maison Blanche. Kennedy avait émis sur ce roman un avis bien connu dans son entourage : il trouvait le scénario crédible. « C'est possible. ça pourrait se produire dans ce pays, avait-il dit. Si, par exemple, le pays avait un président jeune, et qu'il lui arrivait une “Baie des Cochons” », suivie par une ou deux autres crises similaires. « Les militaires penseraient alors qu'il en va de leur devoir patriotique d'intervenir pour protéger l'intégrité de la nation, et Dieu sait quel segment de la démocratie ils défendraient s'ils renversaient l'appareil public élu⁸. » Fin 1963, après s'être mis les généraux à dos plus de trois fois, Kennedy sentait la menace plus réelle que jamais, et il utilisa probablement ses contacts dans la presse pour sonner l'alarme. Il encouragea également le réalisateur John

Frankenheimer à adapter le roman *Seven Days in May* au cinéma, « comme un avertissement à la République »⁹. Selon Fletcher Prouty, qui servit comme *Chief of Special Operations* pour les *Joint Chiefs of Staff* sous Kennedy, la décision de celui-ci de retirer tous les militaires avant la fin 1965 « a peut-être constitué le point de rupture qui a engendré le climat où a été prise la décision d'éliminer le président¹⁰. »

Dès la mort de Kennedy, sa décision de quitter le Vietnam allait être inversée. À peine installé dans le Bureau ovale, le 24 novembre, Johnson fit venir l'ambassadeur Henry Cabot Lodge pour lui annoncer : « Je ne vais pas perdre le Vietnam. Je ne serai pas le président qui a laissé l'Asie du Sud-Est prendre le chemin de la Chine¹¹. » Le 26 novembre, au lendemain des funérailles de Kennedy, Johnson enterre la directive NSAM-263 et la remplace par une autre, NSAM-273, qui demande aux militaires d'élaborer un plan « pour que les États-Unis étendent la guerre au Nord », en envisageant « plusieurs niveaux possibles d'activité accrue » et « des opérations militaires jusqu'à 50 miles à l'intérieur du Laos¹² », ce qui violait les accords de Genève de 1962 sur la neutralité du Laos. L'ébauche (*draft*) de cette directive, répertoriée sous la côte OPLAN-34A, est datée du 21 novembre et indique : « Le président a pris connaissance des discussions sur le Sud-Vietnam qui se sont tenues à Honolulu, et en a discuté plus longuement avec l'ambassadeur Lodge¹³. » La formulation est mensongère, puisque « *the President* », qui est encore Kennedy à cette date, n'a matériellement pas pu être informé des discussions de la conférence qui s'est terminée à Honolulu le 21 novembre. Il s'agit donc d'un stratagème bureaucratique pour masquer le renversement de politique, stratagème qui révèle en réalité, si la date d'OPLAN-34A est authentique, le caractère prémédité du renversement de politique, et donc la prescience par les chefs d'état-major de la mort imminente du président. Les ambiguïtés savamment ménagées dans la directive NSAM-273 seront levées par un mémorandum signé le 22 janvier 1964 par le général Maxwell Taylor : « NSAM-273 clarifie la résolution du président d'assurer la victoire sur la rébellion communiste au Sud-Vietnam, dirigée et soutenue de l'extérieur. [...] Pour ce faire, nous devons être prêts à tout niveau d'activité nécessaire. » Il n'est plus question d'arrêter la guerre, mais de la gagner à tout prix. Robert McNamara, demeuré secrétaire à la

Défense, se plie aux attentes de Johnson et émet des recommandations incluant la mobilisation de 50 000 soldats et un programme de « pression militaire franche graduée » contre le Nord-Vietnam, que Johnson adopte par la directive NSAM-288 en mars 1964¹⁴.

Il ne restait plus qu'à trouver un faux prétexte : ce sera, le 4 août 1964, les prétendues torpilles lancées par les Nord-Vietnamiens contre les destroyers *USS Maddox* et *USS Turner Joy* dans le Golfe du Tonkin. Il a été démontré en 2001, et rendu public en 2005, que cette attaque était imaginaire, fondée sur des données délibérément falsifiées de la NSA¹⁵. Elles permirent à Johnson d'annoncer aussitôt sur la télévision nationale un bombardement « de représailles » contre la marine nord-vietnamienne (Opération *Pierce Arrow*), et de faire adopter en urgence par le Congrès la Résolution du Golfe du Tonkin qui lui donnait pleins pouvoirs pour envoyer jusqu'à 500 000 soldats. Johnson plongea alors le peuple vietnamien dans une décennie d'indicibles souffrances et causa le massacre de plus d'un million de civils. De 1965 à 1968, dans le cadre de l'opération *Rolling Thunder*, plus de 643 000 tonnes de bombes furent larguées (trois fois plus que durant toute la Seconde Guerre mondiale) sur un pays majoritairement rural.

1. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 102, 105.

2. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 181-2.

3. JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/w6LJoSnW4UehkaH9Ip5IAA.aspx

4. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 638.

5. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 129-31, 148.

6. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 211.

7. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 186, 196.

8. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 12-3.

9. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 13. Le film fut tourné en 1963, mais l'assassinat du président retarda sa sortie jusqu'en février 1964.

10. Fletcher Prouty, *The CIA, Vietnam, and the Plot to Assassinate John F. Kennedy*, Skyhorse Publishing, 2011.

11. Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit., p. 260.

12. LBJ Presidential Library, www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/nsams/nsam273.asp

13. JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/w6LJoSnW4UehkaH9Ip5IAA.aspx

14. LBJ Presidential Library, www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/nsams/nsam288.asp

15. Scott Shane, «Vietnam Study, Casting Doubts, Remain Secret», *New York Times*, 31 octobre 2005.

La course au désarmement

À l'époque où prenait naissance cet État dans l'État qu'on a nommé *National Security State*, Kennedy n'était encore qu'un jeune lieutenant revenu du Pacifique avec une sévère blessure au dos, la *Navy and Marine Medal* pour « conduite extrêmement héroïque », et un profond dégoût pour la guerre moderne. Héroïsé par la presse, il comprend bien les limites du culte du héros guerrier, et note dans son journal : « La guerre existera jusqu'à ce jour lointain où l'objecteur de conscience jouira de la même réputation et du même prestige que le guerrier aujourd'hui¹. » « La guerre a maintenant moins de sens à mes yeux qu'auparavant – et elle n'en avait pas beaucoup – et j'aimerais vraiment donner comme but à ma vie de faire quelque chose, d'une manière ou d'une autre, à un moment, pour empêcher une autre guerre². » En 1945, il entame une carrière de journaliste et couvre pour le *Chicago Herald-American* la conférence inaugurale des Nations Unies à San Francisco. Cette expérience le convainc que le métier de journaliste n'est pas pour lui : « On ne peut pas apporter de changement. Il n'y a pas d'impact. Je vais entrer en politique et voir si l'on peut vraiment faire quelque chose », confie-t-il alors à ses amis Powers et O'Donnell³. En annonçant sa candidature au Congrès le 22 avril 1946 à Boston, il déclare : « Les jours qui nous attendent seront les plus difficiles. Pardessus tout, jour et nuit, avec chaque parcelle d'ingénuité et d'énergie qui nous est donnée, nous devons travailler pour la paix. Nous ne devons pas avoir une autre guerre⁴. »

Pour Kennedy, l'arme nucléaire était la négation de tous les efforts historiques pour civiliser la guerre en épargnant les civils. Abolir cette abomination était la condition du salut de l'humanité. Le 25 septembre 1961, après moins d'un an au pouvoir, il déclarait à la tribune des Nations Unies : « Aujourd'hui, chaque habitant de cette planète doit contempler le jour où cette planète ne sera peut-être plus

habitable. Chaque homme, femme et enfant vit sous une épée de Damoclès nucléaire accrochée à de fragiles fils qui peuvent être coupés à tout moment par accident ou erreur, ou par folie. Ces armes de guerre doivent être abolies avant qu'elles ne nous abolissent. [...] Il est donc dans notre intention de lancer un défi à l'Union Soviétique, non pas pour une course à l'armement, mais pour une course à la paix – pour avancer ensemble, pas à pas, étape par étape, jusqu'à l'accomplissement du désarmement général et complet.» Le programme qu'il esquissait dans ce discours ne s'arrêtait pas au désarmement nucléaire : « Il accomplirait sous les yeux d'une organisation internationale du désarmement, une réduction drastique des forces, nucléaires et conventionnelles, jusqu'à l'abolition de toutes les armées et de toutes les armes, sauf celles nécessaires pour assurer l'ordre intérieur et celles pour une nouvelle Force de paix des Nations Unies⁵. » C'est ce discours qui inspira à Khrouchtchev sa première lettre privée à Kennedy, de 26 pages.

En 1963, Kennedy engagea énergiquement son pays dans la direction du désarmement. Le 6 mai, il adressa une directive (NSAM-239) intitulée « *U.S. Disarmament Proposals* » à toutes les administrations, militaires et civiles, pour les inviter à coopérer avec la nouvelle *Arms Control and Disarmament Agency* en faisant des propositions ayant pour objectif « *general and complete disarmament* ». Cette expression, qui revient comme un leitmotiv dans ce document, sera reprise dans son fameux *Peace Speech* du 10 juin 1963, prononcé à l'*American University* de Washington : « Notre intérêt premier sur le long terme est le désarmement général et complet – conçu pour s'accomplir par étapes, parallèlement au processus politique d'élaboration des nouvelles institutions de paix qui devront remplacer les armes. » Rejetant l'objectif d'une « *Pax Americana* imposée au monde par les armes de guerre américaines », il invita ses concitoyens à remettre en question l'idéologie dangereusement manichéenne qui sous-tendait l'anticommunisme. « Certains disent qu'il est vain de parler de la paix mondiale ou de l'ordre mondial ou d'un gouvernement mondial – et que se sera vain tant que les leaders de l'Union Soviétique n'adopteront pas une attitude plus éclairée. J'espère qu'ils le feront. Je crois que nous pouvons les y aider. Mais je crois également que nous devons réexaminer notre propre attitude – en tant qu'individus et en tant que nation – car notre attitude est aussi

déterminante que la leur. [...] Chaque diplômé de cette école, chaque citoyen sensé qui désespère de la guerre et souhaite apporter la paix, devrait commencer par regarder en lui-même – examiner sa propre attitude envers les possibilités de la paix, envers l'Union Soviétique, envers le développement de la Guerre froide et envers la liberté et la paix ici même. » Kennedy s'attaquait à la cause première, spirituelle, de la guerre, qui est la déshumanisation et la diabolisation de l'ennemi : « Aucun gouvernement ou système social n'est si mauvais que son peuple doive être considéré comme dépourvu de vertu. [...] Car, en dernière analyse, notre lien le plus fondamental est que nous habitons tous cette petite planète. Nous respirons tous le même air. Nous chérissons tous l'avenir de nos enfants. Et nous sommes tous mortels⁶. » Ce discours avait le pouvoir d'insuffler à la jeunesse américaine un nouvel idéal. Mais paradoxalement, il reçut moins d'écho dans la presse américaine qu'en URSS, où Khrouchtchev le fit traduire et publier en entier dans la *Pravda* et diffuser à la radio, en le qualifiant du « plus grand discours par un président américain depuis Roosevelt ».

Prenant les citoyens à témoin, Kennedy révélait dans ce même discours son intention d'établir une ligne directe avec Khrouchtchev, afin d'empêcher « des délais dangereux, des malentendus, et des interprétations fausses des actions de l'autre qui pourraient se produire en temps de crise⁷ ». Il faisait allusion, évidemment, à la Crise des Missiles cubains, que l'historien Arthur Schlesinger a qualifiée de « moment le plus dangereux de toute l'histoire humaine »⁸. Il rendait également publiques ses négociations vers le désarmement mondial, qui devaient aboutir au premier traité de limitation des essais nucléaires : « Tandis que nous avançons vers la sauvegarde de nos intérêts nationaux, sauvegardons aussi nos intérêts humains. Et l'élimination de la guerre et des armes est clairement dans l'intérêt des deux⁹. »

Pour faire accepter son « Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires » au Congrès plutôt réticent, Kennedy lança une ambitieuse campagne de communication et s'adressa directement à la nation sur la télévision le 26 juillet 1963, rappelant que l'enjeu était d'éviter une guerre nucléaire qui pourrait tuer « plus de 300 millions d'Américains, d'Européens et de Russes », à l'issue de laquelle, comme l'avait dit Khrouchtchev, « les survivants envieraient les morts ». « Ce traité est

pour nous tous, et spécialement pour nos enfants et nos petits-enfants, qui n'ont pas de lobby ici à Washington¹⁰ ». Kennedy avait alors une fille de cinq ans et un fils de deux ans (John Jr, dit John John, célébrera son anniversaire le jour des funérailles de son père, et Caroline deux jours plus tard), ce qui lui donnait une empathie particulière pour ces victimes innocentes de la guerre : « Je n'arrête pas de penser aux enfants ; pas seulement mes gosses ou les tiens, mais les enfants à travers le monde » disait-il à son ami Kenneth O'Donnell en travaillant sur le traité¹¹. Ce traité interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère et sous l'eau fut signé le 5 août 1963 par l'Union Soviétique, les États-Unis et le Royaume-Uni. « Aucun autre accomplissement à la Maison Blanche ne lui apporta plus grande satisfaction¹² », selon Ted Sorensen, principal rédacteur des discours du président. Six semaines plus tard, le 20 septembre 1963, Kennedy exprimait sa fierté et son espoir devant les Nations Unies : « Il y a deux ans, j'ai déclaré devant cette assemblée que les États-Unis avaient proposé et étaient prêts à signer un traité limité d'interdiction des essais. Aujourd'hui, ce traité est signé. Il ne mettra pas fin à la guerre. Il ne supprimera pas les conflits fondamentaux. Il n'assurera pas la liberté à tous. Mais il peut être un levier, et l'on rapporte qu'Archimède, en expliquant le principe du levier, déclara à ses amis : "Donnez-moi un endroit où prendre position, et je déplacerai le monde." Mes chers cohabitants de cette planète, prenons position ici dans cette assemblée des nations. Et voyons si, en notre temps, nous pouvons déplacer le monde vers une paix juste et durable. » À nouveau, il invitait l'URSS « à entrer en compétition dans une multitude d'arènes pacifiques, dans les idées, dans la production et en fin de compte dans le service de toute l'humanité. [...] Et dans la compétition pour une vie meilleure, le monde entier sera gagnant¹³. » Dans sa dernière lettre à Kennedy, remise à l'ambassadeur états-unien Roy Kohler mais jamais transmise à son destinataire, Khrouchtchev se montrait également fier de ce premier traité historique, qui « a injecté un esprit frais dans l'atmosphère internationale ». Il avançait d'autres propositions, en reprenant les termes de Kennedy : « Leur implémentation déblaierait la route vers le désarmement général et complet et, par conséquent, vers la délivrance des peuples de la menace de la guerre¹⁴. »

Dans les années soixante, le désarmement nucléaire était un

objectif réaliste. Seuls quatre pays s'étaient dotés de l'arme nucléaire. Il y avait une chance historique à saisir, et Kennedy était déterminé à ne pas la laisser passer. « Je suis hanté par le sentiment qu'en 1970, si nous ne réussissons pas, il y aura peut-être dix puissances nucléaires au lieu de quatre, et en 1975, quinze ou vingt¹⁵, » dit-il durant sa conférence de presse du 21 mars 1963, de façon malheureusement prophétique. Cependant, tandis que, derrière les USA et l'URSS, tous les pays de l'OTAN et du bloc communiste faisaient un premier pas vers le désarmement nucléaire, un petit pays faisait bande à part : Israël. Dès le début des années cinquante, David Ben Gourion, qui cumulait les fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense, confia à Shimon Peres la tâche d'engager secrètement son pays dans la fabrication de bombes atomiques, en détournant de son objectif le programme de coopération pacifique *Atom for Peace* lancé naïvement par Eisenhower. Informé par la CIA dès 1960 de la vocation réelle du complexe de Dimona dans le désert du Néguev, Kennedy fit tout son possible pour forcer Israël à y renoncer. Il exigea de Ben Gourion des inspections régulières de Dimona, d'abord de vive voix à New York en 1961, puis par des lettres officielles de plus en plus insistantes. Dans la dernière, datée du 15 juin 1963, Kennedy exigeait une première visite immédiate suivie de visites régulières tous les six mois, sans quoi « l'engagement et le soutien de notre gouvernement pour Israël risquent d'être sérieusement compromis¹⁶ ». La réaction israélienne à ce courrier fut surprenante : Ben Gourion démissionna le 16 juin, évitant ainsi de le recevoir. Dès que le nouveau Premier ministre Levi Eshkol entra en fonction, Kennedy lui adressa une lettre identique, datée du 5 juillet 1963.

La mort de Kennedy quelques mois plus tard relâcha la pression sur Israël. Johnson choisit de fermer les yeux. John McCone, le directeur de la CIA nommé par Kennedy, démissionna en 1965 en se plaignant du peu d'intérêt manifesté par Johnson sur ce sujet. Comme le rapporte Seymour Hersh dans *The Samson Option* (1991), Israël a construit ses premières bombes nucléaires avec des matériaux et du savoir-faire volé aux Américains à la barbe du FBI et de la CIA. Zalman Shapiro, patron d'une usine d'enrichissement d'uranium nommée NUMEC (*Nuclear Materials and Equipment Corporation*) et localisée à Apollo en Pennsylvanie, réussit en effet à faire passer illégalement et impunément plusieurs centaines de kilos d'uranium

hautement enrichi, bien qu'il ait été sous surveillance en tant que membre de la *Zionist Organization of America*, fils d'un rabbin lituanien, partenaire du gouvernement israélien dans plusieurs affaires, et voyageur fréquent en Israël¹⁷.

Sous Johnson, l'aide militaire à Israël atteignit 92 millions en 1966, plus que le total de toutes les années précédentes cumulées. Johnson autorisa même la livraison de missiles capables de porter des têtes nucléaires. Israël acquit sa première bombe vers 1967, sans jamais l'admettre. Nixon ne s'en inquiéta pas davantage que Johnson, tandis que son conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger exprimait en privé sa satisfaction à l'idée d'avoir en Israël une puissance nucléaire alliée. Nixon, avec qui l'État profond s'installe pour ainsi dire au Bureau ovale, joua double jeu : en même temps qu'il soutenait publiquement le Traité de Non-prolifération de 1968 (qui n'était pas une initiative américaine), il adressa un message contraire à sa bureaucratie, par un *National Security Decision Memorandum* top-secret (NSDM-6) qui dictait : « Il ne doit y avoir aucun effort de la part des États-Unis pour forcer d'autres pays [...] à appliquer [le traité]. Ce gouvernement, dans sa posture publique, doit refléter un ton optimiste que d'autres pays signeront ou ratifieront, tout en se désolidarisant de tout projet de faire pression sur ces pays pour qu'ils signent ou ratifient¹⁸. »

Les discours de Kennedy sur le désarmement avaient fait l'effet d'une déclaration de guerre contre l'industrie de l'armement, avide de profiter de l'opportunité immense que représentait le nucléaire. « *If Peace Does Come – What Happens to Business ?* », titrait avec cynisme l'éditorial du *U.S. News and World Report* du 12 août 1963, une semaine après la signature du *Nuclear Test Ban Treaty*. La mort de Kennedy calma leurs inquiétudes. Après lui, le désarmement n'a plus jamais été un enjeu électoral aux États-Unis. La dépense militaire mondiale se monte aujourd'hui à 1 738 milliards de dollars par an, soit 4,7 milliards par jour, selon les chiffres 2 011 du SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*). Les États-Unis sont de loin le principal fournisseur mondial d'armement, avec 41 % du marché, tandis qu'Israël, grâce à la technologie obtenue des Américains (souvent illégalement), est passé récemment au quatrième rang, devant le Royaume-Uni¹⁹.

Ce qui rend le marché de l'armement si profitable, c'est son

caractère inhéremment mimétique et addictif : chacun doit s'armer autant que son voisin, sinon plus. Comme le remarque Stephen Zunes, expert sur le Moyen-Orient : « Chaque transfert d'armes vers Israël crée une nouvelle demande des États arabes. » Ainsi, lorsqu'en 2007, Bush accepta de vendre pour 20 milliards d'armes à l'Arabie saoudite, il augmenta les ventes de 30 milliards pour Israël, pour lui permettre de garder l'avantage²⁰. Ce cercle vicieux mais lucratif est particulièrement efficace avec l'armement nucléaire. Les dépenses dans ce domaine sont estimées à 100 milliards par an en moyenne, dans un marché indissociable de celui du nucléaire civil. Il y a aujourd'hui à travers le monde environ 20 000 bombes nucléaires possédant en moyenne une puissance 30 fois supérieure à celle de Hiroshima, ce qui équivaut en tout à 600 000 Hiroshima. Parmi ces bombes, 1 800 sont en état d'alerte, prêtes à être lancées en quelques minutes.

Cela n'inclut pas l'arsenal de mini-bombes en augmentation constante. Soixante ans après le Projet Manhattan, la nanotechnologie s'est associée à la recherche nucléaire pour produire des bombes plus petites et plus « propres » (en termes de retombées radioactives). La miniaturisation était déjà avancée en 1962, avec la bombe atomique de proximité « Davy Crockett », pas plus grande qu'une pastèque et lançable d'un simple lance-roquettes. À la fin des années 80, le complexe militaro-industriel cherchait à abolir la distinction entre armes nucléaires et armes conventionnelles. Zbigniew Brezinski, alors conseiller militaire du président Bush sénior, plaide en ce sens dans un article de *Foreign Affairs* : « Les changements technologiques ont apporté une révolution dans la manière dont les armes nucléaires peuvent être utilisées à l'avenir. Elles ne sont plus des instruments grossiers pour infliger une dévastation sociale massive, mais peuvent être utilisées avec précision pour des missions militaires plus spécifiques, avec relativement peu de dommages sociaux collatéraux²¹. »

1. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 6, 322.

2. Christ Matthews, *Jack Kennedy, Elusive Hero*, Simon & Schuster, 2011, p. 72.

3. Matthews, *Jack Kennedy*, op. cit., p. 76.

4. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 5.
5. JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/DOPIN64xJUGRKgdHJ9NfgQ.aspx
6. Discours complet dans Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 386-92, et en vidéo sur la JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/BWC714C9QUmLG9J6I8oy8w.aspx
7. JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/BWC714C9QUmLG9J6I8oy8w.aspx
8. Schlesinger, *A Thousand Days*, op. cit., p. 7.
9. JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/BWC714C9QUmLG9J6I8oy8w.aspx
10. LBJ Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/ZNOo49DpRUa-kMetjWmSyg.aspx
11. O'Donnell et Powers, *Johnny We Hardly Knew Ye*, op. cit., p. 285.
12. Ted Sorensen, *Kennedy*, 1965, Harper Perennial, 2009, p. 740.
13. Audio sur JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/Archives/JFKWHA-218.aspx www.jfklibrary.org/
14. Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 269.
15. Audio sur JFK Presidential Library, www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/Archives/JFKWHA-169.aspx
16. Warren Bass, *Support any Friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance*, 2003, p. 219.
17. Seymour Hersh, *The Samson Option : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Random House, 1991, p. 202-4.
18. Hersh, *The Samson Option*, op. cit., p. 175.
19. Chiffres empruntés, comme les suivants, à Stéphane Hessel et Albert Jacquart, *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*, Stock, 2012, p. 32.
20. Stephen Zunes, *Tinderbox : US Middle East Policy and the Roots of Terrorism*, Common Courage Press, 2002, p. 40.
21. Zbigniew Brezinski, « America's New Geostrategy », *Foreign Affairs*, Printemps 1988, cité dans Robert Malcolmson, *Beyond Nuclear Thinking*, McGill-Queen's University Press, 1990, p. 100.

Le dernier des Kennedy

Le 29 novembre 1963, Bill Walton, ami intime de la famille Kennedy, se rend à Moscou et, sans en informer l'ambassadeur, transmet à Georgi Bolshakov (l'agent qui avait déjà servi de facteur entre Khrouchtchev et Kennedy) un message à l'intention de Khrouchtchev de la part de Robert et Jacqueline Kennedy. Selon la note retrouvée dans les archives soviétiques dans les années 1990 par Alexandr Fursenko et Timothy Naftali (*One Hell of a Gamble*, 1998), le frère et l'épouse du Président assassiné voulaient faire savoir au Premier soviétique qu'ils pensaient que John Kennedy avait été « victime d'un complot d'extrême-droite ». De plus, « Walton, et par présomption [Robert] Kennedy, voulaient que Khrouchtchev sache que seul RFK pouvait implémenter la vision de John Kennedy et que le refroidissement qui adviendrait peut-être dans les relations USA-URSS à cause de Johnson ne serait pas éternel¹. »

Ostensiblement ignoré du jour au lendemain par Hoover et par Johnson, bien qu'encore *Attorney General*, Robert Kennedy se savait désarmé face aux forces qui avaient tué son frère, et qui maintenant le surveillaient étroitement. Après une période d'effondrement, durant laquelle, selon son premier biographe Jack Newfield, il semblait « vouloir se métamorphoser en son frère martyr » en adoptant inconsciemment ses gestes et portant son manteau trop grand, Robert décida de survivre politiquement². Il refusa de témoigner devant la Commission Warren et déclara qu'il n'avait pas l'intention de lire son rapport, mais fut forcé de signer une lettre stipulant : « J'aimerais déclarer de façon définitive que je n'ai connaissance d'aucun élément accréditant les allégations que l'assassinat du président Kennedy a été causé par un complot domestique ou étranger³. » Aux amis proches qui le lui reprochaient, il répondait, comme à Dick Goodwin en juillet 1966 : « Je ne peux rien faire. Pas pour le moment. » Il disait

aussi : « Si le peuple américain connaissait la vérité sur Dallas, il y aurait du sang dans les rues⁴. » Robert Kennedy comptait briguer la présidence en 1972. Mais deux choses précipitèrent sa décision de se présenter dès 1968 : d'une part le renoncement de Johnson à un second mandat pour cause d'impopularité, d'autre part l'enquête de Jim Garrison ouverte en 1967. Lorsque celle-ci commença à faire parler d'elle, Kennedy chargea son conseiller Frank Mankievitch de s'en informer : « Je veux que tu regardes ça de près, que tu lises tout ce que tu peux, de sorte que s'il arrive un point où je peux faire quelque chose, tu puisses me dire ce que je dois savoir. » Il confia à son ami William Attwood, rédacteur en chef du magazine *Look*, qu'il croyait comme Garrison à un complot, « mais je ne peux rien faire tant que je n'ai pas le contrôle de la Maison Blanche⁵ ». Il se garda de soutenir Garrison ouvertement, estimant que l'issue de son enquête locale était incertaine et qu'elle risquait de compromettre son projet de rouvrir une enquête fédérale plus tard. Il se concentra sur sa campagne présidentielle, où la critique de la Guerre du Vietnam tint une grande place. Il avait pris clairement position dès le 2 mars 1967, dans un discours au Sénat appelant les élus à réfléchir sur « l'horreur » de la guerre : « Tout ce que nous disons et faisons doit être informé par notre conscience que cette horreur est en partie notre responsabilité. [...] Ce sont nos produits chimiques qui brûlent les enfants et nos bombes qui rasant les villages. Nous sommes tous participants, [...] nous devons ressentir en tant qu'hommes l'agonie de ce que nous sommes en train de faire⁶. »

Le 4 avril 1968, Martin Luther King fut abattu à Memphis dans des circonstances mal élucidées, selon un mode opératoire similaire à l'assassinat de John Kennedy : le nom, le portrait et le profil du tueur présumé furent diffusés presque instantanément. James Earl Ray, un délinquant intellectuellement déficient, avait été en réalité manipulé par un certain « Raul » jamais identifié ; ce dernier s'était arrangé pour que Ray loge ce jour-là dans une chambre donnant sur le balcon de King au Lorraine Motel, et pour qu'un fusil soit retrouvé sous sa fenêtre avec ses empreintes. L'avocat commis d'office à la défense de Ray n'eut aucun mal à le convaincre de plaider coupable pour obtenir la clémence du jury. Personne ne prêta attention quand Ray se rétracta trois jours plus tard. Il mourut en 1998, sans cesser de clamer son innocence. Le Révérend King gênait le gouvernement de Johnson

par ses récentes prises de position contre la Guerre du Vietnam, et il inquiétait plus encore par son projet de rassembler dans sa *Poor People's Campaign* une « armée multiraciale de pauvres » qui marcherait sur Washington et camperait devant le Capitole jusqu'à ce que le Congrès signe une « Déclaration des Droits du Pauvre »⁷.

Robert Kennedy, qui soutenait King, fut assassiné deux mois plus tard, le 6 juin 1968 à Los Angeles, juste après l'annonce des résultats des primaires de Californie qui faisaient de lui le favori pour l'investiture démocrate. Sur sa tombe au cimetière d'Arlington est gravé un extrait de son discours à l'Université de Capetown en Afrique du Sud en juin 1966, où il défia la légitimité morale de l'apartheid : « Chaque fois qu'un homme se lève au nom d'un idéal, ou agit pour améliorer le sort des autres, ou se bat contre l'injustice, il envoie une minuscule onde d'espoir, et en se croisant depuis un million de centres d'énergie et d'audace différents, ces ondes forment un courant qui peut balayer sur son passage les murs d'oppression et de résistance les plus solides⁸. »

Une fois Robert Kennedy éliminé de la course présidentielle, la victoire revint au Républicain Richard Nixon, contre le vice-président sortant Hubert Humphrey. Le flambeau de la politique antimilitariste fut repris par George McGovern qui, en mai 1963, avait plaidé pour la reconnaissance de la révolution cubaine afin d'accorder la priorité à la lutte contre la misère en Amérique latine. McGovern est candidat en 1972, sur un programme prônant le désengagement du Vietnam. Il devance dans les primaires Henry Scoop Jackson, qui rassemble après Johnson l'aile droite du parti démocrate, favorable à une implication plus musclée au Vietnam. McGovern est sévèrement battu par Nixon. Le mouvement politique qu'il représente, dans le sillage des Kennedy, ne s'en remettra jamais.

L'homme qui tua Robert Kennedy était un jeune Palestinien décrit par certains témoins comme étant dans un état de transe. Bien qu'il se soit lui aussi laissé convaincre de plaider coupable, Sirhan Sirhan ne se souvient pas avoir tiré sur Robert Kennedy, ni même avoir désiré le tuer, et ne peut s'expliquer son geste : « Ma propre conscience n'approuve pas ce que j'ai fait. [...] ça ne me ressemble pas ! (*It's just not me*⁹ !) » Quarante-trois ans après les faits, il continue d'affirmer : « Je n'ai jamais pu me souvenir de ce qui s'est passé à cet endroit à ce moment. Et je n'ai jamais pu me souvenir de nombreuses choses et

incidents qui ont eu lieu dans les semaines précédant la fusillade¹⁰. » Expertises psychiatriques et détecteurs de mensonges confirment son amnésie. Sirhan pense avoir été drogué et/ou hypnotisé. Par ailleurs, le docteur Thomas Nogushi, qui conduisit l'autopsie de Robert Kennedy, conclut (et confirma dans ses mémoires en 1983) que la balle fatale avait été tirée à quelques centimètres derrière l'oreille droite de Kennedy, selon un angle ascendant¹¹. Or, tous les témoins confirment que Robert n'a jamais tourné le dos à Sirhan et que celui-ci était à plusieurs mètres de sa cible lorsqu'il a tiré. Enfin, le compte des impacts donne douze balles tirées, alors que le revolver de Sirhan n'en contenait que huit. De forts soupçons pèsent sur Thane Eugene Cesar, un garde du corps embauché pour la soirée, qui se trouvait collé derrière Kennedy au moment des tirs, et que des témoins virent avec son pistolet dégainé. Cesar ne fut jamais inquiété, alors même qu'il affichait sa détestation pour les Kennedy qui, selon lui, « avait vendu le pays aux communistes¹² ».

Le mystère Sirhan s'est éclairci dans les années 1970, avec les révélations de la Commission Church et la déclassification de plus de 18 000 pages de documents CIA. Il apparut que l'Agence avait initié en 1950-51 plusieurs programmes d'expérimentation en manipulation mentale, sous des noms tels que *Bluebird* ou *Artichoke*. En 1953, durant la guerre de Corée, ces programmes furent intégrés dans le projet MKULTRA (pour *Mind Kontrolle ultra-secret*), dirigé depuis le *Technical Services Staff*. Ce projet incluait l'expérimentation de drogues, hypnose, électrochocs et implants d'électrodes dans le cerveau. La légitimation officielle de ce programme inspiré par les docteurs nazis était de percer le mystère du « lavage de cerveau » prétendument pratiqué par les communistes, et ainsi obtenir, selon les termes d'un mémorandum de Helms adressé à Dulles le 3 avril 1953, « une connaissance approfondie du potentiel théorique de l'ennemi, afin d'acquérir la capacité de nous défendre contre un ennemi qui a peut-être moins de retenue que nous dans l'usage de ces techniques¹³ ». Autrement dit : vaincre l'ennemi par les moyens diaboliques dont on l'imagine capable. En Allemagne, au Japon, en Corée et plus tard au Vietnam, le docteur Sidney Gottlieb et ses associés expérimentèrent sur des prisonniers ces techniques d'interrogatoire combinées avec des tortures classiques. Sur le territoire national, Gottlieb associa secrètement à sa recherche 3 institutions pénitenciaires, 12 hôpitaux,

15 instituts ou compagnies pharmaceutiques et 44 universités. De nombreux prisonniers, patients et étudiants servirent notamment de cobayes pour des expériences au LSD, une molécule récemment mise au point par les laboratoires Sandoz en Suisse, et dont la diffusion sur les campus dans les années 60 doit beaucoup à la CIA. Avec la protection et le financement de la CIA, le docteur Ewen Cameron, psychiatre renommé (président de l'*American Psychiatric Association*), se livra dans sa clinique de Montréal à des expériences ayant pour but d'effacer totalement la personnalité humaine de ses patients pour la reprogrammer¹⁴.

Des documents datés de mai 1951 posaient aux équipes Bluebird les défis suivants : « Peut-on faire commettre à un homme des actes qui nous soient utiles par suggestion post-hypnotique ? », et : « Un homme sous hypnose peut-il être forcé à commettre un meurtre ? » Un document du 5 mai 1955 donne comme but à la *Chemical Division* du *Technical Services Staff*, « la découverte de [...] produits et méthodes » capables, entre autres, d'« altérer la structure de la personnalité de telle sorte à augmenter la tendance du sujet à dépendre d'un autre » et encore « produire une amnésie pour les événements précédant et durant l'usage [des produits et méthodes] ». Un document daté du 2 septembre 1951 décrit une expérience réussie dans laquelle une femme fut programmée à entrer dans un état hypnotique en entendant un mot codé et, dans cet état, amorcer une bombe et la placer selon des instructions. Un autre document déclassifié de la CIA daté du 7 janvier 1953 décrit la création expérimentale de personnalités multiples dans deux jeunes filles de 19 ans : « Les sujets ont clairement démontré qu'elles pouvaient passer d'un état d'éveil à un état hypnotique par téléphone, en recevant un texte écrit, ou au moyen d'un code, d'un signal, ou de mots, et que le contrôle de ceux qui ont été hypnotisés peut être transmis d'un individu à l'autre sans grande difficulté. » Un autre document daté du 10 février 1954 décrit la création d'un assassin involontaire : une jeune femme X [nom effacé], qui avait préalablement exprimé son dégoût des armes, a été programmée sous hypnose à « prendre un pistolet et tirer sur Mlle Y [nom effacé]. Elle avait reçu comme instruction que sa colère serait si violente qu'elle n'hésiterait pas à “tuer” Y. Mlle X a agi selon ces suggestions, y compris en tirant avec l'arme (déchargée) sur Y, et ensuite s'est plongée dans un sommeil profond. Après avoir reçu des

suggestions appropriées, elles furent toutes deux réveillées. Mlle X nia catégoriquement que la séquence précédente avait eu lieu¹⁵. »

-
1. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 25-7.
 2. Jack Newfield, *RFK : A Memoir* (1969), Nation Books, 2003, p. 31.
 3. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 278-80.
 4. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 305, 268.
 5. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 312-4.
 6. Newfield, *RFK, A Memoir*, *op. cit.*, p. 137.
 7. Sur l'assassinat de King, lire William Pepper, *An Act of State : The Execution of Martin Luther King*, Verso, 2003.
 8. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 338.
 9. Dans le film de Shane O'Sullivan, *RFK Must Die : the Assassination of Bobby Kennedy*, 2007.
 10. Sirhan plaçant pour sa liberté conditionnelle en 2011, sur YouTube, « Sirhan Sirhan Denied Parole », www.youtube.com/watch?v=nsmlhKPI9EU
 11. Thomas Noguchi, *Coroner*, Simon&Schuster, 1983.
 12. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 372-4.
 13. Mémoire du 3 avril 1953, rédigé par Richard Helms à l'intention d'Allen Dulles, cité dans Gordon Thomas, *Secret & Lies : A History of CIA Mind Control & Germ Warfare*, Konecki & Konecki, 2007.
 14. Don Gillmor, *I Swear by Apollo : Dr. Ewen Cameron and the CIA-Brainwashing Experiment*, Eden Press, 1987.
 15. Colin A. Ross, *Bluebird : Deliberate Creation of Multiple Personality by Psychiatrists*, Manitou Communications, 2000, résumé sur www.wanttoknow.info/bluebird10pg

La revanche de Tricky Dick

Huit ans comme vice-président de Dwight Eisenhower avaient fait de Nixon le candidat naturel des Républicains en 1960, même si Eisenhower, interrogé un jour devant les caméras, se déclara incapable de citer une seule idée qu'il lui aurait empruntée en huit ans de présidence, ajoutant : « Si vous me donnez une semaine, j'en trouverai peut-être une. » Nixon lui-même confia plus tard à Bob Haldeman : « J'ai dû voir Dwight Eisenhower seul six fois durant tout le *deal*¹. » Le vice-président Nixon s'était en fait surtout occupé d'opérations clandestines.

En apprenant sa victoire sur Nixon, qu'il connaissait depuis leurs débuts en politique, Kennedy avait fait ce commentaire à un ami : « Si je ne fais rien d'autre pour ce pays, au moins je les aurai sauvés de Dick Nixon². » Il ne pouvait se douter que Nixon reviendrait en 1968, et qu'il l'emporterait cette fois en profitant de l'assassinat de son frère Robert Kennedy. L'histoire se répétait cruellement, l'assassinat de deux Kennedy donnant successivement le pouvoir à deux hommes aux caractères dangereusement troublés, dont les noms resteront associés à la démente du Vietnam. Tandis que Johnson fut le premier président forcé de renoncer à briguer un second mandat pour cause d'impopularité, Nixon fut le seul président à démissionner sous la menace d'une destitution dans toute l'histoire des États-Unis. Les commissions d'enquête sur le Watergate révélèrent au public la paranoïa de Nixon, son hypocrisie et son cynisme. Après sa démission, son psychiatre depuis 1952, le docteur Arnold Hutschnecker, sortit de sa réserve pour demander dans un article du *New York Times* que les candidats à la présidence soient à l'avenir soumis à une expertise psychiatrique³.

En 1968, Nixon gagna de justesse contre le candidat démocrate, le vice-président sortant Hubert Humphrey. Humphrey l'aurait sans

doute emporté si Johnson avait obtenu l'armistice au Vietnam qu'il projetait de signer dans les derniers mois de son mandat. En octobre, son administration avait annoncé l'arrêt des bombardements et avait convaincu les dirigeants du Sud-Vietnam, du Nord-Vietnam et des Viêt-Cong d'entrer en négociation. Les pourparlers, prévus pour novembre, auraient donné au candidat démocrate un avantage décisif, tout en offrant à Johnson une sortie honorable. Mais Nixon, informé de ce projet par ses espions, le sabota en faisant secrètement parvenir au président sud-vietnamien Nguyen Van Thieu une offre destinée à le convaincre de boycotter les pourparlers. « Il m'a promis huit ans de soutien fort, révélera Thieu : quatre ans de soutien militaire durant son premier mandat, et quatre ans de soutien économique durant son second mandat » (« soutien économique » voulant dire armement⁴). Simultanément, Nixon déclarait au peuple américain : « Si en novembre cette guerre n'est pas finie, je dis que les Américains auront raison d'élire un nouveau leader, et je vous jure que ce nouveau leader arrêtera la guerre et gagnera la paix dans le Pacifique⁵. » Ce coup tordu de Nixon est documenté par les révélations de son émissaire secrète auprès de l'ambassadeur sud-vietnamien Bui Diêm, Anna Chennault (veuve d'un général américain et membre de l'équipe de campagne de Nixon), dans son autobiographie *The Education of Anna* (1 980), et par celles de Bui Diêm dans *In the Jaws of History* (1 987).

Après sa défaite, Johnson confia à son conseiller à la Sécurité nationale Walt Rostow une enveloppe contenant des preuves du sabotage de Nixon, dont des enregistrements d'écoutes téléphoniques à l'ambassade sud-vietnamienne que Johnson avait obtenues de Hoover. Rostow conserva cette « Enveloppe X » jusqu'après la mort de Johnson en 1973 (deux jours après le début du second mandat de Nixon). Puis il la donna à la *Lyndon Johnson Presidential Library*, qui ne commença à en déclassifier le contenu que trois mois après la mort de Nixon, en juillet 1994. Le journaliste Robert Parry a réuni les différentes pièces de cette histoire complexe dans son livre *America's Stolen Narrative* (2 012)⁶, dont on peut extraire le résumé suivant.

Peu après son installation à la Maison Blanche en janvier 1969, Nixon fut informé par Edgar Hoover des preuves détenues par Johnson de son sabotage des pourparlers. Il redoubla d'efforts pour s'emparer du dossier de Johnson en 1971, lorsque le *New York Times* commença à publier les *Pentagon Papers* (documents secrets compilés

sur ordre du secrétaire à la Défense Robert McNamara, exposant les mensonges du gouvernement relatifs à la Guerre du Vietnam). Dans une conversation enregistrée le 17 juin 1971, Nixon ordonne à son directeur de cabinet (*Chief of Staff*) Bob Haldeman, en présence de Henry Kissinger, de faire cambrioler la Brookings Institution, un think tank de Washington où il pensait que se trouvait ce dossier sur « l'affaire du cessez-le-feu » : « Nom de Dieu, entrez et prenez ces dossiers. Faites sauter le coffre-fort et prenez-les. » Nixon réitéra cet ordre le 30 juin, en suggérant de faire appel à l'ancien agent de la CIA Howard Hunt : « Parlez-en à Hunt. Je veux ce cambriolage. Qu'ils le fassent, bon sang. Vous devez vous introduire dans le bâtiment, piquer les dossiers et les apporter⁷. » Un an plus tard, Hunt était condamné pour avoir planifié le cambriolage du quartier général du Parti Démocrate dans l'immeuble Watergate, par une équipe incluant quatre autres vétérans de la Baie des Cochons (Frank Sturgis et trois Cubains). Ainsi le scandale du Watergate, qui força Nixon à démissionner, se trouve lié à l'effort de Nixon pour faire disparaître les preuves de sa haute trahison (comment appeler autrement une négociation secrète en temps de guerre avec un pays impliqué, par une personne extérieure au gouvernement ?).

Dans le *Memorandum for the Record* de trois pages qu'il joignit à l'Enveloppe X, Rostow exprima son regret que Johnson ait choisi, « pour le bien du pays », de garder le silence sur la trahison de Nixon. En réalité, le silence de Johnson avait moins à voir avec ce noble motif (quel bien pouvait sortir du prolongement de la guerre et de l'accession d'un traître à la Maison Blanche ?) qu'avec sa propre vulnérabilité. Car Nixon, de son côté, détenait suffisamment d'informations explosives sur la manière dont Johnson s'était emparé de la Maison Blanche en 1963.

Bien qu'il se fût trouvé à Dallas au matin du 22 novembre 1963, pour la convention des fabricants de soda chapeautée par son client Pepsi Cola, Nixon n'a probablement pas de responsabilité directe dans le crime de Dallas. Néanmoins, il en savait assez pour imaginer le rôle joué par Johnson. N'est-ce pas un ancien membre de la Commission Warren chargée par Johnson d'étouffer l'affaire, Gerald Ford, que Nixon nommera en 1973 comme vice-président, avec pour mission de lui accorder le pardon présidentiel aussitôt après sa démission ? À la fin de sa vie, selon son ancien assistant Roger Stone, Nixon n'a jamais

dit catégoriquement qui était responsable de la mort de Kennedy. Mais il disait : « Johnson et moi voulions tous deux être président, la différence est que je n'étais pas prêt à tuer pour ça. » Lorsqu'on le pressait de dire qui, à son avis, avait tué Kennedy, Nixon répondait : « Le Texas. »⁸ »

Dès 1969, sa première année à la Maison Blanche, Nixon avait engagé avec Richard Helms, à la tête de la CIA depuis 1966, un bras de fer pour obtenir la totalité du dossier CIA sur Dallas. Helms, surnommé *The Man who Kept the Secret* par son biographe Thomas Powers, ne céda jamais. Quatre ans plus tard, empêtré dans l'affaire du Watergate, Nixon tenta d'utiliser le peu qu'il savait pour forcer Helms à le sortir de ce pétrin en endossant, au nom de la CIA, la responsabilité du Watergate. Il chargea Bob Haldeman de dire à Helms que, « si ça sort [...], ça peut faire exploser tout le machin de la Baie des Cochons, ce qui serait très dommageable pour la CIA ». Haldeman est convaincu, tout comme John Ehrlichman, autre assistant de Nixon, que la « Baie des Cochons » était entre Helms et Nixon un terme codé : « Dans toutes ses références à la Baie des Cochons, Nixon parlait en fait de l'assassinat de Kennedy⁹. » On en déduit que Nixon menaçait Helms de divulguer l'implication de la CIA dans l'assassinat de Kennedy. En réalité, il n'en avait pas les moyens : Helms ne céda toujours pas et fut évincé en 1972, tandis que Nixon, piégé par son propre système d'écoutes dans le Bureau ovale, tomba à son tour deux ans plus tard.

Le scandale du Watergate passe communément pour la preuve de l'indépendance des médias américains et de leur efficacité comme contre-pouvoir démocratique. En réalité, il illustre plutôt l'importance des médias comme arme dans la guerre politique des profondeurs. La Commission Church a démontré que, depuis les débuts de l'Opération Mockingbird vingt ans plus tôt, la CIA avait accumulé un pouvoir occulte considérable sur les médias, à travers un réseau de taupes installées à tous les échelons, du journaliste à l'éditeur. Bob Woodward, le journaliste par qui le scandale du Watergate éclata dans la presse, a un parcours plutôt curieux, rendu public par Len Colodny et Robert Gettlin dans *Silent Coup* (1991) : il fut embauché par le *Washington Post* sur une recommandation gouvernementale à son président, qui n'était autre que l'ancien secrétaire de la Navy sous Johnson, Paul Ignatius. Woodward n'avait aucune expérience dans le

journalisme mais, après ses études à Yale (et son initiation à la société secrète *Skull & Bones*, dont nous reparlerons), il avait travaillé cinq ans pour la Navy dans le secteur des communications, avec une « habilitation de sécurité top-secret ». C'est Woodward qui établit le lien entre l'infraction au Watergate et l'équipe du CREEP (*Committee to Re-elect the President*) de Nixon en révélant pour commencer qu'un des cambrioleurs cubains avait sur lui un chèque signé par Hunt, alors employé du conseiller juridique de la Maison Blanche Charles Colson. Woodward n'a jamais révélé le nom de son informateur, connu sous le sobriquet *Deep Throat*, mais certains soupçonnent Richard Helms d'être à l'origine des fuites, et peut-être de l'opération bâclée elle-même – car, comme le dit Nixon dans ses mémoires, « on aurait presque dit un coup monté¹⁰ ».

Nixon avait été élu en 1968 sur l'impression qu'il avait un plan secret pour terminer la guerre. En réalité, nous avons vu qu'il passait un marché secret pour prolonger la guerre jusqu'à son élection. Mais une fois à la Maison Blanche, il élaborait effectivement un plan, qu'il exposa un jour à Bob Haldeman en ces termes : « Je l'appelle la "théorie du forcené" (*the Madman Theory*), Bob. Je veux que les Nord-Vietnamiens croient que j'en suis arrivé au point où je suis prêt à faire n'importe quoi pour arrêter la guerre. On va juste leur glisser l'info : "Pour l'amour de Dieu, vous savez, Nixon est obsédé par le communisme, on ne peut pas le retenir quand il est en colère – et il a son doigt sur le bouton nucléaire." Et Ho Chi Min viendra en personne à Paris deux jours après pour signer la paix. » Nixon, en fait, n'aurait probablement pas hésité à utiliser l'arme nucléaire ; il l'avait déjà recommandée à Eisenhower dans les années 1950, contre l'Indochine et la Corée. « Si on laissait faire le président, il y aurait une guerre nucléaire chaque semaine », fit un jour remarquer Kissinger¹¹. Dans les faits, Nixon fit durer la guerre pendant quatre ans après son élection, ajoutant au bilan 21 000 morts américains, 110 000 parmi les soldats alliés sud-vietnamiens, 500 000 parmi les ennemis, et un nombre incalculable de victimes civiles. Deux mois à peine après son élection, il étendit secrètement et illégalement la guerre au Cambodge, déclenchant un bombardement massif, sous le nom de code *Breakfast*, suivi par *Lunch*, *Dessert*, *Snack*, *Supper* et *Dinner*, avec pour résultat la prise du pouvoir par les sanguinaires Khmers Rouges, responsables de l'extermination d'un tiers de la population.

Le bilan de Nixon en Amérique latine est tout aussi sanglant. En tant que vice-président d'Eisenhower, Nixon avait supervisé avec la CIA les opérations au Guatemala, puis la préparation de l'invasion de Cuba qui déboucha sur le fiasco de la Baie des Cochons. Une fois président, il décida, avec son conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger et sous l'influence du lobby affairiste *Council on Latin America*, de renverser le président du Chili Salvador Allende élu en 1970. Le *Select Committee on Intelligence*, créé en 1976, a établi que la CIA tenta de corrompre le commandant en chef de l'armée chilienne René Schneider Chereau pour le placer à la tête d'un coup d'État avant même l'inauguration d'Allende. Mais le général se montra fidèle à la Constitution de son pays et devint finalement un obstacle au coup d'État militaire. L'équipe de la CIA dirigée par David Atlee Phillips le fit alors assassiner et orchestra une campagne d'intoxication de l'opinion pour mettre son assassinat sur le dos d'Allende. Dix millions de dollars furent envoyés pour corrompre d'autres officiers et préparer le coup. Celui-ci ne se matérialisa que le 11 septembre 1973, lorsqu'Allende fut attaqué dans son palais présidentiel, puis retrouvé mort « suicidé ». Les États-Unis soutinrent pendant dix-sept ans la dictature fasciste du général Augusto Pinochet.

En 1974, le nouveau directeur de la CIA William Colby se donne pour mission d'assainir la CIA. Il renvoie un certain nombre de dirigeants et, fin décembre, remet au ministre de la Justice un document de 693 pages (nommé familièrement *the Family Jewels*, les « Bijoux de famille ») relatif aux opérations illégales de la CIA. Le président Ford se voit alors forcé de nommer une commission présidentielle, dirigée par son vice-président Nelson Rockefeller. La Commission Rockefeller dévoile différents abus et notamment les expériences de manipulation mentale du projet MKULTRA. Mais son objectif est surtout de limiter les dégâts : sans surprise, son rapport conclut en passant qu'il n'y « aucun élément probant (*no credible evidence*) » de l'implication de la CIA dans l'assassinat de Kennedy¹². Mais Ford est bientôt dépassé par le Congrès. Avant même la publication du rapport de la Commission Rockefeller, le Sénat crée, à l'initiative du Démocrate Frank Church, son propre *Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*, qui publie entre 1975 et 1976 quatorze rapports distincts sur les abus des agences de Renseignement. Parallèlement, la Chambre des

Représentants crée aussi sa commission sous la direction d'Otis Pike. Les rapports du *Church Committee* et du *Pike Committee* démontrent l'implication de la CIA dans les assassinats ou tentatives d'assassinat de chefs d'État étrangers tels que Patrice Lumumba, Fidel Castro, Rafael Trujillo ou Ngô Dinh Diêm. Ford est alors contraint d'émettre un ordre exécutif interdisant les opérations « impliquées dans le meurtre de chefs politiques dans des buts politiques¹³ ». Le soupçon que Kennedy compte parmi les chefs d'État assassinés par la CIA est bientôt renforcé dans l'opinion publique par la diffusion télévisée du film d'Abraham Zapruder en mars 1975. En réponse à la demande de réexaminer les conclusions de la Commission Warren, la Chambre des Représentants crée en 1976 le *House Select Committee on Assassinations* (HSCA) pour rouvrir l'enquête sur les assassinats de John Kennedy et Martin Luther King (celui de Bobby Kennedy n'est pas officiellement inclus). Le HSCA confond David Atlee Phillips, pris à mentir au sujet des enregistrements d'Oswald à Mexico.

C'est alors que le directeur juridique (*General Counsel*) du HSCA, Richard Sprague, qui avait refusé de signer une clause de confidentialité sur les documents fournis par la CIA, est victime d'une violente campagne de diffamation et forcé de démissionner. Il est remplacé par Robert Blakey, qui accepte les règles de la CIA et penche pour la thèse du tueur solitaire dans l'assassinat de Kennedy. Robert Tannenbaum, son adjoint en charge de l'enquête sur Kennedy, démissionne à son tour en constatant que le HSCA est maintenant engagé dans la construction d'une « histoire falsifiée » (*false history*), comme il l'expliquera en 1995. Simultanément, à la CIA, William Colby, qui s'était déjà montré trop coopératif avec la Commission Church, est remplacé par Georges H.W. Bush en janvier 1976. Ensemble, Blakey et Bush vont tuer l'enquête en convenant de nommer comme interlocuteur entre la CIA et le HSCA George Joannides, qui fait obstruction. La presse ne réalisa ou ne révéla que bien plus tard que Joannides avait été en 1963 l'agent de la CIA chargé de l'encadrement et du financement du *Directorio Revolucionario Estudiantil* (DRE) ou *Cuban Student Directorate*, le groupe d'exilés cubains réputé le plus virulent contre Kennedy. Le HSCA ne put finalement qu'écorcher la surface du mensonge d'État, se contentant de conclure dans son rapport à un « probable complot » dans l'assassinat de Kennedy.

De nouveaux livres paraissent à cette époque – favorablement accueillis par la presse – pour décrédibiliser les thèses « complotistes » et défendre les conclusions de la Commission Warren. La guerre de l'information se poursuit aujourd'hui, et chaque avancée dans la quête de la vérité sur JFK est suivie de contre-attaques. Plus importantes et plus efficaces encore sont les attaques contre le caractère de Kennedy et la réputation de sa famille qui commencent dans les années 70 et connaissent un succès jamais démenti jusqu'à aujourd'hui. Des dizaines de livres s'acharnent à détruire le « mythe » ou la « mystique » Kennedy, dans le but de saper le culte du héros anti-guerre par l'image d'un dépravé sexuel issu d'une famille mafieuse. C'est ce que James DiEugenio appelle le « second assassinat » (ou « assassinat posthume ») de Kennedy. En effet, « assassiner un homme est futile si ses idées vivent à travers les autres » ; il faut donc salir l'homme pour étouffer son héritage spirituel¹⁴.

1. Anthony Summers, *The Arrogance of Power : The Secret World of Richard Nixon*, Penguin Books, 2001, p. 159, 114.

2. Summers, *The Arrogance of Power*, op. cit., p. 168.

3. Summers, *The Arrogance of Power*, op. cit., p. 248-9.

4. D'après le témoignage de Nguyen Tien Hung, conseiller du président Thieu, dans un livre coécrit avec Jerrold Schecter, *The Palace File* (1986), cité par Summers, *The Arrogance of Power*, op. cit., p. 239.

5. Summers, *The Arrogance of Power*, op. cit., p. 229.

6. Robert Parry, *America's Stolen Narrative : From Washington and Madison to Nixon, Reagan and the Bushes to Obama*, Media Consortium, 2012, format kindle, e. 1107-2728.

7. Conversations transcrites par Stanley Kutler dans *Abuse of Power : The New Nixon Tapes*, S&S International, 1999, citées dans Parry, *Stolen Narrative*, op. cit., kindle e. 2168-2247.

8. Roger Stone, *The Man Who Killed Kennedy : The Case Against LBJ*, Skyhosse, 2013, kindle e.3630.

9. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 181-2.

10. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 176, 205-9.

11. Summers, *The Arrogance of Power*, op. cit., p. 230, 289.

12. Ford Presidential Library, www.fordlibrarymuseum.gov/library/document/0005/7288238.pdf

13. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 251-62.

14. James DiEugenio, « The Posthumous Assassination of JFK », dans *The Assassinations : Probe Magazine on JFK, MLK, RFK, and Malcolm X*, édité par Jim DiEugenio et Lisa Pease, Feral House, 2003.

M. George Bush of the CIA

George H.W. Bush ne demeure qu'une année à la tête de la CIA, mais il lui imprime une profonde mutation qui aura pour effet de la soustraire davantage à la supervision du Congrès. De plus, le pouvoir de l'Agence se voit renforcé par un ordre exécutif de Ford qui réorganise la communauté du Renseignement en augmentant l'autorité de la CIA sur toutes les autres agences de Renseignement militaire, ce qui place la CIA au-dessus du Pentagone. Après Bush, les mesures d'assainissement et de surveillance de la CIA entamées par son prédécesseur William Colby sont reprises par son successeur Stanfield Turner (nommé par Carter en 1976), qui débarrasse à son tour la CIA de 600 agents engagés dans des actions clandestines. Toutes ces mesures contradictoires combinées vont avoir plusieurs effets. D'une part, la surveillance et les limites auxquelles est désormais soumise la CIA vont tendre à faire migrer une partie des opérations clandestines directement sous le commandement du *National Security Council*. C'est ce qu'illustre sous Carter la collaboration entre le conseiller à la Sécurité nationale Zbigniew Brzezinski et son assistant Robert Gates, un vétéran de la CIA qui en sera promu directeur sous Reagan. De plus, comme on l'a dit, renvoyer des agents de la CIA n'a pas nécessairement pour effet de rompre leurs liens avec l'Agence, mais leur fournit parfois une couverture pour continuer leurs activités dans une obscurité accrue ; lorsqu'il sera vice-président, Bush fera appel à plusieurs anciens de la CIA licenciés par Turner, pour des opérations secrètes et illégales en Amérique centrale. Enfin, pour échapper à la surveillance du Congrès, les opérations illégales vont être en partie sous-traitées à des services secrets ou militaires étrangers, et autofinancées par le trafic d'armes et de drogue. C'est cette ramification internationale et cette plongée dans la criminalisation qui caractériseront les opérations spéciales à partir des années 1980, avec

l'arrivée de George Bush à la Maison Blanche, d'abord comme vice-président puis comme président.

Avant d'examiner cette période, tentons de répondre à la question : qui est ce George H.W. Bush propulsé à la tête de la CIA en 1976 ? Nous nous appuyerons sur l'enquête de Russ Baker, *Family of Secrets : The Bush Dynasty* (2 009). Contrairement à Johnson et Nixon, tous deux originaires de la classe moyenne, George Bush est issu d'une famille introduite depuis deux générations dans les hautes sphères politiques et économiques. La saga des Bush est inséparable de celle des Harriman, elle-même associée aux Rockefeller depuis la prise de contrôle en 1898 de l'*Union Pacific Railroad* par Edward H. Harriman (déclaré « citoyen indésirable » par Theodore Roosevelt et condamné en 1904 dans le cadre des lois antitrust). C'est grâce à l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 que Samuel Bush, responsable de l'approvisionnement en petites armes au *War Industries Board* (l'officine du complexe militaro-industriel, pour ainsi dire), se rend utile à Percy Rockefeller, propriétaire de la compagnie Remington Arms. En 1919, ce dernier lui renvoie l'ascenseur en l'introduisant dans la banque Harriman & Co fondée par Averell Harriman, alors la plus grande banque privée des États-Unis. Prescott Bush, fils de Samuel, rejoint à son tour Harriman & Co une fois diplômé de l'Université de Yale et initié dans sa société secrète *Skull & Bones* (dans la même promotion que Roland Harriman, frère d'Averell). En 1921, Prescott épouse la fille du président d'Harriman & Co George Herbert Walker (membre de *Skull & Bones*) et, trois ans plus tard, baptise son premier fils George Herbert Walker Bush. En 1926, il est vice-président d'Harriman & Co. En 1928, Harriman & Co rachète Dresser Industries, une entreprise de matériel d'exploitation pétrolière puis, peu après la crise boursière de 1929, fusionne avec la banque Brown Brothers pour former Brown Brothers Harriman (dont les frères Dulles seront les avocats). Prescott Bush intègre Dresser, qui devient une force émergente du complexe militaro-industriel dans les années 1930 en rachetant plusieurs compagnies d'armement. Son fils George H.W. rejoint lui aussi Dresser à sa sortie de Yale et de *Skull & Bones* en 1948. Lorsque Dresser installe son quartier général à Dallas en 1950, les rênes de la société sont confiées à un autre initié *Skull & Bones*, Neil Mallon, qui prend George sous son aile (ce dernier nommera son premier fils Neil Mallon Bush). En 1954, George se lance dans

l'exploitation pétrolière en créant à Houston l'entreprise Zapata Offshore, qui construit des plateformes de forage dans les Caraïbes.

La famille Bush appartient donc à l'aristocratie capitaliste américaine, héritière de ces « barons voleurs » apparus à la fin du 19^{ème} siècle grâce aux industries des transports, du pétrole et de l'armement, associées à la banque. Mieux encore que les Harriman et les Rockefeller, mieux même que les Dulles, les Bush ont réussi la fusion entre la finance et la politique, entre Wall Street et Washington. Ils incarnent également l'élite WASP de la société initiatique *Skull & Bones*, dont l'influence grandissante conduira en 2000 à voir s'affronter deux initiés (George W. Bush et John Kerry¹). Pour George H.W. Bush, *Skull & Bones* est un héritage familial : son père, son frère Jonathan, ses oncles John Walker et George Herbert Walker J.-R., son cousin George Herbert Walker III, son petit-cousin Ray Walker, ses fils George Walker et Neil Mallon sont « skullboniens », comme de nombreux amis de la famille tels que les frères Harriman ou Percy Rockefeller.

Enfin, les Bush incarnent les tendances antidémocratiques de ces quelques centaines de familles hyper-riches. Dans les années 1930, Prescott Bush s'est opposé au *New Deal* de Franklin Roosevelt et fut séduit par l'idéologie fasciste. La *Union Banking Corporation*, filiale de Harriman & Co que Prescott codirige avec son beau-père George Herbert Walker, est saisie en 1942 par le gouvernement de Roosevelt dans le cadre du *Trading with the Enemy Act*, pour ses liens avec Fritz Thyssen, le banquier que le *New York Herald-Tribune* du 30 juillet 1942 désignait comme « l'ange d'Hitler » et qui publiera ses mémoires sous le titre : *I Paid Hitler*. Avec une histoire familiale aussi embarrassante, George H.W. Bush n'aurait jamais pu se hisser jusqu'à la présidence sans passer au préalable en dessous du radar démocratique par le poste de vice-président.

En plus de son appartenance au supramonde de la haute finance, George Bush incarne encore un autre aspect de la politique américaine d'après-guerre : son lien avec l'inframonde du Renseignement, et la CIA en particulier. Pour obtenir le poste de directeur de la CIA en 1976, Bush jura devant le Congrès n'avoir jamais travaillé auparavant pour l'Agence. Il mentait : une note rédigée le 29 novembre 1963 par Edgar Hoover et portant comme objet « *Assassination of President Kennedy* » mentionne qu'un certain « M. George Bush of the Central

Intelligence Agency » a été informé oralement du risque que présente « un certain groupe anti-Castro malavisé qui voudrait profiter de la présente situation et entreprendre un raid non autorisé contre Cuba, en pensant que l'assassinat du président John F. Kennedy pourrait annoncer un changement dans la politique américaine. » Le « groupe anti-Castro » en question est très probablement le *Directorio Revolucionario Estudiantil* (DRE), ou un autre groupe armé par la CIA. Bien que George H.W. Bush, confronté à cette note découverte en 1985 par le journaliste Joseph McBride, nia être le « George Bush de la CIA » mentionné, il existe d'autres indices de sa collaboration secrète avec l'Agence depuis 1953. On suppose qu'il y a été introduit par Neil Mallon, qu'il considérait, selon ses propres termes, comme son « favorite uncle » ; d'après une lettre de son père Prescott du 26 mars 1953, Mallon rendait des services à la CIA, « spécialement dans le recrutement d'individus pour servir dans cette agence importante ». George Bush avait par ailleurs pour associé dans sa société Zapata un certain Thomas Devine, décrit dans un rapport interne à la CIA de 1975 (déclassifié en 1996) comme « un ancien employé du personnel de la CIA² ». Il semble en fait que Zapata Offshore, la société de George Bush, fût instrumentale dans la préparation du débarquement dans la Baie des Cochons – située précisément dans la Péninsule de Zapata –, Bush contribuant au recrutement et au financement d'*Operation 40* avec un autre industriel texan du pétrole nommé Jack Crichton. Il travaillait alors en liaison avec Felix Rodriguez, officier cubain très impliqué dans la Baie des Cochons.

Bien que George Bush senior ait toujours affirmé sa confiance dans les conclusions de la Commission Warren, il n'était certainement pas dupe de cette fable³. Il avait 38 ans lorsque Kennedy fut assassiné. Il avait tout juste lancé sa première campagne pour le Sénat, en attaquant violemment la politique de Kennedy et réclamant une nouvelle invasion de Cuba. Curieusement, tout comme Johnson et Nixon, il se trouvait à Dallas le matin du 22 novembre 1963, après avoir participé la veille à une réunion tardive de l'*American Association of Oil Drilling Contractors* à l'hôtel Sheraton-Dallas, où étaient également logés les membres du *Secret Service*. Or à 1 h 58, six minutes après l'annonce télévisée de la mort de Kennedy, Bush fit une chose étrange : il téléphona au FBI depuis Tyler (à 150 km de Dallas).

Son appel a été immédiatement consigné dans un mémorandum (déclassifié en 1993, mais déjà divulgué par le *San Francisco Examiner* en 1988), qui dit que « M. GEORGE H.W. BUSH, *President of the Zapata Off-shore Drilling Company, Houston, Texas* », appelait – en demandant que son appel « soit gardé confidentiel » – pour signaler qu’il avait entendu dire qu’un certain James Parrott « avait parlé de tuer le président ». Le mémo conclut : « BUSH a déclaré qu’il se rendait à Dallas, Texas, qu’il resterait à l’hôtel Sheraton-Dallas et qu’il regagnerait sa résidence le 23 novembre⁴. » Parrot, un jeune militant inoffensif du club Républicain d’Houston que fréquentait Bush, fut rapidement mis hors de cause. Il est difficile de résister à l’hypothèse que l’objet véritable de l’appel téléphonique de Bush était de se donner un alibi. Selon l’investigateur Russ Baker : « En disant au FBI qu’il prévoyait de se rendre à Dallas, il laissait derrière lui une trace trompeuse suggérant que son escale à Dallas n’aurait lieu que plusieurs heures après l’assassinat de Kennedy, plutôt que quelques heures avant⁵. » Qu’avait-il à cacher ? Savait-il la CIA impliquée dans l’assassinat, et craignait-il d’être soupçonné en tant qu’agent connecté à l’un des groupes anti-Castro les plus hostiles à Kennedy ? Connaissant le mode opératoire de l’Agence, savait-il qu’on allait bientôt désigner un faux coupable, et craignait-il d’avoir été choisi pour ce rôle ? Nous en sommes réduits à des hypothèses.

1. Voir la liste des membres fournie par Anthony Sutton, *America’s Secret Establishment : Introduction to the Order*, Research Publishings, 1983, sur Voltairenet, www.voltairenet.org/article8507.html

2. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 7, 78, 12.

3. Voir son rire nerveux en réaffirmant la thèse du « tireur cinglé » (*deluded gunman*) à l’occasion de son éloge funèbre de Gerald Ford le 2 janvier 2007, sur YouTube, «George Bush Sr. smiling at JFKAssassination», www.youtube.com/watch?v=jpRiQleaBkQ

4. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 50.

5. Baker, *Family of Secrets*, op. cit., p. 65.

Guerres secrètes

Évincé de la CIA par le président Carter, Bush revient au cœur de la politique nationale sous Ronald Reagan. Il obtient le poste de vice-président avec l'aide de ses anciens contacts de la CIA, recyclés dans le mercenariat et le trafic d'armes, qui lui permirent de saborder la « Surprise d'Octobre » du président sortant Jimmy Carter. On désigne par « Surprise d'Octobre » tout coup de théâtre survenant juste avant les élections présidentielles (en novembre), susceptible de faire basculer les électeurs indécis dans un camp ou dans l'autre. La surprise qui aurait dû faire gagner Carter était la libération de 52 otages capturés dans l'ambassade américaine de Téhéran un an auparavant en représailles de la décision des États-Unis d'accueillir le Chah d'Iran fuyant la révolution islamique. Les négociations venaient d'aboutir et la libération des otages était imminente. Mais en octobre 1980, un arrangement secret fut conclu entre les Iraniens et une équipe de Républicains incluant George Bush et Robert Gates, par l'intermédiaire d'un officier du Renseignement israélien nommé Ari Ben-Menashe qui organisa une réunion à Paris. Comme l'avait fait Nixon avec le Sud-Vietnam en 1968, les Républicains surenchérent sur les concessions de Carter à l'Iran, et obtinrent que la libération des otages soit retardée en échange de ventes illégales et secrètes d'armes (l'Iran était alors en guerre contre l'Irak, que 24 firmes américaines armaient légalement, y compris en armes chimiques). Carter perdit les élections et les otages furent libérés le 21 janvier 1981, le jour même de l'investiture de Reagan, assurant à ce dernier un surcroît d'état de grâce. Les livraisons d'armes à l'Iran commencèrent dès février 1981. Violant un embargo officiel, elles se firent par l'intermédiaire d'Israël, qui trouvait avantage à ce que les Irakiens et les Iraniens s'entretiennent mutuellement pendant huit ans (19 801 988). L'opération contribuera à nouer des liens fusionnels troubles entre les services secrets

américains et israéliens. Ainsi, c'est grâce aux photos du satellite espion américain KH-11 qu'Israël put détruire la centrale nucléaire irakienne d'Osirak (de fabrication française) le 7 juin 1981¹.

La présidence de Reagan fut l'âge d'or du complexe militaro-industriel. William Casey, nommé directeur de la CIA par Reagan après avoir été son directeur de campagne, sera l'artisan d'une politisation sans précédent de la CIA. Persuadé que l'Union Soviétique était la source unique du terrorisme mondial, il pesa de tout son poids pour truquer les informations fournies par la CIA, en la mettant en concurrence avec la DIA (*Defense Intelligence Agency*) et en produisant un document intitulé « *The Soviet Role in Revolutionary Violence* » qui convainquit Reagan et orienta sa politique militariste. Grâce notamment à la *Strategic Defense Initiative*, un bouclier spatial plus connu sous le nom de « Guerre des étoiles », le budget de la Défense explosa, atteignant pour la première fois le trillion (mille milliards) de dollars.

Reagan fut aussi le président le plus âgé de l'histoire des États-Unis. Adepte de longues siestes et doté d'une capacité d'attention limitée, il délègue un grand nombre de ses prérogatives, laissant en particulier Bush agir de sa propre initiative dans son domaine de prédilection. Selon l'attaché de presse de la Maison Blanche James Brady, « George est impliqué dans toutes les affaires de Sécurité nationale en raison de son expérience comme directeur de la CIA² ». Par une suite de décrets et directives, Bush est même officiellement placé à la tête des opérations secrètes de la CIA et du Pentagone. Il joue un rôle décisionnel clé dans l'opération Iran-Contra, dont les deux volets sont la vente secrète d'armes à l'Iran et le soutien illégal aux contre-révolutionnaires du Nicaragua, les « Contras » : les bénéfices générés par la vente d'armes à l'Iran sont siphonnés vers l'Amérique latine pour financer et entraîner les milices opposées aux révolutionnaires sandinistes du Nicaragua (ainsi nommés en souvenir d'Augusto Sandino, le président démocrate assassiné en 1934).

Les Contras anti-sandinistes n'ont aucun soutien parmi la population et font régner la terreur parmi les villageois. Alerté par des rapports sur leur cruauté, incluant meurtres, viols, torture, mutilations, kidnapping et rançonnage, le gouvernement Carter avait interrompu le soutien américain aux Contras. En 1982, apprenant que ce soutien a repris secrètement sous Reagan, le Congrès vote

l'Amendement Boland (renforcé en 1984), qui interdit à toute entité gouvernementale de soutenir, directement ou indirectement, les opérations paramilitaires au Nicaragua. Mais le *National Security Council* et la CIA contournent l'interdit et entretiennent au Nicaragua une guerre civile qui fera encore 30 000 morts. Les armes livrées aux Contras provenaient en grande partie d'Israël, intermédiaire omniprésent dans ce trafic : certaines avaient été confisquées à l'OLP durant l'invasion du Liban en 1982. D'autres étaient achetées en Pologne et Tchécoslovaquie et transitaient par la Yougoslavie. En Amérique latine, la filière passait par le Honduras, la Bolivie et Panama. Le 25 octobre 1984, l'*Associated Press* divulgue un manuel rédigé par la CIA à l'intention des Contras, intitulé *Operaciones psicológicas en guerra de guerrillas* (ou *Psychological Operations in Guerrilla Warfare*). On y apprend comment des « équipes de propagande armées » peuvent bâtir un soutien politique pour la cause des Contras par l'intimidation, la violence et la manipulation de l'information. Le manuel recommande « l'usage sélectif de la violence pour des effets de propagande » et souligne que, pour « neutraliser » des hommes politiques, « on engagera si possible des criminels professionnels pour accomplir certaines missions sélectives spécifiques ». Pour retourner la population contre son gouvernement socialiste, il est conseillé de « [canaliser] les manifestants vers des affrontements avec les autorités, de provoquer des émeutes et des fusillades, qui conduiront à la mort d'une personne ou plus, qui seront vues comme des martyrs ; il faudra prendre avantage de cette situation immédiatement contre le gouvernement afin de créer des conflits plus grands encore³ ». Cette technique, notons-le, sera réemployée en avril 2002 au Venezuela, mais sans succès, lorsque des généraux achetés par le *National Endowment for Democracy* (fondation écran de la CIA) kidnappent le président Hugo Chavez en prétendant que ses supporters (*Chavistas*) ont tiré sur des manifestants anti-Chavez, faisant une dizaine de morts ; il sera démontré qu'en réalité, les victimes avaient été abattues par des snipers de l'opposition putschiste, dans le but de justifier le coup, préparé six mois à l'avance⁴.

Le dévoilement par la presse de l'affaire « Iran-Contra » fit scandale fin 1986. Une commission du Congrès inculpa, parmi une « cabale de fanatiques » n'éprouvant que « dédain pour le droit », le

lieutenant-colonel Oliver North du *National Security Council*. Bush, habile à laisser peu d'empreintes, échappa à la mise en examen, malgré des témoignages de ses contacts directs avec Felix Rodriguez, l'un des hommes clés de l'opération au Nicaragua (Rodriguez, vétéran de la Baie des Cochons, est aussi l'homme qui traqua, captura et exécuta Guevara en Bolivie). Une fois à la présidence, Bush pardonne à toutes les personnes mises en examen, et sa grâce présidentielle annule le procès dans lequel il aurait été appelé à témoigner.

Les opérations secrètes et illégales du gouvernement Reagan-Bush eurent aussi des répercussions importantes dans la République de Panama, un pays artificiellement arraché à la Colombie en 1903 par les Américains pour contrôler le futur canal. En 1978, Jimmy Carter avait signé avec le président Omar Torrijos un traité prévoyant la cession de la Zone du Canal et l'évacuation des troupes d'occupation américaines au plus tard en 2000. Mais la CIA était liée depuis 1968 avec le bras droit et chef du Renseignement de Torrijos, Manuel Noriega, dont le pouvoir s'appuyait largement sur le narcotrafic. Huit mois après l'accession au pouvoir de l'équipe Reagan-Bush, le 31 juillet 1981, l'avion personnel de Torrijos explose en plein vol et Noriega s'impose comme le commandant suprême de l'armée et le chef effectif du pays. Tandis que le NSC et la CIA étendent leur action contre les sandinistes du Nicaragua, Noriega facilite la livraison d'armes aux Contras. Le pont aérien qui, au départ de l'aéroport de Mena dans l'Arkansas, sert à livrer les armes à Panama, sert au retour à livrer la cocaïne achetée aux cartels colombiens, sous protection militaire. L'un des hommes clés de ce double trafic sur le terrain est un Israélien nommé Michael Harari, ancien chef des opérations clandestines au Mossad. Il s'est rendu indispensable à Noriega dès 1982 en assurant sa sécurité et la surveillance de ses ennemis, mais aussi le blanchiment de son argent de la drogue par l'intermédiaire de banques suisses. Harari a pour principal contact avec la CIA Felix Rodriguez⁵. C'est ainsi que la CIA est devenue l'un des principaux acteurs de l'explosion du trafic et de la consommation de cocaïne dans les années 80, après avoir favorisé le trafic de l'héroïne en provenance d'Asie dans les années 60-70, à l'occasion des guerres du Vietnam et d'Afghanistan⁶.

Dans une tentative de désamorcer le scandale Iran-Contra, Bush et l'administration Reagan se retournent contre Noriega. En 1987 il est

accusé officiellement de trafic de drogue et racket par les États-Unis. Le *Senate Subcommittee on Terrorism, Narcotics and International Operations* euphémise l'implication des États-Unis en concluant : « La saga du général Manuel Antonio Noriega à Panama représente l'un des échecs les plus graves de politique étrangère des États-Unis. [...] Il est clair que chaque agence gouvernementale américaine qui avait une relation avec Noriega a fermé les yeux sur sa corruption et son trafic de drogue, alors même qu'il était en train de devenir un acteur clé pour le compte du Cartel de Medellin [incluant le fameux Pablo Escobar⁷]. » En décembre 1989, le président George Bush prend prétexte de la mort d'un soldat américain à Panama pour envoyer 26 000 autres soldats dans le cadre de l'Opération *Just Cause*, qui provoque la mort de milliers de civils et l'exode de dizaines de milliers d'autres.

1. Parry, *America's Stolen Narrative*, *op. cit.*, kindle e. 3228-3493.

2. Webster Tarpley, *George Bush : The Unauthorized Biography*, Progressive Press, 2004, p. 365.

3. Joanne Omang et Aryeh Neier, *The CIA's Nicaragua Manual : Psychological Operations in Guerrilla Warfare*, Vintage Books, 1985.

4. Voir les détails dans le documentaire de John Pilger, *The War on Democracy*, 2007.

5. Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison : The Inside Story of the U.S.-Israeli Covert Relationship*, HarperCollins, 1991, p. 244-61.

6. Gary Webb, *Dark Alliance : the CIA, the Contras, and the Crack Cocaine Explosion*, Seven Stories Press, 1999.

7. Mark Tran, «Manuel Noriega – from US friend to foe», *The Gardian*, 27 avril 2010.

LIVRE II

11 SEPTEMBRE



De la Guerre Froide au Choc des Civilisations

Le 25 juillet 1990, l'ambassadrice états-unienne en Irak April Glaspie demanda à Saddam Hussein des explications sur ses manœuvres militaires à la frontière du Koweït. Saddam lui rappela la nature du contentieux : l'Irak, ruiné par la guerre contre l'Iran, se trouvait dans l'incapacité de rembourser 80 milliards prêtés par le Koweït, un allié que Saddam estime avoir protégé de l'Iran mais qui refuse d'annuler la dette. D'autre part, Saddam accusait le Koweït d'une surproduction de pétrole qui affaiblissait sa propre compétitivité, et d'un non-respect de certains accords de forage. Enfin, Saddam considérait le Koweït, créé artificiellement par l'Empire britannique après la Première Guerre mondiale, comme une partie naturelle de l'Irak. Glaspie lui affirma que Washington ne prenait aucune position sur les désaccords entre le Koweït et l'Irak, et que, d'une manière générale, « nous n'avons pas d'opinion sur les conflits entre Arabes ». Elle l'assura que, quoi qu'il arrive, les États-Unis n'avaient aucune intention « d'entamer une guerre économique contre l'Irak ». Saddam, qui enregistra secrètement ces paroles et les rendit publiques par la suite, les interpréta logiquement comme un « feu orange », c'est-à-dire une promesse de non-interférence de la part des États-Unis. Le 2 août, il lançait l'invasion du Koweït et prenait le contrôle du pays en deux jours. La Ligue Arabe tenta d'arbitrer le conflit en vue d'un retrait des troupes irakiennes. Lorsque les États-Unis le menacèrent, Saddam offrit de se retirer si Israël se retirait des zones occupées illégalement en Palestine. La proposition fut jugée irrecevable¹. Au lieu de cela, les États-Unis font croire à l'Arabie saoudite, par de faux renseignements, que Saddam projette d'envahir également leur pays, et les convainquent d'accepter le stationnement de troupes américaines sur leur sol. Le 10 octobre 1990, la jeune

Koweïtienne Nayirah al-Sabah raconte devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, la voix entrecoupée de sanglots, avoir vu les soldats irakiens arracher des bébés koweïtiens de leurs couveuses pour les jeter à terre. Il s'avérera qu'elle est membre de la maison royale du Koweït, prend des cours de théâtre et n'a fait que réciter un texte appris. En janvier 1991, les États-Unis déclenchent l'opération *Desert Storm* : 940 000 bombes s'abattirent sur les Irakiens, l'occasion notamment d'expérimenter les bombes à fragmentation, dont les sous-munitions se disséminent et n'explorent pas toutes immédiatement.

Dans l'euphorie de la victoire, le président George

H.W. Bush endosse l'habit du prophète du *New World Order*, dans un discours célèbre prononcé le 11 septembre 1990 devant le Congrès, où il annonçait « un âge où les nations du monde, à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud, pourront prospérer et vivre en harmonie. [...] Un monde dans lequel les nations reconnaissent la responsabilité partagée de la liberté et de la justice. Un monde où le fort respecte le droit du faible². » Voilà pour la propagande. Au sein de l'État profond, c'est une autre vision qui s'élabore. La fin de la Guerre froide et le succès de la première Guerre du Golfe apparaissent comme l'opportunité d'étendre l'empire américain. Telle est par exemple la vision de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale de Carter, qui voit le monde comme *Le Grand échiquier* (le titre de ses mémoires publiées en 1997). Ce qui l'intéresse est l'avancement de la puissance impériale américaine par le contrôle de l'Eurasie, y compris par « des manœuvres et manipulations afin d'empêcher l'émergence d'une coalition hostile qui pourrait éventuellement chercher à défier la primauté américaine ». Le seul frein à cet expansionnisme est la démocratie, car « la démocratie est hostile à la mobilisation impériale [...] sauf dans la circonstance d'une menace extérieure directe vraiment massive et largement perçue ». Telle est la leçon de Pearl Harbor, ajoute Brzezinski : « Le public a soutenu l'engagement de l'Amérique dans la Seconde Guerre mondiale à cause de l'effet de choc de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor³. »

Sur la même longueur d'onde se forme en 1996, en marge de l'administration Clinton, le *Project for a New American Century* (PNAC). Ses fondateurs, qui ont adopté l'étiquette de « néoconservateurs », entendent profiter de la défaite du communisme pour consolider l'hégémonie américaine en empêchant l'émergence d'un rival. Le

noble but qu'ils se donnent est d'« étendre l'actuelle *Pax Americana* », ce qui suppose « une armée qui soit forte et prête à faire face aux défis présents et futurs »⁴. Dans son rapport de septembre 2000 intitulé *Rebuilding America's Defenses*, le PNAC anticipe que les forces armées américaines devront être « capables de se déployer rapidement et gagner des guerres étendues, multiples et simultanées ». Cela nécessite une transformation profonde, incluant un nouveau corps (*U.S. Space Forces*) pour le contrôle de l'espace et du cyberspace, et le développement d'« une nouvelle famille d'armes nucléaires conçues pour répondre à de nouveaux genres de nécessités militaires ». Malheureusement, reconnaissent les auteurs du rapport, « le processus de transformation [...] sera probablement long, en l'absence d'un événement catastrophique catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor⁵ ». La référence à Pearl Harbor, ici encore, interpelle : ni les membres du PNAC ni Brzezinski ne peuvent ignorer que l'attaque japonaise du 7 décembre 1941, qui permit à Roosevelt d'obtenir du Congrès les pleins pouvoirs militaires et de retourner l'opinion publique en faveur de l'entrée en guerre, avait été non seulement prévue avec précision sans que la base d'Hawaï en soit informée, mais délibérément provoquée. Douze jours avant Pearl Harbor, le secrétaire à la Défense Henry Stimson résumait ainsi dans son journal une discussion avec Roosevelt : « La question était : “Comment pourrions-nous les manœuvrer [les Japonais] pour qu'ils tirent les premiers ? ”⁶. » « Pearl Harbor » est donc, pour les initiés, un euphémisme codé pour « prétexte fabriqué ».

Mobiliser l'opinion publique en faveur d'une politique impériale ne peut se faire que sur la base d'une attaque ennemie. À défaut d'une attaque, il faut une menace. Peu importe qu'elle soit réelle ou imaginaire. C'est là qu'intervient la propagande, sous la forme de la thèse inventée par Bernard Lewis, popularisée par Samuel Huntington et largement diffusée par une caisse de résonance médiatique, jusqu'à devenir le mythe central du 21^{ème} siècle : avant le « Nouvel Ordre Mondial » vient le « Choc des Civilisations » (*the Clash of Civilizations*⁷). Huntington, qui a été conseiller au Département d'État sous Reagan et Bush père, n'envisage les rapports entre civilisations que sur le mode darwinien de la survie du plus apte. Reprenant à son compte une réplique tirée d'un roman, selon laquelle « si nous ne haïssons pas ce que nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas aimer

ce que nous sommes », il se donne pour tâche de fournir au patriotisme américain l'ennemi qui lui manquait depuis la fin de la Guerre froide : le monde musulman. Après le péril soviétique, voici venu le péril islamique. « Le problème fondamental de l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique ; c'est l'islam, une civilisation différente où les gens sont convaincus de la supériorité de leur culture tout en étant obsédés par l'infériorité de leur puissance. » Dans la lutte qui s'annonce, seule la force matérielle comptera : « L'Occident a gagné le monde non pas par la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion, mais plutôt par sa supériorité dans l'application de la violence organisée. Les Occidentaux oublient souvent ce fait, les non-Occidentaux ne l'oublient jamais⁸. »

À l'aube du 21^{ème} siècle, les moyens d'une telle « violence organisée » étaient disponibles, comme le firent savoir les *Joint Chiefs of Staff* dans leur plaquette *Joint Vision 2020* publiée le 30 mai 2000, où ils se fixaient comme objectif : « Transformer les forces interarmes pour le 21^{ème} siècle afin d'atteindre une domination sur tout le spectre (*full spectrum dominance*) », cette dernière expression étant définie comme « la capacité des forces états-uniennes [...] de vaincre tout adversaire et contrôler toute situation sur le champ complet des opérations militaires⁹ ».

Avec l'élection en 2000 de George W. Bush, fils de George

H.W. Bush, une vingtaine de néoconservateurs du PNAC investissent de nombreux postes clés de la politique étrangère. Il ne leur manque plus qu'un « nouveau Pearl Harbor » pour conduire les États-Unis vers les guerres impériales de leurs rêves. Les attaques du 11 septembre 2001 feront amplement l'affaire. Avant le 11 septembre, le rapport PNAC demandait une augmentation du budget annuel de la Défense de 95 milliards de dollars. Grâce au 11-Septembre, leurs espérances ont été dépassées : depuis la guerre en Afghanistan, les États-Unis dépensent officiellement 400 milliards par an, soit autant que le reste du monde combiné, tout en continuant de fournir la moitié des armes du marché mondial. En 2012, la dépense militaire réelle, calculée par le *Center for Defense Information*, est estimée à 986 milliards¹⁰.

Deux heures à peine après l'effondrement des Tours jumelles du World Trade Center, le président de la *National Commission on Terrorism*, Lewis Paul Bremer, se trouve sur le plateau de la chaîne

NBC pour expliquer, d'un ton calme et assuré : « Ben Laden était impliqué dans le premier attentat contre le World Trade Center [en 1993], dont l'intention était de faire exactement ce qui s'est passé ici, c'est-à-dire l'effondrement des tours. Il est assurément un suspect majeur. Mais il y en a d'autres au Moyen-Orient, et il y a au moins deux États, l'Iran et l'Irak, qui doivent rester sur la liste des principaux suspects. » Par ce discours bien calibré, Bremer inscrit non seulement l'événement dans l'histoire passée en le reliant aux attentats de 1993 contre le World Trade Center, mis arbitrairement sur le compte de Ben Laden (nous y reviendrons) ; en plus, il écrit déjà l'histoire future en annonçant au peuple américain les deux guerres majeures auxquelles il doit maintenant s'attendre. Lorsque le journaliste de NBC, dans une réplique téléguidée, fait un parallèle avec Pearl Harbor, le jour qui a changé la vie de la génération précédente, Bremer confirme que le 11 septembre 2001 est « le jour qui changera nos vies. C'est le jour où la guerre que les terroristes ont déclarée aux États-Unis [...] est venue jusqu'aux États-Unis¹¹. » En 2003, Bremer sera promu proconsul à la tête de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) pour gouverner l'Irak occupé. Sous sa responsabilité, 9 milliards de dollars disparaîtront en fraudes, corruption et malversations, selon un rapport du *Special Inspector General for Iraq Reconstruction* Stuart Bowen publié le 30 janvier 2005¹².

Dans les jours qui suivent le 11-Septembre, les discours du Président, rédigés par le néoconservateur David Frum, présentent l'attaque terroriste comme le déclencheur d'une guerre mondiale d'un type nouveau, contre un ennemi invisible répandu dans tout le Moyen-Orient. Premièrement, la vengeance doit s'abattre non seulement sur Ben Laden, mais sur le régime qui l'abrite : « Nous ne ferons aucune distinction entre ceux qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent » (11 sept). Deuxièmement, la guerre est étendue à la planète : « Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaïda, mais elle ne s'arrête pas là. Elle ne s'arrêtera pas tant que tous les groupes d'action terroriste mondiale n'auront pas été trouvés, arrêtés et vaincus » (20 sept). Sept États sont déclarés « États voyous » (*rogue States*) pour leur soutien au terrorisme mondial : l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Libye, le Soudan, Cuba et la Corée du Nord. Troisièmement, tout pays qui ne s'aligne pas sur Washington sera traité en ennemi : « Chaque nation, dans chaque région, a maintenant une décision à

prendre. Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes » (20 sept)¹³. On aura ainsi un prétexte inépuisable à l'agression de n'importe quel pays musulman : il suffira de nommer comme « terroriste » une organisation quelconque en son sein. En quelques jours, le peuple américain a ainsi été conduit d'une guerre contre le terrorisme à une guerre contre le terrorisme mondial, à une guerre mondiale contre le terrorisme, pour se retrouver enfin virtuellement dans une guerre mondiale contre le monde musulman, puisque tout pays musulman abrite des islamistes radicaux, donc des terroristes potentiels. Dans cette guerre, dont on sait déjà qu'elle définira le 21^{ème} siècle, les lois de la guerre « civilisée » ne s'appliquent pas, et les « terroristes » ne seront pas traités comme des combattants. Dès octobre 2001, le ministre de la Justice John Ashcroft (qui partage avec le président le surnom de Blues Brothers, pour leur sens commun d'être « *on a mission from God* »), fait voter son plan *USA PATRIOT Act*¹⁴ qui crée le statut de « combattant illégal » permettant de priver l'ennemi des droits élémentaires du prisonnier de guerre ; pour mondiale qu'elle soit, la nouvelle guerre reste une lutte antiterroriste et échappe à la Convention de Genève.

Un autre événement vint alimenter la terreur générée chez le peuple américain et le pousser à se ranger derrière son gouvernement en faisant taire ses propres doutes, dont les implications abyssales étaient plus terrifiantes encore. Le 18 septembre, puis le 9 octobre, quatre lettres contaminées à l'anthrax furent postées, en Floride puis à New York et Washington, adressées à des journalistes et à deux sénateurs, Tom Daschle et Patrick Leahy (curieusement, deux des sénateurs opposés au *USA PATRIOT Act*). Les lettres étaient rédigées de façon que l'auteur soit clairement identifié comme islamiste : « Vous ne pouvez pas nous arrêter. Nous avons cet anthrax. Vous mourrez maintenant. Vous avez peur ? Mort à l'Amérique. Mort à Israël. Allah est grand. » Vingt-deux personnes sont contaminées et cinq meurent. La panique s'installe. Le courrier est bloqué par l'inspection de milliards de lettres. Pour la première fois de son histoire, le Congrès ferme ses portes. L'Amérique a l'esprit rivé sur le cauchemar de la guerre bactériologique, tandis que politiciens et journalistes spéculent sur la culpabilité de Ben Laden ou de Saddam Hussein.

Si l'épisode est aujourd'hui oublié, c'est que son dénouement laisse

apparaître trop clairement sa nature profonde. Avant même l'envoi des lettres contaminées, le FBI avait reçu une lettre anonyme accusant un certain professeur Ayaad Assaad, Américain d'origine égyptienne, d'être un bio-terroriste empli de haine envers les États-Unis. Il a été déterminé que les souches d'anthrax, traitées électro-statiquement pour une meilleure dispersion, étaient le produit d'une technologie sophistiquée et provenaient bien du laboratoire militaire de l'Utah où avait travaillé Assaad jusqu'en 1997. Le 3 octobre 2001, le FBI l'arrêta et l'interrogea mais conclut rapidement à son innocence. En revanche le FBI n'enquêta pas lorsqu'il fut révélé, par deux articles du *Hartford Courant* fin 2001 et début 2002, qu'en 1992 les caméras de surveillance du laboratoire avaient saisi un certain lieutenant-colonel Philip Zack s'introduisant dans le lieu de stockage sans autorisation, et que dans la même période des agents pathogènes avaient disparu du laboratoire. Zack avait été contraint de quitter ce laboratoire peu après une plainte par Assaad relative à une lettre raciste reçue en 1991, cosignée par Zack¹⁵.

1. Jonathan Cook, *Israel and the Clash of Civilizations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East*, Pluto Press, 2008, p. 19-21.

2. Voir sur YouTube, « Bush Before a Joint Session of Congress (September 11, 1990) », www.youtube.com/watch?v=7iUX3yP9M8g

3. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy And Its Geostrategic Imperative*, Basic Books, 2007, p. 198, 211, 24-5.

4. Sur le site officiel du PNAC, www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm

5. PNAC, www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf

6. Robert Stinnett, *Day of Deceit : The Truth About FDR and Pearl Harbor*, Simon & Schuster, 2000.

7. L'expression a été utilisée pour la première fois par Bernard Lewis dans un article du numéro de septembre 1990 de *The Atlantic Monthly*, intitulé « The Roots of Muslim Rage ».

8. Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, 1996, p. 217, 51.

9. *Joint Vision 2000*, à lire sur : www.fs.fed.us/fire/doctrine/genesis_and_evolution/source_materials/joint_vision_2020.pdf

10. Lire sur antiwar.com/blog/2012/02/20/the-real-us-military-budget-1trillion/

11. Voir sur YouTube, « Paul Bremer interview, NBC, 12:46, 9/11 », www.youtube.com/watch?v=j2pW6WZhZrQ

12. Lire sur CNN.com, «Audit : U.S. lost track of \$9 billion in Iraq funds», 31 janvier 2005, edition.cnn.com/2005/WORLD/meast/01/30/iraq.audit/
13. Les discours présidentiels de Bush Jr. sont sur www.presidentialrhetoric.com/.
14. Acronyme pour pour *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act*.
15. Lynne Tuohy et Jack Dolan, «Turmoil in a Perilous Place», 19 décembre 2001, s3.amazonaws.com/911timeline/2001/hartfordcourant121901.html, et «Anthrax Missing From Army Lab», 20 janvier 2002, www.ph.ucla.edu/EPI/bioter/anthraxmissingarmylab.html

A comme « Afghanistan »

Le 7 octobre 2001 est déclenchée l'offensive militaire contre l'Afghanistan, baptisée *Enduring Freedom*, officiellement pour capturer Ben Laden. Pourtant, Ben Laden a nié être l'auteur des attentats du 11-Septembre. Entre le 12 et le 28 septembre, il a démenti toute implication à quatre reprises dans la presse arabe. Le 16 septembre, dans un communiqué diffusé sur la chaîne d'information internationale *Al Jazeera* et relayé par plusieurs médias occidentaux, il déclare : « Je voudrais dire au monde que je n'ai pas orchestré les récents attentats. » Ce même jour, l'agence *Afghan Islamic Press* reçoit un autre démenti de Ben Laden, traduit dans le journal *Le Monde* : « Après les dernières explosions qui se sont produites aux États-Unis, certains doigts accusateurs américains nous ont désignés et nous ont accusés d'être derrière [ces attentats]. Les États-Unis nous ont habitués à ce genre d'accusations, chaque fois que leurs ennemis, qui sont nombreux, leur assènent un coup. À cette occasion, j'affirme catégoriquement que je n'ai pas mené cette action [...] ; je suis un adepte du Commandeur des croyants [le mollah Omar, chef suprême des Talibans] à qui je dois respect et obéissance. Le Commandeur des croyants ne permet pas de mener de telles activités à partir de l'Afghanistan¹. » Ce démenti n'empêche pas le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 18 septembre 2001, d'exiger des Talibans la livraison « immédiate et inconditionnelle » de Ben Laden.

Les Talibans refusent de livrer Ben Laden sans preuve de sa culpabilité, mais se montrent prêts à toutes les concessions pour éviter le bombardement et l'invasion de l'Afghanistan. Ils dépêchent un émissaire à Washington, qui propose de faire juger Ben Laden par un tribunal international. Toutes ses propositions sont rejetées sans même être étudiées. Deux semaines après les attentats, le secrétaire d'État Colin Powell affirme dans l'émission télévisée *Meet the Press* qu'il va

présenter les preuves de la culpabilité de Ben Laden. Sans doute ce soldat discipliné, surnommé Forrest Gump par certains détracteurs, a-t-il naïvement cru que de telles preuves existaient. Le lendemain, le président Bush junior doit le prendre par la main pour qu'il se rétracte : les preuves sont classifiées et resteront donc inaccessibles au public. Le 28 septembre, dans une interview donnée au quotidien pakistanais *Ummat*, Ben Laden explique une nouvelle fois : « J'ai déjà dit que je ne suis pas impliqué dans les attaques du 11 septembre aux États-Unis. En tant que musulman, j'essaie au mieux d'éviter de dire des mensonges. Je n'avais aucune connaissance de ces attaques, et je ne considère pas le fait de tuer des femmes, enfants et autres humains innocents comme un acte appréciable. L'islam interdit strictement de faire du mal à des femmes, enfants et autres gens innocents². »

La situation a pour les Afghans un goût amer de déjà-vu. L'histoire superficielle retient qu'après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique en décembre 1979, les États-Unis avaient apporté leur soutien à la résistance des moudjahidin. Mais selon l'histoire profonde, c'est l'inverse qui s'était produit : Zbigniew Brzezinski s'est vanté dans une interview au *Nouvel Observateur* en janvier 1998 d'avoir armé secrètement les islamistes d'Afghanistan dès juillet 1979 par l'intermédiaire des services secrets pakistanais (l'*Inter-Services Intelligence*, ISI), dans le but d'attirer l'URSS dans « leur guerre du Vietnam³ ». La technique, rodée au Guatemala et au Chili, consiste à faire tomber un régime en finançant et armant l'opposition, c'est-à-dire à le combattre par guerre civile interposée. En l'occurrence, c'est l'URSS qu'il s'agissait de déstabiliser à travers l'Afghanistan. Du point de vue de Brzezinski, l'Afghanistan, pays arriéré et sans pétrole, n'a été qu'un pion sacrifié sur le « grand échiquier » géostratégique, au prix de la mort ou l'exil d'un tiers de sa population. Comme toujours, le trafic de drogue est venu alimenter le trafic d'armes, le circuit mis en place pour acheminer les armes aux rebelles afghans servant, en sens inverse, au transport de l'héroïne jusqu'à Karachi, d'où elle était embarquée à destination de l'Europe et des États-Unis. La production d'opium en Afghanistan est ainsi passée d'une centaine de tonnes en 1971 à 800 tonnes en 1979 et 2 000 tonnes en 1991. Après le retrait des Soviétiques, les seigneurs de guerre et narcotrafiquants millionnaires et armés jusqu'aux dents plongèrent le pays dans une guerre civile qui tua encore un demi-million de personnes⁴.

Mais il y a encore une profondeur supplémentaire sous l'histoire telle que la dévoile Brzezinski. Grâce au détournement d'une partie des fonds américains, l'ISI pakistanaise s'est transformée en une structure tentaculaire, un véritable État dans l'État, avec un personnel estimé à cent cinquante mille hommes. Or son objectif a toujours divergé de celui de son sponsor américain : les États-Unis voulaient armer en Afghanistan une résistance antisoviétique, tandis que le Pakistan voulait armer chez son voisin (qui a des revendications sur les régions à majorité pachtoune intégrées au Pakistan en 1947) une force pro-pakistanaise susceptible d'y installer un régime ami. L'ISI a donc canalisé l'aide américaine vers le mouvement extrémiste de Gulbuddin Hekmatyar, mouvement d'autant plus contrôlable qu'il ne disposait d'aucune base populaire, au détriment du modéré Ahmed Shah Massoud et son Alliance du Nord, qui étaient hostiles à l'ingérence du Pakistan et culturellement proches de l'Iran. À partir de 1994, les Talibans du Pakistan armés par l'ISI conquièrent l'essentiel du pays, qui devint alors une terre d'accueil pour les extrémistes en tous genres.

Néanmoins, en dépit des condamnations rhétoriques contre ses atteintes aux droits de l'homme, le régime des Talibans était vu d'un bon œil à Washington, dans la mesure où la relative stabilité qu'il apportait au pays permettait d'envisager la construction d'un pipeline de pétrole et gaz naturel reliant le Turkménistan à l'Océan Indien, financé par UNOCAL (Union Oil of California). Même si les relations se compliquent en 1998 à cause des attentats contre les ambassades américaines, que certains cherchent à imputer aux Talibans, les négociations se poursuivent tandis que l'aide humanitaire continue d'affluer en Afghanistan. Même l'administration Bush, à ses débuts, intensifie les discussions avec les Talibans à Washington et Islamabad. Mais en juillet 2001, les États-Unis perdent confiance dans la capacité des Talibans de stabiliser le pays, et des négociateurs mal élevés les menacent en ces termes : « Ou bien vous acceptez notre offre d'un tapis d'or, ou bien nous vous enterrerons sous un tapis de bombes⁵. » Les négociations sont rompues et, du jour au lendemain, les Talibans sont perçus comme un obstacle au projet ; l'invasion militaire est programmée. Il ne manque plus qu'un prétexte acceptable aux yeux de l'opinion publique, que fourniront les événements du 11-Septembre. Le fait que l'invasion est déclenchée moins d'un mois après les

attentats est la preuve qu'elle était déjà préparée. Le 10 octobre, trois jours après le début de la guerre, le Département d'État américain informe le ministre du Pétrole pakistanais que le projet de pipeline peut être relancé ; pour faciliter les choses, l'ambassadeur états-unien en Afghanistan, Zalmay Khalizad, et le futur nouveau président, Hamid Karzaï, sont tous deux consultants pour UNOCAL depuis des années⁶.

La responsabilité des Talibans dans les attentats du 11-Septembre sera rendue d'autant plus facile à faire admettre que, deux jours auparavant, un autre crime leur a été imputé : l'assassinat de leur ennemi interne, le commandant Ahmed Shah Massoud, par deux faux journalistes munis d'une caméra piégée. La nouvelle de l'assassinat de Massoud par les Talibans alliés d'Al-Qaïda, diffusée le 10 septembre 2001, a préparé l'opinion mondiale à soupçonner instantanément les Talibans et leur hôte Ben Laden lors des attentats du lendemain. L'absurdité de la thèse mérite d'être soulignée : les Talibans, nous dit-on, voulaient éliminer Massoud avant de perpétrer leurs attentats sur le sol américain, car ils anticipaient en représailles une attaque chez eux des Américains, qui se seraient alors naturellement alliés à Massoud contre leur régime. Les Talibans, qui n'avaient pas jusque-là réussi à vaincre l'Alliance du Nord de Massoud, étaient-ils assez idiots pour espérer, une fois débarrassés de Massoud, tenir en échec l'armée américaine ? Il faut plutôt se souvenir que Massoud était notoirement hostile aux Américains, et que son aura nationale était telle que, s'il avait été vivant lors de l'invasion sous mandat de l'ONU en octobre 2001, les États-Unis n'auraient pu s'opposer à ce qu'il devienne le chef légitime du pays. Massoud se serait alors érigé en rempart contre la mainmise des Américains – tout le contraire d'Hamid Karzaï, un opportuniste que Massoud avait mis en prison en 1994 comme agent du Pakistan, et qui vivait depuis aux États-Unis. Massoud était soutenu diplomatiquement par l'Europe et tout particulièrement par la France. Il disait admirer le général de Gaulle, celui qui, à la Libération de la France, résista à la volonté d'hégémonie des États-Unis.

Le 11-Septembre a-t-il été un nouveau « Pearl Harbor » ? A-t-on laissé Al-Qaïda détruire le World Trade Center et tuer des milliers d'innocents pour justifier une guerre, comme on avait laissé les Japonais détruire la flotte américaine et tuer des milliers de soldats

pour justifier l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale ? C'est la thèse soft du *let-it-happen*. Elle est relativement inoffensive, car l'ignorance délibérée d'une menace est facilement déguisée en négligence ou incompetence, et n'a jamais conduit aucun officier en prison – telle est la vraie leçon de Pearl Harbor. C'est pourquoi on peut se demander dans quelle mesure cette thèse n'est pas un garde-fou, un dispositif de *damage-control* contre la thèse beaucoup plus dévastatrice du *make-it-happen*. Selon cette dernière, Ben Laden et Al-Qaïda sont innocents des attaques du 11-Septembre, qui constituent la plus grande opération sous fausse bannière jamais réalisée. Si la thèse paraît outrageusement invraisemblable à la majorité des gens décents, c'est à cause de leur ignorance de la politique profonde et de sa tradition d'attentats sous fausse bannière.

Des centaines de milliers de citoyens américains, formant le mouvement *9/11 Truth*, sont aujourd'hui convaincus que le 11-Septembre a été perpétré par un segment de l'État profond américain. Bien que traité avec mépris par les médias institutionnels, le mouvement est maintenant rejoint par des élus comme les sénateurs Cynthia McKinney ou Mike Gravel, sans parler des dirigeants de pays non alignés comme Hugo Chavez pour le Venezuela ou Mahmoud Ahmadinejad pour l'Iran⁷. Leurs arguments s'appuient sur les analyses techniques fournies par des ingénieurs et des pilotes de ligne, qui concluent à l'impossibilité de l'explication officielle, mais aussi sur des milliers de témoignages contradictoires de pompiers et survivants, et sur une multitude d'invraisemblances analysées par des équipes d'investigateurs indépendants, dont les principales ont été popularisées par des documentaires vidéo tels que la série des *Loose Change* à partir de 2005. Les deux chapitres suivants présentent un résumé de leurs arguments.

1. Philippe Broussard, « En dépit des déclarations américaines, les indices menant à Ben Laden restent minces », *Le Monde*, 25 septembre 2001.

2. Traduction *BBC World Monitoring Service* sur www.globalresearch.ca/interview-with-osama-bin-laden-denies-his-involvement-in-9-11/24697

3. «Les révélations d'un ancien conseiller de Carter», *Le Nouvel Observateur*, 15 janvier 1998.

4. Peter Dale Scott, *La Machine de guerre américaine*, Demi-Lune, 2012, p. 40.

5. Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, *Ben Laden: la vérité interdite*, Denoël, 2001.
6. Sur cette page de l'histoire profonde, lire Stephen Sniegoski, *The Transparent Cabal : The Neoconservative Agenda, War in the Middle East, and the National Interest of Israel*, Enigma Edition, 2008, p. 128-36.
7. Lire la dépêche d'*Associated Press* du 12 septembre 2006, « Chavez says U.S. may have orchestrated 9/11 » sur www.nbcnews.com/id/13401534/ns/world_news-americas/t/chavez-says-us-may-have-orchestrated/, et l'article de David Gardner, « 'Hateful and offensive': Obama slams Iranian president after he blames America for 9/11 attacks », dans le *Daily Mail* du 24 septembre 2010.

Gratte-ciels et pancakes

Commençons par les Tours jumelles du World Trade Center, deux gratte-ciel de presque 400 mètres de haut. Selon le récit officiel, dans la matinée du 11 septembre, deux avions s'encastèrent successivement dans la Tour Nord (WTC1) à 8 h 46 et dans la Tour Sud (WTC2) à 9 h 02. Ils sont identifiés comme deux Boeing 767 partis de Boston et affrétés respectivement par American Airlines (AA11) et United Airlines (UA175). La Tour Sud s'effondra sur elle-même à 9 h 59, moins d'une heure après avoir été percutée. La Tour Nord s'effondra identiquement deux heures après l'impact, à 10 h 28. Au total, 2 751 personnes auraient trouvé la mort, incluant les 157 passagers et membres d'équipage des deux avions.

Comment ces gratte-ciel à structure d'acier ont-ils pu s'effondrer, de manière verticale et à la vitesse de la chute libre ? La séquence des événements impose à l'esprit une relation de cause à effet entre l'impact des avions et l'effondrement. C'est ce que s'est empressée de confirmer la *Federal Emergency Management Agency* (FEMA), l'institut gouvernemental qui produisit son rapport *World Trade Center Building Performance Study* en mai 2002¹. Pour amortir les protestations que suscita ce rapport, une enquête complémentaire fut confiée au *National Institute for Standards and Technology* (NIST), qui publia son *Final Report on Collapse of the World Trade Center Towers* en septembre 2005². Ces deux rapports expliquent que les incendies résultant de l'impact des avions auraient fragilisé la structure, causé l'effondrement d'un étage, puis entraîné une réaction en chaîne nommée vulgairement *pancake collapse* (« effondrement en crêpes »).

Pourtant, le 25 janvier 2001, le chef du projet de construction du WTC, Frank DeMartini, avait déclaré dans une interview filmée que chacune des Tours jumelles « a été conçue pour résister au crash d'un Boeing 707 à pleine charge (le plus gros avion à l'époque). [...] Je

pense que le bâtiment pourrait probablement supporter l'impact de plusieurs avions », parce que sa structure, constituée d'un double tube d'acier quadrillé, est comme une trame de moustiquaire : « L'avion serait comme un crayon perçant cette grille. La grille dans son ensemble ne serait pas affectée³. » Nous ne saurons jamais comment DeMartini s'explique l'effondrement des tours huit mois après ces propos, car il est décédé ce jour-là dans son bureau du WTC. Mais des centaines d'universitaires regroupés dans l'association *Scholars for 9/11 Truth*, et deux mille architectes et ingénieurs membres de l'association *Architects & Engineers for 9/11 Truth*, déclarent qu'il est matériellement impossible que le choc des avions et les incendies résultants aient suffi à causer l'effondrement des tours. « Aucun bâtiment en acier n'a jamais été détruit par le feu, » remarque de son côté Bill Manning, rédacteur en chef du magazine *Fire Engineering*, ajoutant que l'enquête gouvernementale était « une mauvaise blague (*a halfbaked farce*)⁴ ». L'acier ne commence à fondre qu'à une température proche de 1 500 °C. Or, après l'embrasement instantané du fuel d'avion en une boule de feu, les incendies n'ont pu excéder 1 000 °C, comme l'indique la fumée noire s'échappant des tours. Même le NIST admet qu'« aucun des échantillons d'acier récupérés n'indique des signes d'avoir été exposé à des températures supérieures à 600 °C pendant plus de 15 minutes⁵ ».

Selon les ingénieurs contestataires, la seule explication de l'effondrement des tours est l'usage d'explosifs. Ils sont rejoints par des centaines de pompiers et autres témoins qui ont entendu et ressenti des rafales d'explosions avant l'effondrement. En 2005, le *Fire Department* de New York (FDNY) a rendu publics 503 récits oraux de pompiers enregistrés peu après les événements : 118 parmi eux décrivent des successions d'explosions synchronisées juste avant l'effondrement, bien en dessous de la zone d'impact. Voici celui du capitaine Karin Deshore qui se trouvait dans la Tour Sud : « Quelque part vers le milieu de l'immeuble, il y a eu ce flash orange et rouge qui a jailli. Au début, ce n'était qu'un flash unique. Puis ce flash a éclaté tout autour du bâtiment et le bâtiment a commencé à exploser. Ça faisait des bruits d'explosions (*popping sounds*), et à chaque explosion ça faisait un flash orange, puis un flash rouge sortait du bâtiment et puis ça faisait le tour du bâtiment, sur les deux faces aussi loin que je pouvais voir. Ces explosions étaient de plus en plus fortes, de haut en

bas puis autour du bâtiment⁶. »

L'utilisation d'explosifs est aussi la seule explication possible pour la projection horizontale d'immenses sections de l'armature extérieure, clairement visibles sur les films de l'effondrement. Certains de ces blocs d'acier pesant des centaines de tonnes ont été propulsés à plus de 150 mètres pour s'encaster dans les immeubles voisins. Seuls de puissants explosifs, également, ont pu causer la pulvérisation de toutes les parties non métalliques du bâtiment, béton, mobilier et corps humains compris – entre 2005 et 2006, plus de 700 petits fragments humains ont été retrouvés sur le toit du bâtiment voisin abritant la Deutsche Bank⁷. Les coulées pyroclastiques de poussière qui se sont engouffrées à grande vitesse dans les rues après l'effondrement, et qui rappellent des images de volcan, indiquent un mélange à haute température de gaz brûlants et de particules solides relativement denses, un phénomène impossible par simple effondrement⁸.

Enfin, la présence de métal en fusion dans les décombres des tours, observée par de nombreux témoins jusqu'à plus de trois semaines après l'attentat, est inexplicable dans le cadre de la thèse officielle, mais s'explique aisément par la présence d'explosifs incomplètement brûlés, entrés en combustion lente par défaut d'oxygène. Le pompier Philip Ruvolo témoigne devant la caméra d'Étienne Sauret pour son film *Collateral Damages* : « Si tu descends, tu vois de l'acier en fusion... de l'acier en fusion coulant le long des tiges guides, comme si tu étais dans une fonderie, comme de la lave⁹. » L'ingénieur Leslie Robertson, co-concepteur des Tours jumelles, témoigna à la *National Conference of Structural Engineers* le 5 octobre 2001 : « Trois semaines après les attaques, les feux brûlaient encore et de l'acier fondu continuait de couler¹⁰. » En fait, les pompiers ont lutté contre les feux à *Ground Zero* pendant 99 jours après le 11 septembre.

Aux yeux d'un grand nombre de chercheurs, la preuve décisive de l'utilisation d'explosifs ne se trouve pas dans les Tours jumelles (WTC1 et WTC2), mais dans la Tour 7, un gratte-ciel voisin de 47 étages qui s'est effondré à 5 h 20 de l'après-midi, environ sept heures après les Tours jumelles. Sa chute, filmée sous plusieurs angles et visible sur Internet, s'est produite à la vitesse de la chute libre, en sept secondes, d'une manière parfaitement symétrique et verticale, qui ressemble en tout point à une « démolition contrôlée ». L'expert en démolition Danny Jowenko est formel : « C'est une démolition contrôlée. [...] »

C'est un travail professionnel, par une équipe d'expert¹¹. » Les grands médias sont restés si discrets sur ce troisième gratte-ciel que peu de gens ont entendu parler de son effondrement. La FEMA la mentionne dans son rapport de 2002, pour conclure qu'un incendie qui s'y était déclaré a dû provoquer l'effondrement, mais que : « Les détails des feux dans la Tour 7 et comment ils ont provoqué l'effondrement du bâtiment restent inconnus à ce jour. [...] la meilleure hypothèse n'a qu'une faible probabilité de se produire¹² » ; une formulation étrange qui sonne comme l'aveu embarrassé d'un mensonge.

Bien que l'effondrement de la Tour 7 constitue aux yeux de nombreux chercheurs la preuve irréfutable du crime, *the smoking gun*, il est difficile de s'expliquer le mobile de son dynamitage. Si la destruction des Tours jumelles était faite pour choquer l'opinion publique et la préparer à la guerre contre le terrorisme, quel était l'intérêt de dynamiter la Tour 7, qu'aucun avion n'avait heurtée, pour ensuite passer sous silence cet effondrement suspect ? Certains investigateurs supputent que la Tour 7 devait disparaître parce qu'elle avait servi de quartier général aux conspirateurs. Elle abritait en effet l'*Emergency Command Center* du maire de New York Rudolph Giuliani, ainsi que des agences gouvernementales comme le Département de la Défense, la CIA et le *Secret Service*, sans compter l'*Internal Revenue Service* et la *Security and Exchange Commission*, qui détenait tous les dossiers de l'enquête sur Enron (le plus gros scandale financier de l'histoire). Quant au timing de la destruction de la Tour 7, il résultait sans doute d'un raté. Il était probablement programmé pour la matinée, de façon à être rendu invisible par le nuage de poussière dégagé juste avant par les Tours jumelles. Cette hypothèse découle des témoignages de deux fonctionnaires de la ville de New York, Michael Hess et Barry Jennings, qui se trouvaient dans la Tour 7 vers 9 h 15 et ont senti des séries d'explosions. Jennings, après avoir exprimé publiquement ses doutes sur l'explication officielle de l'effondrement la Tour 7, est mort de cause inconnue en 2008, deux jours avant la publication du rapport final du NIST sur la Tour 7¹³. Plus troublant encore, les télévisions ont été informées de l'effondrement de la Tour 7 avant qu'il ait lieu. Alan Dodds, correspondant sur place de CNN, rapporta au téléphone à 11 h 07 qu'un pompier venait de lui apprendre qu'un troisième immeuble de cinquante étages s'était effondré ; la Tour 7 ne s'effondrera que six heures plus tard. Aaron

Brown annonça sur la même chaîne CNN vers 16 h 15, plus d'une heure avant les faits : « Nous recevons à l'instant l'information qu'un des autres bâtiments, le bâtiment 7, vient de s'effondrer ou est en train de s'effondrer. » À 16 h 54, Jane Standley, correspondante de BBC World, annonce à son tour l'effondrement de la Tour 7, qui est encore visible derrière elle au moment où elle parle. Richard Porter, directeur de l'information à BBC World, expliquera cette invraisemblable « erreur » par « *the chaos and confusion of the day*¹⁴ ».

L'homme qui pourrait certainement nous donner la raison de l'effondrement de la Tour 7 est son propriétaire Larry Silverstein, le requin de l'immobilier qui prit également en leasing les Tours jumelles à la ville de New York au printemps 2001. Interviewé pour le documentaire de PBS *America Rebuilds* en septembre 2002, Silverstein déclara au sujet de la Tour 7 : « Je me souviens avoir reçu un appel du chef du département des pompiers, me disant qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir maîtriser le feu, et j'ai dit : "Nous avons déjà perdu tant de vies, peut-être que la meilleure chose à faire est de le tirer (*pull it*). " Et ils ont pris la décision de le tirer (*pull*) et on a regardé le bâtiment s'effondrer¹⁵. » Parce qu'il est impossible de démolir (tel est le sens de *pull* dans le jargon du bâtiment) un gratte-ciel en quelques heures, Silverstein s'est repris par la suite en expliquant qu'il avait voulu parler d'« évacuer » l'équipe de pompiers, comme si une telle décision lui revenait.

Mentionnons que durant l'été 2001, alors qu'il venait d'acquérir les deux Tours jumelles, Silverstein avait renégocié ses contrats d'assurance afin de couvrir chaque tour contre les actes terroristes à hauteur de 3,5 milliards de dollars, et de s'assurer qu'il aurait le droit de les reconstruire. Après les attentats, il a poursuivi ses assureurs en justice afin de recevoir le double de l'indemnisation prévue, en prétextant que les deux avions constituaient deux attentats séparés. Après une longue bataille juridique, il empocha 4,5 milliards¹⁶. Un autre détail a son importance : depuis des années, les Tours jumelles devaient être désamiantées, mais le coût pharaonique du désamiantage, estimé à près d'un milliard de dollars en 1989, avait fait reculer indéfiniment ce chantier¹⁷. L'Autorité portuaire de New York avait été trop contente d'en passer la responsabilité à Silverstein en 2001.

1. Téléchargeable sur le site de la FEMA, www.fema.gov/library/viewRecord.do?id=1728
2. Disponible sur le site du NIST, www.nist.gov/customcf/get_pdf.cfm?pub_id=909236
3. Sur YouTube, « WTC Towers Designed to Withstand Impact of Loaded Boeing 707 », www.youtube.com/watch?v=9fQlC2AIWrY
4. Bill Manning, «Selling out the investigation», *Fire Engineering*, 1^{er} janvier 2002.
5. Sur le site de NIST, www.nist.gov/el/disasterstudies/wtc/
6. « Witnesses to the Towers's Explosion », *9-11 Review*, 911review.com/coverup/oralhistories.html
7. Jim Dwyer, « Pieces of Bone Are Found on Building at 9/11 Site », *New York Times*, 6 avril 2006.
8. Voir les photos publiées par le site internet 9-11 Research, « Twin Towers's Dust Clouds », 911research.wtc7.net/wtc/evidence/photos/dust.html
9. YouTube, « Molten Metal Flows at Ground Zero », www.youtube.com/watch?v=ZG_ePshHA8o
10. Christopher Bollyn, *Solving 9-11: The Deception that Changed the World*, 2012, p. 260.
11. Voir sur YouTube, «11 sep.2001: témoignage d'un expert en démolition contrôlée », www.youtube.com/watch?v=SmdWBNA_r_4
12. 9-11 Research, « FEMA's Investigation », 911research.wtc7.net/wtc/official/fema.html
13. Un blog lui est consacré : barryjenningsmystery.blogspot.fr
14. Voir sur YouTube, « Aaron Brown CNN WTC7 not collapsed », www.youtube.com/watch?v=VerKCCwORMM et « BBC Reports Collapse of WTC Building 7 Early », www.youtube.com/watch?v=ltP2t9nq9fl. Commentaire de Porter sur www.bbc.co.uk/blogs/theeditors/2007/02/part_of_the_conspiracy.html
15. David Ray Griffin, *9/11 Contradictions*, Arris Books, 2008, p. 263. Voir sur YouTube, «Larry Silverstein admits WTC7 was pulled down on 9/11», www.youtube.com/watch?v=p5DMjnbmhXo
16. Tom Topousis, « WTC Insure War is Over», *New York Post*, 24 mai 2007.
17. 9-11 Research, « Towers' Destruction 'Solved' Asbestos Problem », 911research.wtc7.net/wtc/evidence/asbestos.html

Drones et avions fantômes

L'histoire officielle rapporte que le Boeing 757 du vol UA93 (reliant New Jersey à San Francisco) s'écrasa à Shankesville en Pennsylvanie après que des passagers aient assailli les pirates de l'air, les empêchant de diriger l'avion vers la Maison Blanche ou Camp David comme ils l'avaient planifié. Mais sur les images du lieu d'impact diffusées le jour même, il est impossible de distinguer la moindre parcelle d'avion. Même les journalistes dépêchés sur place sont perplexes. Jon Meyer de la chaîne WJAC-TV, filiale de NBC en Pennsylvanie, déclarera : « J'ai pu m'approcher jusqu'au bord du cratère. [...] Tout ce que j'ai vu, c'est un cratère rempli de petits morceaux carbonisés. Rien qui puisse nous indiquer qu'il s'agissait de l'avion. [...] Il n'y avait ni valises, ni morceaux d'avion reconnaissables, ni restes humains. » « J'ai cru que je n'étais pas au bon endroit, » dira quant à lui le photographe Scott Spangler rendu sur les lieux. « Je cherchais une aile ou la queue. Il n'y avait rien, juste cette fosse¹. »

Le Boeing 757 du vol AA77 (reliant Washington à Los Angeles) prétendument écrasé sur le Pentagone est tout aussi introuvable. Thierry Meyssan fut le premier à en tirer les conclusions dans *L'Effroyable imposture*, une contre-enquête retentissante parue dès mars 2002, fondée sur les photos du Département de la Défense et d'*Associated Press*². La pelouse est immaculée ; les deux ou trois débris visibles sont ridiculement petits, et aucun n'a pu être formellement identifié comme appartenant à un Boeing. Le journaliste Jamie McIntyre de CNN, arrivé au Pentagone une heure après le crash, s'étonne : « D'après mon inspection minutieuse des lieux, il n'y avait pas trace d'un crash d'avion dans le périmètre du Pentagone. [...] Les seules pièces qu'on pouvait voir étaient assez petites pour tenir dans la main. Il n'y avait aucun morceau de queue, d'aile, de fuselage, rien de

ce genre à proximité qui indiquerait que l'avion s'est écrasé sur la face du Pentagone³. » Même constat de la part de Karen Kwiatkowski, lieutenant-colonel dans l'Air Force, sur les lieux quelques minutes après l'explosion : « Aucun métal d'avion ou débris de cargaison n'avait été éjecté sur la pelouse devant le bâtiment endommagé, tandis que de la fumée sortait de l'intérieur du Pentagone. [...] on cherchait des débris de ce genre, mais ce qu'on s'attendait à trouver était introuvable⁴. »

L'avion s'est-il encastré profondément dans le bâtiment ? Les photos rendues publiques par Thierry Meyssan l'excluent, comme le remarque par exemple le général Albert Stubblebine, commandant du *U.S. Army Intelligence and Security Command* de 1981 à 1984 : « Je regarde le trou dans le Pentagone, et je regarde la taille de l'avion qui est supposé avoir frappé le Pentagone, et je dis : l'avion ne rentre pas dans ce trou⁵. » Il est également impossible que le nez d'un Boeing, en résine peu résistante, ait traversé cinq murs en béton armé pour finalement causer dans un sixième (anneau C) la brèche circulaire visible sur les photos publiées par Meyssan et aujourd'hui bien connues ; la brèche en question évoque bien plutôt l'impact d'un missile à charge creuse conçu pour perforer ce genre de mur.

Enfin, aucune photo prise à l'intérieur du bâtiment ne montre le moindre débris d'avion. April Gallop se trouvait dans son bureau avec son garçon de deux mois, à 10 ou 15 mètres de la zone d'impact. Elle ressentit une explosion, puis le plafond s'effondra sur elle ; en se frayant un chemin vers la sortie avec son enfant, elle ne vit rien qui lui fit penser qu'un avion s'était écrasé : « Aucun débris, aucun morceau d'avion, pas de moteurs, pas de sièges, pas de bagages, pas de sections de fuselage avec des fenêtres, et surtout, aucune quantité de kérosène en feu⁶. » L'incendie, peu impressionnant sur les photos, aurait-il fait fondre les cent tonnes de métal de l'avion, comme l'ont suggéré les agences gouvernementales ? Dans ce cas, comment a-t-on fait pour identifier tous les passagers grâce à leurs empreintes digitales et ADN, comme cela a été dit ? Signalons en passant qu'aucun des corps des passagers de cet avion, et pas davantage pour les autres avions, n'a été identifié par un proche : ils furent transférés à une base militaire et incinérés.

Alors que 85 enregistrements de caméras de surveillance placées au Pentagone ou dans les environs ont été confisqués par des agences

gouvernementales, celles-ci n'ont rendu publique aucune image de l'avion. La seule séquence publiée par décision de justice en mai 2006 comporte quatre images qui montrent bien qu'un objet explose en percutant le Pentagone, mais qui ne permettent pas de conclure qu'il s'agit d'un avion. Curieusement, le film porte la date du 12 septembre. Selon certains experts, la lumière jaune diffusée par l'explosion sur les images ne peut pas être due à du fuel d'avion. Pas plus que l'odeur de cordite (explosif à base de nitroglycérine et nitrocellulose) signalée par certains employés du Pentagone⁷.

Des pilotes de ligne professionnels regroupés autour de Rob Balsamo dans l'association *Pilots for 9/11 Truth* ont analysé la trajectoire du vol AA77 fournie par le *National Transportation and Safety Board* (NTSB) et démontré qu'elle était matériellement impossible pour un Boeing. L'avion est descendu en spirale pour finalement frapper à l'horizontale le deuxième étage de la façade ouest du Pentagone, sans heurter le gazon devant le bâtiment ; c'est rigoureusement impossible, car à proximité du sol un tel avion perd toute portance⁸. Et même s'il avait été possible, l'exploit aurait été bien au-delà des capacités de Hani Hanjour, le supposé pilote de l'avion. Début 2001, Hanjour fut signalé pour incompétence par son école de pilotage JetTech à Phoenix, Arizona, qui demandait le retrait de sa licence. Un de ses instructeurs est cité dans le *New York Times* du 5 avril 2002 :

« Je n'en reviens toujours pas qu'il ait pu voler contre le Pentagone. Il ne savait pas voler du tout. » Les autres pirates dans l'avion ne valaient pas mieux : l'instructeur de Nawaq al-Hazmi et Khaid al-Mihdhar à San Diego déclara au *Washington Post*, le 24 septembre 2001 : « Leur anglais était horrible, et leurs compétences mécaniques encore pires. [...] C'était pratiquement comme s'ils n'avaient jamais conduit une voiture⁹. »

La défense aérienne est la mission du NORAD (*North American Aerospace Defense Command*), et en particulier de son département NEADS (*Northeast Air Defense Sector*). NORAD avait intercepté avec succès soixante-sept avions durant les douze mois précédant le 11 septembre 2001, à chaque fois en moins de vingt minutes. Ces interventions sont déclenchées à la moindre alerte, par simple précaution. Même en admettant que NORAD n'ait pu intercepter les vols AA11 et UA175 avant qu'ils ne s'écrasent sur les Tours jumelles, il

est incompréhensible qu'il n'ait pu intercepter le vol AA77 qui, selon l'histoire officielle, s'est écrasé cinquante minutes plus tard sur le Pentagone, le bâtiment le plus sécurisé au monde. Quelque chose ou quelqu'un a dû empêcher la procédure normale, est enclin à supposer Robert Bowman, directeur de l'*Advanced Space Programs Development* de l'*U.S. Air Force* : « Si notre gouvernement n'avait rien fait ce jour-là et laissé la procédure normale se dérouler, ces avions, où qu'ils soient, auraient été interceptés, les Tours jumelles seraient toujours debout, et des milliers d'Américains qui ont péri seraient encore vivants.¹⁰ »

Contredisant les dérobades de Condoleezza Rice et du président Bush, qui déclarèrent en 2002 que personne n'aurait pu prévoir ce genre d'attaque, le journal *USA Today* a révélé le 18 avril 2004 que le NORAD effectuait quatre fois par an depuis 1999 des exercices d'entraînement (*war games*) impliquant des avions détournés par des terroristes et dirigés contre le Pentagone et le World Trade Center¹¹. Après cette révélation, l'excuse pour l'inefficacité des défenses aériennes fut inversée : on expliqua que justement ce jour-là, le NORAD était occupé à cinq exercices, dont trois, sous les noms de *Vigilant Guardian*, *Global Guardian* et *Vigilant Warrior*, simulaient des détournements d'avion, avec des vols réels et d'autres virtuels. En conséquence, selon le colonel Robert Marr, responsable du NEADS, jusqu'à vingt-neuf « avions détournés » se trouvaient sur les écrans radars du NORAD au moment des faits. Selon le lieutenant-colonel Dwane Deskins, responsable de *Vigilant Guardian* cité dans un article du *Post-Standard* de Syracuse le 20 janvier 2002, toutes les personnes concernées au NEADS pensaient initialement que l'annonce du détournement du vol AA11 faisait partie du scénario des exercices militaires¹².

Cet élément du dossier est crucial pour comprendre la mise en œuvre des attentats du 11-Septembre. En effet, comme l'a expliqué le capitaine Eric May, ancien officier du Renseignement dans la *U.S. Army* : « Le moyen le plus simple de réaliser une attaque sous fausse bannière est de prévoir un exercice militaire qui simule exactement l'attaque que vous voulez accomplir¹³. » Une fois l'exercice mis au point, il suffira de modifier un seul paramètre pour que l'attaque soit réelle. Ceux qui détournent l'exercice de son but ne sont pas nécessairement ses concepteurs ; ils peuvent l'avoir simplement piraté. Et la plupart des participants aux exercices qui ont servi de couverture

aux attentats du 11-Septembre, habitués à obéir aux ordres, agissent sans connaître la véritable finalité de l'opération ; lorsqu'ils comprennent à quoi ils ont participé, ils comprennent simultanément ce qu'ils risqueraient en soulevant des objections.

Le principe est particulièrement bien illustré dans le triple attentat de Londres du 6 juillet 2005 (revendiqué par un improbable « Al-Qaïda Secret en Europe »). Quelques heures après les explosions dans deux rames de métro et dans un bus, Peter Power, ancien cadre de Scotland Yard devenu manager d'une société spécialisée en sécurité et gestion de crise (Visor Consultants), révéla sur BBC *Radio 5* puis sur *ITV News* que le jour même, il conduisait, pour le compte d'une compagnie de la City, une simulation mobilisant un millier de personnes, « basée sur des bombes synchronisées et explosant précisément dans les stations de métro où cela s'est produit ce matin » ; « et donc nous avons dû soudain transformer l'exercice de "fictif" à "réel" ». Le site internet de Visor Consultants précise que leurs simulations de crise sont conçues pour « donner vie au scénario et le rendre aussi réaliste que possible¹⁴ ». Power est un civil, et c'est probablement pour se protéger qu'il s'est ainsi débarrassé au plus vite d'un dangereux secret. Mais dans le cas du 11-Septembre, tout comme dans l'assassinat de Kennedy, la discipline militaire est la clé du silence de tous les participants.

Le *Bureau of Transportation*, qui tient le registre précis de tous les vols, n'a pas trace du vol AA77 pour le 11 septembre : il n'était pas prévu ce jour-là à l'aéroport Dulles de Washington et n'a pas été enregistré au décollage. Quant au vol UA93, il ne circulait pas normalement le mardi mais aurait exceptionnellement remplacé le vol UA91 qui venait d'être annulé ; mais il est aussi enregistré comme ayant atterri à San Francisco à midi. Le maire de Cleveland, Michael White, fut cité à 11 h 50 sur *ABC News* affirmant qu'un Boeing 767 en provenance de Boston venait de faire un atterrissage d'urgence à Cleveland en raison d'une alerte à la bombe, et aurait été emmené dans une zone sûre de l'aéroport pour y être évacué. United Airlines aurait précisé qu'il s'agissait du vol UA93, dont on était encore sans nouvelle – bien qu'un Boeing 767 en provenance de Boston correspondît plutôt au vol UA175¹⁵.

La question des « transpondeurs » laisse aussi perplexe. Cet appareil embarqué transmet la position de l'avion aux tours de

contrôle, et permet aussi au pilote d'envoyer des messages d'alerte. Or, aucun des huit pilotes et copilotes professionnels n'a composé le code à quatre chiffres sur le transpondeur, qui permet de signaler l'assaut du cockpit, une manœuvre qui ne prend que trois secondes. Chacun des avions a en fait coupé son transpondeur, puis a totalement disparu des radars pendant près d'une heure en passant dans des zones sans couverture (*radar gaps*). Par exemple, le vol AA77, parti de Washington à destination de Los Angeles, disparut des radars près de l'Ohio et fut à nouveau repéré une heure plus tard près de Washington DC¹⁶.

Selon l'histoire officielle, de nombreux passagers des vols UA93, UA175 et AA77 auraient passé des appels à leurs proches depuis leurs téléphones portables. Les détails de ces appels (par des passagers nommés par exemple Jeremy Glick, Peter Hanson, Brian Sweeney, Mark Bingham, Elizabeth Wainio, Marion Britton, Sandra Bradshaw, Tom Burnett, Edward Felt, CeeCee Lyles) ont été rapportés dès le 13 septembre par de grands médias tels que le *Washington Post* ou *BBC News*. Mais ces appels sont très problématiques, car la technologie les permettant à haute altitude n'a pas été développée avant 2004¹⁷. Deux appels furent prétendument émis depuis le vol AA77 par Barbara Olson à son mari Ted Olson. Les Olson sont tous deux des figures publiques : Barbara était une célèbre commentatrice sur CNN, tandis que Ted était Procureur général (*Solicitor General*) durant le premier mandat de George W. Bush (il avait défendu ce dernier dans l'élection contestée de 2000, puis Dick Cheney qui refusait de transmettre des documents au Congrès dans l'enquête sur Enron). Les appels de Barbara Olson furent évoqués dès l'après-midi du 11 septembre sur CNN, et contribuèrent à cristalliser certains détails du mythe officiel, comme le fait que les pirates n'étaient armés que de couteaux et cutters. Invité à plusieurs reprises sur les plateaux de télévision, Ted Olson s'est contredit à chaque fois au sujet des appels de sa femme. Tantôt il affirme qu'elle « l'a appelé deux fois sur un portable », précisant que le second appel a été coupé parce que « le signal des portables venant des avions ne fonctionne pas bien » ; tantôt il affirme que sa femme l'avait appelé depuis « le téléphone de l'avion » en PCV (*collect*), parce que « pour une raison quelconque, elle n'avait pas accès à sa carte de crédit ». Mais cette seconde version est aussi impossible que la première, car il faut une carte de crédit pour activer

les téléphones des sièges, même pour un appel PCV. De toute façon, il a pu être établi que les sièges du vol AA77 n'étaient pas équipés de téléphones. La contradiction la plus sévère apparut en 2006 durant le procès de Zacarias Moussaoui : dans son rapport sur le vol AA77, le FBI n'attribua qu'un seul appel émanant de Barbara Olson, et cet appel ne fut qu'un « appel non connecté » (*unconnected call*) de 0 secondes¹⁸.

Compte tenu des nombreuses impossibilités de la thèse gouvernementale, l'hypothèse alternative qui semble la plus probable est qu'aucun des quatre projectiles du 11-Septembre n'était le Boeing 767 ou 757 qu'on nous a dit. Les vols AA77 et UA93 n'ont probablement jamais existé. Quant aux vols AA11 et UA175 supposés avoir percuté les Tours jumelles, les opinions divergent au sein du *9/11 Truth Movement*. Beaucoup d'investigateurs citoyens ont supposé qu'ils avaient été remplacés par des drones, des avions sans pilotes ni passagers équipés d'un pilotage automatique à distance. Cependant, plusieurs témoins crédibles affirment n'avoir vu aucun avion, tandis que d'autres disent avoir vu un missile. Le documentaire *September Clues* (2 007) signé Simon Shack présente une analyse convaincante des images télévisées du second crash qui conduit à la conclusion qu'il s'agit de truquages vidéos¹⁹. Cette conclusion est aisément étendue aux seules images du premier crash (Tour Nord), miraculeusement saisies par les mystérieux frères Jules et Gédéon Naudet. Les techniques infographiques ayant servi à falsifier les images télévisées pour y insérer des avions ont été également analysées par Ace Baker dans un film réalisé en 2012, *9/11 The Great American Psy-Opera*. Baker donne raison au professeur Morgan Reynold, qui fit sensation en 2005 en affirmant que les images des crashes, où l'on voit les avions pénétrer entièrement dans les tours comme si leur carcasse et leurs ailes en aluminium coupaient les colonnes d'acier, défient les lois physiques²⁰. Un autre chercheur du nom de Richard Hall, après avoir soutenu cette thèse, s'est orienté vers la thèse alternative de projections holographiques²¹.

Si aucun avion n'a percuté les Tours jumelles, pas davantage qu'au Pentagone ou à Shanksville, alors toutes les discussions sur l'échec des défenses aériennes doivent être considérées comme des diversions. Bien sûr, si les avions ne sont pas réels, alors leurs passagers ne le sont pas non plus. Il semble que des fausses identités ont été créées, et que cela ait été fait à l'économie. Pour le vol AA77, par exemple,

seulement 53 passagers sont listés, pour une capacité de 239, un remplissage de 23 % tout à fait exceptionnel. Parmi ces 53 passagers et les 9 membres d'équipages, seulement 14 personnes se retrouvent inscrites dans la base de données *Social Security Death Index*, réputée très fiable. Et 5 seulement possèdent une famille ayant reçu l'indemnisation financière de l'État (*9-11 Compensation Fund*). Par ailleurs, la liste des passagers comporte un pourcentage anormal d'officiers de la Navy et d'ingénieurs aéronautiques (13 sur 53). Les pourcentages sont tout aussi anormaux pour les trois autres vols (aucune famille des victimes du vol UA93, par exemple, n'a réclamé d'indemnité), de sorte que de forts soupçons sont justifiés concernant l'existence de toutes ces « victimes »²².

-
1. Lire sur la base de données History Commons, www.historycommons.org/entity.jsp?entity=jon_meyer, et www.historycommons.org/entity.jsp?entity=scott_spangler
 2. Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture & Le Pentagate*, Demi-Lune, 2010.
 3. YouTube, « Live CNN Report of Jamie McIntyre at the Pentagon », www.youtube.com/watch?v=C02dE5VKeck
 4. Karen Kwiatkowski, « 20 Months and 585 Pages Wasted – Your Government at Work for You! » www.lewrockwell.com/kwiatkowski/kwiatkowski88.html
 5. Extrait du documentaire *One Nation Under Siege* de William Lewis, 2006, sur YouTube, « Maj. Gen. Albert Stubblebine Questions Flight 77 », www.youtube.com/watch?v=QflySbviZfA
 6. Sur YouTube, « 11 Septembre 2001: Pentagone – il faut écouter April Gallop », www.youtube.com/watch?v=VfHlN4l6gEo
 7. Images sur Youtube, « Pentagon 9/11 Plane Crash », www.youtube.com/watch?v=AzFqXbfv_yg-11. Interprétation sur 9-11 Research, « Crash-Explosion at Pentagon – More than Jet Fuel Combustion? », 911research.wtc7.net/pentagon/analysis/conclusions/explosion.html
 8. pilotsfor911truth.org/pentagon.html
 9. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 201.
 10. YouTube, « Dr. Bob Bowman reviews 9/11 », www.youtube.com/watch?v=IUOOnhbf-hA. Bowman apparaît aussi sur des documentaires d'*Architects & Engineers for 9/11 Truth*.
 11. Steven Komarow et Tom Squitieri, « NORAD had drills of jets as weapons », *USA Today*, April 18, 2004.
 12. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 41-5, 81-2.
 13. *Global Research*, le 23 février 2008, cité dans Bollyn, *Solving 9-11*, op. cit., p. 90.

14. Nick Kollerstrom, *Terror on the Tube : Behind the Veil of 7/7*, Progressive Press, 2011, p. 294-6. Voir sur YouTube, « PeterPower 7/7 Terror Rehearsal », www.youtube.com/watch?v=JKvkhe3rqtC
15. Film sur YouTube, « 9/11 Hijacked Flight Makes Emergency Landing in Cleveland », www.youtube.com/watch?v=3YPMNVA2y1M
16. Voir le film *9/11 Intercepted* de *Pilots for 9/11 Truth* sur YouTube, www.youtube.com/watch?v=TtRScsFPUBE
17. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 170-82.
18. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 72-8. Ces incohérences sont évoquées dans *The Wall Street Journal* du 16 mai 2013, online.wsj.com/article/PR-CO-20130516-909978.html
19. Voir en version sous-titrée sur YouTube, www.youtube.com/watch?v=h7PmFuD-hLM. Consulter aussi le « September Clues Research Forum » sur cluesforum.info/
20. Voir les chapitres 6 et 7 du film de Baker, www.youtube.com/playlist?list=PLEA05F393EC843D80
21. Sur YouTube, « New 9/11 Video and Radar Analysis », www.youtube.com/watch?v=GTszHmHnR78.
22. Lire « Flight 77 Passengers », *9-11 Review*, 911review.org/Wiki/Flight77Passengers.shtml, et « The 9/11 Passenger List Oddity » par Vincent Sammartino sur le 9/11 Scholars Forum, 911scholars.ning.com/profiles/blogs/the-911-passenger-list-oddity

L'art du « patsy »

Les parallèles entre l'assassinat de Kennedy et le 11-Septembre sont nombreux. Chacun de ces deux événements truqués a été conçu pour justifier l'invasion d'un pays et le renversement de son régime hostile : Cuba dans le premier cas, l'Afghanistan dans le second – à la différence près que l'invasion de Cuba a été finalement annulée. Chacun des deux crimes sous fausse bannière a précédé un second mensonge qui a justifié une autre guerre, menée unilatéralement par les États-Unis contre un pays lointain : l'incident bidon du Golfe de Tonkin a justifié l'agression contre le Nord-Vietnam, et le mensonge des « armes de destruction massive » de Saddam Hussein a justifié la guerre contre l'Irak. Contrairement aux deux crimes initiaux, les deux mensonges secondaires sont aujourd'hui largement reconnus comme tels. Dans les deux cas, le complot trouve son origine au cœur de l'État profond, et sert directement les intérêts du complexe militaro-industriel et de ses parasites. Dans les deux cas, le but de l'opération a été de traumatiser la nation américaine par un crime à même de soulever dans l'opinion publique la peur et la haine d'un ennemi stéréotypé : le communisme dans le premier cas, l'islamisme dans le second.

Il est intéressant de mettre également en regard les méthodes de préparation et d'exécution des deux événements profonds, car on y décèle un pattern caractéristique qui permet une théorisation des crimes sous « fausse bannière », et donc une capacité accrue de les démasquer. Peter Dale Scott a par exemple souligné que, dans les deux cas, la désignation du faux coupable (*patsy*) est quasi instantanée, tout comme l'identification de l'arme du crime. Oswald a été arrêté et confondu dans l'heure qui a suivi son crime supposé. Ben Laden, lui, n'a pas été arrêté mais son nom martelé sur tous les plateaux télévisés par une flopée d'experts en terrorisme, dans les heures suivant

l'effondrement des tours¹. Le but recherché est de couper court au plus vite à toute théorie alternative, inspirer confiance dans l'efficacité du pouvoir tout en marginalisant par avance tous les sceptiques. L'information officielle va en fait anéantir les efforts de l'opinion publique pour donner elle-même sens à l'événement, formuler des hypothèses, débattre. Le général pakistanais Hamid Gul, ancien chef de l'ISI, a analysé la technique avec perspicacité : « Moins de dix minutes après que la seconde Tour jumelle soit percutée dans le World Trade Center, CNN a dit que le coupable était Oussama Ben Laden. C'était une information plantée par les vrais coupables. Cela a créé une disposition d'esprit et mis le public dans une transe, empêchant les gens intelligents de penser par eux-mêmes². » Toute information émanant d'une autorité pendant une période de choc émotionnel, et donc de vulnérabilité rationnelle, est intégrée à la mémoire du traumatisme, de sorte que la distinction entre les faits et leur interprétation est abolie. C'est à cette lumière qu'il faut analyser par exemple le témoignage providentiel de Mark Walsh, filmé dans l'heure suivant la démolition des tours par Fox News (pour qui il travaille en free-lance) : il n'a pas seulement vu l'avion s'encastrier dans la Tour Sud et les deux tours s'effondrer ; il a été « témoin de leur effondrement dû à une défaillance structurelle causée par un feu intense »³. Fusionner ainsi les faits et leur explication technique (dans les termes précis destinés à devenir officiels) sert à refouler l'explication qui vient naturellement à l'esprit d'un témoin oculaire neutre, comme le fut par exemple le journaliste Don Dahler en direct sur *ABC News* : « Le bâtiment tout entier s'est effondré, comme si une équipe de démolition avait allumé... [il est coupé]⁴. »

Une fois le faux coupable désigné avec assurance par les autorités, il n'est même plus nécessaire de fournir les preuves de sa culpabilité. Le FBI ne s'est jamais donné la peine d'inculper officiellement Ben Laden pour les attentats du 11-Septembre. Il figure bien dans la liste des dix criminels les plus recherchés sur le site officiel du FBI, mais seulement en tant que suspect dans les attentats contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya. Questionné par le journaliste Ed Hass du *Muckraker Report* en juin 2006, le porte-parole du FBI Rex Tomb explique : « La raison pour laquelle le 11-Septembre n'est pas mentionné sur la page de Ben Laden dans la rubrique "personnes les plus recherchées" est que le FBI n'a aucun élément solide reliant Ben

Laden au 11-Septembre⁵. » Même l'identification des pirates de l'air a été présentée au public sans la moindre preuve. Au contraire, des informations contradictoires jettent un sérieux doute sur ces identifications : les « manifestes » de vol initialement publiés ne comportaient aucun des noms des dix-neuf pirates de l'air. Les quelques preuves de leur identité qui ont été rendues publiques sont d'une invraisemblance étourdissante, comme le passeport de Satam Al Suqami, échappé de l'avion AA11 pour être retrouvé intact dans une rue de Manhattan par un passant anonyme qui le remit à la police, ou celui de Ziad Jarrah, retrouvé près du trou où a disparu le vol UA93, ou encore la carte d'identité de Majed Moqed qui aurait survécu à l'incendie qui a volatilisé l'avion du Pentagone. D'autres preuves sont d'un à-propos déconcertant, comme le Coran et le manuel de vol en arabe retrouvés dans le « bagage » de Mohamed Atta oublié à l'aéroport (ou dans un véhicule de location selon une seconde information).

Autre parallèle instructif entre les identifications immédiates d'Oswald et de Ben Laden : dans les deux cas, un second crime leur a été imputé afin de renforcer le soupçon de leur culpabilité. Une heure après la diffusion de son signalement, on apprenait qu'Oswald venait d'abattre l'agent de police J. D. Tippit qui l'avait accosté dans la rue. La culpabilité d'Oswald dans l'assassinat de Kennedy était pour ainsi dire prouvée par sa culpabilité dans le meurtre de Tippit. De manière analogue, la responsabilité des Talibans dans les attentats du 11-Septembre a été rendue d'autant plus facile à faire admettre que, la veille, les médias leur ont imputé l'assassinat du commandant Massoud en Afghanistan, dans un attentat suicide à la caméra piégée.

Un bon *patsy* est un *patsy* mort. Ainsi pourrait s'énoncer une autre règle fondamentale du crime sous fausse bannière. Une fois désigné, le faux coupable doit être éliminé au plus vite, car il en sait toujours trop. Lee Harvey Oswald a été abattu par Jack Ruby deux jours après son crime supposé. Il était probablement prévu qu'il le soit durant son interpellation dans le Texas Theater : le patron du cinéma, George Applin, rapporte y avoir vu Jack Ruby. La nouvelle du meurtre de Tippit, en présentant Oswald comme armé et dangereux, aurait justifié par avance la fusillade fatale. Il est regrettable pour les comploteurs qu'Oswald eût le temps de comprendre ce qui lui arrivait et de lancer à la presse : « *I'M. just a patsy.* » C'est peut-être l'un des ratés qui

motiva l'abandon de la thèse du complot communiste, qui aurait remué trop d'invéraisemblances.

Mais le désaveu du coupable désigné est de peu de poids comparé au rouleau compresseur des médias alignés. Le déni de Ben Laden n'aura pas davantage d'effet. Pour ce qui est des pirates de l'air, ils sont morts par définition, et la question de leurs aveux ne se pose même pas. Là encore a pourtant surgi un problème fâcheux, dû sans doute au travail bâclé d'un maillon de la chaîne. Quelques jours après leur identification par le FBI (le 14 septembre), sept des dix-neuf pirates de l'air assurent par des canaux divers qu'ils sont en vie (au Maroc, en Arabie saoudite ou ailleurs) et, par voie de conséquence, innocents. Le père de Mohamed Atta, avocat respecté du Caire, confirme au magazine allemand *Bild am Sonntag* fin 2002 : « Mon fils m'a appelé le lendemain des attaques, le 12 septembre », et affirme qu'il se cache depuis par crainte pour sa vie. Ce Mohamed Atta est décrit par sa famille comme réservé, pieux, évitant les femmes et ayant la phobie des avions. Tout le contraire du « Mohamed Atta » qui, selon l'histoire officielle, avant de se transformer en martyr d'Allah, vivait en Floride avec une strip-teaseuse, mangeait du porc, aimait les voitures rapides, les casinos et la cocaïne. Comme l'a rapporté le *South Florida Sun-Sentinel* dès le 16 septembre (sous le titre « Les comportements des suspects ne collent pas »), suivi par de nombreux quotidiens nationaux, cet Atta s'est saoulé, drogué et a payé les services de plusieurs prostituées dans les semaines et les jours précédant le 11 septembre, et quatre autres des terroristes suicidaires ont eu des comportements similaires peu compatibles avec des islamistes se préparant à la mort⁶.

Quant à Ben Laden, ce n'est que le 30 avril 2011, dans l'opération dite *Neptune's Spear*, qu'il est supposé avoir été éliminé par un commando du SEAL (SEa, Air & Land), la force spéciale d'intervention de la Navy. Il aurait été abattu d'une balle dans la tête, et son corps, après identification, aurait été jeté en pleine mer. La seule image diffusée est un vulgaire photomontage rapidement démasqué. La farce serait comique sans l'épilogue tragique : dans la nuit du vendredi 5 août, un hélicoptère Chinook de l'armée U.S. s'écrasait dans une province du centre de l'Afghanistan, après avoir été touché, dit-on, par deux roquettes RPG-7 tirées par la résistance afghane. Parmi les 38 morts se trouvaient les 30 membres de l'équipe du SEAL (Team 6)

qui avait mené l'opération *Neptune's Spear*. Ainsi ne risquent-ils plus de contredire l'histoire officielle⁷.

Il est probable qu'en réalité Ben Laden est mort fin 2001, comme l'ont annoncé le président pakistanais Musharraf (CNN, 18 janvier 2002), le président afghan Hamid Karsaï (CNN, 7 octobre 2002) et le chef de la division antiterroriste du FBI Dale Watson (BBC, 18 juillet 2002). Dès le 28 janvier 2002 CBS rapporta que la veille du 11-Septembre Ben Laden s'était fait soigner dans un hôpital militaire au Pakistan pour une dialyse des reins, escorté par l'armée pakistanaise. Comment aurait-il pu survivre jusqu'en 2011, terré dans les grottes d'Afghanistan, alors qu'il devait subir une dialyse tous les trois jours ? Plus troublant encore : deux mois plus tôt, Ben Laden aurait séjourné à l'Hôpital américain de Dubaï, où il aurait reçu la visite du chef d'antenne local de la CIA Larry Mitchell, selon une information relayée par *Le Figaro* le 31 octobre 2001, d'après des sources recoupées (la direction de l'hôpital, des princes saoudiens, et le Renseignement français)⁸.

S'il fut décidé au cœur du complot de reculer l'annonce de la mort de Ben Laden jusqu'en 2011, c'est qu'il y avait à cela deux avantages. Premièrement, cela permettait de continuer à justifier l'invasion de l'Afghanistan comme une chasse à l'homme. Deuxièmement, cela permettait de faire parler Ben Laden en lui créant une sorte d'avatar médiatique, et ainsi effacer le doute suscité par ses démentis. Mieux encore qu'un *patsy* mort, les comploteurs du 11-Septembre ont inventé le *patsy* virtuel. La culpabilité de Ben Laden repose surtout sur trois vidéos « accréditées par la CIA ». La première aurait été mystérieusement retrouvée en décembre 2001 à Jellalabad en Afghanistan, puis traduite et diffusée deux mois plus tard ; malgré la mauvaise qualité de l'image, on constate aisément que le personnage grassouillet présenté comme Ben Laden ne lui ressemble pas⁹.

La seconde vidéo est apparue en octobre 2004, une semaine avant les élections américaines qui ont renouvelé le mandat de George W. Bush. Une comparaison avec une vingtaine d'enregistrements antérieurs de Ben Laden, réalisée par l'institut suisse IDIAP spécialisé en « intelligence perceptive », a permis de conclure avec une quasi-certitude (probabilité de 95 %), que la voix n'est pas celle de Ben Laden¹⁰. Une troisième vidéo est présentée au public le 8 septembre 2007, dans laquelle Ben Laden annonce une intensification des actions

d'Al-Qaïda en Irak, juste avant le débat au Congrès sur la stratégie en Irak ; l'image est figée pendant la majeure partie du message, et lorsqu'elle ne l'est pas, elle est si mauvaise qu'il est impossible de vérifier si le mouvement des lèvres correspond aux mots entendus. De plus, les vidéos de 2004 et de 2007 semblent réalisées dans le même studio, avec le même cadrage et la même posture, mais Ben Laden paraît plus jeune sur la seconde (il se serait reteint la barbe en noir, nous explique-t-on). En définitive, ces vidéos sont l'indice d'un mensonge d'État et d'une complicité de la presse, plutôt qu'une preuve de la culpabilité de Ben Laden. Notons que la vidéo de 2007 a été trouvée et transmise au gouvernement par le *Search for International Terrorist Entities Institute* (SITE), institut privé fondé par l'Israélo-Américaine Rita Katz, fille d'un Irakien exécuté à Bagdad pour espionnage au profit d'Israël et proche de la mouvance sioniste¹¹.

Après le 11-Septembre comme après l'assassinat de Kennedy, la Maison Blanche a dû apaiser les doutes par une commission d'enquête. La Commission sur le 11-Septembre est créée en novembre 2002. Elle est dirigée par Thomas Kean et Lee Hamilton, mais son directeur exécutif est Philip Zelikow (il sera aussi le rédacteur principal du document *NSS 2002* définissant la doctrine Bush de guerre préemptive). Kean et Hamilton révéleront en 2006, dans un livre (*Without Precedent : The Inside Story of the 9/11 Commission*), puis dans des interviews et conférences, que la Commission « a été mise en place pour échouer », Zelikow ayant déjà rédigé un synopsis du rapport final avant même la première réunion. Il contrôlait tous les groupes de travail, les empêchait de communiquer entre eux et leur donnait pour seule mission de prouver la thèse officielle ; l'équipe 1A, par exemple, était chargée de « raconter l'histoire de l'opération la plus réussie d'Al-Qaïda, le 11-Septembre ». Toute information, toute requête d'information devait obligatoirement passer par lui. De surcroît, la plupart des informations que les commissionnaires obtinrent de la CIA et du NORAD se révélèrent « très éloignées de la vérité », selon Kean et Hamilton. Ils n'eurent accès à aucune preuve directe, ni même aux enregistrements des interrogatoires des membres supposés d'Al-Qaïda, qui ne leur parvenaient que de troisième main, « sous la forme de rapports, même pas de transcription ». Ils durent par exemple se contenter des affirmations de la CIA sur les aveux de Khalid Cheikh Mohammed, présenté comme le responsable opérationnel des

attentats, qui aurait, entre 183 séances de *waterboarding*, certifié que Ben Laden avait autorisé et soutenu l'opération. Arrêté en 2003 au Pakistan, Khalid Cheikh est encore à ce jour maintenu au secret¹². Avant que la Commission ne publie son rapport final en juillet 2004, plusieurs de ses membres avaient démissionné en exprimant leur frustration. L'un d'eux, Max Cleland, qualifia la Commission de « scandale national » : « Un de ces jours il faudra qu'on nous livre toute l'histoire¹³. » John Farmer, avocat-conseil (*Senior Counsel*) de la Commission, évoquant dans le *Washington Post* les informations fournies par les autorités militaires, s'est dit « choqué par la différence entre la vérité et la manière dont c'était présenté¹⁴ ».

La Commission jeta notamment le voile sur l'un des éléments les plus troublants du 11-Septembre, relatif aux inhabituels mouvements boursiers des jours précédents. Entre le 6 et le 10 septembre 2001, les observatoires boursiers constataient des mouvements massifs d'« options de ventes » (*put options*), vingt-cinq fois supérieurs à la moyenne, sur American Airlines et United Airlines, dont les actions chutèrent brusquement de 40 % après les attentats, mais aussi sur des compagnies logées dans le WTC telles que Morgan Stanley Dean Witter & Co ou Merrill Lynch & Co. L'*International Organization of Securities Commissions* (IOSCO) a conclu le 15 octobre que les plus-values réalisées par ces opérations porteraient sur des centaines de millions de dollars et constitueraient le « plus important délit d'initié jamais commis ». Mais la Commission réfuta l'hypothèse en quelques lignes : « Une enquête a révélé que les opérations n'avaient aucun lien avec le 11-Septembre. Un unique investisseur institutionnel sans lien concevable avec Al-Qaïda a acheté 95 % des options de vente sur United Airlines le 6 septembre, dans le cadre d'une stratégie boursière qui incluait aussi 115 000 actions d'American Airlines le 10 septembre¹⁵. » En d'autres termes : ayant postulé que le coupable est Al-Qaïda, et constatant que les investisseurs n'ont pas le profil Al-Qaïda, on conclut que leurs ventes suspectes ne sont que malheureuse – ou heureuse – coïncidence. L'« investisseur institutionnel » responsable des spéculations à la baisse sur UAL, disons-le tout de même, est Alex Brown Inc., une filiale de la Deutsche Bank dont l'ancien PDG, A. B. « Buzzy » Krongard, venait d'être nommé directeur exécutif de la CIA en mars 2001.

1. Voir sa conférence du 18 novembre 2006, « JFK & 9/11: Insights Gained From Studying Both », sur www.youtube.com/watch?v=hBozfOm9ngY.
2. Voir l'interview sur CNN du 8 décembre 2008 sur YouTube, « 11/9 : le General Hamid Gul, ex-directeur Isi, accuse les sionistes », www.youtube.com/watch?v=E6uDcvJestA
3. YouTube, « Fox News – Rick Leventhal interviews 9/11 WTC witness, Mark Walsh », www.youtube.com/watch?v=07hJhmiWZSY
4. YouTube, « NIST FOIA – ABC News GMA2 Clip4.avi – Don Dahler », www.youtube.com/watch?v=yD_GCJbsLdU
5. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 191.
6. «Suspects' Actions Don't Add Up», cité dans Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 142-56. Griffin cite aussi le *Daily Mail*, le *Boston Herald*, le *San Francisco Chronicle* et le *Wall Street Journal*.
7. Todd Venezia, « 22 Osama-unit Navy SEALs killed as Taliban rocket shoots down helicopter over Afghanistan », *New York Post*, 7 août 2011.
8. Alexandra Richard, « La CIA aurait rencontré Ben Laden en juillet », *Le Figaro*, 31 octobre 2001.
9. 9-11 Research, « “Fatty” bin Laden », 911research.wtc7.net/disinfo/deceptions/binladinvideo.html
10. Greg Felton, *The Host and the Parasite : How Israel's Fifth Column Consumed America*, Bad Bear Press, 2012, p. 292.
11. Joby Warrick, «Bin Laden, Brought to You by...», *Washington Post*, 12 septembre 2007.
12. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 195-6.
13. “The White House Has Played Cover-Up”, *Democracy Now*, www.democracynow.org/2004/3/23/the_white_house_has_played_cover.
14. Dan Eggen, « 9/11 Panel Suspected Deception by Pentagon », *Washington Post*, 2 août 2006.
15. Voir sur le site de référence Consensus 9/11, www.consensus911.org/point-g-2/

Al-Qaïda, l'ennemi à tout faire

Les comploteurs contre Kennedy en 1963 avaient choisi leur faux coupable Oswald non seulement pour sa capacité à éloigner d'eux les soupçons, mais aussi pour sa capacité à orienter les soupçons vers un complot imaginaire par un pays étranger, de manière à justifier (faire passer pour « juste ») une guerre de représailles, en l'occurrence contre la République de Cuba. Il en va de même pour les faux coupables du 11-Septembre, à la différence qu'ils sont censés appartenir à une organisation transnationale, un ennemi diffus qu'on peut à tout moment pointer du doigt dans n'importe quel pays qu'on souhaite menacer ou agresser. Al-Qaïda est le méchant idéal de la propagande guerrière impériale. S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. C'est d'ailleurs en partie le cas, estiment certains experts. Alain Chouet, directeur à la DGSE de 2000 à 2002, dénonce, devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat le 29 janvier 2010, l'« obstination incantatoire des Occidentaux à invoquer l'organisation mythique », avec comme double effet pervers d'encourager les terroristes ou simples kidnappeurs locaux à se revendiquer d'Al-Qaïda pour être pris au sérieux, et d'encourager les régimes arabes à désigner leurs opposants comme membres d'Al-Qaïda pour mieux les réprimer, si possible avec l'assistance des Occidentaux¹.

Al-Qaïda est, pour l'essentiel, un mythe créé en janvier 2001, à l'occasion du procès de quatre hommes soupçonnés dans les attentats à la bombe contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie en 1998. C'est alors que le FBI adopta, pour les besoins juridiques de l'accusation, l'idée d'une organisation structurée sous les ordres de Ben Laden, à laquelle fut donné le nom d'Al-Qaïda (un mot arabe signifiant « la liste » ou « la base de données », en référence à la liste des apprentis jihadistes passés par les camps d'entraînement

afghans de Ben Laden). L'assimilation de cette « liste » à une organisation reposait sur le témoignage de Jamal al-Fadl, un ancien associé de Ben Laden qui l'avait quitté après l'avoir escroqué, et qui reçut 100 000 dollars du gouvernement américain en échange de son témoignage. Une fois inventée, Al-Qaïda sera invoquée à chaque fois que le FBI ou la CIA trouveront avantageux de mettre un attentat sur le compte du terrorisme mondial². Le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre a bâti son accusation de Ben Laden sur les « confessions » du Saoudien Abou Zoubeida (Zubaydah), qualifié d'« allié de longue date de Ben Laden ». Emprisonné depuis 2002 sans jugement, Zoubeida aurait fourni les informations décisives sous la torture (au moins 83 simulations de noyade, ou *waterboarding*). Mais en septembre 2009, le gouvernement a été forcé d'admettre que Zoubeida n'a jamais été un membre ou un associé d'Al-Qaïda et n'avait eu aucune préconnaissance du 11-Septembre. L'erreur a été attribuée à sa mythomanie³.

Au lendemain du 11-Septembre, c'est d'abord l'Afghanistan qui est mis en accusation, puisque c'est là qu'Oussama Ben Laden se trouve. Il est proche du mollah Omar, le chef des Talibans, à qui il a juré allégeance en 1997 et dont il a épousé une fille. C'est donc logiquement contre l'Afghanistan qui protège Ben Laden et refuse de le livrer que s'exerce en premier lieu la vengeance américaine. Mais si derrière Ben Laden, il y a les Talibans, derrière les Talibans, il y a aussi le Pakistan, qui a soutenu leur combat et leur régime, avec l'aide des fonds américains transitant par l'ISI. C'est donc également le Pakistan qui est indirectement visé. Aucune accusation formelle n'est portée contre lui, mais des fuites organisées dans la presse évoquent une complicité de l'ISI dans le 11-Septembre. Le général Ahmed Mahmoud, son directeur, est mis en cause par une information rapportée d'abord par *The Times of India* le 9 octobre 2001 : « Les autorités américaines ont cherché à l'évincer après avoir eu confirmation que 100 000 dollars ont été transférés au terroriste Mohamed Atta depuis le Pakistan par Ahmed Omar Saïd Sheikh [agent de l'ISI] à la demande du général Mahmoud⁴. » Si le Mohamed Atta de Floride n'est lui-même qu'un « simple lampiste » (« *just a patsy* ») comme Oswald, cette information fuitée doit être interprétée comme un moyen de chantage contre l'ISI et l'État pakistanais pour les forcer à coopérer avec les États-Unis dans la destruction du régime Taliban.

Peut-être l'ISI a-t-elle effectivement versé de l'argent à Atta, lequel aura ensuite été choisi comme chef fictif des terroristes précisément pour cette raison, tout comme Oswald avait été choisi pour sa connexion aux groupes pro-Castro.

Mahmoud, qui s'était souvent déplacé à Washington depuis 1999, s'y trouvait justement entre le 4 et le 11 septembre 2001. Il aurait alors rencontré George Tenet, directeur de la CIA, Marc Grossman, sous-secrétaire d'État, et peut-être même Condoleezza Rice, bien que celle-ci l'ait démenti. Au moment des attentats, il participait à une réunion incluant Bob Graham, président du *Senate Intelligence Committee*, et Porter Goss, président du *House Intelligence Committee* ; « Nous étions en train de parler du terrorisme, et en particulier du terrorisme émanant d'Afghanistan », selon Graham, qui avec Goss intégrera la Commission sur le 11-Septembre⁵. On ne sait pas ce qui a été dit à Mahmoud après la nouvelle des attentats, mais il sera mis à la retraite le mois suivant et s'effacera de la vie politique en rejoignant le mouvement religieux Tablighi Jamaat, une façon d'emporter son secret dans sa tombe.

On imagine sans peine que le secteur de l'État profond américain qui a orchestré le 11-Septembre a pu vouloir faire pression sur le gouvernement pakistanais afin de le forcer à s'aligner sur la thèse officielle du 11-Septembre. Mais on peut aussi déceler dans les rumeurs sur les liens entre Al-Qaïda et l'ISI une volonté de nuire aux relations entre le Pakistan et les États-Unis, plutôt qu'à les resserrer. La mise en scène de la capture de Ben Laden peut s'interpréter de la même manière : elle a permis d'accuser le Pakistan, après l'Afghanistan, d'avoir abrité Ben Laden pendant une dizaine d'années, ce qui constitue une trahison de la part d'un allié dans la « Guerre contre la terreur ». Plusieurs livres défendent cette ligne, comme celui du vétéran de la CIA Bruce Riedel, *Deadly Embrace : Pakistan, America, and the Future of Global Jihad* (2011). Selon Riedel, la vie tranquille de Ben Laden dans la banlieue d'Abbohabad suggère « un degré incroyable de duplicité » de la part du Pakistan, qui pourrait être « le patron secret du jihad global, à une échelle si dangereuse qu'elle est inconcevable. Nous aurions alors à repenser entièrement notre relation au Pakistan et notre compréhension de ses buts stratégiques⁶. »

Qu'il y ait eu au cœur du complot l'intention de déstabiliser ou fragiliser les relations des États-Unis avec le Pakistan apparaît comme

une possibilité. C'est en revanche une certitude en ce qui concerne les relations avec l'Arabie saoudite. Ben Laden est saoudien, et quinze des dix-neuf prétendus pirates de l'air du 11-Septembre sont saoudiens. Cette liste fictive suppose, de la part de celui qui l'a inventée, une volonté délibérée de nuire à l'Arabie saoudite ou de placer ses gouvernants sous le coup d'un chantage. Mais pourquoi ? Les Saoud ne sont-ils pas, depuis 1975, de loyaux fournisseurs de pétrole ? Comme pour le Pakistan, la Commission sur le 11-Septembre a été informée, paraît-il, que des « preuves » existaient d'un financement d'Al-Qaïda par des membres de la famille princière saoudienne. Le rapport final n'en dit mot, mais, selon le commissionnaire Bob Graham, c'est parce que l'administration en aurait censuré 28 pages traitant de l'aide apportée aux terroristes par des dirigeants saoudiens. Graham l'affirma dans une interview à PBS dès décembre 2002, puis dans un livre publié en 2004⁷. En 2011, il précise sa pensée : « Pourquoi les Saoudiens ont-ils fourni une assistance substantielle à au moins deux des terroristes, et peut-être aux dix-neuf ? La réponse que j'ai trouvée est : la survie – la survie de l'État et la survie de la dynastie Saoud. » Graham voudrait nous faire croire que les princes saoudiens ont aidé Ben Laden à frapper les États-Unis pour éviter qu'il ne s'en prenne à eux et ne fomenté une révolte à l'intérieur du pays. L'implication de l'Arabie saoudite aurait été étouffée par les États-Unis en raison de « l'amitié spéciale entre la famille royale et les plus hautes sphères de notre gouvernement national [circonvolution pour désigner le président Bush]⁸ ».

Pour comprendre l'inanité d'une telle accusation contre les Saoud, il suffit de savoir qu'ils ont déchu Oussama Ben Laden de sa nationalité en avril 1994, exaspérés par ses accusations incessantes contre la présence militaire américaine sur la terre sainte de l'islam depuis la première Guerre du Golfe. Dans une *Declaration of War Against the Americans Occupying the Land of the Two Holy Places*, diffusée en 1996, Ben Laden appelle au renversement de la monarchie saoudienne et, en 1998, il admet son rôle dans l'attentat du 13 novembre 1995 contre le quartier général de la Garde Nationale à Riyad. Oussama Ben Laden, ostracisé par sa propre famille, est l'ennemi juré des Saoud. Il est inimaginable que les Saoud aient comploté *avec* Oussama Ben Laden *contre* les États-Unis ; en revanche, il est plausible qu'ils aient comploté *contre* Ben Laden *avec* le clan

Bush, en lui mettant faussement un attentat sur le dos pour lancer l'armée américaine à ses trousses.

Les liens tissés par les Bush avec l'Arabie saoudite sont de notoriété publique. C'est lorsqu'il était directeur de la CIA que George Bush père a établi ses premiers échanges commerciaux avec de grandes familles d'Arabie saoudite, notamment les Ben Mahfouz et les Ben Laden, par l'intermédiaire d'une entreprise de courtage d'avions⁹. Les liens se sont consolidés et diversifiés à la faveur de la Guerre du Golfe, qui permit au président Bush de se poser en protecteur de l'Arabie saoudite. Le groupe Carlyle, dont George Bush père est actionnaire, se lie notamment avec un neveu du roi Fahd. Un scandale éclate en mars 2001, lors d'une visite de Bush père en Arabie saoudite, en tant que responsable du groupe Carlyle. La nature de sa rencontre avec le roi Fahd suscite des interrogations : rencontre diplomatique, voyage d'affaires privées, ou les deux à la fois ? L'ancien président rencontre également à cette occasion la famille Ben Laden, en affaire avec Carlyle depuis 1990. Le 11 septembre 2001, Bush père et Shafiq Ben Laden, le demi-frère d'Oussama Ben Laden, participent ensemble à une réunion du groupe Carlyle à Washington, avec plusieurs centaines d'investisseurs. La nouvelle cause un grand embarras à la famille Bush. Dans la semaine suivante, sur demande de l'ambassadeur d'Arabie à Washington, Bandar Bin Sultan (surnommé Bandar Bush en raison de ses liens étroits avec la famille du président, et en violation de l'interdiction de vol maintenu par la FAA (*Federal Aviation Administration*), un Boeing 747 de la compagnie Saudi Arabian Airlines est autorisé à quitter les États-Unis, emportant 140 Saoudiens, dont Shafiq Ben Laden et une vingtaine de membres de sa famille¹⁰.

L'hypothèse d'un complot interne émanant de l'administration Bush, qui est l'opinion majoritaire au sein du *9/11 Truth Movement*, se heurte ici à une objection : si la responsabilité d'Oussama Ben Laden est un mensonge préfabriqué par les comploteurs, pourquoi cette thèse officielle contient-elle des éléments potentiellement embarrassants pour l'État saoudien, et indirectement pour la famille Bush ? L'implication du clan Bush dans le complot est probable, mais le choix d'un Ben Laden comme bouc émissaire ne semble pas très judicieux, si l'objectif était de détourner les soupçons loin des Bush. Qui s'efforce de faire peser une menace sur l'Arabie saoudite, le plus ancien allié des États-Unis au Moyen-Orient, et simultanément à exercer un

chantage sur la famille Bush ? Et dans quel but ? Y aurait-il des intérêts divergents au sein même du complot, une faction qui en aurait entraîné une autre et cherche maintenant à la manipuler ? Pour en savoir plus, explorons les structures du gouvernement Bush.

1. « Ex-chef de la DGSE : “Al Qaïda est mort en 2002” », www.reopen911.info/video/dgse.html. Lire aussi Pierre-Henri Bunel, « Al Qaeda : The Database », www.globalresearch.ca/al-qaeda-the-database-2/24738
2. Jason Burke, *Al-Qaeda : The True Story of Radical Islam*, Penguin, 2007, p. 20-4.
3. Kevin Ryan, «Abou Zoubeida, la “balance d’Al-Qaïda”», www.voltairenet.org/article177168.html
4. « General Mahud Ahmad », *9-11 Review*, 911review.org/Sept11Wiki/Ahmad,GeneralMahmud.shtml
5. Tom Flocco, “Secret Hearings Hide 911 Terrorist Links to Congress/ White House”, www.bibliotecapleyades.net/sociopolitica/esp_sociopol_911_3.htm
6. Bruce Riedel, *Deadly Embrace : Pakistan, America, and the Future of Global Jihad*, Brookings Institution, 2011, p. 5.
7. Bob Graham, *Intelligence Matters : The CIA, the FBI, Saudi Arabia, and the Failure of America’s War on Terror*, Random House, 2004.
8. Bob Graham, « Saudi Arabia : Friend or Foe? », *The Daily Beast*, 11 juillet 2011, www.thedailybeast.com/articles/2011/07/11/saudi-arabia-friend-or-foe-asks-senator-bob-graham.html
9. Baker, *Family of Secrets*, *op. cit.*, p. 280-98.
10. Éric Laurent, *La Face cachée du 11 Septembre*, Plon, 2004, p. 119-22.
268. *Democracy Now*, 3 juillet 2003, www.democracynow.org/2003/7/3/democracy_now_exclusive_why_the_carlyle
269. Sniegowski, *Transparent Cabal*, *op. cit.*, p. 324.

Anatomie de l'État profond

À la « surface » de l'État (par opposition à ses « profondeurs ») a été placé George W. Bush. « Si on m'avait demandé de nommer 25 millions de personnes qui pourraient un jour devenir président des États-Unis, il n'aurait probablement pas été dans la liste », a dit un jour de lui David Rubinstein, fondateur du groupe Carlyle, après l'avoir admis dans son Conseil d'administration en 1998 par faveur pour son père¹. Comment un homme aussi notoirement superficiel et inculte a-t-il pu être élu à la tête du pays le plus puissant au monde ? L'une des réponses évidentes est qu'il est le fils de George H.W. Bush, qui a laissé le souvenir trompeur d'un président plutôt raisonnable. Un fils de président, c'est un peu comme un vice-président : on lui accorde un crédit de confiance. On pouvait même supposer que Bush junior serait conseillé par son père. Erreur ! Au journaliste Bob Woodward qui voulait savoir s'il demandait conseil à « Poppy », il répondit en 2004 : « Ce n'est pas le bon père à qui demander conseil. [...] Il y a un père plus haut auquel je fais appel². » Son profil de chrétien *born-again* racheté d'une vie de débauche est-il sincère, ou bien un numéro de *storytelling* enseigné par son conseiller en communication Karl Rove, surnommé *Bush's Brain* par son biographe ? Les avis sont partagés, mais le fait que l'évangéliste Billy Graham, à qui Bush attribue sa conversion dans ses mémoires (*A Charge to Keep*, 1999), n'ait pas souvenir d'une conversation sérieuse avec lui, plaide pour la seconde hypothèse – la moins pire. Quoi qu'il en soit, la vraie conversion de Bush eut lieu le 11 septembre 2001, selon le néoconservateur Michael Ledeen : « Il est devenu président, mais il ne savait pas pourquoi, et le 11 septembre, il a découvert pourquoi³. » C'est alors en effet que Bush, qui a passé depuis son élection 40 % de son temps en vacances, trouve son personnage : « Mon administration à un boulot à faire, et nous allons le faire : nous allons débarrasser le

monde des méchants (*evil-doers*) » (16 sept) ; « Je veux que justice soit faite. Et je me souviens qu'il y a une vieille affiche à l'Ouest qui dit : *Wanted, Dead or Alive* » (17 sept).

Juste derrière Bush se tient le vice-président Dick Cheney qui, dit-on, s'est choisi lui-même pour ce poste après avoir dirigé la campagne présidentielle de Bush. Il fit de la vice-présidence une présidence occulte. Selon ses biographes Lou Dubose et Jake Bernstein, « Dick Cheney est devenu le vice-président le plus puissant de tous ceux qui ont occupé ce poste, exerçant une autorité qui souvent surpasse celle du président⁴ ». Cheney ne fut pas seulement le plus puissant, mais aussi le plus secret : il a résisté à toutes les exigences de transparence sous le prétexte que la vice-présidence, n'étant pas vraiment une branche de l'exécutif, n'est pas concernée par le *Freedom of Information Act*.

Chargé par Bush de composer l'équipe de transition, Cheney commença par imposer son mentor Donald Rumsfeld à la tête du Département de la Défense. Rumsfeld et Cheney appartiennent à l'aile militariste et unilatéraliste du parti Républicain, et forment un tandem inséparable depuis les années 70. C'est Gerald Ford qui les avait pour la première fois introduits à la Maison Blanche, en confiant le poste de directeur de cabinet (*Chief of Staff*) à Rumsfeld, qui s'était alors choisi Cheney comme adjoint. Ayant inspiré à Ford un nouveau remaniement connu sous le sobriquet journalistique de « Massacre d'Halloween », Rumsfeld s'était ensuite emparé du poste de secrétaire à la Défense, tandis que Cheney prenait sa place comme Directeur de Cabinet. Ainsi apparaissait pour la première fois, dans les années 1970, la combinaison explosive : Rumsfeld au Pentagone et Cheney à la Maison Blanche. Avec l'aide d'un des plus puissants lobbies jamais constitués, le *Committee on the Present Danger* (financé par des industriels de l'armement comme David Packard), Rumsfeld et Cheney avaient alors persuadé le président Ford et son nouveau directeur de la CIA George H.W. Bush de nommer un comité indépendant, connu sous le nom de *Team B*, pour revoir à la hausse les estimations par la CIA de la menace soviétique, qu'ils trouvaient trop rassurantes. *Team B* était composé de douze experts choisis parmi les plus fanatiques faucons de la Guerre froide, comme le général Lyman Lemnitzer (le chairman des *Joint Chiefs* limogé par Kennedy) et Paul Nitze (l'auteur du document NSC-68 en 1950). *Team B* produisit un rapport terrifiant qui prêtait à

Moscou non seulement un arsenal nombreux et sophistiqué d'armes de destruction massive, mais aussi la volonté de dominer toute l'Europe et le Moyen-Orient, au besoin par la guerre nucléaire. Invoquant une « fenêtre de vulnérabilité » dans la Défense états-unienne, le rapport prônait une large et urgente augmentation du budget de la Défense, qui se traduisit sous Carter et s'accéléra sous Reagan. Les historiens s'accordent aujourd'hui à admettre que les évaluations de *Team B* étaient malicieusement alarmistes : en réalité, l'URSS était déjà aux abois.

À nouveau aux commandes sous la présidence de Bush junior, Cheney et Rumsfeld s'octroient des pouvoirs inédits qui seront décisifs pour leur maîtrise de l'opération du 11-Septembre. Le 8 mai 2001, le président Bush annonce la création de l'*Office of National Preparedness* (ONP), subordonné à la FEMA mais placé directement sous le vice-président, qui devient de fait responsable de coordonner la réaction du gouvernement face aux attaques terroristes sur le territoire américain. Puis une ordonnance du 1^{er} juin 2001 délivrée par l'état-major interarmes (CJCSI 3 610.01A) attribue au seul secrétaire à la Défense la responsabilité d'ordonner la destruction d'un avion de ligne détourné et menaçant. Le 11 septembre 2001, le tandem Rumsfeld-Cheney a ainsi le pouvoir d'empêcher toute initiative d'intervention contre les attaques.

Le Pentagone, placé sous le contrôle de Rumsfeld, est l'un des centres névralgiques de l'État profond, en même temps que le cœur du complexe militaro-industriel. Le 10 septembre 2001, la veille des attentats, Donald Rumsfeld annonce publiquement que 2,3 trillions (2 300 milliards) de dollars manquent dans les comptes du Département de la Défense pour l'année 2000, qui s'ajoutent à 1,1 trillion manquant pour 1999 (le tout sous la responsabilité de son prédécesseur William Cohen) ; à titre de comparaison, cela représente plus de mille fois les pertes colossales de l'entreprise Enron qui déclenchèrent la même année des faillites bancaires en chaîne. Le mystère de ces trillions évaporés devait être éclairci par les analystes financiers de la *Resource Services Washington* (RSW), civils indépendants du Pentagone. Par malchance, leurs bureaux furent détruits par « Al-Qaïda » le lendemain matin. En effet, plutôt que de frapper le Centre de Commandement sur la façade est du Pentagone (où le Secrétaire à la Défense et les principaux officiers supérieurs

avaient leurs bureaux), les pirates de l'air ont préféré, au prix d'une improbable spirale descendante à 180e qui dura trois minutes (selon le *National Transportation and Safety Board*), frapper la façade ouest du bâtiment où se trouvaient les bureaux comptables. Les 34 experts de la RSW périrent dans leurs bureaux, comme le mentionne la biographie du chef de l'équipe Robert Russel pour le *National 9/11 Pentagon Memorial* : « Le week-end avant sa mort, Russel avait convié toute son équipe chez lui pour déguster des crabes. Ils fêtaient la finalisation de la clôture du budget de l'année fiscale. Tragiquement, toutes les personnes qui assistaient à cette fête furent impliquées dans l'explosion du Pentagone, et ont maintenant disparu⁵. » Le cas de Bryan Jack est une insulte plus grande encore à l'intelligence du public : par chance, ce membre éminent de l'équipe d'experts financiers n'était pas à son bureau du Pentagone le 11 septembre 2001. Mais par malchance, il était dans l'avion AA77 qui s'y écrasa. Selon les termes de la base de données des victimes établie par le *Washington Post* : « Bryan C. Jack était responsable de la réduction du budget de la Défense américaine. Il avait embarqué dans le vol American Airlines 77, pour un voyage d'affaires en Californie, quand son avion s'écrasa sur le Pentagone, là où, tout autre jour, il se serait trouvé au travail sur son ordinateur⁶. »

Derrière Rumsfeld et Cheney – ou en dessous, selon la métaphore des profondeurs – se tient le groupe des « néo-conservateurs », issus principalement du PNAC. Rumsfeld et Cheney entretiennent avec eux une relation symbiotique depuis les années 70 : les néoconservateurs produisent l'idéologie à travers leurs nombreux think tanks comme l'*American Enterprise Institute for Public Policy Research* (AEI) ou le *Hudson Institute*, tandis que Rumsfeld et Cheney actionnent la machinerie politique. C'est à Richard Pipes et Paul Wolfowitz, deux protégés du « gourou » des néoconservateurs Richard Perle, que Rumsfeld et Cheney avaient confié la direction de *Team B* sous le président Ford. Après la parenthèse Carter, les néoconservateurs jouèrent un rôle majeur dans l'élection de Ronald Reagan, qui les rétribua en nommant une douzaine d'entre eux à des postes touchant à la sécurité nationale et la politique extérieure : Richard Perle et Douglas Feith au Département de la Défense, Richard Pipes au Conseil de Sécurité nationale, Paul Wolfowitz, Lewis « Scooter » Libby et Michael Ledeen au Département d'État. En succédant à Reagan, Bush

père tentera de limiter l'influence de ceux qu'il nomme « *the crazies* », mais il sera forcé d'accorder le poste de secrétaire à la Défense à Dick Cheney, qui s'entoure de Paul Wolfowitz et Scooter Libby. Ces deux derniers sont les auteurs d'un rapport secret du *Defense Planning Guidance*, fuité par le *New York Times* le 7 mars 1992, qui prône l'impérialisme, l'unilatéralisme et, si nécessaire, la guerre préemptive « afin de décourager des compétiteurs potentiels d'aspirer à un rôle régional ou global plus grand⁷ ». Sous la présidence de Bush père, les néoconservateurs plaident, sans succès, pour le renversement de Saddam Hussein après l'opération *Desert Storm* au Koweït. Puis, sous Clinton, ils consolident leur alliance avec Rumsfeld et Cheney en fondant en 1997 le PNAC, dirigé par William Kristol et Robert Kagan.

En 2000, Cheney et Rumsfeld introduisent les néo-conservateurs en grandnombre dans l'administration de Bush junior : Cheney se donne comme adjoint principal Scooter Libby. David Frum devient le rédacteur des discours du Président, tandis qu'Ari Fleischer, un autre néoconservateur, est attaché de presse et porte-parole de la Maison Blanche. Cheney ne peut s'opposer à la nomination de Colin Powell comme secrétaire d'État, mais il lui impose comme collaborateur John Bolton, Républicain d'extrême droite secondé par le néoconservateur David Wurmser. Cheney fait nommer comme *National Security Advisor* Condoleezza Rice, qui n'est pas à proprement parler néoconservatrice mais s'est attachée depuis des années l'un des néoconservateurs les plus agressifs, Philip Zelikow, comme assistant pour le Moyen-Orient et le terrorisme ; pour conseiller Rice sont également recrutés William Luti et Elliot Abrams (tous deux simultanément assistants du président), tandis qu'Eliot Cohen lui sera adjoint lorsqu'elle remplacera Powell au Département d'État en 2007. Mais c'est tout particulièrement depuis le Département de la Défense, confié à Donald Rumsfeld, que les trois néoconservateurs les plus influents vont pouvoir modeler la politique étrangère : Paul Wolfowitz, Douglas Feith et Richard Perle, ce dernier occupant le poste crucial de directeur du *Defense Policy Board*, chargé de définir la stratégie militaire. Sans oublier Dov Zakheim, sous-secrétaire à la Défense en charge du contrôle des finances (*Comptroller*). Ainsi, les néoconservateurs se trouvent à la place qu'ils préfèrent, celle de conseillers et éminences grises du président et de ses ministres. Quelques semaines avant de lancer l'assaut sur l'Irak, le président

Bush leur rendit hommage dans une allocution à l'*American Enterprise Institute*, l'un de leurs bastions : « À l'AEI travaillent certains des plus brillants esprits de notre pays, sur les plus grands défis de notre nation. Vous faites du si bon travail que mon administration vous a emprunté une vingtaine de ces esprits⁸. »

La mise en accusation de l'Arabie saoudite, qui semble inscrite dans le scénario du 11-Septembre, comme on l'a vu, est une signature des néoconservateurs. Un mois et demi après le 11-Septembre, c'est David Wurmser qui ouvrit les hostilités dans le *Weekly Standard* avec un article sur « *The Saudi Connection* » prétendant que « Oussama Ben Laden est bien plus proche de la famille royale des Saoud que vous le pensez », et qu'en définitive, c'est la famille Saoud qui est derrière l'attentat⁹. Le *Hudson Institute*, l'un des bastions néoconservateurs, mène depuis longtemps une virulente campagne de diabolisation de la dynastie saoudienne, sous la houlette de son co-fondateur Max Singer (aujourd'hui directeur de recherche à l'*Institute for Zionist Strategies* à Jérusalem). En juin 2002, l'Institut sponsorise un séminaire intitulé « *Discourses on Democracy : Saudi Arabia, Friend or Foe ?* », où toutes les interventions suggèrent que *foe* (« ennemi ») est la bonne réponse. Le même institut salue par une manifestation spéciale la sortie du livre *Hatred's Kingdom : How Saudi Arabia Supports the New Global Terrorism*, de l'Israélien Dore Gold, qui a été conseiller de Netanyahou et Sharon et ambassadeur d'Israël aux Nations Unies. Le 10 juillet 2002, le Franco-Américain Laurent Murawiec, membre du *Hudson Institute* et de la *RAND Corporation*, intervient devant le *Defense Policy Board* de Richard Perle pour expliquer que l'Arabie saoudite représente « le noyau du mal, le centre énergétique, l'ennemi le plus dangereux, » et recommander que les États-Unis l'envahissent, l'occupent et la morcellent¹⁰. Murawiec est l'auteur de plusieurs ouvrages de diabolisation des Saoud, dont *Princes of Darkness : The Saudi Assault on the West* (2 005).

Les néoconservateurs sont, en fait, les principaux inspirateurs de la contestation *soft* du 11-Septembre (représentée en France par le journaliste Éric Laurent avec *La Face cachée du 11 septembre*, 2 004), qui admet la responsabilité d'Al-Qaïda dans les attentats mais concentre ses recherches sur les liens entre les Bush, les Saoud et les Ben Laden. Dans leur livre paru en 2003, *An End to Evil : How to Win the War on Terror*, Richard Perle, l'éminence grise du Pentagone, et

David Frum, rédacteur du président Bush, affirment que « les Saoudiens se qualifient comme membres de l'axe du mal » et implorent le président Bush de « dire la vérité sur l'Arabie saoudite, » à savoir que les princes saoudiens financent Al-Qaïda¹¹. Cette accusation, totalement fantaisiste comme on l'a vu, mais avec laquelle les néoconservateurs harcèlent sournoisement Bush, est bien la preuve qu'une guerre de l'information se joue entre les néoconservateurs et le président. La situation humiliante dans laquelle a été placé ce dernier au moment des attentats

— lisant l'histoire enfantine *The Pet Goat* dans une classe de primaire en Floride – montre bien qu'il a été écarté du contrôle des opérations. Les interminables dix minutes durant lesquelles Bush reste sans réaction après avoir appris que la seconde tour du WTC venait d'être frappée, rendues fameuses par le film *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore, sont au 11-Septembre ce que le film de Zapruder est pour l'assassinat de Kennedy : le moment où Bush est transformé, non pas en cadavre, mais en véritable marionnette des néoconservateurs, tandis que Cheney prend le pouvoir effectif. Et la mise en accusation des Bush aux côtés des Saoud dans les mois qui suivent montre que le Président est l'otage des maîtres conspirateurs. Qu'ont-ils obtenu de lui par leur chantage ? L'invasion de l'Irak que son père leur avait refusée.

1. Tiré du film *Le Monde selon Bush*, William Karel, 2004.

2. Lou Dubose et Jake Bernstein, *Vice : Dick Cheney and the Hijacking of the American Presidency*, Random House, 2006, p. x.

3. Tiré du film *Le Monde selon Bush*, William Karel, 2004.

4. Lou Dubose et Jake Bernstein, *Vice : Dick Cheney and the Hijacking of the American Presidency*, Random House, 2006, p. x.

5. The National 9/11 Pentagon Memorial, pentagonmemorial.org/explore/biographies/sgm-robert-e-russell-usa-retired. Lire Lalo Vespera, *La Parenthèse enchantée*, sur le site ReOpen911.info

6. « Remembering : The Pentagon Victims », www.washingtonpost.com/wp-srv/metro/specials/attacked/victims/v_235.html

7. « Excerpts From Pentagon's Plan : 'Prevent the Re-Emergence of Rival », *New York Times*, 8 mars 1992.

8. « Full text : George Bush's speech to the American Enterprise Institute », *The Gardian*, 27 février 2003.

9. « The Saudi Connection : Osama bin Laden's a lot closer to the Saudi royal family than you think », *The Weekly Standard*, 29 octobre 2001.
10. Thomas Ricks, « Briefing Depicted Saudis as Enemies Ultimatum Urged To Pentagon Board », *Washington Post*, 6 août 2002.
11. Sniegowski, *Transparent Cabal*, *op. cit.*, p. 204.

La fracture de l'Irak

Selon des notes obtenues par David Martin, correspondant du *National Security Council* pour *CBS News*, cinq heures seulement après l'explosion au Pentagone, Donald Rumsfeld demandait à ses assistants réunis dans son *National Military Command Center* de lui fournir « d'urgence toute info » permettant de cibler l'Irak : « Jugez si ça suffit pour frapper Saddam Hussein en même temps, pas seulement Oussama Ben Laden. Allez-y franchement. Cherchez partout, que ça ait un rapport ou pas¹. » Richard Clarke, responsable du contre-terrorisme dans le *National Security Council*, prétend dans son livre *Against All Enemies* (2004) que dès le 12 septembre, le président Bush lui demanda de fournir les preuves d'un lien entre Saddam Hussein et les attaques. Lorsqu'il lui transmit un rapport concluant qu'il n'y avait aucun lien, ce rapport lui fut retourné avec la mention « à actualiser et soumettre à nouveau », sans indication que le président l'avait lu².

Dès les 19 et 20 septembre, Richard Perle réunit son *Defense Policy Board* en compagnie de quelques néoconservateurs comme Paul Wolfowitz et Bernard Lewis (l'inventeur véritable de la prophétie autorévélatrice du « choc des civilisations », que son assistant Huntington s'est chargé de vulgariser)³, mais en l'absence de Colin Powell et de Condoleezza Rice. Les membres de l'assemblée s'accordent sur le besoin de renverser Saddam Hussein dès la fin de la phase initiale de la guerre en Afghanistan, et préparent une lettre pour Bush, rédigée sous entête du PNAC, pour lui rappeler sa mission historique : « Même si les preuves manquent d'un lien direct entre l'Irak et l'attaque [du 11-Septembre], toute stratégie visant l'éradication du terrorisme et de ses sponsors doit inclure un effort déterminé pour renverser Saddam. Ne pas entreprendre cet effort reviendrait à abandonner de manière prématurée et peut-être irréparable la guerre contre le terrorisme international⁴. » On note que

l'argument d'un lien entre Saddam et Al-Qaïda est ici relativisé ; dans l'été 2002, le président Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair se contenteront d'évoquer conjointement des « liens larges » (*broad linkages*) entre le régime de Saddam et Al-Qaïda. Perle, par contre, n'en démordra pas, affirmant sans la moindre preuve que Mohamed Atta, le prétendu meneur des terroristes, aurait rencontré le diplomate irakien Ahmed Khalil Ibrahim Samir à Prague en 1999. Le 8 septembre 2002 à Milan, Perle lâchera même ce scoop au quotidien italien *Il Sole* : « Mohammed Atta a rencontré Saddam Hussein à Baghdad avant le 11-Septembre. Nous en avons la preuve⁵. »

Néanmoins, sans être totalement abandonnée, la rumeur d'un lien entre Saddam et Al-Qaïda est avantageusement remplacée par un *casus belli* plus élaboré : la menace que ferait peser sur le monde le stock d'« armes de destruction massive » détenu par Saddam. Pour faire passer cet autre mensonge, Cheney et Rumsfeld comptent sur le directeur de la CIA George Tenet. Mais celui-ci est réticent, car on sait parfaitement que Saddam ne dispose plus d'aucun armement, grâce notamment aux renseignements de son gendre Hussein Kamel, qui a fuit l'Irak en 1995 après avoir été en charge de son industrie militaire. C'est alors que, à la fin de l'été 2002, Cheney et Rumsfeld renouvellent la stratégie gagnante de *Team B*, consistant à doubler la CIA par une structure parallèle chargée de produire le rapport alarmiste dont ils ont besoin : cette structure sera l'*Office of Special Plans* (OSP), unité spéciale au sein du bureau *Near East and South Asia* (NESA) du Pentagone. Surnommée « la Cabale », l'OSP est contrôlée par les néoconservateurs William Luti, Abram Shulsky, Douglas Feith et Paul Wolfowitz. Il fonde ses estimations sur les informations fournies par Ahmed Chalabi, un escroc irakien condamné à 22 ans de prison en Jordanie pour fraude bancaire et n'ayant jamais mis les pieds en Irak depuis 1956, à qui l'on fait miroiter une place au sommet de l'État irakien après le renversement de Saddam. Le lieutenant-colonel Karen Kwiatkowski, qui travaillait pour le NESA à cette époque, témoigne en 2004 de l'incompétence des membres de l'OSP, qu'elle a vu « usurper des évaluations pesées et soigneusement considérées, et par des suppressions et distorsions des analyses de renseignement, transmettre des mensonges au Congrès et au bureau exécutif du président. [...] C'était de la propagande créative⁶. »

En septembre 2002, Bush signe le rapport *National Security Strategy*

for the USA (NSS 2 002) qui définit ce qu'on nommera la « doctrine Bush », mais qui n'est qu'une réédition de la « doctrine Wolfowitz » élaborée en 1992. Dans le but de « prévenir, contenir et limiter les efforts de nos ennemis pour acquérir des technologies dangereuses », dit ce document, « l'Amérique agira contre de telles menaces avant qu'elles soient pleinement formées ». Partant du principe que « notre meilleure défense est une bonne offensive » et que le 11-Septembre « ouvre des vastes et nouvelles opportunités », les auteurs recommandent d'« entreprendre des actions anticipatrices pour nous défendre, même si des incertitudes demeurent sur le lieu et l'endroit de l'attaque ennemie. Pour empêcher de tels actes hostiles par nos adversaires, les États-Unis agiront si nécessaire de façon préemptive⁷. » Ainsi était préparée la justification d'une attaque contre l'Irak.

Il ne restait plus qu'à convaincre le public et le Congrès. Le 7 octobre 2002, le président annonce à la nation que « Saddam Hussein est un dictateur homicide qui est addict aux armes de destruction massive⁸ ». Il pourrait à tout moment « fournir une arme biologique ou chimique à des terroristes ou un groupe terroriste ». Il posséderait lui-même les avions et drones nécessaires pour « disperser des armes chimiques ou biologiques sur de vastes régions [...], en ciblant les États-Unis ». Pire encore, « les preuves indiquent que l'Irak est en train de reconstituer son programme d'armes nucléaires. [...] il pourrait avoir l'arme nucléaire dans moins d'un an. Et si nous laissons cela se produire, une ligne terrible sera franchie. [...] En face d'indices clairs du péril, nous ne pouvons attendre la preuve finale, l'arme encore fumante qui pourrait se présenter sous la forme d'un champignon atomique⁹. »

Cette rhétorique est dictée à Bush par les néoconservateurs, qui n'ont cessé depuis la première guerre du Golfe de vilipender le régime de Saddam Hussein et d'appeler à son renversement. David Wurmser, par exemple, publie depuis les années 1990 des livres virulents contre les pays musulmans, parmi lesquels *Tyranny's Ally : America's Failure to Defeat Saddam Hussein* (1 999). En 2000, l'*American Enterprise Institute* publie *Study of Revenge : Saddam Hussein's Unfinished War Against America*, dont l'auteur, Laurie Mylroie, inclut dans ses remerciements Scooter Libby, David Wurmser, John Bolton, Michael Ledeen, et par-dessus tout Paul Wolfowitz et son épouse Clare Wolfowitz, membre

elle aussi de l'AEI. Mylroie n'hésite pas à dénoncer Saddam Hussein comme le cerveau du terrorisme anti-américain, lui attribuant sans preuve l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, l'attentat d'Oklahoma City en 1995 et l'attaque contre le *USS Cole* au Yémen en 2000. Ce qui menace les États-Unis serait selon elle « une guerre terroriste secrète, menée par Saddam Hussein », et qui n'est en réalité qu'« une phase dans un conflit qui a commencé en août 1990, quand l'Irak a envahi le Koweït, et qui ne s'est pas achevée ». Richard Perle décrit ce livre comme « splendide et totalement convaincant »¹⁰.

Le projet d'une attaque préemptive contre l'Irak, cependant, ne fait pas l'unanimité. Parmi les hommes influents qui, dans l'émotion du 11-Septembre, ont soutenu la guerre en Afghanistan sans s'inquiéter du manque de preuve contre Ben Laden, quelques-uns s'opposent maintenant à l'invasion de l'Irak. Même Brzezinski, qui avait implicitement appelé de ses vœux un nouveau Pearl Harbor, refuse de soutenir la guerre en Irak et la critiquera de plus en plus sévèrement. Bush père, bien entendu, y est opposé, mais reste discret. Au sein du gouvernement, c'est sur Colin Powell que repose l'espoir d'éviter la catastrophe. Powell avait clairement dit le 24 février 2001 que les sanctions contre l'Irak avaient suffi à l'empêcher de développer des armes de destruction massive. Mais Powell est un bon soldat et finit par jouer le rôle qu'on attend de lui¹¹. Le 5 février 2003, il déclare devant l'Assemblée générale des Nations Unies : « Il ne peut y avoir aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques et la capacité d'en produire plus, beaucoup plus. Et il a la capacité de disperser ces poisons et ces maladies mortelles d'une façon qui peut causer des morts et des destructions massives. » Powell réactive le traumatisme des lettres contaminées d'octobre 2001 en brandissant un prétendu tube d'anthrax : « Moins d'une cuillère à café d'anthrax sec dans une enveloppe a suffi à faire fermer le Sénat des États-Unis dans l'automne 2001. L'Irak a déclaré en posséder 8 500 litres¹². » Colin Powell a été *National Security Advisor* sous Reagan et chairman des *Joint Chiefs of Staff* sous Bush père ; son soutien à la guerre en Irak aura un poids considérable sur l'opinion publique américaine, mais échouera à entraîner le Conseil de Sécurité de l'ONU, grâce à l'opposition obstinée du ministre français des Affaires étrangères Philippe de Villepin.

Le 31 janvier 2003, George Bush et Tony Blair s'étaient déjà mis

d'accord pour envahir l'Irak avec ou sans mandat de l'ONU. Selon un mémorandum de leur réunion à la Maison Blanche rendu public par Philippe Sands dans son livre *Lawless World* (2005), le président Bush fit part à Blair de ses « plans pour attirer Saddam Hussein dans la guerre en faisant voler au-dessus de l'Irak un avion peint aux couleurs de l'ONU dans l'espoir qu'il l'abattrait¹³ ». Le subterfuge ne fut pas nécessaire. L'assaut fut lancé en mars 2003, selon la méthode *Shock and Awe* (« choc et stupeur ») ou *Rapid Dominance*, une stratégie dernier cri chère à Rumsfeld, développée en 1996 par la *National Defense University* ; il s'agit d'écraser rapidement l'adversaire et briser sa volonté par l'emploi d'une très grande puissance de feu, afin de « paralyser l'ennemi ou surcharger tellement ses perceptions et sa compréhension des événements qu'il serait incapable de résistance sur le plan tactique et stratégique¹⁴ ». En mai 2003, Bush déclare un peu vite « *mission accomplished* » en Irak. En réalité, ce qui devait être une guerre éclair s'avère un borborygme pire que le Vietnam. De plus, on ne trouve pas trace des « armes de destruction massive » de Saddam. De nombreuses critiques émergent alors contre les données truquées de l'OSP. George Tenet est forcé de démissionner de la direction de la CIA pour sa caution pourtant réticente à ces données (il est remplacé par Porter Goss). Colin Powell quitte lui aussi son poste (cédant la place à Condoleezza Rice). Il regrettera publiquement son discours à l'ONU : « Une tache sur mon parcours¹⁵ ». Son *Chief of Staff*, le colonel Lawrence Wilkerson, déclara pareillement en 2006, dans une interview pour PBS : « Ma participation à cette présentation aux Nations Unies constitue le point le plus bas de ma vie professionnelle. J'ai participé à une fraude contre le peuple américain, la communauté internationale et le Conseil de Sécurité des Nations Unies¹⁶. »

C'est dans ce contexte qu'en mars 2006 le Congrès forme une commission bipartite, *Iraq Study Group*, critique à l'égard des décisions du gouvernement et pessimiste sur l'évolution du conflit. Le groupe est présidé par James Baker, qui fut le directeur de campagne de Bush père, puis son chef de cabinet et secrétaire d'État (il s'était alors opposé avec succès aux néoconservateurs poussant à l'invasion de l'Irak en 1991). Participe également Robert Gates, directeur de la CIA sous Bush père. L'*Iraq Study Group* est perçu à juste titre comme une tentative par le clan Bush de sauver l'héritage familial. En novembre de la même année, l'élection parlementaire de mi-mandat

apporte une sévère sanction populaire contre la guerre et contraint Bush fils à renvoyer Donald Rumsfeld pour nommer à sa place Robert Gates. Cependant, les néoconservateurs ont contre-attaqué en créant un lobby *ad hoc* nommé *Freedom's Watch*, qui finance une campagne de 15 millions de dollars attaquant les parlementaires hostiles à la guerre¹⁷. Le président se fie à ses conseillers néoconservateurs et reste sourd à l'opposition démocratique comme aux conseils de sa famille politique d'origine : il annonce en janvier 2007 le déploiement de 20 000 soldats supplémentaires, puis nomme en avril 2008 le général David Petraeus nouveau commandant de la coalition en Irak, avec mission de conduire un nouvel assaut (*the Surge*), avec un certain succès sur la diminution des attentats.

Étant admis que les armes de destruction massive de Saddam n'ont été qu'un mensonge fabriqué par les néoconservateurs et vendu au peuple américain par Bush, Cheney et Rumsfeld, quelle fut la véritable raison de l'invasion de l'Irak ? Au sein du *9/11 Truth Movement* aussi bien que chez ses détracteurs, la réponse consensuelle est : le pétrole. Noam Chomsky l'estime si évidente qu'elle se passerait de démonstration : « Bien sûr que c'était les ressources énergétiques de l'Irak. La question ne se pose même pas¹⁸. » Signe des temps, voilà Chomsky rejoint dans ce refrain par Alan Greenspan, directeur de la Réserve Fédérale, qui dans son livre *Le Temps des turbulences* (2 007) fait mine d'admettre « ce que tout le monde sait : l'un des grands enjeux de la guerre d'Irak était le pétrole de la région ». Parmi les partisans de la thèse du pétrole se trouvent des écologistes. Mais il s'agit chez eux aussi d'une conviction intime qui se passe de preuves : « Je crois personnellement qu'il y a une relation profonde entre les événements du 11-Septembre et le pic pétrolier, mais ce n'est pas quelque chose que je peux prouver », s'excuse Richard Heinberg, spécialiste de la déplétion énergétique¹⁹.

Le problème est qu'il n'existe aucun indice que le lobby pétrolier ait encouragé l'intervention militaire en Irak. Ce qu'il demandait était plutôt la levée des sanctions interdisant de traiter avec l'Irak de Saddam (c'est aussi ce qu'il demande pour l'Iran). En fait, comme le résume le journaliste James Petras, il est démontré que « *Big Oil* non seulement n'a pas encouragé l'invasion, mais n'a même pas réussi à contrôler un seul puits de pétrole, malgré la présence de 160 000 soldats américains, 127 000 mercenaires payés par le Pentagone et le

Département d'État, et un gouvernement fantoche corrompu²⁰ ». Lorsqu'en 2009 les licences d'exploitation irakiennes furent mises aux enchères, ce sont la Russie et la Chine qui se taillèrent la part du lion, et même la France, avec Total, se positionna devant les États-Unis²¹.

Les tenants de la thèse du pétrole mettent en avant la compagnie Halliburton, qui a doublé son chiffre d'affaires en devenant le plus important contractant privé travaillant pour les forces américaines en Irak. Ils ont raison d'accuser Dick Cheney de s'être enrichi personnellement de quelque 50 millions de dollars en favorisant Halliburton, après en avoir été PDG de 1995 à 2000. Cependant, l'enrichissement d'Halliburton et de Cheney en Irak n'a rien à voir avec une stratégie nationale de contrôle des ressources. Halliburton n'est d'ailleurs pas une société d'exploitation, mais une société d'ingénierie civile, qui fournit des services aux entreprises d'exploitation pétrolière, mais aussi aux armées. Enfin, dans les années 1990, Halliburton, sous la direction de Cheney, avait plaidé pour la levée des sanctions en Irak, Iran et Libye, et avait même été condamnée à 3,8 millions d'amende pour les avoir contournées. Oui, Dick Cheney a du sang sur son compte en banque. Et il n'est pas le seul. Mais l'économie américaine dans son ensemble n'a rien gagné à la guerre en Irak, qui a coûté à l'État la bagatelle de trois trillions (trois mille milliards) de dollars, selon certaines estimations²². Quant aux requins du pétrole que sont les Bush, il n'est même pas certain qu'ils se soient personnellement enrichis. L'agressivité des néoconservateurs contre l'Arabie saoudite a plutôt nui à leurs intérêts. Non, le pétrole n'explique pas la guerre en Irak, pas plus qu'il n'explique la guerre en Afghanistan, pas plus qu'il n'explique la guerre programmée contre l'Iran. Et ce n'est certainement pas le lobby du pétrole qui a le pouvoir d'étouffer la contestation du récit officiel du 11-Septembre sur l'ensemble de la scène médiatique. Qui alors ?

1. Julian Borger, «Blogger bares Rumsfeld's post 9/11 orders», *The Guardian*, 24 février 2006.

2. Richard Clarke, *Against all Enemies : Inside America's War on Terror*, Simon & Schuster, 2004.

3. Bernard Lewis, *What Went Wrong? The Clash between Islam and Modernity in the Middle East*, Harper Perennial, 2003 (*Que s'est-il passé ? L'Islam, l'Occident et la*

modernité, Gallimard, 2002).

4. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 144.

5. Gary Leupp, «Richard Perle's Bombshell in Milan», *Conterpunch*, 10 septembre 2002, www.counterpunch.org/2002/09/10/richard-perle-sbombshell-in-milan/

6. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 162.

7. www.state.gov/documents/organization/63562.pdf

8. www.presidentialrhetic.com/speeches/10.7.02.html

9. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 155.

10. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 98.

11. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 183.

12. Le discours de Powell peut être vu sur YouTube, « Archive : Colin Powell's UN presentation on Iraq » (5 parties), www.youtube.com/watch?v=Nt5RZ6ukbNc

13. Roseway Bennet et Michael Evans, « Bush tried to lure Saddam into war using UN aircraft », *The Times*, 3 février 2006.

14. National Defense University, *Shock & Awe : Achieving Rapid Dominance*, www.dodccrp.org/files/Ullman_Shock.pdf

15. Steven Weisman, «Powell Calls His U.N. Speech a Lasting Blot on His Record», *New York Times*, 9 septembre 2005.

16. Transcript sur www.pbs.org/now/politics/wilkerson.html

17. Paul Findley, dans Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. vii-x.

18. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 333.

19. Dans *Oil, Smoke and Mirrors*, documentaire de Ronan Doyle, 2007.

20. James Petras, *Zionism, Militarism and the Decline of US Power*, Clarity Press, 2008, p. 18.

21. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 335-8.

22. Joseph Stiglitz, *The Three Trillion Dollar War : The True Cost of the Iraq Conflict*, WW Norton & CO, 2008.

Vingt-cinq sionistes machiavéliques

Le mouvement néoconservateur, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême (radicale et non pas conservatrice), est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 au sein de la rédaction de la revue mensuelle *Commentary*, l'organe de presse de l'*American Jewish Committee* qui a remplacé le *Contemporary Jewish Record* en 1945. *The Forward*, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article du 6 janvier 2006 signé Gal Beckerman : « S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants. » L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bienfaisance inhérente au judaïsme, « l'idée que les juifs ont été mis sur la terre pour en faire un endroit meilleur, peut-être plus sacré » (*The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, 2006)¹.

De même que l'on parle de la « droite chrétienne » comme d'une force politique aux États-Unis, on pourrait donc parler des néoconservateurs comme représentant la « droite juive ». Cependant, cette caractérisation est problématique pour trois raisons. Premièrement, les néoconservateurs ne forment qu'un petit clan, bien qu'ils aient acquis une autorité considérable sur les 52 organisations représentatives juives américaines, y compris sur celle qui les coordonne, la *Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations*. Ils compensent leur petit nombre par la multiplication

de leurs *Committees*, *Projects* et autres think tanks, qui leur confèrent une sorte d'ubiquité, mais leur philosophie reste l'apanage d'un petit nombre. En 2003, le journaliste Thomas Friedman du *New York Times* en dénombre vingt-cinq sans qui, « si on les avait exilés sur une île déserte il y a un an et demi, la guerre d'Irak n'aurait pas eu lieu² ».

Deuxièmement, les néoconservateurs de la première génération sont tous issus majoritairement de la gauche, et même de l'extrême gauche trotskiste pour certains comme Irving Kristol, l'intellectuel phare du mouvement et l'un des principaux rédacteurs de *Commentary*. C'est à la fin des années 60 que la rédaction de *Commentary* amorce son virage à droite en rompant avec la gauche progressiste et pacifiste, qu'ils trouvent soudain décadente. Norman Podhoretz, le rédacteur en chef de *Commentary* de 1960 jusqu'à sa retraite en 1995, était militant anti-Vietnam jusqu'en 1967, pour devenir dans les années 70 un fervent avocat de l'augmentation du budget de la Défense, entraînant la rédaction dans son sillage. Dans les années 1980, il s'oppose à la politique de détente dans son livre *The Present Danger*. Il plaide pour l'invasion de l'Irak dans les années 90, et à nouveau au début des années 2000. En 2007, tandis que son fils John Podhoretz prend la relève comme rédacteur en chef de *Commentary*, il clame l'urgence d'une attaque américaine contre l'Iran.

Troisièmement, contrairement aux chrétiens évangéliques avec qui ils s'associent volontiers, les néoconservateurs n'affichent pas leur judaïsme. Qu'ils aient été marxistes ou non, ils sont ostensiblement non-religieux (bien que fils ou petits-fils de rabbins pour certains, voire rabbin ordonné comme le contrôleur du budget au Pentagone Dov Zakheim). La philosophie dont se revendiquent expressément les plus influents d'entre les néoconservateurs (Norman Podhoretz et son fils John, Irving Kristol et son fils William, Donald Kagan et son fils Robert, Paul Wolfowitz, Adam Shulsky) est celle de Leo Strauss, de sorte que les néoconservateurs se sont parfois définis eux-mêmes comme « straussiens ». Strauss, né dans une famille de juifs orthodoxes allemands, fut l'élève et le collaborateur de Carl Schmitt, politologue spécialiste de Thomas Hobbes et théoricien d'une « théologie politique » dans laquelle l'État s'approprie les attributs de Dieu. Schmitt était un admirateur de Mussolini et l'un des juristes attitrés du Troisième Reich. Après l'incendie du Reichstag en février 1933, c'est Schmitt qui fournit le cadre juridique justifiant la suspension des

droits et la mise en place de la dictature. C'est aussi Schmitt qui, en 1934, obtint personnellement de la Rockefeller Foundation une bourse permettant à Leo Strauss de quitter l'Allemagne pour étudier Thomas Hobbes à Londres puis Paris, pour enfin enseigner à Chicago³.

La pensée de Leo Strauss est à dessein difficile à cerner, non parce qu'elle est complexe, mais parce que, comme tous les grands philosophes selon lui, Strauss estime que la Vérité doit être réservée aux esprits supérieurs et donc divulguée avec discrétion (pour l'homme ordinaire, il y a la religion, l'opium nécessaire du peuple en quelque sorte). Pour cette raison, Strauss s'exprime dans ses livres moins souvent en son nom propre qu'en tant que commentateur des auteurs classiques, dont il se sert pour dévoiler sa propre pensée. De plus, comme son disciple Allan Bloom (*The Closing of the American Mind*, 1988), il prend la précaution d'enrober ses idées les plus radicales dans des déclarations humanistes de principe. Néanmoins trois idées fondamentales peuvent aisément être extraites de sa philosophie politique, peu différente de celle de Schmitt. Premièrement, les nations tirent leur force de leurs mythes, qui sont indispensables pour le gouvernement des peuples. Deuxièmement, les mythes nationaux n'ont pas de rapport nécessaire avec la réalité historique : ce sont des constructions culturelles que l'État a pour devoir de diffuser. Troisièmement, pour être efficace, tout mythe national doit être fondé sur une distinction claire entre le bien et le mal, car il tire sa force cohésive de la haine d'un ennemi de la nation. Strauss se délectait de films et séries *Western*, y voyant l'exemple parfait d'une construction mythique efficace ; ce n'est donc pas un hasard si, en 1980, les néoconservateurs misèrent tous leurs espoirs sur un acteur hollywoodien spécialisé dans les rôles de shérif et, vingt ans plus tard, sur un Texan *born-again* décidé à « débarrasser le monde des méchants » (16 septembre).

Dans sa maturité, Strauss fut un grand admirateur de Machiavel, qu'il estime avoir mieux compris que quiconque. Dans ses *Pensées sur Machiavel*, il se démarque des intellectuels qui tentent de réhabiliter l'auteur du *Prince* contre « l'opinion courante » qui le tient pour « immoral », « malfaisant », « démoniaque ». Strauss reconnaît au contraire l'immoralité absolue de Machiavel, et y voit la source de son génie « révolutionnaire » : s'opposer à l'opinion courante en relativisant l'immoralité de Machiavel « nous ferait manquer ce qui est

vraiment admirable chez Machiavel : l'audace de sa pensée, la grandeur de sa vision, l'élégance subtile de son écriture ». Sa pensée est si corrosive, dit Strauss, que ses implications ultimes ne pouvaient être livrées ouvertement : « Machiavel ne va donc pas jusqu'au bout du chemin ; c'est aux lecteurs qui ont saisi ce qu'il laisse inachevé de mener cette entreprise à bien. » Strauss, bien entendu, prétend guider ses lecteurs et disciples jusqu'à la vérité ultime de Machiavel. Cette vérité n'est pas une lumière aveuglante, mais plutôt un gouffre ténébreux que seul le philosophe est capable de contempler sans sombrer dans la folie et la bestialité : il n'existe aucune vie éternelle, ni bien ni mal, et aucune raison pour les élites dirigeantes de se préoccuper du salut de leur âme plutôt que du destin de leur nation. Machiavel est, selon Strauss, un patriote d'un type supérieur, parce que « le salut de sa patrie lui importe plus que le salut de son âme⁴ ». Rappelons que Machiavel (1469-1527) avait rompu avec la théorie politique classique visant à faire reposer le pouvoir sur la vertu. Seule l'apparence de la vertu compte selon Machiavel, et le « prince » ne peut gouverner efficacement qu'en se faisant « grand simulateur et dissimulateur » et en « manœuvrant par la ruse la cervelle des gens ». Le tyran qu'admirait Machiavel par-dessus tous était César Borgia, qui après avoir chargé le cruel Ramiro d'Orco de mâter la Romagne, le fit exécuter avec une extrême cruauté ; il avait ainsi détourné la haine du peuple sur un autre, puis récolté sa reconnaissance.

Pour Machiavel, seules les nations peuvent aspirer à l'immortalité. La nation juive intéresse particulièrement Strauss. Mais il s'en fait une conception audacieuse, qu'on pourrait qualifier de méta-sioniste : il appelle à soutenir l'État d'Israël, mais simultanément refuse d'enfermer la nation juive dans des frontières ; celle-ci doit conserver sa spécificité, qui est d'être partout. Par conséquent, bien que le judaïsme ne soit en définitive qu'une « illusion héroïque » (*a heroic delusion*) – telle qu'« aucun rêve plus noble n'a jamais été rêvé » –, Strauss invite ses coreligionnaires américains à préserver leur identité culturelle et ethnique, même au prix de la persécution (car il va de soi que, comme toute autre nation, la nation juive se fortifie dans l'affirmation de sa différence et la haine de ses ennemis). Dans une conférence en 1962 intitulée « Pourquoi nous restons juifs », Strauss cite, comme étant « l'affirmation la plus profonde et la plus radicale sur l'assimilation que j'ai lue », l'aphorisme 205 de l'*Aurore* de

Nietzsche, où le philosophe allemand écrit sur le « peuple d'Israël » : « Il ne leur reste plus qu'à devenir les maîtres de l'Europe ou à perdre l'Europe. [...] comme un fruit mûr, l'Europe pourrait, un jour, tomber dans leur main qui n'aurait qu'à se tendre. En attendant, il leur faut, pour cela, se distinguer dans tous les domaines [...] jusqu'à ce qu'ils en arrivent eux-mêmes à déterminer ce qui distingue⁵. »

Ce qui caractérise les néoconservateurs n'est donc pas le judaïsme en tant que tradition religieuse, mais le judaïsme en tant que projet politique : la construction de la « nation juive » en Israël et dans le monde, par des moyens machiavéliques. Une dénomination plus adéquate des néoconservateurs serait : sionistes machiavéliques. Dans un article de la *Jewish World Review* du 7 juin 1999, le néoconservateur Michael Ledeen, qui se dit « élève de Machiavel », défend la thèse que Machiavel était un « juif secret », comme l'étaient à son époque des milliers de descendants de familles nominalement converties au catholicisme sous menace d'expulsion. Il en veut pour preuve le mépris de Machiavel pour l'éthique non violente de Jésus et son admiration pour le pragmatisme de Moïse, capable de tuer trois mille des siens pour asseoir son autorité. De Machiavel, Ledeen écrit : « Écoutez sa philosophie politique et vous entendrez la musique juive⁶. »

Il est bien évident que, si sionisme est synonyme de patriotisme en Israël, le terme n'est pas une étiquette acceptable pour un mouvement politique aux États-Unis, où il impliquerait une loyauté envers une puissance étrangère. C'est pourquoi les néoconservateurs ne s'affichent pas comme sionistes sur la scène politique américaine. Ils ne s'en cachent pas totalement pour autant. Elliott Abrams, conseiller adjoint à la sécurité nationale dans l'administration de Bush fils, écrivait en 1997 : « En dehors de la terre d'Israël, il ne peut y avoir de doute que les juifs, fidèles à l'alliance entre Dieu et Abraham, doivent se tenir à l'écart de la nation dans laquelle ils vivent. Il est inhérent au fait d'être juif d'être séparé – sauf en Israël – du reste de la population⁷. » On trouverait difficilement une meilleure définition du sionisme. Le corollaire est l'apartheid pratiqué contre les non-juifs de Palestine, que défend la même année Douglas Feith dans ses « *Reflections on Liberalism, Democracy and Zionism* » prononcées à Jérusalem : « Il y a place dans le monde pour des nations non ethniques, et il y a place pour des nations ethniques », comme doit l'être Israël selon le texte

fondateur du sionisme (Theodor Herzl, *Der Judenstaat*, 1 896)⁸. Dans les nations non ethniques d'Amérique et d'Europe, bien entendu, il convient de promouvoir la dérégulation de l'immigration et le multiculturalisme.

Si l'on est en droit de considérer les néoconservateurs comme sionistes, c'est surtout en constatant que leurs choix en politique étrangère ont systématiquement coïncidé avec l'intérêt d'Israël (tel qu'Israël le conçoit). Israël fait depuis toujours dépendre son intérêt de deux choses : l'immigration des juifs de l'Est et le soutien financier des juifs de l'Ouest (américains et, dans une moindre mesure, européens). Jusqu'en 1967, l'intérêt national fait pencher Israël vers l'Union Soviétique, tandis que le soutien des juifs américains reste réservé. L'orientation socialiste et collectiviste du parti travailliste, fondateur et majoritaire, l'y enclint, mais ses bonnes relations avec l'URSS d'alors s'expliquent surtout par le fait que l'immigration massive des juifs en Palestine n'est possible que par le bon vouloir du Kremlin. Durant les trois années suivant le départ des Britanniques (1 948), qui avaient jusque-là limité l'immigration par égard pour la population arabe, deux cent mille juifs polonais réfugiés en URSS sont autorisés à s'installer en Palestine, tandis que d'autres affluent de Roumanie, Hongrie et Bulgarie.

La guerre de Six Jours marque un tournant décisif : en 1967, Moscou proteste contre l'annexion par Israël de nouveaux territoires en rompant ses relations diplomatiques avec Tel Aviv et en stoppant l'émigration de ses citoyens juifs, qui s'était pourtant accélérée dans les mois précédents. C'est à partir de cette date que *Commentary* devient, selon l'expression de Benjamin Balint, « le magazine consciencieux qui transforma la gauche juive en droite néoconservatrice »⁹. Dès lors, les néoconservateurs prennent en effet conscience que la survie d'Israël – et son expansion territoriale – repose sur l'aide et la protection militaire américaine, et simultanément que le besoin en immigration ne pourra être comblé que par la chute du communisme. Ces deux objectifs convergent dans la nécessité de renforcer la puissance militaire des États-Unis. C'est la raison pour laquelle, écrit Irving Kristol dans la revue de l'*American Jewish Congress* en 1973, il faut combattre la proposition de George McGovern de réduire le budget militaire de 30 % : « Cela revient à planter un couteau dans le cœur d'Israël. [...] Les juifs n'aiment pas

les gros budgets militaires, mais il est maintenant dans l'intérêt des juifs d'avoir un grand et puissant appareil militaire aux États-Unis. [...] Les juifs américains qui se préoccupent de la survie de l'État d'Israël doivent dire « non, nous ne voulons pas réduire le budget militaire, il est important de garder un gros budget militaire, afin de pouvoir défendre Israël »¹⁰. » On comprend mieux de quelle réalité voulait parler Kristol, lorsqu'il définissait, dans une phrase restée célèbre, un néoconservateur comme « un libéral [au sens américain d'homme de gauche] qui s'est fait agresser par la réalité »¹¹. Comme Irving Kristol, Norman Podhoretz alerte ses lecteurs en 1979 sur le fait que « le repli de l'Amérique dans un penchant isolationniste [...] représente une menace directe à la sécurité d'Israël »¹².

À la fin des années 60, les néoconservateurs soutiennent la frange militariste du parti Démocrate, dont la figure de proue est le sénateur Henry « Scoop » Jackson, partisan de la guerre du Vietnam et opposé à toute idée de détente, concurrent perdant de McGovern aux primaires de 1972. Richard Perle, assistant parlementaire de Jackson, rédige l'amendement Jackson-Vanik, qui conditionne l'aide alimentaire à l'URSS à la libre émigration des juifs. C'est aussi au sein du bureau de Scoop Jackson que se forge l'alliance entre les néoconservateurs et le tandem Rumsfeld-Cheney, lequel profite ensuite de la brèche du Watergate pour rejoindre le camp Républicain et investir la Maison Blanche sous le président Ford. Perle place ses protégés Paul Wolfowitz et Richard Pipes dans *Team B*, dont le rapport est publié par *Commentary*. Durant la parenthèse Carter, les néoconservateurs s'associent aux chrétiens évangéliques, viscéralement anticommunistes et, bien que traditionnellement judéophobes, enclins à considérer l'État d'Israël comme un miracle divin préfigurant le retour du Christ.

La contribution des néoconservateurs à la victoire de Reagan leur permet d'œuvrer au sein de son gouvernement pour renforcer l'alliance États-Unis-Israël : en 1981, les deux pays signent leur premier pacte militaire, puis s'embarquent dans plusieurs opérations communes, certaines légales et d'autres clandestines comme le réseau de trafic d'armes et d'opérations paramilitaires de l'affaire Iran-Contra. Militarisme et sionisme font désormais si bien cause commune qu'en 1982, dans son livre *The Real Anti-Semitism in America*, Nathan Perlmutter, directeur de la puissante *Anti-Defamation League*, peut assimiler le mouvement des « pacifistes nostalgiques de l'anti-Vietnam,

qui voudraient transformer les épées en charrues », à une nouvelle forme d'antisémitisme¹³.

Avec la fin de la Guerre froide, l'intérêt national d'Israël se déplace à nouveau. L'objectif prioritaire n'est plus la chute du communisme, mais l'affaiblissement des ennemis d'Israël. Les néoconservateurs vivent leur seconde conversion, de l'anticommunisme à l'islamophobie, et créent de nouveaux think tanks comme le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP) dirigé par Richard Perle, le *Middle East Forum* (MEF) dirigé par Daniel Pipes (fils de Richard), le *Center for Security Policy* (CSP) fondé par Frank Gaffney, ou encore le *Middle East Media Research Institute* (MEMRI). Le président Bush père, cependant, cultive des amitiés avec l'Arabie saoudite plutôt qu'avec Israël. Il résiste en septembre 1991 à une campagne sans précédent du lobby israélien réclamant une aide de 10 milliards de dollars pour l'immigration en Israël de juifs venus de l'ancienne URSS, se plaignant en conférence de presse télévisée le 12 septembre que « mille lobbyistes juifs sont montés au Congrès contre pauvre de moi », ce qui provoque la réaction scandalisée du directeur exécutif de l'AIPAC Tom Dine : « Le 12 septembre 1991 restera un jour d'infamie¹⁴. » Bush a résisté également aux conseils néoconservateurs d'envahir l'Irak après l'opération *Desert Storm*. Enfin, son secrétaire d'État James Baker se montre trop réceptif aux propositions arabes durant la Conférence de Madrid de novembre 1991. En conséquence, le lobby pro-Israël sabote les chances d'un second mandat de Bush et soutient le candidat Démocrate Bill Clinton. En 1994, un article du quotidien israélien *Maariv* sur « Les Juifs qui tiennent la cour de Clinton » suggère, en se fondant sur un rabbin influent de Washington, que les États-Unis n'ont plus à proprement parler un « gouvernement de *goyim* », puisque l'administration Clinton est remplie de « juifs chauds » (*warm Jews*, expression désignant les sionistes dévoués). Dans le Conseil de Sécurité nationale, par exemple, « 7 haut responsables sur 11 sont juifs. Clinton les a spécialement placés aux postes les plus sensibles de la sécurité et des affaires étrangères. »

Durant les deux mandats de Clinton, tandis que la dynamique de Madrid est enterrée par les Accords d'Oslo négociés directement avec un Yasser Arafat totalement dépassé, les néoconservateurs préparent leur retour avec Rumsfeld et Cheney et jettent toutes leurs forces dans

un ultime think tank, le *Project for the New American Century* (PNAC). William Kristol, fils d'Irving, fonde également en 1995 un nouveau magazine, le *Weekly Standard*, qui grâce au financement du très pro-Israël Rupert Murdoch devient immédiatement la voix dominante des néoconservateurs (en 2003, la *News Corporation* de Murdoch possédera plus de 175 titres de presse écrite et 35 chaînes de télévision dans le monde, toutes en faveur de l'intervention en Irak). En 1997, le *Weekly Standard* est la première publication à demander une nouvelle guerre contre Saddam Hussein. C'est aussi durant cette période que le FBI enquête sur une taupe israélienne à la Maison Blanche bénéficiant d'un accès privilégié au Conseil de Sécurité. Selon le *New York Post*, s'appuyant sur l'investigateur britannique Gordon Thomas, « Israël a fait chanter le président Clinton grâce à des enregistrements illicites de ses torrides conversations avec Monica Lewinsky [pour obtenir] l'arrêt des poursuites du FBI à l'encontre d'une taupe israélienne de premier ordre¹⁵ ». D'autres discernent un plan plus vaste : remarquant que l'assistante à la Maison Blanche Lewinsky était la fille d'immigrants est-européens sionistes, et s'étonnant qu'elle ait précieusement conservé pendant deux ans la tache de sperme incriminante sur sa robe bleue, le journal syrien *Tishrin Al-Ushu'a* conclut, dans son édition du 24 août 1988 : « Son but était d'embarrasser le président Clinton, de le faire chanter et d'affaiblir sa position devant le gouvernement de Netanyahou. » Mais bien sûr, l'*Anti-Defamation League* condamne de telles spéculations comme outrageusement antisémites¹⁶.

La victoire des néoconservateurs sera complète lorsqu'ils feront élire le second George Bush pour le contraindre à envahir l'Irak en 2003, puis le convaincre d'un nouvel assaut en 2008, avec l'appui de leur « *pro-Surge group* » *Freedom's Watch*, dont les membres, fera remarquer la *Jewish Telegraph Agency*, sont « presque tous juifs »¹⁷. Thomas Neumann, directeur exécutif du JIMSA (*Jewish Institute For National Security Affairs*), pourra alors se féliciter en décrivant l'administration Bush II comme « la meilleure pour Israël depuis Harry Truman¹⁸ ».

2. Cité dans Ari Shavit, « White man's burden », *Haaretz*, 3 avril 2003, www.haaretz.com/news/features/white-man-s-burden-1.14110
3. Heinrich Meier, *Carl Schmitt and Leo Strauss : the Hidden Dialogue*, University of Chicago Press, 2006.
4. Leo Strauss, *Pensées sur Machiavel*, Payot, 1982, p. 45, 63-4, 42.
5. Strauss, « Why we Remain Jews », commenté par Drury, *Leo Strauss, op. cit.*, p. 31-43.
6. Michael Ledeen, « What Machiavelli (A Secret Jew?) Learned from Moses », *Jewish World Review*, 7 juin 1999, www.jewishworldreview.com/0699/machiavelli1.asp
7. Elliott Abrams, *Faith or Fear : How Jews can Survive in a Christian America*, Simon & Schuster, 1997.
8. Sniegowski, *Transparent Cabal, op. cit.*, p. 119.
9. Benjamin Balint, *Running Commentary : the Contentious Magazine That Transformed the Jewish Left into the Neoconservative Right*, Public Affairs, 2010.
10. *Congress Bi-Weekly* cité par Philip Weiss sur *Mondoweiss.net*, 23 mai 2007, mondoweiss.net/2007/05/30_years_ago_ne.html
11. Irving Kristol, *Neoconservatism : the Autobiography of an Idea*, Ivan R. Dee, 1995.
12. Norman Podhoretz, *Breaking Ranks*, 1979, cité par Philip Weiss sur *Mondoweiss.net*, 24 avril 2007, mondoweiss.net/2007/04/norman_podhoret.htm
13. Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison : the Inside Story of the U.S.-Israeli Covert Relationship*, HarperCollins, 1991, p. 189.
14. Alexander Cockburn (éd.), *The Politics of Anti-Semitism*, AK Press, 2003, p. 104.
15. *New York Post* du 5 mars 1998, cité dans Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, Nouveau Monde Éditions, 2006, p. 153.
16. Cité par l'Anti-Defamation League : archive.adl.org/syria_media/syria_monica.asp
17. Paul Findley, dans Sniegowski, *Transparent Cabal, op. cit.*, p. vii-x.
18. Cité dans Cook, *Israel and the Clash, op. cit.*, p. 33).

Double jeu

L'ouvrage publié en 2007 par John Mearsheimer et Stephen Walt, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, a provoqué une onde de choc dans l'opinion publique américaine en exposant au grand jour le pouvoir considérable des groupes d'influence pro-Israël, dont le plus ancien est la *Zionist Organization of America* et le plus puissant depuis les années 70, l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC). « Nous pensons, écrivent les auteurs, que les activités du lobby sont la principale raison pour laquelle les États-Unis poursuivent au Moyen-Orient une politique dénuée de cohérence, stratégique ou morale¹. » La thèse des auteurs est incomplète, car ils sous-estiment le rôle joué à l'intérieur même de l'appareil d'État par les néoconservateurs, qui forment l'autre bras d'une tenaille dont les États-Unis sont maintenant prisonniers.

Les deux forces que constituent les crypto-sionistes infiltrés dans le gouvernement et la pression externe du lobby pro-Israël agissent en collusion : en témoigne l'inculpation en 2005 de Larry Franklin, membre de l'*Office of Special Plans* travaillant sous Douglas Feith, pour avoir transmis des documents classés secret-défense à deux responsables de l'AIPAC, Steven Rosen et Keith Weissman, qui les transmirent à leur tour à un haut fonctionnaire d'Israël. Franklin fut condamné à treize ans de prison (réduits par la suite à dix ans d'assignation à résidence), tandis que Rosen et Weissman furent acquittés². La plupart des néoconservateurs sont membres actifs du second lobby pro-Israël le plus puissant, le *Jewish Institute for National Security Affairs* (JINSA), auquel adhèrent également Dick Cheney, Ahmed Chalabi et d'autres membres de la cabale ayant fomenté l'invasion de l'Irak. Le JINSA a été fondé en 1976 par des militaires, intellectuels et politiciens américains, avec parmi ses buts affichés : « Informer la communauté américaine de la Défense et des Affaires

étrangères sur le rôle important qu'Israël peut jouer, et joue effectivement dans le renforcement des intérêts démocratiques dans la Méditerranée et le Moyen-Orient³. » Colin Powell, selon sa biographe Karen DeYoung, pestait en privé contre le « petit gouvernement séparé » composé de « Wolfowitz, Libby, Feith, et le bureau de la Gestapo de Feith », qu'il nommait aussi « la bande du JINSA » (*the JINSA crowd*)⁴.

En 2011, son ancien directeur de cabinet Lawrence Wilkerson dénonça ouvertement la duplicité des néoconservateurs tels que David Wurmser et Douglas Feith, qu'il considérait comme virtuellement des « membres encartés du Likoud ». « Je me suis souvent demandé si leur allégeance première allait à leur propre pays ou à Israël [...], parce qu'il y avait tant de choses dans ce qu'ils disaient et faisaient qui semblaient refléter davantage l'intérêt d'Israël que le nôtre⁵. » De fait, un nombre significatif de néoconservateurs de l'administration Bush sont citoyens israéliens, ont de la famille en Israël ou y ont résidé eux-mêmes. Certains sont ouvertement proches du Likoud, et plusieurs ont même conseillé officiellement Benjamin Netanyahou. En quittant son poste d'*Assistant Secretary of Defense*, Richard Perle a travaillé pour la firme d'armement israélienne Soltam. Paul Wolfowitz est élu *Man of the Year* par le pro-Likoud *Jerusalem Post* en 2003, et reconnu par le quotidien juif américain *The Forward* comme « le faucon au discours le plus pro-Israël de l'administration Bush⁶ ». Inversement, beaucoup de leaders israéliens sont de fréquents résidents aux États-Unis, de sorte que la frontière entre les sionistes d'Israël et d'Amérique est impossible à tracer : Benjamin Netanyahou, petit-fils d'un rabbin émigré de Lituanie en Palestine en 1920 et fils d'un militant sioniste, a vécu, étudié et travaillé principalement aux États-Unis de 1960 à 1978, excepté durant son service militaire.

La duplicité des néoconservateurs est rendue manifeste par un document dont la teneur a été révélée en 2008 par des auteurs tels que James Petras, Stephen Sniegoski ou Jonathan Cook. Il s'agit d'un rapport publié en 1996 par le think tank israélien *Institute for Advanced Strategic and Political Studies* (IASPS), intitulé *A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm*, et adressé au nouveau chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahou⁷. L'équipe responsable de ce rapport était dirigée par Richard Perle et incluait Douglas Feith, David Wurmser et son épouse israélienne Meyrav Wurmser. Perle

remit ce rapport en main propre à Netanyahou le 8 juillet 1996. Or la même année, ces hommes signaient aux États-Unis le manifeste fondateur du PNAC et, quatre ans plus tard, ils se positionneraient à des postes clés de la politique militaire et étrangère états-unienne. Comme son titre l'indique, le rapport *Clean Break* invite Netanyahou à rompre avec les Accords d'Oslo de 1993, qui engagent Israël à restituer les territoires occupés depuis 1967 et à démanteler les colonies illégales. Le nouveau Premier ministre devrait au contraire « consacrer toute l'énergie possible à la reconstruction du sionisme » en réaffirmant le droit d'Israël sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. « Notre revendication sur la terre – l'espoir auquel nous nous sommes accrochés pendant 2 000 ans – est légitime et noble. [...] Seule l'acceptation inconditionnelle par les Arabes de nos droits, surtout dans leur dimension territoriale, *peace for peace* [par opposition à la formule des accords d'Oslo, *peace for land*], constitue une base solide pour l'avenir⁸. » Les auteurs de *Clean Break* engagent donc implicitement Netanyahou à conserver (donc annexer) les territoires occupés, politique contraire non seulement aux exigences officielles des États-Unis et des Nations Unies depuis toujours, mais contraire également aux engagements publics d'Israël. Alors même qu'il signe en septembre 1999 la « feuille de route » supposée aboutir à un État palestinien, puis poursuit dans cette voie au sommet de Camp David en juillet 2000, Netanyahou suit les conseils de *Clean Break* et travaille secrètement à saborder ce processus. Il l'avouera en 2001 dans une entrevue privée filmée à son insu : « Je vais interpréter les accords [d'Oslo] de telle manière qu'il sera possible de mettre fin à cet emballement pour les lignes d'armistice de 67. » Il dit également : « Je sais ce qu'est l'Amérique. L'Amérique est une chose qu'on peut manipuler très facilement, faire bouger dans la bonne direction⁹. »

La recommandation des auteurs de *Clean Break* au gouvernement israélien de rompre le processus de paix en Palestine s'intègre dans un plan plus vaste devant permettre à Israël de « façonner son environnement stratégique », en commençant par « retirer Saddam Hussein du pouvoir en Irak », puis en affaiblissant la Syrie et le Liban, et finalement l'Iran¹⁰. Lorsque Perle, Feith et Wurmser seront installés aux postes clés de l'administration américaine, ils s'arrangeront pour que les États-Unis mettent eux-mêmes en place ce programme, sans qu'Israël ait à verser une goutte de sang. S'il y a des différences entre

le rapport *Clean Break* écrit pour le gouvernement israélien en 1996 et le rapport *Rebuilding America's Defenses* écrit par les mêmes pour le gouvernement états-unien en 2000, ce n'est pas dans le programme, mais dans les raisons avancées. Premièrement, *Clean Break* ne présente pas l'Irak comme une menace, mais au contraire comme le maillon faible des ennemis d'Israël, le moins dangereux et le plus facile à briser. Dans un document faisant suite à *Clean Break* et intitulé *Coping with Crumbling States : A Western and Israeli Balance of Power Strategy for the Levant*, Wurmser souligne la fragilité des États du Moyen-Orient, et en particulier de l'Irak : « L'unité résiduelle de la nation est une illusion projetée par l'extrême répression de l'État¹¹. » C'est donc la même action qui est conseillée à Israël et aux États-Unis, mais pour des raisons opposées. La faiblesse de l'Irak, qui est pour Israël la raison de l'attaquer en premier, ne constitue pas une raison valable pour les États-Unis : on présente donc l'Irak aux Américains comme une menace mortelle pour leur pays. Netanyahu signera lui-même un article dans le *Wall Street Journal* en septembre 2002, sous le titre « *The Case for Toppling Saddam* », décrivant Saddam comme « un dictateur qui est en train de développer rapidement son arsenal d'armes biologiques et chimiques, qui a utilisé ces armes de destruction massive contre ses sujets et ses voisins, et qui essaie fiévreusement d'obtenir des armes nucléaires¹² ». Mais rien d'une telle menace n'est évoqué dans les documents israéliens internes, qui ne font pas davantage état d'une quelconque connexion entre l'Irak et Al-Qaïda, ni d'ailleurs d'Al-Qaïda en général. Le regard porté sur l'Irak dans *Clean Break* est réaliste, tandis que le discours des mêmes auteurs à destination des États-Unis relève de la propagande mensongère : lorsqu'est déclenchée l'invasion de l'Irak en 2003, le pays est déjà ruiné par une décennie de sanctions économiques qui n'ont pas seulement réduit à néant l'efficacité de son armée, mais également détruit ses systèmes éducatifs et médicaux. On se souvient qu'en 1996, la secrétaire d'État Madeleine Albright (née Korbelova à Prague) avait commenté un rapport de l'UNICEF chiffrant à un demi-million le nombre d'enfants irakiens morts à cause des sanctions, par ces mots : « Nous pensons que le prix est justifié (*We think the price is worth it*¹³) ».

Deuxième différence fondamentale entre la stratégie conseillée aux Israéliens et la propagande vendue aux Américains par les mêmes

auteurs : tandis que la seconde met en avant, d'une part, l'intérêt sécuritaire des États-Unis, d'autre part, le noble idéal de répandre la démocratie au Moyen-Orient, la première ignore ces deux thèmes. Les bouleversements envisagés par les auteurs de *Clean Break* ne sont censés apporter aucun bienfait au monde arabe. Au contraire, l'objectif est clairement d'affaiblir les ennemis d'Israël en aiguissant les conflits ethniques, religieux et territoriaux entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Après la chute de Saddam, prévoit *Coping with Crumbling States*, l'Irak sera « déchiré par les politiques des seigneurs de guerre, des tribus, des clans, des sectes, et des grandes familles », pour le plus grand bénéfice d'Israël¹⁴. Ce que recommande d'ailleurs *Clean Break* pour l'Irak n'est nullement la démocratie mais la restauration d'une monarchie pro-occidentale. Un tel objectif était évidemment inadmissible pour les Américains, mais l'objectif accompli à la place par Lewis Paul Bremer à la tête de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) en 2003, à savoir la destruction des infrastructures militaires et civiles au nom de la « dé-baassification », fut un succès du point de vue du Likoud. Mieux encore : en dissolvant l'armée, Bremer a fourni à la résistance un réservoir de quelque 400 000 militaires en colère, garantissant le chaos pour quelques années¹⁵.

La coalition se chargera en outre d'allumer une guerre civile meurtrière par des attentats sous fausse bannière islamique, comme le prouve un incident rapporté par le *New York Times* et d'autres journaux. Le 19 septembre 2005, deux Britanniques furent arrêtés après avoir forcé un barrage à bord d'une voiture remplie d'armes, munitions, explosifs et détonateurs, qu'ils conduisaient déguisés en Arabes. On soupçonne qu'ils préparaient un attentat meurtrier dans le centre de Bassora durant un événement religieux, pour attiser les conflits entre shiites et sunnites. Le soir même, une unité des forces spéciales britanniques (SAS) libéra les deux agents en détruisant la prison de Bassora à l'aide d'une dizaine de tanks assistés par des hélicoptères. Le capitaine Ken Masters, chargé de l'enquête sur cette affaire embarrassante, sera retrouvé pendu dans son quartier militaire à Bassora le 15 octobre¹⁶. Daniel Pipes a beau jeu d'écrire, trois ans après l'invasion de l'Irak : « On ne doit pas perdre de vue le bénéfice d'avoir éliminé le règne de Saddam, en se lamentant de n'avoir pas réussi à créer un nouvel Irak. » Et d'ailleurs, ajoute-t-il, « lorsque des

terroristes sunnites s'en prennent à des shiites et vice-versa, les non-musulmans ont moins de chance d'être blessés. La guerre civile en Irak, en bref, serait une catastrophe humanitaire mais pas stratégique » (*New York Sun*, 28 février 2006)¹⁷.

La différence entre le discours israélien de Perle, Feith et Wurmser et leur discours américain trouve son explication dans le document israélien lui-même, qui recommande à Netanyahou de présenter au monde les actions israéliennes « dans un langage familier aux Américains, en puisant dans les thèmes chers aux administrations américaines durant la Guerre froide, qui s'appliqueront bien à Israël ». Le gouvernement israélien devrait « mettre en avant les valeurs et les traditions occidentales. Une telle approche [...] sera bien perçue aux États-Unis. » Les valeurs ne sont donc évoquées qu'à titre utilitaire pour mobiliser les États-Unis. Enfin, tandis que les auteurs du rapport israélien insistent sur l'importance de gagner la sympathie et le soutien des États-Unis, ils affirment en même temps qu'un des buts ultimes de leur stratégie est de libérer Israël des pressions et de l'influence des États-Unis : « Une telle autosuffisance apportera à Israël une plus grande liberté d'action et supprimera un levier important de pression utilisé [par les États-Unis] dans le passé¹⁸. »

Faire passer la menace contre Israël pour une menace contre les États-Unis est une stratégie à laquelle Netanyahou n'avait nul besoin d'être converti, lui qui s'emploie depuis les années 1980 à rallier les Américains aux côtés d'Israël dans la « guerre internationale contre le terrorisme », un concept dont il peut revendiquer l'invention avec ses livres *International Terrorism: Challenge and Response* (1982) et *Terrorism: How the West can Win* (1986). Simultanément, les néoconservateurs de Washington s'emploient à faire intérioriser par les Américains les peurs des Israéliens. Dans *An End to Evil: How to Win the War on Terror* (2003), Richard Perle et David Frum choisissent soigneusement leurs mots pour clamer l'urgence de « mettre fin à ce mal [le terrorisme islamique] avant qu'il ne tue à nouveau à une échelle génocidaire. Il n'y a pas de voie médiane pour les Américains : c'est la victoire ou l'holocauste¹⁹. »

Cependant, il est impossible à quiconque d'être constamment hypocrite, et il arrive à certains de livrer imprudemment leur vraie pensée en public. C'est ce qui est arrivé au binational israélo-américain Philip Zelikow, conseiller de Condoleezza Rice et directeur

exécutif de la Commission sur le 11-Septembre, qui se lâcha au sujet de la menace irakienne durant une conférence à l'Université de Virginie le 10 septembre 2002 : « Pourquoi l'Irak attaquerait-il l'Amérique ou utiliserait-il des armes nucléaires contre nous ? Je vais vous dire ce qui est, à mon avis, la véritable menace, et qui l'a été depuis 1990 : c'est la menace contre Israël. C'est la menace qui n'ose pas dire son nom, parce que les Européens ne se préoccupent pas beaucoup de cette menace, je vous le dis franchement. Et le gouvernement américain ne veut pas trop s'appuyer sur elle rhétoriquement, parce que ce n'est pas un thème vendeur²⁰. » Tout est dit : il faut entraîner les États-Unis à faire la guerre aux ennemis d'Israël, et pour cela convaincre les Américains que les ennemis d'Israël sont leurs ennemis.

Netanyahou a immédiatement compris le parti à tirer des attentats du 11-Septembre : interrogé le jour même par James Bennet pour le *New York Times*, il laisse échapper : « C'est très bon. [...] ça va générer une sympathie immédiate, [...] renforcer le lien entre nos deux peuples²¹. » Dix jours après, il publiait dans le *New York Post* une « opinion » sous le titre « Aujourd'hui, nous sommes tous Américains » : « Pour les Ben Laden du monde entier, Israël n'est qu'une attraction secondaire. La cible est l'Amérique²². » Il faut en effet que les Américains croient que leur pays est détesté pour ce qu'il incarne (la démocratie, la liberté, etc.), et non en raison de son soutien à Israël, alors que telle est bien la cause réelle du ressentiment contre l'Amérique dans le monde musulman (il est bien connu que l'Amérique n'avait aucun ennemi au Moyen-Orient avant son alliance avec Israël à la fin des années 60). Les signataires d'une lettre du PNAC adressée au président Bush le 3 avril 2002 (incluant William Kristol, Richard Perle, Daniel Pipes, Norman Podhoretz, Robert Kagan, James Woolsey) iront jusqu'à prétendre que le monde arabe hait Israël parce qu'il est l'ami des États-Unis, plutôt que l'inverse : « Personne ne devrait douter que les États-Unis et Israël ont un ennemi en commun. Nos deux pays sont la cible de ce que vous avez nommé à juste titre un "Axe du Mal". Israël est visé en partie parce qu'il est notre ami, et en partie parce c'est un îlot de liberté et de principes démocratiques – des principes américains – dans un océan de tyrannie, d'intolérance et de haine²³. »

La propagande post-11-Septembre a créé une relation symbiotique

entre les deux pays. Trois jours après le « *Today, we are all Americans* » de Netanyahu, *The New Republic* répondait, au nom des Américains : « *We are all Israelis now*²⁴. » À tort, les Américains ont vécu le 11-Septembre comme l'expression d'une haine à leur égard de la part du monde arabe, et en ont éprouvé une sympathie immédiate pour Israël, que les néoconservateurs exploitent sans relâche, comme Paul Wolfowitz déclarant le 15 avril 2002 : « Depuis le 11-Septembre, nous autres Américains avons une chose en commun avec les Israéliens. En ce jour l'Amérique fut frappée par des attentats-suicides. À ce moment-là, chaque Américain comprit ce que signifiait vivre à Jérusalem, ou Netanya ou Haïfa. Et depuis le 11-Septembre, les Américains savent maintenant pourquoi nous devons nous battre et gagner la guerre contre le terrorisme²⁵. »

L'un des objectifs de cette propagande est de faire passer, aux yeux des Américains, la résistance palestinienne pour une facette du terrorisme mondial, et l'oppression israélienne des Palestiniens pour une lutte contre le terrorisme. Comme le dit Robert Jensen, professeur de journalisme : « Depuis l'attentat du 11-Septembre contre les États-Unis, la stratégie de communication d'Israël a été de présenter toute action palestinienne, violente ou non, comme du terrorisme. Dans la mesure où ils y sont parvenus, ils ont relooké leur occupation militaire illégale comme faisant partie de la guerre de l'Amérique contre le terrorisme²⁶. » Le 4 décembre 2004, le Premier ministre Ariel Sharon justifia sa brutalité contre les habitants de la Bande de Gaza en prétendant qu'Al-Qaïda y avait établi une base. Mais le 6 décembre, le chef de la Sécurité palestinienne Rashid Abu Shbak livre dans une conférence de presse les relevés téléphoniques et bancaires qui prouvent que les services secrets d'Israël ont eux-mêmes tenté d'implanter de fausses cellules Al-Qaïda dans la Bande de Gaza, en y recrutant et finançant des Palestiniens au nom de Ben Laden. Les recrues avaient reçu de l'argent et des armes (défectueuses) et, après cinq mois d'endoctrinement, furent chargées de revendiquer un prochain attentat en Israël au nom du « groupe Al-Qaïda de Gaza »²⁷. Les services israéliens prévoyaient, semble-t-il, de monter un attentat (réel ou simulé) contre leur propre population et de le faire revendiquer par leur fausse cellule Al-Qaïda de Gaza, afin de justifier des représailles.

Non pas qu'Israël ait le monopole de ce stratagème. Plusieurs

articles du *New York Times* ont révélé que le FBI monte lui-même de toutes pièces des plans terroristes pour les déjouer héroïquement au dernier moment. La méthode consiste à infiltrer des communautés musulmanes, y repérer les terroristes potentiels, les encourager à passer à l'acte, leur fournir une cible, les armes et le savoir-faire, pour finalement les prendre la main dans le sac, sauvant ainsi une nation reconnaissante d'un attentat que les agents du FBI ont fabriqué eux-mêmes. La méthode a des avantages évidents : elle permet d'alterner les attentats réussis et les attentats déjoués, de manière à maintenir le peuple dans la peur tout en renforçant sa confiance dans l'État sécuritaire²⁸.

-
1. John Mearsheimer et Stephen Walt, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2009, p. 126.
 2. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 168-9.
 3. Site officiel : www.jinsa.org/about
 4. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 156.
 5. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 120.
 6. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 118.
 7. Le texte complet est disponible sur le site de l'IASPS, www.iasps.org/strat1.htm
 8. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 91.
 9. YouTube, « Netanyahu Admits Breaking Oslo Accords With Palestinians », www.youtube.com/watch?v=E7dw89jICTU
 10. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 90.
 11. Le document, cité dans Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 94-6, est consultable en entier sur le site de l'IASPS, www.iasps.org/strat1.htm
 12. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 171. Article complet sur www.potomac-airfield.com/netanyahu.htm
 13. Sur CBS le 12 mai 1996, à voir sur YouTube, « Madeleine Albright – 60 minutes », www.youtube.com/watch?v=FbIX1CP9qr4
 14. Institute for Advanced Strategic and Political Studies, www.iasps.org/strat2.htm
 15. Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 81.
 16. Sabrina Tavernise, « British Army Storms Basra Jail to Free 2 Soldiers From Arrest », *New York Times*, 20 septembre 2005.
 17. Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 136.
 18. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 93.
 19. Sniegowski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 189.
 20. Ce commentaire fut divulgué par l'agence *Inter-Press Service* le 29 mars 2004

sous le titre “U.S.: Iraq war is to protect Israel, says 9/11 panel chief”, et repris par *United Press International* le lendemain : www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2004/03/30/UPI-Hears/UPI16271080668142/

21. James Bennet, « Day of Terror : the Israelis; Splille Blood is Seen as Bond that Draws 2 Nations Closer », *New York Times*, 12 septembre 2001.

22. « Today, we are all Americans », *New York Post*, 21 septembre 2001.

23. PNAC, www.newamericancentury.org/Bushletter-040302.htm

24. Justin Raimondo, *The Terror Enigma : 9/11 and the Israeli Connection*, iUniversal, 2003, p. xiii.

25. Raimondo, *The Terror Enigma*, *op. cit.*, p. 19.

26. Documentaire *Peace, Propaganda and the Promised Land* de Sut Jhally et Bathsheba Ratzkoff, 2004.

27. «Israel ‘faked al-Qaeda’ presence», *BBC News World Edition*, 8 décembre 2002, news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/2550513.stm

28. David Shipler, « Terrorist Plots, Hatched by the FBI. », *New York Times, Sunday Review*, 28 avril 2012. Voir aussi Abby Goodnough, « Man is Held in a Plan to Bomb Washington », *New York Times*, 28 septembre 2001.

« Inside job » ou « Mossad job » ?

Francesco Cossiga, président d'Italie entre 1985 et 1992, déclara le 30 novembre 2007 au quotidien *Corriere della Sera* : « On nous fait croire que Ben Laden aurait avoué l'attaque du 11 septembre 2001 sur les deux tours à New York – alors qu'en fait les services secrets américains et européens savent parfaitement que cette attaque désastreuse fut planifiée et exécutée par la CIA et le Mossad, dans le but d'accuser les pays arabes de terrorisme et de pouvoir ainsi attaquer l'Irak et l'Afghanistan¹. » Alan Sabrosky, professeur au *U.S. Army War College* et à la *U.S. Military Academy*, a rendu publique en juin 2012 sa conviction que le 11-Septembre est « une classique opération du Mossad », réalisée avec des complicités au sein du gouvernement américain, dans le but d'entraîner les États-Unis dans une « guerre de civilisation » contre les ennemis d'Israël, c'est-à-dire contre le monde arabo-musulman dans son ensemble².

La piste du Mossad dans la contre-enquête citoyenne sur le 11-Septembre ne repose pas seulement sur la réputation du service secret le plus puissant du monde, qu'un rapport de la *U.S. Army School for Advanced Military Studies* (cité par le *Washington Times* la veille du 11-Septembre) décrit comme : « Imprévisible (*wildcard*), impitoyable et rusé (*ruthless and cunning*) ; ayant la capacité de s'en prendre aux forces américaines en faisant croire à un acte commis par les Palestiniens/Arabes³. » L'implication du Mossad, associé à d'autres unités d'élite israéliennes, est rendue évidente par un certain nombre de faits mal connus. Peu de gens, par exemple, savent qu'à la date des attentats, les polices fédérales étaient occupées à démanteler le plus vaste réseau d'espionnage israélien jamais repéré sur le sol américain. En mars 2001, le *National CounterIntelligence Center* (NACIC) avait posté ce message sur son site web : « Durant les dernières six

semaines, des employés des bureaux fédéraux situés dans tous les États-Unis ont signalé des activités suspectes liées à des individus se présentant comme des étudiants étrangers vendant ou livrant des œuvres d'art. » Le NACIC précise que ces individus, de nationalité israélienne, « se sont également rendus aux domiciles privés d'officiers fédéraux sous le prétexte de vendre des œuvres d'art⁴ ».

Durant l'été 2001, après un grand nombre d'incidents dans ses propres locaux, c'est la *Drug Enforcement Agency* (DEA) qui compila un rapport, révélé au public par le *Washington Post* le 23 novembre 2001, puis par un documentaire de Carl Cameron en quatre parties diffusé sur Fox News à partir du 11 décembre 2001. Le 5 mars 2002, un article du *Monde* signé Sylvain Cypel évoquait également ce rapport, peu avant que le magazine français *Intelligence Online* ne le rende entièrement accessible sur Internet⁵. Ce rapport liste 140 Israéliens appréhendés depuis mars 2001. Âgés de 20 à 30 ans et répartis en équipes de 4 à 8 membres, ils ont visité au moins « 36 sites sensibles du Département de la Défense ». Nombres d'entre eux furent identifiés comme agents du Mossad ou du Aman (renseignement militaire israélien), et six étaient en possession de téléphones payés par un ancien vice-consul israélien. Soixante arrestations ont encore eu lieu après le 11-Septembre, ce qui porte à 200 le nombre d'espions israéliens arrêtés. Ceux qui ont accepté d'être soumis au détecteur de mensonges ont échoué. Pourtant, tous furent finalement relâchés.

Le rapport de la DEA conclut que « la nature des comportements des individus [...] nous conduit à penser que les incidents constituent peut-être une activité de collecte de renseignement⁶ ». Mais la nature des renseignements collectés reste mystérieuse. Il se pourrait qu'en fait l'espionnage n'ait été qu'une couverture secondaire pour ces étudiants en art israéliens, si l'on considère les formations militaires reçues par certains comme « *demolition/explosive ordnance expert, combat engineer, bomb disposal expert, electronic signal intercept operator* », selon la DEA. L'un des agents arrêtés « a reconnu qu'il était capable de faire exploser des bâtiments, des ponts, des voitures, et tout ce qu'il voulait⁷ ». Mais pourquoi ces agents israéliens auraient-ils fait diversion sur leur véritable mission par une campagne d'espionnage aussi ostentatoire qu'improductive, curieusement concentrée sur la *Drug Enforcement Agency* ? La réponse à cette question est suggérée par un lien géographique troublant entre ce réseau et les attentats du 11-

Septembre.

« La localité d'Hollywood en Floride semble être le point focal de ces individus⁸ », lit-on dans le rapport de la DEA. En effet, plus d'une trentaine des faux étudiants-espions israéliens arrêtés peu avant le 11 septembre vivaient dans ou près de la ville d'Hollywood en Floride (140 000 habitants). Or, c'est là précisément qu'étaient regroupés quinze des dix-neuf prétendus pirates de l'air islamistes (neuf à Hollywood même, six à proximité), en particulier quatre des cinq terroristes censés avoir détourné le vol AA11. L'un des pseudo-étudiants arrêtés, Hanan Serfaty, a loué deux appartements à Hollywood à proximité immédiate de l'appartement de Mohamed Atta et de sa boîte postale. Quels étaient les rapports entre les « espions israéliens » et les « terroristes islamistes » ? Selon l'explication embarrassée des médias alignés, les premiers ne faisaient que surveiller les seconds. Écoutons par exemple David Pujadas, introduisant les révélations du magazine *Intelligence Online* au journal télévisé du 5 mars 2002 sur France 2 : « Toujours à propos d'Israël, [...] cette affaire d'espionnage, qui sème le trouble : un réseau israélien a été démantelé aux États-Unis, notamment en Floride : l'une de ses missions aurait été de pister les hommes d'Al-Qaïda (c'était avant le 11 septembre). Certaines sources vont même plus loin : elles indiquent que le Mossad n'aurait pas livré toutes les informations en sa possession⁹. » De cette explication euphémique, Israël ressort à peine entachée, puisqu'on ne peut blâmer un service d'espionnage de ne pas partager ses informations. Tout au plus Israël pourra-t-il être accusé d'avoir « laissé faire », ce qui lui garantit l'impunité. Il se pourrait que ce tour de passe-passe médiatique ait été le but anticipé de l'activité d'espionnage bidon de ces agents israéliens. Selon cette hypothèse, ces Israéliens étaient des experts en attentats sous fausse bannière, déguisés en espions, déguisés en étudiants en art (puisque un espion, par définition, doit être déguisé en quelque chose). En définitive, leur couverture volontairement grossière d'étudiants était peut-être faite pour attirer l'attention sur leur couverture secondaire d'espions, qui servirait le cas échéant d'alibi à leur proximité avec les pirates présumés (alibi rendu efficace par la complicité des médias).

Quoi qu'il en soit, les pseudo-membres d'Al-Qaïda n'étaient pas espionnés mais plus probablement manipulés, financés et enfin éliminés par les agents israéliens, qui semèrent quelques-uns de leurs

passports et autres objets personnels sur les scènes du crime. La relation de ces pseudo-islamistes aux services secrets israéliens serait, de ce point de vue, analogue à celle entre Oswald et la CIA. L'hypothèse que deux dizaines d'Arabes aient été recrutés par le Mossad et préparés à leur insu au sacrifice tout en croyant jouer les agents secrets, est cohérente avec le train de vie de ces Arabes de Floride, grands consommateurs de drogue et de sexe ; il est établi que 100 000 dollars ont transité en trois mois sur le compte de l'Israélien Hanan Serfaty, qui louait deux appartements à proximité du faux Mohamed Atta. Cette hypothèse devient plus plausible encore lorsqu'on apprend par le *New York Times* du 19 février 2009 qu'Ali al-Jarrah, cousin du pirate présumé du vol UA93 Ziad al-Jarrah, avait espionné pendant 25 ans pour le compte du Mossad, en tant qu'agent infiltré dans la résistance palestinienne et dans le Hezbollah depuis 1983. Il est actuellement en prison au Liban¹⁰.

Un incident survenu le 11 septembre en marge des attentats permet de relier de manière certaine les services secrets israéliens aux explosions des Tours jumelles. Il a été rapporté dès le lendemain par le journaliste Paulo Lima dans *The Record*, quotidien du comté de Bergen dans le New Jersey, d'après des « sources proches de l'enquête ». Immédiatement après le premier impact sur la Tour Nord, trois individus furent aperçus par divers témoins sur le toit d'un van stationné à Liberty State Park dans Jersey City, « en train d'exulter » (*celebrating*), « sauter de joie » (*jumping up and down*), et se photographier avec les Tours jumelles en arrière-plan. Ils déplacèrent ensuite leur van sur un autre parking de Jersey City, où d'autres témoins les virent se livrer aux mêmes réjouissances ostentatoires. La police émit aussitôt une alerte BOLO (*be-on-the-look-out*) : « Véhicule possiblement lié à l'attaque terroriste de New York. Van blanc Chevrolet 2 000 avec une plaque du New Jersey et un signe "Urban Moving Systems" à l'arrière, a été vu au Liberty State Park, Jersey City, NJ, au moment du premier impact d'avion de ligne dans le World Trade Center. Trois individus avec le van ont été vus se réjouissant après l'impact initial et l'explosion qui s'en suivit¹¹. »

Le van fut intercepté par la police vers 16 heures, avec à son bord cinq jeunes gens. La nouvelle atteignit rapidement les téléspectateurs, qu'ils étaient « moyen-orientaux » (*Middle-Eastern*). Ils l'étaient en effet, mais seulement au sens précis de « israéliens ». Leurs noms :

Sivan et Paul Kurzberg, Yaron Shmuel, Oded Ellner et Omer Marmari. Contraint physiquement de sortir du véhicule et plaqué à terre, le conducteur, Sivan Kurzberg, lança cette phrase étrange : « On est israéliens. On n'est pas votre problème. Vos problèmes sont nos problèmes. Les Palestiniens sont le problème¹². » Les sources policières qui informèrent Paulo Lima se dirent convaincues de l'implication de ces Israéliens dans les attentats de la matinée : « Il y avait des cartes de la ville dans le van avec certains points surlignés. On aurait dit qu'ils étaient au courant, [...] qu'ils savaient ce qui allait se passer lorsqu'ils étaient à Liberty State Park¹³. » On trouva également sur eux des passeports de nationalités diverses, près de 6 000 dollars en espèces et des billets d'avion open pour l'étranger. Les frères Kurzberg furent formellement identifiés comme agents du Mossad. Les cinq Israéliens travaillaient officiellement pour une compagnie de déménagement nommée *Urban Moving Systems*, dont les employés étaient majoritairement israéliens. « J'étais en pleurs. Ces types blaguaient et ça me perturbait », confia un des rares employés non israéliens à propos de ses collègues¹⁴. Le 14 septembre, après avoir reçu une simple visite de la police, le propriétaire de l'entreprise, Dominik Otto Suter, quittait le pays pour Tel Aviv.

L'information divulguée par le *Record*, confirmée par le rapport de police, a été reprise par des sites d'investigation comme le *Wayne Madsen Report* (14 septembre 2005) et *Counterpunch* (7 février 2007). Elle fut aussi rapportée dans quelques grands médias mais d'une façon qui minimisait sa portée : le *New York Times* (21 novembre 2001) omettait de préciser la nationalité des individus, tout comme Fox News et l'agence *Associated Press*. Le *Washington Post* (23 novembre 2001) disait bien qu'ils étaient israéliens, mais passa sous silence leur apparente préconnaissance de l'événement. En revanche, le journal de la communauté juive américaine *The Forward* (15 mars 2002) révéla, d'après une source anonyme du renseignement américain, qu'*Urban Moving Systems* était une couverture du Mossad (ce qui n'empêcha pas l'entreprise de bénéficier d'un prêt fédéral de 498 750 dollars, selon les archives du fisc)¹⁵. On note que les locaux d'*Urban Moving* se trouvaient à moins de dix kilomètres d'une autre société écran du Mossad, SCP Partner, spécialisée en sécurité. Quelques mois avant le 11-Septembre, cette société s'était adjoint comme « conseiller » une recrue de choix : Ehud Barak, ancien chef du Renseignement militaire

israélien (*Saleraït Makal*) et premier ministre de juillet 1999 jusqu'à son remplacement par Ariel Sharon en mars 2001. Une heure après la désintégration de la Tour Nord, Ehud Barak était sur le plateau de BBC World pour désigner Ben Laden comme principal suspect¹⁶.

Le FBI diligenta sur l'affaire des « Israéliens dansants » une enquête consignée dans un rapport de 579 pages, partiellement déclassifié en 2005 (il le sera totalement en 2035). Hicham Hamza a analysé ce rapport en détail dans *Israël et le 11-Septembre : le Grand Tabou*. Il en ressort plusieurs éléments accablants. Tout d'abord, les photos prises par ces jeunes Israéliens les montrent effectivement dans des attitudes de célébration devant la Tour Nord en feu : « Ils souriaient, ils s'embrassaient et ils se tapaient mutuellement dans les mains (*highfiving*). » Pour s'expliquer, les intéressés dirent qu'ils s'étaient simplement réjouis « que les États-Unis auraient maintenant à prendre des mesures pour arrêter le terrorisme dans le monde » (alors qu'à ce point, une majorité de gens pensait à un accident plutôt qu'à un acte terroriste). Plus grave, un témoin au moins les a vus positionnés dès 8 heures, soit avant qu'un avion ne percute la première tour, tandis que d'autres certifient qu'ils prenaient déjà des photos cinq minutes après. Un ancien salarié de l'entreprise témoigna au FBI de l'antiaméricanisme virulent que partageaient Suter et ses employés israéliens, l'un d'entre eux adressant un jour cette phrase à des collègues américains : « Donnez-nous vingt ans et nous nous emparerons de vos médias et détruirons votre pays. » Les cinq Israéliens arrêtés étaient en contact avec une autre entreprise de déménagement dénommée *Classic International Movers*, dont quatre employés avaient été interrogés indépendamment pour leurs liens avec les dix-neuf pirates de l'air présumés. L'un d'eux avait téléphoné à « un individu en Amérique du Sud possédant des liens authentiques avec les militants islamiques au Moyen-Orient », précise le rapport FBI. Enfin, « un chien renifleur donna un résultat positif pour la présence de traces d'explosifs dans le véhicule¹⁷ ».

Comme le remarque Hamza, la conclusion du rapport laisse songeur : le FBI informe la police locale qui détient les suspects « que le FBI n'a plus aucun intérêt à enquêter sur les détenus et qu'il convient d'entamer les procédures d'immigration appropriées ». En fait, le 25 septembre au plus tard, la direction fédérale du FBI avait déjà pris cette décision et en avait averti le Service de l'immigration et

de la naturalisation afin qu'il « applique la procédure d'immigration appropriée »¹⁸. Avant d'être rapatriés sous la simple charge de « violation de visa », les cinq Israéliens passèrent néanmoins 71 jours dans une prison de Brooklyn, au cours desquels ils refusèrent puis échouèrent plusieurs fois au détecteur de mensonges. Dès leur retour en Israël, ils furent invités à témoigner dans une émission télévisée de leur détention « abusive », Oded Ellner déclarant candidement : « Notre but était d'enregistrer (*document*) l'événement »¹⁹. » Yaron Shmuel, qui revendique sur son profil LinkedIn son expertise et son expérience en matière d'« explosifs », se maria le 11 septembre 2002²⁰ (premier anniversaire du « Grande Mariage », selon le nom de code du 11-Septembre dans une fausse communication d'Al-Qaïda de fabrication israélienne interceptée durant l'été 2001 par les services jordaniens)²¹.

On doit, pour finir, évoquer un détail essentiel de cette affaire, qui apporte peut-être une explication supplémentaire au comportement exubérant de ces jeunes Israéliens : certains témoins précisent qu'ils semblaient « arabes » ou « palestiniens ». En particulier, peu après l'effondrement des tours, un appel anonyme à la police de Jersey City, rapporté dès midi par des radios nationales et par *NBC News*, signale « un van blanc, avec deux ou trois types à l'intérieur ; ils ressemblent à des Palestiniens et ils tournent autour d'un bâtiment » ; l'un d'eux « mélange des choses et il a cet uniforme "sheikh". [...] Il est habillé comme un Arabe »²². » Ces individus étaient précisément nos cinq faux déménageurs d'*Urban Moving Systems*. Deux hypothèses viennent à l'esprit : ou bien ils se sont effectivement livrés à une mise en scène pour apparaître comme arabes/palestiniens, ou bien le témoin les ayant décrits comme tels était complice. On penche pour la seconde hypothèse car le rapport de police ne signale pas de vêtement exotique trouvé dans le van, mais surtout parce que l'informateur anonyme indiqua à la police que le van se dirigeait vers Holland Tunnel, alors qu'il fut intercepté sur le Lincoln Tunnel, grâce à la décision de la police de barrer tous les accès entre New Jersey et New York plutôt que l'unique Holland Tunnel. Dans un cas comme dans l'autre, il y a intention manifeste de lancer une rumeur portant sur des musulmans qui non seulement se réjouissaient des attentats, mais en avaient préconnaissance. Si nos « *dancing Israelis* » n'avaient pas été interpellés en fin d'après-midi, leur histoire aurait probablement fait la une des

journaux télévisés et imprimés du monde entier, sous le titre : « *the dancing Arabs* ». Pour montrer aux Américains traumatisés, le jour même, des Arabes se réjouissant des attaques, les télévisions n'ont d'ailleurs pas reculé devant une manipulation caractérisée : des images présentées le jour même comme montrant des Palestiniens célébrant les attentats contre l'Amérique avaient été filmées en réalité la veille, durant des funérailles, comme l'a démontré Mark Crispin Miller, professeur à l'Université de New York²³.

Isser Harel, fondateur des services secrets israéliens, avait prédit en 1980, au chrétien sioniste Michael Evans, que le terrorisme islamique finirait par frapper l'Amérique. « Dans la théologie islamique, le symbole phallique est très important. Votre plus gros symbole phallique est New York City et le plus haut bâtiment sera le symbole phallique qu'ils frapperont²⁴. » En rapportant cet entretien dans une interview en 2004, Evans, auteur de *The American Prophecies, Terrorism and Mid-East Conflict Reveal a Nation's Destiny*, espère faire passer Harel pour un prophète. Les esprits rationnels y verront plutôt l'indice que le faux attentat islamiste du 11-Septembre mûrissait depuis 30 ans au sein des services secrets israéliens.

-
1. « Selon le président Cossiga, le 11-Septembre a été organisé par les services occidentaux », www.voltairenet.org/article153878.html
 2. Alan Sabrosky, « Demystifying 9/11: Israel and the Tactics of Mistake », mycatbirdseat.com/2011/06/demystifying-911-israel-and-the-tactics-ofmistake/
 3. Rowan Scarborough, « U.S. troops would enforce peace under Army study », *The Washington Times*, 10 septembre 2001.
 4. Toutes les sources relatives aux espions israéliens sont empruntées à Justin Raimondo, *The Terror Enigma*, à Christopher Bollyn, *Solving 9/11*, et à Hicham Hamza, *Israël et le 11-Septembre : le Grand Tabou*, 2013, disponible sur hichamhamza.wordpress.com/le-grand-tabou/
 5. Le rapport complet de la DEA est sur antiwar.com/rep/DEA_Report_redactedxx.pdf
 6. Raimondo, *The Terror Enigma*, op. cit., p. x.
 7. Bollyn, *Solving 9/11*, op. cit., p. 159.
 8. Raimondo, *The Terror Enigma*, op. cit., p. 3.
 9. Voir l'extrait sur YouTube, « 9/11, Israël et le mossad », www.youtube.com/watch?v=Kq_Y9r1LEgk
 10. Robert Worth, « Lebanese in Shock Over Arrest of an Accused Spy », *New York*

Times, 19 février 2009.

11. Raimondo, *The Terror Enigma*, *op. cit.*, p. xi.
12. Hamza, *Le Grand Tabou*, *op. cit.*, ch. 2.
13. Raimondo, *The Terror Enigma*, *op. cit.*, p. xi.
14. Raimondo, *The Terror Enigma*, *op. cit.*, p. 19.
15. Hamza, *Le Grand Tabou*, *op. cit.*, ch. 2.
16. Bollyn, *Solving 9-11*, *op. cit.*, p. 278-80.
17. Hamza, *Le Grand Tabou*, *op. cit.*, ch. 2.
18. Hamza, *Le Grand Tabou*, *op. cit.*, ch. 2.
19. YouTube, « Israel and September 11 9/11 », www.youtube.com/watch?v=8OyUoGUV7b8&feature=youtu.be
20. il.linkedin.com/in/yaronshmuel ; www.facebook.com/shmuel.yaron?fref=ts
21. John Colley, «Other unheeded warnings before 9/11?», *The Christian Science Monitor*, 23 mai 2002.
22. Bollyn, *Solving 9-11*, *op. cit.*, p. 278-80.
23. History Commons, www.historycommons.org/entity.jsp?entity=mark_crispin_miller
24. Bollyn, *Solving 9-11*, *op. cit.*, p. 71.

Sayanim

Selon l'agent renégat Victor Ostrovsky (*By Way of Deception*, 1990), le Mossad tire son efficacité de son réseau international de *sayanim* (« collaborateurs »), terme hébreu désignant des juifs vivant hors d'Israël et prêts à accomplir sur demande des actions illégales, sans nécessairement connaître leur finalité. Une opération de l'envergure du 11-Septembre nécessite la collaboration, non seulement d'un réseau infiltré dans le gouvernement, mais aussi de puissants collaborateurs dans la société civile. Larry Silverstein, titulaire du bail des Tours jumelles depuis avril 2001, apparaît comme l'archétype de ces *super-sayanim* new-yorkais. Il est membre dirigeant de la *United Jewish Appeal Federation of Jewish Philanthropies of New York*, le plus grand levreur de fonds américains pour Israël (après l'État américain, qui verse chaque année trois milliards d'aide à Israël). Silverstein était aussi, au moment des attentats, l'ami intime d'Ariel Sharon et de Benjamin Netanyahou ; il est en conversation téléphonique chaque dimanche avec ce dernier, selon le journal israélien *Haaretz*. Le partenaire de Silverstein dans le bail du WTC pour le centre commercial du sous-sol était Frank Lowy, un autre « philanthrope » sioniste proche d'Ehud Barak et Ehud Olmert, et ancien membre de la Haganah. Le chef de la *New York Port Authority*, qui privatisa le WTC en concédant le bail à Silverstein et Lowy, était Lewis Eisenberg, également membre de la *United Jewish Appeal Federation* et ancien vice-président de l'AIPAC.

Silverstein, Lowy et Eisenberg furent sans aucun doute trois hommes clés dans la planification des attentats contre les Tours jumelles. Mais tout aussi crucial fut le rôle de ceux qui ont couvert les véritables criminels, au plus haut niveau des autorités policières et judiciaires. Au premier rang vient Michael Chertoff, qui dirigeait la Division criminelle du Département de la Justice en 2001 ; ce fils d'un

rabbin orthodoxe et d'une pionnière du Mossad fut responsable de la rétention et destruction de toutes les preuves concernant le 11-Septembre, des caméras du Pentagone aux poutres du World Trade Center. C'est à lui également que les « espions » israéliens (y compris les « Israéliens dansants ») doivent leur discret rapatriement. En 2003, il est nommé à la tête du nouveau *Department of Homeland Security* chargé du contre-terrorisme sur le territoire américain, ce qui lui permet de contrôler la dissidence tout en continuant à restreindre l'accès au dossier du 11-Septembre à travers le programme *Sensitive Security Information*. Si une enquête impartiale était un jour ouverte, le maire de New York Rudolph Guliani et son successeur à partir de janvier 2002, Michael Bloomberg, devraient aussi s'expliquer sur leur rôle dans la vente des 70 000 tonnes d'acier du WTC à Metals Management (dirigé par le sioniste Alan Ratner), pour recyclage en Chine et en Inde. Sur le banc des accusés devrait aussi comparaître le commissaire de police de la ville Bernard Kerik, aujourd'hui en prison pour fraude fiscale suite à un « prêt » de 250 000 dollars reçu de l'homme d'affaires israélien Eitan Wertheimer lors d'un « séjour d'observation » en Israël début septembre 2001.

Selon le rapport gouvernemental du NIST (*National Institute for Standards and Technology*), le Boeing qui s'encadra dans la Tour Nord « a fait une entaille de plus de la moitié de la largeur du bâtiment et qui s'étendait du 93^e au 99^e étage. Tous ces étages étaient occupés par Marsh & McLennan, une compagnie d'assurance internationale qui occupait également le 100^e étage¹. » Le PDG de Marsh & McLennan est alors Jeffrey Greenberg, fils de Maurice Greenberg, riche sioniste qui contribua massivement à la campagne de George

W. Bush. Maurice Greenberg se trouve aussi être le propriétaire de Kroll Associates (renommée Kroll Inc. en août 2001), la compagnie en charge de la sécurité dans tout le complexe du World Trade Center. Les Greenberg étaient aussi les assureurs des Tours jumelles mais, le 24 juillet 2001, ils avaient pris la précaution de réassurer leur contrat auprès de concurrents, ce qui leur évita d'avoir à indemniser eux-mêmes Silverstein et Lowy. Et, comme le monde est petit, en novembre 2000, le conseil d'administration de Marsh & McLennan accueille en son sein Lewis Paul Bremer, celui-là même qui interviendra le 11 septembre 2001 sur le plateau de NBC – sans rien laisser transparaître de la peine que lui cause la mort de ses employés

(295 seront officiellement dénombrés parmi les victimes).

D'autres complicités devront être recherchées dans les aéroports et les compagnies aériennes impliquées dans les attentats, au minimum par de fausses informations. Les deux aéroports d'où sont prétendument partis les vols AA11, UA175 et UA93 (l'aéroport Logan à Boston et l'aéroport Newark Liberty près de New York) soustraient leur sécurité à la compagnie *International Consultants on Targeted Security* (ICTS), une firme à capital israélien présidée par Menahem Atzmon, un des financiers du Likoud. Une enquête approfondie devrait aussi s'intéresser à *Zim Israel Navigational*, un géant du transport maritime détenu à 48 % par l'État hébreu (et connu pour servir occasionnellement de couverture aux services secrets israéliens), dont l'antenne américaine quitta ses bureaux du WTC avec ses 200 employés le 4 septembre 2001, une semaine avant les attentats – « comme par un acte de Dieu », commente le PDG Shaul Cohen-Mintz². Et, cela va sans dire, l'imposture massive du 11-Septembre n'aurait pas été possible sans un tamisage serré de la couverture médiatique, qui, comme chacun sait, est aujourd'hui entre les mains de directeurs et de rédacteurs ayant démontré leur indulgence sans limite envers les crimes d'Israël.

D'autres aspects doivent être pris en considération. Dans son édition du 27 septembre 2001, le *Washington Post* rapporte que « des responsables de la société de messagerie instantanée Odigo ont confirmé aujourd'hui que deux employés ont reçu des messages les alertant sur une attaque du WTC deux heures avant que des terroristes n'écrasent des avions sur les points culminants de New York ». Le premier avion frappa les Tours jumelles comme annoncé, « presque à la minute près », a confirmé le vice-président d'Odigo, Alex Diamandis³. Odigo est une firme israélienne rachetée peu après le 11-Septembre par Converse InfoSys, autre firme israélienne dont l'investigateur Carl Cameron révélera le rôle dans l'espionnage israélien : Converse InfoSys gère avec Amdocs (également israélienne) « pratiquement tous les aspects du système téléphonique américain », mais en plus « fournit aux agences américaines l'équipement et le software pour les écoutes téléphoniques » et, de surcroît, « travaille étroitement avec le gouvernement israélien »⁴. Les avertissements véhiculés par Odigo doivent être mis en perspective avec un autre aspect peu connu du 11-Septembre : au lendemain des attaques, le

ministère de l'Intérieur d'Israël rapportait, par la voix du *Jerusalem Post*, que 4 000 Israéliens étaient manquants au WTC⁵. Lorsque le président George Bush s'exprima devant le Congrès le 20 septembre, il précisa que parmi les victimes de l'attentat se trouvaient 130 Israéliens. C'était un nombre relativement bas, étant donné la proportion d'Israéliens travaillant au WTC. Et cependant, il s'avéra encore très exagéré : en fin de compte, un seul Israélien a péri dans les Tours jumelles, selon le *New York Times* du 22 septembre⁶.

Tous les faits accumulés dans ce chapitre donnent un sens nouveau aux propos du sénateur Bob Graham, le pseudowhistleblower de la Commission sur le 11-Septembre qui évoquait dans une interview à PBS en décembre 2002, « des preuves que des gouvernements étrangers ont contribué à faciliter les activités d'au moins certains des terroristes aux États-Unis⁷ ». Graham, bien sûr, voulait parler de l'Arabie saoudite. Pourquoi la famille Saoud aurait-elle aidé Oussama Ben Laden après l'avoir déchu de sa nationalité saoudienne et avoir mis sa tête à prix pour ses attentats sur leur sol ? Réponse de Graham : « La menace de soulèvements sociaux contre la monarchie, sous la conduite d'Al-Qaïda⁸. » Les Saoud auraient aidé Ben Laden sous sa menace de fomenter une révolution. Cette théorie ridicule (que Graham, à court d'argument, développa dans un roman) n'a qu'un seul but : détourner les soupçons loin du seul « gouvernement étranger » dont les liens avec les terroristes présumés sont démontrés : Israël. On sourit pareillement en lisant, dans le résumé du livre *La Guerre d'Après* (2 003) de l'antisaoudien Laurent Murawiec, que « le pouvoir royal [saoudien] a réussi au fil des ans à infiltrer des agents d'influence au plus haut niveau de l'administration américaine et à organiser un efficace lobby intellectuel qui contrôle désormais plusieurs universités du pays parmi les plus prestigieuses⁹ ».

En affirmant en outre que la piste saoudienne a été étouffée en raison de l'amitié entre les Bush et les Saoud, Graham et ses amis néoconservateurs se servent de George W. Bush comme fusible. La stratégie paye, puisque le *9/11 Truth Movement* renâcle à prononcer le nom d'Israël mais s'acharne contre le clan Bush – en exploitant à outrance, par exemple, le rôle joué dans la sécurité du WTC (jusqu'en 1998) par la société Securacom/Stratesec, que codirigea le frère du président Marvin Bush (jusqu'en juin 2000)¹⁰. On reconnaît l'art de Machiavel : faire accomplir par un autre le sale boulot (la mise du

Moyen-Orient à feu et à sang), puis diriger la vindicte populaire contre lui. Le jour où, sous la pression de l'opinion publique, les grands médias seront forcés d'abandonner la thèse officielle, le mouvement contestataire aura déjà été soigneusement infiltré, et le slogan « *9/11 is an inside job* » aura préparé les esprits à un déchaînement contre Bush, Cheney et quelques autres, tandis que les néoconservateurs resteront judiciairement hors d'atteinte. Quant à l'implication d'Israël, si elle vient à s'ébruiter, elle sera euphémisée par la bonne vieille sophistique de Noam Chomsky, qui martèle sans relâche qu'Israël n'est que la tête de pont et le gendarme des États-Unis au Moyen-Orient. « *America made me do it* », pourra toujours plaider l'État hébreu.

Signalons, pour sa valeur symbolique, une tentative réussie d'orienter le complotisme populaire vers l'élite affairiste WASP, symbolisée par le nom des Rockefeller – par opposition implicite à celui des Rothschild associé à la finance juive et au sionisme. Début 2007, six mois avant d'être emporté par un cancer, le producteur et réalisateur de cinéma Aaron Russo prétendait, dans une interview accordée à Alex Jones pour Infowars.com, que Nicholas Rockefeller lui avait annoncé les attentats du 11-Septembre et leurs conséquences détaillées onze mois à l'avance, en les attribuant à un complot de l'élite financière américaine pour établir un Nouvel Ordre Mondial fondé sur un asservissement globalisé. Nick Rockefeller, décédé avant l'interview de Russo, était une figure mineure et lointaine de la fameuse dynastie ; la probabilité qu'il ait eu connaissance d'un tel complot est dérisoire, et l'idée qu'il ait partagé cette connaissance avec un petit producteur hollywoodien est plus ridicule encore. Plus probablement, se sachant condamné, Russo se sera laissé convaincre de « faire quelque chose pour Israël » avant de quitter ce monde, prévoyant de surcroît que son décès augmenterait l'impact de sa rumeur complotiste¹¹.

Ce serait une erreur, cependant, d'accuser uniquement l'État profond israélien des attentats du 11-Septembre. Une opération aussi complexe, destinée à modifier le cours de l'histoire, implique nécessairement plusieurs réseaux puissants, dont les intérêts ne coïncident pas entièrement, et qui se tiennent otages les uns des autres. Il est impossible, à ce stade, de dire qui savait quoi et qui a fait quoi, mais il est facile d'imaginer que certains participants au complot (le clan Bush, par exemple) ont été manipulés par les vrais

concepteurs, croyant autoriser une petite opération sous faux drapeau (deux avions virtuels et un missile au Pentagone) dans un but limité (le renversement du régime des Taliban dans l'intérêt du projet UNOCAL), pour s'apercevoir trop tard que les sionistes néoconservateurs avaient vu beaucoup plus grand, et se trouver embarqués malgré eux dans une machination géopolitique de portée mondiale. C'est ainsi que Bush II aurait été contraint, par le chantage, de cautionner l'invasion de l'Irak que son père avait refusée aux sionistes dix ans plus tôt.

La question des véritables coupables des attentats du 11-Septembre est intimement liée à celle de la technique employée pour détruire les Tours jumelles. C'est l'arme du crime qui, en général, conduit au criminel. La confirmation de l'usage d'explosifs au World Trade Center est venue en février 2009, lorsqu'une équipe internationale de neuf chimistes menée par les professeurs Niels Harrit de l'Université de Copenhague et Steven Earl Jones de l'Université Brigham Young (Utah) publièrent, après examen des échantillons de la poussière du WTC, un article dans la revue scientifique *Open Chemical Physics Journal* sous le titre « *Active Thermitic Material Discovered in Dust from the 9-11 World Trade Center Catastrophe* ». La nano-thermite (ou thermate) dont ils ont découvert la trace dans la poussière du WTC est un explosif de très haute température utilisé pour sectionner des poutres en acier dans les opérations de démolition contrôlée des structures d'acier. Le caractère scientifique de cette découverte a obligé les médias à en faire état, tout en minimisant son importance. Ainsi, dans l'émission *C à vous* du 2 décembre 2009 sur France 5, la nouvelle est commentée ainsi : « ça veut dire quoi ? ça change un peu la donne sur l'effondrement des deux tours. Évidemment, il n'est pas question de remettre en cause les deux avions qui ont percuté les tours. Mais ça veut dire qu'il a peut-être été mis au préalable avant le choc des avions de l'explosif dans le WTC et que le choc des avions a fait s'effondrer [sic] et exploser la thermite. ça voudrait dire que la sécurité du WTC était peut-être beaucoup moins bonne que ce qu'on nous a laissé croire à l'époque¹². » Le message implicite et comme subliminal de cette répétition de « ça veut dire » est : « ça ne veut surtout pas dire que la thèse d'Al-Qaïda s'effondre. » Or la nano-thermite est un produit de nanotechnologie que seule une industrie de pointe est en mesure de produire. Un tel traitement de l'information

fonctionne comme un vaccin : une petite dose d'info dévitalisée, injectée une fois et une seule, immunise contre la fièvre conspirationniste, tout en protégeant les médias contre l'accusation de censure.

Mais il y a peut-être une autre explication au fait qu'une chaîne de télévision institutionnelle ait pris le risque d'écorner la version officielle en évoquant la présence de nano-thermite dans la poussière du World Trade Center. Un certain nombre de savants actifs dans la recherche de la vérité sur le 11-Septembre soulèvent l'objection que la nano-thermite, si elle est suffisante pour expliquer la « démolition contrôlée » classique de la Tour 7, possède un pouvoir explosif bien trop faible pour rendre compte de la force des explosions observées dans les Tours jumelles, de la pulvérisation en fine poussière de la quasi-totalité de leur béton (sans compter les 1 100 victimes dont pas un seul morceau n'a pu être retrouvé), et des profonds cratères creusés à leur base. La nano-thermite n'explique pas les températures atteignant 800 °C dans les décombres du WTC jusqu'à six mois après le 11-Septembre. Elle n'explique pas le fort pourcentage de résidus de réactions de fusion/fission mesuré dans les décombres (baryum, strontium, thorium, uranium, lithium, lanthanum, yttrium, chromium, tritium), et pas davantage le taux élevé de cancers rares (thyroïde, leucémie, myélome multiple) parmi les personnes travaillant sur les décombres, cancers typiques des irradiations. Pour ces raisons et d'autres, plusieurs scientifiques rejettent la thèse de la nano-thermite et se tournent vers l'hypothèse de l'utilisation de mini-bombes à neutrons (*mini-nukes*) placées près des colonnes centrales des bâtiments¹³. C'est aussi l'explication la plus plausible pour les deux trous s'étendant sur toute la hauteur du WTC6, un bâtiment de 8 étages situé à côté de la Tour Nord, qui abritait des agences gouvernementales. La roche fondue dans le cratère central, à l'aspect de verre multicolore, est la signature d'une réaction nucléaire¹⁴.

L'usage probable de mini-bombes nucléaires renforce la piste israélienne ; contrairement aux États-Unis, en effet, Israël n'a jamais signé le Traité de non-prolifération et son arsenal nucléaire n'est soumis à aucun contrôle. De plus, ce n'est pas le seul cas dans lequel Israël est soupçonné d'avoir utilisé ce genre de bombes dans une opération sous faux drapeau. Le 12 octobre 2003 à Bali (Indonésie), un engin explosif placé dans une canalisation souterraine détruisit un

night-club fréquenté par des Australiens, faisant 187 morts et plus de 300 blessés. L'attentat, mis sur le compte d'islamistes, stoppa net en Australie un puissant mouvement de protestation contre la guerre en Irak. Selon l'investigateur australien Joe Vialls, la force de la déflagration, qui endommagea et mit le feu à 27 bâtiments alentours, est l'indice d'un engin nucléaire, tout comme le fait que 30 personnes ont été totalement vaporisées par l'explosion, et que des centaines d'autres alentours ont reçu des brûlures que les médecins australiens déclarèrent n'avoir jamais vues. Vialls conclut à l'usage d'une bombe à fission au plutonium, qui ne laisse derrière elle que des radiations alpha indétectables par les compteurs Geiger. Et il accuse l'État d'Israël¹⁵.

Dans le cas du WTC, une poignée d'individus, en deux ou trois jours seulement, ont pu aisément dissimuler des mini-bombes nucléaires à peine plus grosses qu'une pomme, tous les cinq ou dix étages à proximité des colonnes centrales, et les mêmes personnes ont pu déclencher la séquence d'explosions. En revanche, la démolition des mêmes Tours jumelles par de la nano-thermite aurait nécessité des centaines de gens travaillant pendant des mois, faisant des dégâts à tous les étages pour fixer les explosifs directement sur les colonnes centrales. Le professeur Neils Harrit a estimé la quantité nécessaire minimale de nano-thermite à 29 000 tonnes. Cela aurait demandé plus d'un millier de camions, dont le simple déchargement aurait mobilisé une équipe à plein temps pendant plus d'un mois. La discrétion, dans ces conditions, est purement et simplement inconcevable.

Et cependant, la théorie de la « démolition contrôlée » des Tours jumelles par nano-thermite continue d'être promue par les personnalités et les associations les plus en vue au sein du « mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre ». Cela soulève de pénibles questions. Jim Fetzer, fondateur de l'association de savants *Scholars for 9/11 Truth*, a subi de nombreuses attaques au sein du mouvement depuis qu'il s'est prononcé en faveur de l'hypothèse des mini-bombes nucléaires et en a déduit la probable culpabilité d'Israël¹⁶. Au contraire, Steven Jones, cofondateur de la même association, récolte un écho beaucoup plus large depuis qu'il s'est séparé de Fetzer pour fonder l'association concurrente *Scholars for 9/11 Truth and Justice* qui défend exclusivement la thèse de la nano-thermite. Plus troublant encore, au moment où les déficiences de la

théorie de la nano-thermite commencent à se savoir, une nouvelle théorie apparaît, qui contourne la simple alternative des mini-bombes nucléaires par une théorie extrêmement complexe qui renvoie la responsabilité des attentats vers le complexe militaro-industriel américain plutôt que vers Israël : selon le professeur Judy Wood, qui promeut cette théorie avec le plus de zèle et de soutien, la « poussièrementisation » (*dustification*) des Tours jumelles ne peut s'expliquer que par l'usage d'« armes à énergie directive » (*Directed Energy Weapons*) inconnues du public, capables de détruire des bâtiments par de simples « rayons » (*beams*) immatériels, et émettant peut-être depuis des stations orbitales (*Star Wars beam weapons*)¹⁷. Pour appuyer sa thèse, Wood ne fournit pas le moindre indice de l'existence de telles armes.

Les dissensions au sein du « mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre » font naître chez certains l'impression pénible que des « agents de désinformation » contaminent la recherche par des « demi-vérités » destinées à détourner les soupçons d'Israël et s'assurer que les *9/11 truthers* américains continuent de chanter en cœur, derrière Luke Rudkowski de WeAreChange ou Alex Jones de Infowars, par exemple : « *9/11 was an inside job !* » Cela pourrait s'appliquer à d'autres fausses pistes ayant fourvoyé et retardé la recherche citoyenne sur la vérité, comme le film *In Plane Site* de Dave von Kleist et William Lewis (2 004), qui a focalisé l'attention sur une analyse peu convaincante de quelques images des crashes sur les Tours jumelles dans le but de prouver qu'il s'agissait d'avions militaires, alors qu'une analyse de l'ensemble des images démontre que ces avions sont des montages vidéos¹⁸. Le résultat fut évidemment d'occulter la question que posent les images truquées diffusées sur toutes les grandes chaînes : quelle communauté d'intérêts a aujourd'hui acquis sur les médias de masse une emprise suffisante pour orchestrer et imposer une telle manipulation des esprits ? Poser la question, c'est y répondre.

À n'en pas douter, la démonstration de ce pouvoir médiatique fait aussi partie d'un chantage complexe que les conspirateurs exercent sur les hautes autorités américaines pour les forcer à réprimer le mouvement contestataire et ainsi couvrir leur crime.

1. NIST, www.nist.gov/customcf/get_pdf.cfm?pub_id=909236, p. 20. Ces éléments sont analysés par Lalo Vespera dans *La Parenthèse enchantée*, Reopen911.info, chapitre 10.
2. Stephanie Armour, «Firms realize workplaces will never be the same», *USA Today*, 17 septembre 2001.
3. Brian McWilliams, « Instant Messages to Israel Warned of WTC Attack », *Newbytes (Washington Post Co.)*, September 27, 2001, sur 911review.org/companies/Odigo/Isreal_warned_attack_9-11.html. Aussi Yuval Dror, « Odigo says workers were warned of attack », *Haaretz*, 26 septembre 2001.
4. Carl Cameron, *Fox News Series on Israeli Spying on US Telecommunications* (retiré du site de la chaîne, mais visible sur YouTube), cité dans Kollerstrom, *Terror on the Tube*, op. cit., p. 41-2.
5. « Thousands of Israelis missing near WTC, Pentagon », *Jerusalem Post*, 12 septembre 2001.
6. Eric Lipton, « Estimates of toll may be too high », *New York Times*, 22 septembre 2001.
7. Raimondo, *The Terror Enigma*, op. cit., p. 64.
8. Graham, « Saudi Arabia : Friend or Foe? », op. cit.
9. Résumé pris sur Amazon.ca
10. Lire la critique de cette mise en cause sur www.911myths.com/html/stratesec.html
11. Voir l'interview de Russo et son décryptage sur Agoravox.tv, « Aaron Russon-9/11: Mais qui est donc Nicholas Rockefeller ? », www.agoravox.tv/tribune-libre/article/aaron-russo-9-11-mais-qui-est-donc-37688
12. À voir sur DailyMotion, « 11 sept : France5 traite des explosifs du WTC », www.dailymotion.com/video/xkzylh_11-sept-france5-traite-desexplosifs-du-wtc_webcam
13. Lire Jeff Prager, *9/11: America Nuked*, téléchargeable gratuitement sur 911scholars.ning.com/profiles/blogs/jeff-prager-9-11-america-nuked-freedownloadable-ebook. Lire aussi sur le site Veterans Today l'article de Don Fox, Jeff Prager et Ed Ward, «Mystery Solved: The WTC was Nuked on 9/11», www.veteranstoday.com/2013/05/01/mystery-solved-the-wtc-wasnuked-on-911/
14. Voir les photos et les explications de Jeff Prager, *9/11: America Nuked*, op. cit., p. 85. Voir aussi p. 138.
15. Joe Vialls, «Bali Micro Nuke – Lack of Radiation Confuses “Experts”», web.archive.org/web/20030210220533/http://homepage.ntlworld.com/steveseymour/nuke/bali_micro_nuke.htm
16. Voir Fetzer sur YouTube, «Midwest 9/11 Truth Conference Part 2», www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=ZAEvw2CjAYQ#t=2611. Voir son article avec Don Fox, « 2 + 2 = Israel nuked the WTC on 9/11 », sur Veterans Today, www.veteranstoday.com/2013/08/28/2-2-israelnuked-the-wtc-on-911/
17. Judy Woods, *Where Did the Towers Go ? Evidence of Directed Free-Energy Technology on 9/11*, The New Investigation, 2010.

18. Voir Jeremy Baker, « 911 – In Plane Site : A Critical Review » sur 911research.wtc7.net/essays/baker1.html. Voir d'autres critiques sur 911review.com/articles/ashley/pentacon_con.html et 911review.com/reviews/911eyewitness/

la culture israélienne de la terreur sous fausse bannière

Les Américains ont une longue pratique dans la fabrication des faux prétextes de guerre. On pourrait remonter à 1845 avec la guerre expansionniste contre le Mexique, déclenchée par des provocations américaines sur la zone contestée de la frontière avec le Texas (la rivière Nueces selon le Mexique, le Rio Grande selon les Texans) jusqu'à ce que des affrontements donnent au président James Polk (un Texan) l'occasion de déclarer que les Mexicains « ont envahi notre territoire et ont versé le sang américain sur le sol américain ». Après la guerre, un député du nom d'Abraham Lincoln fit reconnaître par le Congrès le caractère mensonger de ce *casus belli*. Par la suite, toutes les guerres entreprises par les États-Unis l'ont été sous de faux prétextes : l'explosion du *USS Maine* pour la guerre contre l'Espagne, le torpillage du *Lusitania* pour l'entrée dans la Première Guerre mondiale, Pearl Harbor pour la Seconde, et le Golfe du Tonkin pour l'embrasement du Nord-Vietnam. Cependant, seule l'explosion du *USS Maine*, qui fit peu de morts, relève à proprement parler du stratagème de la « fausse bannière » ; encore n'est-ce pas certain.

En revanche, Israël a un passé chargé et une grande expertise des attaques et attentats sous fausse bannière. Le pli a été pris avant même la création d'Israël, avec l'attentat du King David Hotel, le quartier général des autorités britanniques à Jérusalem. Le 22 juillet 1946 au matin, six terroristes de l'Irgoun (la milice terroriste commandée par Menahem Begin, futur Premier ministre) habillés en Arabes pénètrent dans le bâtiment et déposent autour du pilier central du hall, 225 kg de TNT cachés dans des bidons de lait, tandis que d'autres miliciens de l'Irgoun répandent des explosifs le long des routes d'accès à l'hôtel

pour empêcher l'arrivée des secours. Quand un officier britannique se montre suspicieux, une fusillade éclate dans l'hôtel et les membres du commando s'enfuient en allumant les explosifs. L'explosion tue 91 personnes, majoritairement des Britanniques, mais aussi 15 juifs.

Le stratagème fut répété en Égypte durant l'été 1954, avec l'Opération *Susannah*, dont le but était de compromettre le retrait des Britanniques du Canal de Suez exigé par le colonel Abdul Gamal Nasser avec le soutien du président Eisenhower. Des juifs égyptiens entraînés en Israël perpétrèrent contre des cibles britanniques plusieurs attentats à la bombe qui furent mis sur le compte des Frères musulmans, de façon à décrédibiliser Nasser aux yeux des Britanniques et générer l'antipathie des Américains contre l'Égypte. La détonation accidentelle d'un des engins explosifs permit de démasquer le complot. Le ministre de la Défense Pinhas Lavon fut tenu responsable, bien qu'il rejetât la faute sur le colonel Benjamin Givli, chef du Renseignement militaire (Aman). Ce scandale, connu comme « l'Affaire Lavon », fut largement minimisé dans les médias israéliens et américains, et ce n'est qu'en 2005, plus de cinquante ans après, que l'État israélien reconnut publiquement sa responsabilité.

À l'époque, Ben Gourion s'était provisoirement retiré et avait confié sa place de Premier ministre à Moshe Sharett (déjà ministre des Affaires étrangères), et celle de ministre de la Défense à Pinhas Lavon. Ces deux hommes incarnaient deux visions conflictuelles d'Israël. Sharett prônait un sionisme modéré respectueux des règles internationales, tandis que Lavon, tout comme Moshe Dayan et Shimon Peres, autres protégés de Ben Gourion, prônait un sionisme que Sharett jugeait dangereusement extrémiste. Lavon, écrit-il dans son journal en 1955, « a toujours prêché des actes de folie et enseigné aux chefs de l'armée la leçon diabolique de comment enflammer le Moyen-Orient, comment causer des tensions, causer des confrontations sanglantes, saboter des cibles et des propriétés des Puissances [occidentales] et des actes de désespoir et de suicide ». Sharett inclut Shimon Peres dans la même condamnation : « Il veut terroriser l'Occident pour l'amener à soutenir les buts d'Israël. » De cet homme qui deviendra finalement président d'Israël à 84 ans, Sharett écrivit encore en 1957 : « J'ai déjà dit que je rejette totalement et entièrement Peres et considère son ascension comme une disgrâce maligne et immorale. » Livia Rokach, fille du maire de Tel Aviv Israël

Rokach, qui dévoile ces propos dans *Israel's Sacred Terrorism* (1 980), reproche à Sharett de ne pas les avoir tenus publiquement ; eût-il alerté les citoyens israéliens par un débat public, peut-être aurait-il pu empêcher la conquête définitive du pouvoir par la tendance sioniste la plus intransigeante, adepte de la manipulation et de la trahison systématique dans les relations internationales et qui, selon le mot de Sharett, « élève le terrorisme au niveau d'un principe sacré¹ ».

La plus célèbre et la plus calamiteuse des attaques israéliennes sous fausse bannière est celle du *USS Liberty* le 8 juin 1967, deux jours avant la fin de la guerre des Six Jours. Par une journée ensoleillée, trois bombardiers Mirage banalisés et trois bateaux torpilleurs portant pavillon israélien bombardèrent, mitraillèrent et torpillèrent durant 75 minutes ce navire de la NSA non armé, stationné en eaux internationales et facilement reconnaissable, avec l'intention évidente de ne laisser aucun survivant, mitraillant même les canots de sauvetage. Ils ne cessèrent qu'à l'approche d'un navire espion soviétique, après avoir tué et blessé gravement plus de 200 membres de l'équipage, pour la plupart des ingénieurs, des techniciens et des linguistes de toutes les langues du Moyen-Orient (à l'exception, très curieusement, de l'hébreu). Dans les premiers rapports diffusés par la radio et la télévision américaine, l'attaque était implicitement mise sur le compte de l'Égypte, et quelques élus s'empressèrent d'exiger des représailles immédiates. Lorsque l'identité israélienne des attaquants fut rendue évidente, l'attaque fut attribuée à une « erreur de cible » et l'incident rapidement oublié. Le gouvernement israélien offrit ses excuses et une indemnité financière. Lyndon Johnson s'en tint à cette thèse invraisemblable, sous le prétexte de « ne pas embarrasser notre allié », la raison d'État qui sera désormais l'excuse systématique du laisser-faire à l'égard d'Israël.

Mais selon Peter Hounam, auteur de *Operation Cyanide : Why the Bombing of the USS Liberty Nearly Caused World War III* (2 003), l'attaque du *Liberty* avait été secrètement autorisée par la Maison Blanche, dans le cadre du projet *Frontlet 615*, un accord secret par lequel Israël et les USA s'engageaient à détruire Nasser. Apprenant que la Sixième Flotte, stationnée à proximité, envoyait des avions au secours du *USS Liberty*, Lyndon Johnson aurait personnellement appelé l'amiral Geiss pour lui ordonner : « Je veux ce foutu navire au fond de l'eau. Pas de secours. Rappelez les avions². » Oliver Kirby,

alors *Deputy Director for Operations* à la NSA, a rapporté dans le *Chicago Tribune* en 2007 que les transcriptions des communications des avions israéliens interceptées par des avions de la NSA et transmises à Washington immédiatement, ne laissaient aucun doute sur le fait qu'ils avaient bien identifié leur cible comme américaine : « Je suis prêt à jurer sur une pile de bibles que nous savions qu'ils savaient [que le navire était américain]³. » Si les Israéliens avaient réussi à couler le navire sans témoin ni survivant, l'Égypte aurait été accusée de leur crime et les États-Unis auraient été entraînés dans la guerre aux côtés d'Israël. L'Égypte étant alors l'alliée de l'URSS, c'est bien une guerre mondiale qui était au programme.

En 1986, le Mossad a tenté de faire croire qu'une série d'ordres terroristes était transmise depuis la Libye à diverses ambassades libyennes dans le monde. Selon l'ancien agent Victor Ostrovsky (*By Way of Deception*, 1990), le Mossad utilisa un système spécial de communication nommé « Cheval de Troie » implanté par des commandos à l'intérieur du territoire ennemi. Le système agit comme station relais pour de fausses transmissions émises depuis un navire israélien et réémises instantanément sur une fréquence utilisée par l'État libyen. Ainsi que le Mossad l'avait espéré, la NSA capta et déchiffra les transmissions, qui furent interprétées comme une preuve que les Libyens soutenaient le terrorisme, ce que de faux rapports du Mossad venaient opportunément corroborer. Israël comptait sur la promesse de Reagan de représailles contre tout pays surpris en flagrant délit de soutien au terrorisme. Les Américains tombèrent dans le piège et entraînèrent avec eux les Britanniques et les Allemands : le 14 avril 1986, cent soixante avions américains lâchèrent plus de soixante tonnes de bombes sur la Libye, ciblant principalement les aéroports et les bases militaires. Parmi les victimes civiles du côté libyen se trouvait la fille adoptive de Kadhafi, âgée de quatre ans. La frappe fit capoter un accord pour la libération des otages américains détenus au Liban, ce qui permettait de conserver le Hezbollah comme ennemi numéro un aux yeux de l'Occident.

La capacité de manipulation du Mossad à cette époque peut encore être illustrée par deux épisodes qu'analyse le spécialiste britannique Gordon Thomas. Le 17 avril 1986, une jeune irlandaise du nom d'Ann-Marie Murphy embarque, à son insu, 1,5 kg de Semtex dans un vol Londres – Tel Aviv. Son fiancé, un Pakistanais du nom de Nezar

Hindaoui, est arrêté alors qu'il tente de se réfugier à l'ambassade de Syrie. Tous deux ont en fait été manipulés par le Mossad, qui obtient ainsi le résultat souhaité : le gouvernement Thatcher rompt ses relations diplomatiques avec la Syrie. Mais la manipulation est éventée en haut lieu (comme Jacques Chirac le confiera au *Washington Times*, dans une interview publiée le 9 novembre 1986)⁴. En janvier 1987, le Palestinien Ismaïl Sowan, une taupe du Mossad ayant infiltré l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) à Londres, se voit confier, par un prétendu membre de l'OLP qu'il ne connaît pas, deux valises bourrées d'armes et d'explosifs. Ismaïl, paniqué, en fait part à ses contacts au Mossad, qui lui font faire un aller-retour à Tel Aviv, puis le dénoncent à Scotland Yard comme suspect dans un projet d'attentat islamiste à Londres. Ismaïl est cueilli à son retour à l'aéroport d'Heathrow et inculqué sur la base des armes trouvées chez lui. Résultat : le Mossad rentre dans les faveurs du gouvernement Thatcher⁵.

Le 17 mars 1992, une bombe à l'ambassade d'Israël à Buenos Aires fait 29 morts et 242 blessés. L'attentat n'est pas revendiqué mais est instantanément mis sur le compte du Hezbollah. Cependant le juge chargé de l'instruction révèle des pressions exercées par des délégués américains et israéliens, ainsi que des manipulations de preuves et un faux témoignage destinés à orienter l'enquête vers l'hypothèse d'un camion piégé, alors que les dégâts indiquent une explosion provenant de l'intérieur du bâtiment. Lorsque la Cour Suprême argentine confirme cette dernière thèse, le porte-parole de l'ambassade d'Israël accuse les juges d'antisémitisme. Le 18 juillet 1994, une nouvelle bombe fait 85 morts et plus de 300 blessés à l'AMIA (Association mutuelle israélite argentine) de Buenos Aires. Les juges argentins font à nouveau l'expérience d'entraves à la justice et de faux témoignages de la part de la communauté juive, et émettent les mêmes soupçons d'un attentat commandité par Israël dans le but de rompre les liens émergents entre l'Argentine et l'Iran⁶.

Au risque de lasser, voici une histoire qui concerne cette fois le World Trade Center et apporte de ce fait un éclairage possible sur le 11-Septembre. Après l'attentat du 26 février 1993 contre le WTC, le FBI arrêta le Palestinien Ahmed Ajaj et l'identifia comme un terroriste lié au Hamas, mais le journal israélien *Kol Hair* démontra qu'Ajaj n'avait jamais été mêlé au Hamas ou à l'OLP. Selon le journaliste

Robert Friedman, auteur d'un article dans *The Village Voice* le 3 août 1993, Ajaj n'était en réalité qu'un petit escroc arrêté en 1988 pour fabrication de faux dollars, condamné à deux ans et demi de prison et libéré au bout d'un an après un marché avec le Mossad, pour le compte duquel il devait infiltrer les groupes palestiniens. À sa libération, Ajaj subit un *sheep-dipping* classique en étant à nouveau brièvement emprisonné sous la fausse accusation d'avoir tenté de passer des armes en Cisjordanie pour le Fatah. Nous avons donc, avec l'attentat de 1993 contre le WTC, un précédent instructif de l'attaque de 2001 contre le même WTC, où sont démontrées la responsabilité d'Israël et sa volonté de faire accuser ses ennemis arabes⁷.

Il est d'autant plus intéressant de noter ce qu'écrivit Philip Zelikow avec John Deutch en décembre 1998 dans un article de *Foreign Affairs* intitulé « *Catastrophic Terrorism* », imaginant à propos de cet attentat de 1993 au WTC que la bombe fût nucléaire, et évoquant déjà un nouveau « Pearl Harbor » : « Un tel acte de “terrorisme catastrophique” qui tuerait des milliers ou des dizaines de milliers de personnes et affecterait les besoins vitaux de centaines de milliers d'autres, peut-être même de millions, serait un point de non-retour dans l'histoire des États-Unis. Il pourrait provoquer des pertes humaines et matérielles sans précédent en temps de paix et réduirait à néant le sentiment de sécurité de l'Amérique à l'intérieur de ses frontières, d'une manière similaire au test atomique des Soviétiques en 1949, ou peut-être pire. [...] Comme Pearl Harbor, cet événement diviserait notre histoire entre un avant et un après. Les États-Unis pourraient répondre par des mesures draconiennes, en réduisant les libertés individuelles, en autorisant une surveillance plus étroite des citoyens, l'arrestation des suspects et l'emploi de la force létale⁸. »

Le 12 janvier 2000, selon l'hebdomadaire indien *The Week* (6 février 2000), les services de renseignement indiens ont arrêté à l'aéroport de Calcutta onze prêcheurs islamistes s'appêtant à embarquer sur un vol à destination du Bangladesh, soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda et de vouloir détourner l'avion. Ils se présentèrent comme des Afghans ayant séjourné en Iran avant de passer deux mois en Inde pour prêcher l'islam. Le problème est qu'ils possédaient tous des passeports israéliens. L'officier en charge de l'enquête déclara à *The Week* que Tel Aviv « exerça une pression considérable » sur New Delhi pour les faire libérer et rapidement

expédier à Tel Aviv⁹. Voici donc, huit mois avant les « Israéliens dansants » du 11-Septembre, des Israéliens se faisant passer pour des terroristes arabes.

Le 12 octobre 2000, dans les dernières semaines du mandat de Clinton, le destroyer *USS Cole*, en route vers le Golfe persique, reçoit l'ordre depuis son port d'attache de Norfolk de faire le plein dans le port d'Aden au Yémen, une procédure inhabituelle puisque ces destroyers sont généralement approvisionnés en mer par un pétrolier de la Navy. Le commandant du navire exprima sa surprise et son inquiétude : le *USS Cole* avait fait récemment le plein à l'entrée du Canal de Suez, et le Yémen est une zone hostile. Le *USS Cole* était en manœuvre d'amarrage lorsqu'il fut abordé par un dinghy pour l'évacuation des poubelles. Au point et au moment de l'abordage, une explosion tua 17 marins et en blessa 50. Les deux « kamikazes » pilotant l'embarcation périrent aussi dans cet « attentat-suicide ». Il fut aussitôt attribué à Al-Qaïda, bien que Ben Laden ne l'ait pas revendiqué et que les Talibans qui l'hébergeaient aient nié catégoriquement son implication. L'incident, quelques semaines avant les élections américaines, fut la « Surprise d'Octobre » qui porta Bush junior au pouvoir. Il fournit aussi à son administration un prétexte pour forcer le président yéménite Ali Abdullah Saleh à coopérer à la lutte contre l'islamisme antiaméricain et aligner le Yémen sur la politique impérialiste de Washington.

L'officier du FBI John O'Neill fut chargé de l'enquête. Spécialiste expérimenté du contre-terrorisme depuis vingt ans, il avait déjà enquêté en 1993 sur l'attentat à la bombe au WTC. Son équipe en vint à soupçonner Israël d'avoir tiré un missile depuis un sous-marin : le trou dans la coque du *USS Cole* était en effet indicatif d'une charge perforante et inexplicable par la seule explosion du dinghy. O'Neill et son équipe subirent l'hostilité de l'ambassadrice américaine Barbara Bodine. Ils se virent interdire de plonger pour inspecter les dégâts. Finalement, profitant de leur retour à New York pour Thanksgiving, Bodine leur refusa l'entrée au Yémen. Les membres de l'équipage du *Cole* se virent ordonner de ne jamais parler de l'attentat sauf au *Naval Criminal Investigative Service* (NCIS). En juillet 2001, O'Neill démissionna du FBI. Il se vit peu après offrir le poste de responsable de la sécurité au WTC, par l'administrateur (*Managing Director*) de Kroll Associates Jerome Hauer, poste qu'il devait assurer à partir du

11 septembre 2001. Les restes de son corps furent retrouvés dans les décombres du World Trade Center le 28 septembre et identifiés par Hauer. Quant à Barbara Bodine, elle intégrera en 2003 l'équipe corrompue de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) de Bagdad, qui, comme on l'a vu, mit en pièce toutes les structures étatiques et alluma une guerre civile entre shiïtes et sunnites par des attentats meurtriers sous fausse bannière.

On ne peut nier que l'État hébreu, maître dans l'art de la tromperie sur la scène diplomatique et militaire, a accumulé une grande expérience des opérations sous faux drapeau. Une histoire mondiale de ce stratagème devrait sans doute consacrer la moitié de ses pages à Israël, la plus jeune des nations modernes. Cela est cohérent avec le machiavélisme qui guide depuis toujours les leaders sionistes – machiavélisme qu'aujourd'hui certains idéologues sionistes revendiquent ouvertement, comme Obadiah Shohar dans *Samson Blinded : A Machiavellian Perspective on the Middle East Conflict* (2006). Certes, l'Armée et le Renseignement américains se sont montrés également habiles à fabriquer de faux prétextes pour leurs guerres d'agression. L'Opération Northwoods suffit à prouver qu'en 1962 déjà, le *National Security State* était capable d'une turpitude analogue au 11-Septembre, en l'absence d'un président déterminé à lui résister. En 2005, avec une efficacité redoutable, Jason Bermas et Dylan Avery font de Northwoods le sujet introductif de leur film *Loose Change*, qui contribuera plus que tout à orienter le mouvement contestataire vers l'hypothèse des drones subtilisés aux avions de ligne AA11 et UA175, et du même coup vers la piste du complexe militaro-industriel américain. Bermas et Avery ne soufflent mot de l'attaque du *USS Liberty*, et traitent d'antisémite toute personne évoquant la piste israélienne. Il y a motif à s'interroger sur les raisons d'un tel parti pris, mais aussi sur l'étonnante coïncidence de la révélation du projet Northwoods par James Bamford quatre mois avant le 11-Septembre, et sur la publicité dont elle bénéficia immédiatement sur *ABC News*. Pour son livre *Body of Secret*, James Bamford, ancien employé de la Navy reconverti dans le journalisme à l'époque du Watergate (comme Bob Woodward) a bénéficié, nous dit son éditeur, d'« un accès sans précédent à Crypto City [QG de la NSA], aux officiers supérieurs de la NSA, et à des milliers de documents NSA¹⁰ », tout cela grâce à Michael Hayden (directeur de la NSA de 1999 à 2005), lequel codirige

aujourd'hui le Chertoff Group, la société de conseil en sécurité de l'ancien Secrétaire à la Sécurité Intérieure Michael Chertoff¹¹. Il n'est donc pas improbable que la publicité autour de Northwoods ait été calculée pour préconditionner le mouvement contestataire sur le 11-Septembre vers la thèse des drones et du complot ourdi au Pentagone. Certains vont même jusqu'à soupçonner que le document est un faux, en soulignant quelques anachronismes et « britannismes » dans le langage¹². Après tout, le *National Security Archive* n'avait jamais entendu parler de ce document jusqu'à ce que James Bamford leur en fournisse copie. Et Robert McNamara, à qui il était destiné, a déclaré à David Talbot n'en avoir « absolument aucun souvenir »¹³.

C'est aussi, peut-être, dans le but d'un tel préconditionnement du mouvement contestataire que la chaîne Fox TV (caisse de résonance de la propagande sioniste-néoconservatrice) a diffusé le 4 mars 2001 le premier épisode d'une série *The Lone Gunmen*, vu par 13 millions d'Américains, dans lequel des pirates informatiques agissant pour le compte d'une cabale interne au gouvernement parviennent à détourner un avion de ligne par commande à distance, et le dirigent droit sur le WTC, tout en faisant croire à un détournement classique par des terroristes islamiques suicidaires, dans le but de déclencher une guerre mondiale contre le terrorisme¹⁴.

1. Livia Rokach, *Israel's Sacred Terrorism : A Study Based on Moshe Sharett's Personal Diary and Other Documents*, Association of Arab-American University Graduates, 1986, p. 42-9.

2. Robert Allen, *Beyond Treason : Reflections on the Cover-up of the June 1967 Israeli Attack on the USS Liberty, an American Spy Ship*, CreateSpace, 2012. L'épisode et le rôle de Johnson sont également traités dans le chapitre 7 de Bamford, *Body of Secrets*, op. cit.

3. John Crewdson, *Chicago Tribune*, 2 octobre 2007, cité dans Bollyn, *Solving 9-11*, op. cit., p. 60.

4. Thomas, *Histoire secrète du Mossad*, op. cit., p. 384-5.

5. Thomas, *Histoire secrète du Mossad*, op. cit., p. 410-41.

6. Thierry Meyssan, *L'Effroyable imposture II. Manipulations et désinformations*, Alphée, 2007, p. 31-8.

7. Robert Friedman, « Mossad Linked to WTC Bomb Suspect », *The Village Voice*, 3 août 1993, www.fromthewilderness.com/timeline/1990s/villagevoice080393.html

8. Griffin, *9/11 Contradictions*, op. cit., p. 295-6.

9. Subir Bhaumik, « Aborted Mission : Did Mossad attempt to infiltrate Islamic radical outfits in south Asia? », *The Week*, 6 février 2000. L'article a disparu du site de *The Week* mais est consultable sur whatreallyhappened.com/WRHARTICLES/mossad_india.html
10. Profil de Bamford sur le site de Random House, www.randomhouse.com/features/bamford/author.html
11. eamus Coogan, « Who is James Bamford and what was he doing with ARRB? », août 2010, sur le site de *Citizens for Truth about the Kennedy Assassination*, www.ctka.net/2010/OpNorthwoods.html
12. Carol Valentine sur www.public-action.com/911/northwds.html
13. Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, p. 107.
14. YouTube, «The Lone Gunmen Pilot – 9/11 Predictive Programming», www.youtube.com/watch?v=z3WW6eoLcLI

Vers la Quatrième Guerre mondiale

Immédiatement après l'attaque de l'Irak par la Coalition angloaméricaine, une proposition de loi est déposée à la Chambre des représentants, le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act*. Adoptée le 15 octobre 2003, elle donne tous pouvoirs au président Bush pour prendre des sanctions contre la Syrie, afin d'« arrêter son soutien au terrorisme et stopper son développement et sa production d'armes biologiques et chimiques¹ ». Le Pentagone planifie la guerre contre la Syrie pour l'été 2004, tandis que, sous l'égide du *National Endowment for Democracy* (fondation écran de la CIA pour le financement de ses guerres clandestines) est créé un gouvernement fantoche en exil, la *Syrian Democratic Coalition*. Grâce au gouvernement français sous Jacques Chirac, qui entretient de bonnes relations avec le Liban, la guerre est évitée par la Résolution 1 559 de l'ONU (adoptée le 2 septembre 2004), qui exige simultanément le retrait des Syriens et des Israéliens du Liban². Mais en février 2005, l'ancien Premier ministre Rafik Hariri, homme clé de l'équilibre communautaire au Liban et ami personnel de Chirac, est déchiqueté par une puissante explosion au passage de sa voiture. L'attentat est immédiatement mis sur le compte de l'État syrien dirigé par Bachar el-Assad, qui dément catégoriquement. Une commission d'enquête onusienne est confiée à l'ex-procureur allemand Detlev Mehlis, mais celui-ci est forcé de démissionner lorsque son accusation de la Syrie s'avère fondée sur de faux témoignages. Puis le 26 mai 2006, c'est au tour d'un des commandants du Jihad Islamique Palestinien, Mahmoud Al-Majzoub, d'être victime d'un attentat à la bombe au Sud du Liban. Cette fois, l'enquête met à jour un réseau terroriste installé par les services secrets israéliens. Un des membres du réseau, un ancien officier de l'armée libanaise nommé Mahmoud

Radeh, avoue avoir été recruté en 1994 par le Mossad. Le ministère de la Défense libanais conclut : « L'enquête de la Sécurité militaire montre que ce réseau terroriste sophistiqué était en contact depuis plusieurs années avec le Mossad israélien et que ses membres ont été formés par lui, en Israël comme à l'extérieur du pays. Le réseau [...] a été équipé, par les services israéliens, du matériel permettant la communication et la surveillance discrète ainsi que l'identification des cibles visées. » Les Libanais commencent à soupçonner qu'Israël est derrière l'assassinat d'Hariri et les quatorze attentats à la bombe, assassinats et tentatives d'assassinat qui ont suivi, tous destinés à rallumer la guerre civile entre les communautés maronites, sunnites et chiites, et semer la discorde entre le Liban et la Syrie. Le ministre libanais des Affaires étrangères prépare pour le Conseil de sécurité des Nations Unies un dossier sur ces activités clandestines³.

C'est le moment que choisit Israël pour précipiter les hostilités, après concertation avec les États-Unis lors d'une réunion les 17 et 18 juin 2006, entre Netanyahu, Dick Cheney et Donald Rumsfeld, en compagnie de Richard Perle. Le prétexte sera la capture par le Hezbollah de deux soldats israéliens sur sol libanais, le 12 juillet 2006. En trente-quatre jours, la guerre transforme le Sud-Liban en un champ de ruines et cause l'exode temporaire d'un million de Libanais. Les Américains retardent tous les efforts de solution diplomatique, la secrétaire d'État Condoleezza Rice se félicitant, dans une conférence de presse le 21 juillet, que cette guerre est « le commencement des douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient ». Mais la guerre se soldera par une défaite de l'armée israélienne (Tsahal), qui ne parvient pas à occuper le terrain et doit reculer devant la guérilla urbaine du Hezbollah. Une crise profonde s'ensuit en Israël, dont les dirigeants s'arrangeront dorénavant pour faire mener leurs guerres par les États-Unis ou l'OTAN⁴.

Malgré le retrait de ses troupes du Liban conformément à la Résolution 1559, la Syrie subit une campagne de diabolisation sans précédent. Ariel Sharon fait de l'échec de la Coalition à trouver des « armes de destruction massive » en Irak un prétexte pour accuser la Syrie : Saddam les aurait transférées secrètement en Syrie avec ses savants nucléaires. L'agression contre la Syrie ne sera déclenchée qu'en 2012, sous le déguisement d'une guerre civile, mais elle était préméditée au moins depuis février 2000, lorsque David Wurmser,

dans un article pour l'*American Enterprise Institute*, appelait de ses vœux le conflit qui fera que « bientôt la Syrie sera saignée à mort⁵ ». Non sans ironie, on apprendra en 2013 que parmi les rebelles syriens financés et armés par l'OTAN pour renverser Bashar el-Assad se trouvent des combattants d'Al-Qaïda, ce qui confirme une fois de plus la véritable fonction du terrorisme islamique incarné par cette organisation. Ces « rebelles » mercenaires filment leurs massacres et les médias occidentaux s'empressent de les mettre sur le compte d'Assad⁶. On connaît la suite : le 11 août 2013, le président syrien est accusé d'avoir « franchi la ligne rouge » en utilisant des armes chimiques contre son propre peuple. Il aurait attendu, pour tuer des centaines de civils (femmes et enfants principalement), l'arrivée des inspecteurs de l'ONU qu'il avait autorisés sur son sol. Malgré des contradictions flagrantes dans l'accusation, les médias américains et européens la relaient sans sourciller. Comme l'a fait savoir Thierry Meyssan, qui vit actuellement à Damas, les enfants gazés dont les vidéos ont ému le monde sont en réalité des enfants de familles alaouites loyales au pouvoir, enlevés deux semaines auparavant par des « rebelles »⁷.

Avant même l'attaque contre l'Irak, l'Iran était lui aussi dans la ligne de mire. Dans le *Times* londonien du 2 novembre 2002, le Premier ministre israélien Ariel Sharon déclare la République islamique d'Iran « centre de la terreur mondiale » et appelle contre elle des actions « dès le lendemain de l'attaque de l'Irak⁸ ». L'incapacité des troupes américaines à mater la résistance irakienne retarde le projet. Mais l'opinion publique américaine est maintenue sur le pied de guerre par des accusations fantaisistes, comme celle de Kenneth Timmerman, membre dirigeant du JINSA, qui prétend que l'Iran a protégé Ben Laden et collaboré avec Al-Qaïda (*Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown With Iran*, 2005). Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Daniel Pipes, en 2006, se réjouit que le prolongement de la guerre civile irakienne va inviter « la participation de la Syrie et de l'Iran, ce qui hâtera la possibilité d'une confrontation américaine avec ces deux États⁹ ».

Le président Bush abat cette carte le 10 avril 2008, accusant l'Iran d'aider la résistance irakienne : « Le régime de Téhéran a un choix à faire [...]. Si l'Iran fait le mauvais choix, l'Amérique agira pour protéger nos intérêts et nos troupes et nos partenaires irakiens¹⁰. » Il

faut pourtant rappeler qu'en mai 2003, le gouvernement iranien a transmis à Washington, par l'intermédiaire de l'ambassadeur suisse à Téhéran, une proposition connue sous le nom de *Grand Bargain* par laquelle l'Iran, en échange de la levée des sanctions économiques à son encontre, s'engageait à coopérer avec les États-Unis pour stabiliser l'Irak et y établir une démocratie laïque, et se disait prêt à d'autres concessions incluant la paix avec Israël. Powell fut empêché par Bush et Cheney de répondre favorablement à cette demande. Ainsi, résume son *Chief of Staff* Lawrence Wilkerson : « La cabale secrète a eu ce qu'elle voulait : pas de négociation avec Téhéran¹¹. »

L'Iran est mis en accusation depuis le début de la présidence Bush pour son programme de recherche nucléaire civile, qu'on accuse d'être secrètement militaire. La publication en 2005 d'un premier rapport alarmiste du *National Intelligence Estimate* (NIE) a fait l'objet d'un intense battage médiatique, tandis que sa révision à la baisse en 2007 a été passée sous silence, tout comme le fait que les Guides Suprêmes de l'Iran, depuis l'Ayatollah Khomeiny, ont émis plusieurs fatwas interdisant les armes nucléaires. Pendant ce temps, rien n'est murmuré du programme israélien, illégal et toujours inavoué, qui a doté Israël d'un stock évalué à ce jour à 200 bombes atomiques au moins, jamais inspecté. Le 25 octobre 2007, le Sénat vote l'amendement Kyl-Lieberman qui place le corps d'élite des Gardiens de la Révolution (*Pasdaran*) sur la liste noire des organisations terroristes, une manœuvre destinée à justifier par avance une guerre préemptive contre l'Iran.

Parallèlement, de faux prétextes de guerre sont régulièrement fabriqués. On sait grâce à Gwenyth Todd, conseillère sur le Moyen-Orient attachée à l'*US Navy Fifth Fleet* stationnée dans le Golfe persique, qu'à peine nommé commandant de cette Cinquième Flotte en 2007, le vice-amiral Kevin Cosgriff ordonna des manœuvres agressives de ses porte-avions et autres navires dans le but de faire paniquer les Iraniens pour qu'un tir de leur part permette de déclencher la guerre voulue par le lobby pro-Israël. Cosgriff voulait « mettre pratiquement une armada sur le seuil de l'Iran, sans prévenir » et sans même avertir Washington, selon le *Washington Post*. Le 6 janvier 2008, l'incident désiré est sur le point de se matérialiser : le Pentagone annonce que des vedettes iraniennes ont menacé les navires américains *USS Hooper* et *USS Port Royal* dans le détroit

d'Ormuz. Évoquant cet incident exceptionnellement « provoquant et dramatique », le chairman des *Joint Chiefs of Staff* Mike Mullen se dit préoccupé par « la menace posée par l'Iran » et notamment « la menace de miner le détroit » et se dit prêt à utiliser s'il le faut « la force mortelle ». En réalité, l'incident était totalement fictif. Les vedettes iraniennes, qui patrouillent quotidiennement cette zone et y croisent régulièrement des navires américains, n'avaient émis aucune menace et ne possédaient « ni missile antinavires, ni torpilles », comme l'admit Cosgriff¹². Pourtant, ce dernier avait été sur le point d'ordonner de faire feu contre elles, et l'aurait fait s'il n'avait reçu l'ordre formel de s'en abstenir de la part de son supérieur, l'amiral William Fallon, commandant du CENTCOM (Central Command, la force de déploiement au Moyen-Orient). La Maison Blanche est alors furieuse contre Fallon, qui avait par ailleurs exprimé publiquement son opposition à une guerre contre l'Iran dans le *Financial Times* (12 novembre 2007). Il est contraint à démissionner en mars¹³.

Les élections iraniennes de 2009 et la contestation qui s'en suivit à Téhéran furent l'occasion d'une nouvelle guerre psychologique utilisant les réseaux sociaux par Internet, et relayée par les médias américains. En quelques jours, la mort d'une jeune femme durant les manifestations fut exploitée comme symbole de l'oppression du régime islamique. Neda Agha-Soltan aurait été tuée le 20 juin 2009 par un sniper de la milice paramilitaire, alors qu'elle venait de sortir de voiture avec son professeur de musique. La vidéo de son agonie filmée en direct par téléphone portable fait instantanément le tour du monde sur Facebook puis YouTube. Plusieurs rassemblements ont lieu en son honneur dans le monde. On parle de lui décerner le Prix Nobel de la Paix. Son fiancé, un photographe du nom de Caspian Makan, rencontre Shimon Peres en Israël et lui déclare : « Je viens en Israël en tant qu'ambassadeur du peuple iranien, un messenger du camp de la paix. » Il ajoutera : « Je n'ai aucun doute que l'esprit et l'âme de Neda étaient avec nous lors de cette rencontre présidentielle. » Malheureusement, les invraisemblances s'accumulent : 1) il existe en fait trois vidéos de l'agonie de Neda, qui ressemblent à plusieurs « prises » de la même scène. 2) Une interview à la BBC du docteur qui assista à sa mort est truffée de contradictions. 3) L'autopsie a conclu que Neda avait été tuée à bout portant. 4) Enfin, le visage devenu précipitamment icône planétaire est en réalité celui d'une autre jeune

file, Neda Soltani. Celle-ci tenta en vain de faire rectifier l'erreur mais, sentant sa vie en danger, elle s'expatria en Allemagne où elle écrivit son témoignage, *Mon visage volé*¹⁴.

La guerre et la dislocation de l'Irak sous le prétexte d'armes de destruction massive introuvables, l'agression de la Libye et de la Syrie, enfin la menace d'en découdre avec l'Iran sous le prétexte d'un programme d'armement nucléaire inexistant, tout cela témoigne d'une volonté d'embraser le Moyen-Orient et non pas d'en contrôler les ressources (comme le disent les tenants de la thèse du pétrole), encore moins de le stabiliser ou démocratiser. Michael Ledeen lui-même le proclame dans un article du *Wall Street Journal* (« *The War on terror won't end in Baghdad* », 4 septembre 2002) : « Nous ne voulons pas la stabilité en Iran, Irak, Syrie, au Liban, et même en Arabie saoudite : nous voulons que les choses changent. La vraie question n'est pas si, mais comment déstabiliser¹⁵. »

Quelle peut bien être la motivation d'une telle entreprise ? Même Brzezinski, fervent impérialiste dans les années 80 et 90, dénonce depuis l'invasion de l'Irak l'emballement d'un processus causé par « des pulsions manichéennes et une hubris impériale » (le 1^{er} février 2007 devant le Sénat). Il s'inquiète que le chaos instauré en Irak soit bientôt « suivi par des accusations américaines rendant l'Iran responsable de cet échec ; puis, par quelque provocation en Irak ou un acte terroriste sur le sol américain qui serait imputé à l'Iran. Ceci pourrait culminer avec une action militaire américaine "défensive" contre l'Iran qui plongerait une Amérique isolée dans un profond borborygme englobant l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan¹⁶. » Associant correctement ce projet de guerre à une volonté israélienne, Brzezinski a par ailleurs engagé l'administration Obama à ne plus suivre Israël « comme une stupide mule »¹⁷.

Loin d'être une pure folie, au sens classique du terme, ce que dénonce un peu tard Brzezinski est un projet géopolitique rationnellement conçu par un groupe d'hommes supérieurement intelligents, dans un but déterminé et réalisable. Quel est ce but ? Oussama Ben Laden répondit à cette question dans une tribune publiée par le journal arabe londonien *Al-Quds al-Arabi* le 23 février 1998. Se référant à « l'alliance des Croisés et des Juifs », il évoque « leur tentative de démembrer tous les États de la région, tels que l'Irak et l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Soudan, en de petits États,

dont la division et la faiblesse assureraient la survie d'Israël¹⁸ ». En effet, ce que semblent vouloir déclencher les machiavélo-sionistes est une guerre mondiale d'où sortiront affaiblis et morcelés tous les ennemis d'Israël, pour des décennies à venir, de sorte qu'Israël pourra même se passer des États-Unis, ruinés par leurs dépenses militaires comme le fut l'URSS dans les années 80, et de surcroît détestés à travers le globe. Plus rien ne s'opposera alors à la phase finale du plan sioniste, consistant à parachever le nettoyage ethnique et annexer la totalité de la Palestine, prélude à une nouvelle expansion pour reconstituer le « Grand Israël ».

Dans un article du *Wall Street Journal* du 20 novembre 2001, le néoconservateur Eliot Cohen parle de la guerre contre le terrorisme comme *World War IV*, et le terme sera repris par d'autres Américano-sionistes. En septembre 2004, un colloque néoconservateur à Washington incluant Norman Podhoretz et Paul Wolfowitz s'intitulait « *World War IV : Why We Fight, Whom We Fight, How We Fight* ». Cohen y déclarait : « *The enemy in this war is not "terrorism" [...] but militant Islam.* » Comme la Guerre froide (assimilée à une troisième guerre mondiale), la Quatrième Guerre mondiale vue par Cohen aura des racines idéologiques, sera globale, durera longtemps et inclura de nombreux types d'affrontements. Le thème de la Quatrième Guerre mondiale a été également popularisé par Norman Podhoretz, dans son article « *How to Win World War IV* » paru dans *Commentary* en février 2002, suivi par un second article en septembre 2004, « *World War IV : How It Started, What It Means, and Why We Have to Win* », et pour finir dans un livre intitulé en 2007 *World War IV : The Long Struggle Against Islamofascism*¹⁹. Pendant ce temps, les Israélo-sionistes battent leurs propres tambours de guerre. Moins de deux heures après les attentats de Londres du 7 juillet 2005, le *Jerusalem Post* imprima un article d'Efraïm Halevi, ancien chef du Mossad et directeur du Conseil de Sécurité nationale d'Israël, intitulé « *Rules of Conflict for a World War* » : « Nous sommes dans les affres d'une guerre mondiale, qui fait rage sur tout le globe » et qui ne sera gagnée que par « la destruction complète de l'ennemi²⁰ ».

1. Library of Congress, www.congress.gov/cgi-bin/query/F?c108:1:./temp/~c108NN5Rpq:e22006:

2. eyssan, *L'Effroyable imposture II*, op. cit., p. 75-82.
3. Nicholas Blanford, « Lebanon exposes deadly Israeli spy ring », *The Times*, 15 juin 2006 ; Meyssan, *L'Effroyable imposture II*, op. cit., p. 83-130 ; Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 141-2.
4. Meyssan, *L'Effroyable imposture II*, op. cit., p. 131-6, 227-78.
5. David Wurmser, « Let's Defeat Syria, Not Appease it », 25 février 2000, AEI, www.aei.org/article/foreign-and-defense-policy/regional/middle-eastand-north-africa/lets-defeat-syria-not-appease-it/
6. Voir le film de John-Paul Leonard sur YouTube, « The Big Lie & Dirty War on Syria », www.youtube.com/watch?v=_6YAOJ35yMk&feature=youtube
7. Lire sur Voltairenet, www.voltairenet.org/article180127.html. Voir aussi le reportage de GlobalResearchTV sur www.youtube.com/watch?v=EzLVfdrQRsY
8. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 199.
9. Daniel Pipes, « Civil War in Iraq? », *New York Sun*, 28 février 2006.
10. Presidential Rhetoric, www.presidentialrhetoric.com/speeches/04.10.08.html
11. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 258.
12. Matthew Abbot, « Why was a Navy adviser stripped of her career », *Washington Post*, 21 août 2012.
13. etras, *Zionism, Militarism and the Decline of US Power*, op. cit., p. 5882 ; Peter Dale Scott, *The War Conspiracy : JFK, 9/11, and the Deep Politics of War*, Mary Ferrell Foundation Press, 2008 p. 111-3.
14. Gilles Lanneau, *Iran, le mensonge*, Diffusion International Édition, 2010, p. 85-7. Voir le reportage de PressTV sur YouTube, « Press TV-Cross Road – A closer look to the death of Neda Agha-Soltan », www.youtube.com/watch?v=N6DO9bo4HeI
15. Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 118-9.
16. niegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 301.
17. YouTube, “Brzezinski : US won't follow Israel like a stupid mule”, www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=ifEGiJ2ZxDM#at=41
18. Traduction de Bernard Lewis dans « License to Kill : Usama bin Ladin's Declaration of Jihad », *Foreign Affairs*, nov-déc 1998.
19. Sniegoski, *Transparent Cabal*, op. cit., p. 193.
20. Kollerstrom, *Terror on the Tube*, op. cit., p. 73.

La Bible et l'Empire

À l'évidence, les stratèges du Likoud et leurs alliés néo-conservateurs ont l'intention de léguer en héritage à l'humanité une guerre mondiale d'anéantissement contre la civilisation musulmane. Le résultat espéré est un État juif régnant sur un Moyen-Orient morcelé, émasculé de toute identité et ambition nationales – et, à plus forte raison, panarabiques. Comment expliquer une telle hubris ? Une explication peut être puisée dans la nature même de l'État d'Israël et le rôle dirigeant qu'y a toujours tenu son appareil militaire, équivalent du *National Security State* états-unien. David Ben Gourion, qui cumulait les fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense, l'avait voulu ainsi, car il savait que le destin d'Israël reposait prioritairement sur sa capacité d'écraser la résistance arabe : « Pourquoi les Arabes feraient-ils la paix ? Si j'étais un chef arabe, je ne passerais jamais d'accord avec Israël. C'est naturel : [...] nous sommes venus ici et leur avons volé leur pays. Pourquoi accepteraient-ils cela ? Ils oublieront peut-être dans une ou deux générations, mais pour le moment il n'en est pas question. C'est donc simple : nous devons rester forts et maintenir une armée puissante. Toute notre politique est là. Sinon, les Arabes nous feront disparaître¹. » Par la force des choses, Israël est depuis toujours un état sécuritaire.

C'est aussi un État colonisateur et expansionniste, dont les ruses diplomatiques ne peuvent plus aujourd'hui masquer l'objectif qui n'a cessé de motiver ses dirigeants. Le plan de partition de la Palestine, estimait Ben Gourion en 1948, « ne nous oblige pas à renoncer à la Transjordanie ; on ne peut exiger de quiconque qu'il renonce à sa vision. Nous acceptons un état dans les frontières fixées aujourd'hui, mais les frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur extérieur ne peut les limiter. » Menachem Begin, lui, déclarait plus catégoriquement : « Eretz Israel sera rendue au peuple

juif. En totalité. Et pour toujours². » Trois jours après le début de l'invasion de Suez par Israël, Ben Gourion déclarait devant la Knesset que l'enjeu véritable était « la restauration du royaume de David et Salomon », ce qui signifie l'expansion d'Israël jusqu'aux « frontières bibliques » (« de l'Euphrate au Nil », selon un autre slogan sioniste)³. L'invasion israélienne et l'intervention franco-britannique en soutien avaient été finalisées lors d'une réunion secrète dans une villa de la banlieue parisienne, le 24 octobre 1956, où étaient présents Ben Gourion, Patrick Dean des services spéciaux britanniques, et Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères. L'accord signé, connu sous le nom de « Protocole de Sèvres », visait à renverser Nasser et lui reprendre le Canal⁴. Le plan échoua grâce à l'intervention d'Eisenhower. Mais la tentative suivante, en 1967, réussit grâce à la non-intervention (et même l'aide secrète) de Johnson. Bien que le public américain et européen ait été conduit à croire que la conquête de nouveaux territoires par Israël en 1967 était déclenchée par une attaque égyptienne, les historiens savent aujourd'hui qu'il n'en est rien. Le Premier ministre israélien Menachem Begin a lui-même admis, dans un discours prononcé le 8 août 1982 devant le *National Defense College* de Jérusalem, que la Guerre des Six jours n'était pas « une guerre nécessaire », mais « une guerre choisie. Nasser ne nous a pas attaqués. C'est nous qui avons décidé de l'attaquer⁵. » Ariel Sharon, qui s'illustra dans la prise du Sinaï lors de la Guerre des Six jours, résuma bien le rôle prépondérant de l'appareil militaire dans cette politique d'annexion : « On aurait pu enfermer les ministres dans une pièce et partir avec la clé. On aurait pris les décisions appropriées et personne n'aurait su que les événements étaient le résultat de décisions prises par les principaux généraux⁶. »

Sharon est l'homme qui incarne le mieux la brutalité de cet esprit de conquête. Il avait commandé l'Unité 101 qui le 14 octobre 1953 rasa le village de Qibya en Jordanie, tuant 69 civils dans le dynamitage de leurs maisons. En 1956, une unité sous son commandement avait fait exécuter plus de 200 prisonniers égyptiens et civils soudanais. En 1971, chargées de mettre un terme à la résistance dans la Bande de Gaza, ses troupes tuent plus de 100 civils palestiniens. Et en septembre 1982, le massacre de plus de 1 500 femmes, enfants et vieux dans deux camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth lui vaut le surnom de « boucher de Sabra et

Chatila ». Lorsqu'il est ministre des Affaires étrangères de Netanyahou de 1996 à 1999, Sharon qualifie les Accords d'Oslo de « suicide national » et se prononce pour les « frontières bibliques », encourageant les colonies illégales : « Chacun doit courir s'emparer de toutes les collines qu'il peut pour élargir les colonies, parce que tout ce que nous prendrons maintenant restera à nous⁷ », déclare-t-il le 15 novembre 1998. Lorsqu'il arrive au pouvoir en février 2001, tandis que Netanyahou devient à son tour ministre des Affaires étrangères, Sharon sabote volontairement le processus de paix et déclenche la seconde *Intifada* par ses provocations calculées. Tandis qu'en mars 2001, 22 nations réunies à Beyrouth sous l'égide de la Ligue Arabe s'engagent à reconnaître Israël sous condition d'application de la Résolution 242 (retour aux frontières d'avant 1967), l'armée israélienne envahit Ramallah et assiège Yasser Arafat dans son QG. Six mois plus tard, le 11-Septembre porte le coup de grâce à tout espoir de paix.

L'état d'esprit qui règne au sein du commandement militaire d'Israël et du gouvernement Sharon est assez bien représenté par les propos de Martin van Creveld, professeur d'histoire militaire à l'Université de Jérusalem, expliquant au *Guardian* (21 septembre 2003) que les récurrentes révoltes palestiniennes ne trouveront qu'une seule solution : le « transfert » de tous les Palestiniens hors de Palestine. Sur le risque d'une opposition de la communauté internationale à un tel projet, il ajoute : « Nous possédons plusieurs centaines de têtes et missiles nucléaires et nous pouvons les lancer dans toutes les directions, peut-être même sur Rome. La plupart des capitales européennes sont les cibles de notre force aérienne. [...] Nous avons la capacité d'entraîner le monde dans notre chute. Et je peux vous assurer que cela arrivera avant qu'Israël ne tombe⁸. » Ron Rosenbaum, dans *How the End Begins : The Road to a Nuclear World War III* (2012), rappelle que telle est bien le postulat de la politique militaire israélienne depuis les années 70, la fameuse « Option Samson » : « L'abandon du principe de proportionnalité est l'essence de l'Option Samson : même si Israël se trouvait détruit, on peut être sûr que ses sous-marins nucléaires – qui sillonnent la Mer rouge, l'Océan indien et le Golfe persique à des profondeurs indétectables – pourraient déclencher des représailles à une échelle génocidaire pratiquement n'importe où dans le monde », y compris sur Moscou,

des capitales européennes et toutes les villes saintes de l'islam⁹.

Les dirigeants sionistes actuels ne sont pas seulement opposés à la partition de la Palestine. Ils sont animés d'une vision quasi impériale du destin d'Israël, que ne reflètent pas leurs discours sur la scène internationale, mais que Sharon exprimait en hébreu en décembre 1981 dans un discours destiné à l'*Institute for Strategic Affairs* de l'Université de Tel Aviv : « Au-delà des pays arabes au Moyen-Orient et sur les rives de la Méditerranée et de la Mer rouge, nous devons étendre le champ des préoccupations stratégiques et sécuritaires d'Israël dans les années 80 pour y inclure des pays comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, et des zones comme le Golfe persique et l'Afrique, et en particulier les pays de l'Afrique du Nord et du Centre¹⁰. » Ce discours sera annulé en raison de la controverse sur l'annexion des territoires syriens du Plateau du Golan, mais sera publié peu après dans le quotidien *Maariv*. Cette « doctrine Sharon » se retrouve dans un certain nombre d'autres textes en hébreu que le dissident Israel Shahak a traduits en anglais dans *Open Secrets : Israeli Nuclear and Foreign Policies* (1997). Par exemple, dans un essai intitulé « *A Strategy for Israel in the Eighties* » écrit pour la *World Zionist Organisation* en février 1982, Oded Yinon, ancien haut-fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, prône une stratégie de contrôle du Moyen-Orient passant par la fragmentation de tous les voisins d'Israël, à commencer par le Liban : « La désintégration totale du Liban en cinq gouvernements régionaux localisés constitue le précédent pour le monde arabe tout entier, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et la péninsule arabique, d'une manière similaire. La dissolution de l'Égypte et plus tard de l'Irak en différents districts de minorités ethniques et religieuses selon l'exemple du Liban, est l'objectif d'Israël à long terme sur le front Est. L'affaiblissement militaire actuel de ces États est l'objectif à court terme. La Syrie se désintégrera en plusieurs États suivant la ligne de sa structure ethnique et sectaire, comme cela se passe aujourd'hui au Liban¹¹. » En septembre 1982, Ariel Sharon, ministre de la Défense, lance l'invasion du Liban et dévaste la cité prestigieuse de Beyrouth sous un tapis de bombes (gracieusement fournies avec les avions par les États-Unis), causant la mort de 10 000 civils et le déplacement d'un demi-million. Selon le journal de Moshe Sharett déjà cité, le projet de déstabiliser le Liban en y fomentant une guerre civile pour justifier une intervention

militaire israélienne et l'annexion de territoire a été élaboré dès 1955, par le ministre de la Défense Moshe Dayan¹².

Parce qu'il a fondé officiellement un « État juif » qui traite ses non-juifs comme des citoyens de second rang et interdit les mariages interethniques, le sionisme a été qualifié de « forme de racisme et de discrimination raciale » par la Résolution 3 379 de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1975 (révoquée en 1991). Israël est un État ségrégationniste, qui a d'ailleurs établi avec l'État d'apartheid d'Afrique du Sud, en violation du boycott par le reste de la communauté internationale, une coopération économique et militaire dénoncée également par les Nations Unies en 1973 (Résolution 3 151) ; cette coopération incluait des recherches sur des armes bactériologiques « ethnosspécifiques » destinées à contaminer sélectivement les populations indésirables, menées conjointement par le *Project Coast* en Afrique du Sud (sous la direction du fameux Docteur Wouter Basson) et par l'Institut de Recherche Biologique fondé en 1952 en Israël sous le contrôle du ministère de la Défense¹³. La recherche d'armes bactériologiques capables de contaminer les Arabes en épargnant les Juifs a été poursuivie jusqu'à la fin des années 1990, et sans doute au-delà, comme l'a révélé le *Sunday Times* en 1998¹⁴. Souvenons-nous qu'à l'époque, Israël alertait le monde entier sur le danger imaginaire des armes chimiques et bactériologiques de Saddam Hussein.

Le sionisme est né en Allemagne à la fin du 19^{ème} siècle, dans le même creuset culturel et idéologique que le nazisme. Il lui a survécu parce qu'il a su capitaliser après la guerre sur la terrible souffrance des juifs d'Europe de l'Ouest, et progressivement usurper la représentativité de la communauté juive internationale¹⁵. Mais il a dû pour cela faire oublier sa collaboration active durant les années 30 avec le régime nazi, amplement documentée par les chercheurs juifs antisionistes Ralph Schoenman (*Histoire cachée du sionisme*, 1 988) et Lenni Brenner (*Zionism in the Age of Dictators*, 1983, et *51 Documents : Zionist Collaboration with the Nazis*, 2 009). Les sionistes, qui combattaient les tendances assimilationnistes de la majorité des juifs européens, ont soutenu sans réserve les lois raciales d'Hitler interdisant les mariages mixtes ; de leur côté, les nazis voyaient alors l'émigration massive des juifs vers la Palestine comme la meilleure « solution au problème juif ». Le rabbin Joachim Prinz, futur président

de l'*American Jewish Congress* (1958-1966), célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre *Wir Juden* : « Un État construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables. » La discrimination des juifs assimilationnistes et intégrés favoriserait leur conversion à l'idéal sioniste, avait même prévu Theodor Herzl, de sorte que « les antisémites deviendront nos amis les plus sûrs, et les pays antisémites nos alliés¹⁶ ». Alors même qu'en 1933 l'*American Jewish Congress* organisait le boycott des produits allemands, l'Organisation Sioniste Mondiale signait avec l'Allemagne nazie l'Accord Haavara permettant le transfert de nombreuses fortunes juives en Palestine. Et en 1941, le groupe terroriste Lehi, une dissidence de l'Irgoun dont l'un des chefs, Yitzhak Shamir (né Yzernitsky), deviendra Premier ministre, offrit formellement au gouvernement allemand de « prendre une part active à la guerre aux côtés de l'Allemagne » contre les Britanniques, qui à l'époque administraient la Palestine et y limitaient l'immigration juive¹⁷.

L'idéologie raciale et suprématiste du sionisme précède celle du nazisme, et l'a en partie inspirée. Zeev Jabotinsky écrit en 1923 dans *Le Mur de fer*, deux ans avant le *Mein Kampf* d'Hitler : « Un juif élevé au milieu d'Allemands [...] peut devenir totalement imprégné de ce fluide germanique, mais il restera toujours un juif, parce que son sang, son organisme et son type racial, sur le plan corporel, sont juifs¹⁸. » On sait aujourd'hui ce qu'il faut penser de cette revendication raciale ; et de toute façon, il est établi que les colons israéliens issus d'Europe de l'Est ne peuvent prétendre à aucune ascendance génétique parmi les anciens Hébreux de Judée ou de Samarie, contrairement aux Palestiniens qu'ils ont expulsés de leurs terres ancestrales, et contrairement peut-être aux juifs sépharades d'Afrique du Nord, qualifiés de « déchets humains » par le Premier ministre Levi Eshkol, et soumis dans les années 50 à des mesures eugéniques de la part du pouvoir majoritairement ashkénaze Haim Malka,

Selection and Discrimination in the Aliya and Absorption of Moroccan and North African Jewry, 1948-1956, 1 998¹⁹).

Zeev Jabotinsky écrit encore dans *Le Mur de fer* : « Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui signifie un

mur de fer que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler autrement serait une hypocrisie. » Le colonialisme raciste de Jabotinsky est une clé aussi importante que le machiavélisme de Leo Strauss pour décrypter la mentalité des hommes qui œuvrent au projet sioniste, en Israël comme aux États-Unis. C'est, au minimum, une clé indispensable pour comprendre les visées ultimes de Benjamin Netanyahou, dont le père, Ben Zion Netanyahou (né Mileikowsky à Varsovie) était le secrétaire personnel de Jabotinsky. Le 31 mars 2009, Netanyahou a nommé aux Affaires étrangères Avigdor Lieberman, issu du parti *Yisrael Beiteinu* qui se présente comme « un mouvement national avec la claire vision de suivre le chemin glorieux de Zeev Jabotinski. » Durant l'assaut contre Gaza en janvier 2009, Lieberman a plaidé pour « combattre le Hamas comme les États-Unis ont combattu les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale²⁰ ».

Dans l'Allemagne de la fin du 19^{ème} siècle, la notion biblique de « peuple élu » a été transposée par les pères fondateurs du sionisme dans le paradigme racialiste qui dominait alors en Occident. Mais le sionisme est avant tout un rêve biblique, comme son nom l'indique (Sion est le nom donné à Jérusalem 152 fois dans la Bible hébraïque) : « La Bible est notre mandat », proclama Chaim Weisman, futur premier président d'Israël, à la Conférence de Versailles en 1919. Bien qu'agnostique, David Ben Gourion (né Grün en Pologne), était habité par l'histoire antique de son peuple, au point d'adopter le nom d'un général judéen ayant combattu les Romains. « Il ne peut y avoir aucune éducation politique ou militaire valable sans une connaissance profonde de la Bible », répétait-il²¹. Envisageant une attaque contre l'Égypte dès 1948, il écrit dans son journal : « Ce sera notre vengeance pour ce qu'ils ont fait à nos aïeux à l'époque biblique²². » Ben Gourion prenait la Torah pour un récit historiquement fiable, et aujourd'hui encore, l'État hébreu la revendique comme histoire nationale, refusant les preuves archéologiques que le Royaume de Salomon, comme la plus grande partie de l'« histoire biblique », appartient au domaine du mythe et de la propagande²³. Pour les sionistes, récits et prophéties bibliques restent un modèle et un programme immuables. Ainsi, le nettoyage ethnique planifié par Ben Gourion en 1947-48, qui fit fuir 750 000 Palestiniens, soit plus de la moitié de la population native, rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « Faire

table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons » et, dans les villes qui résistent, « ne rien laisser subsister de vivant » (Deutéronome 19 h 1, 20 h 16). Ce qui rend ce concept de « peuple élu » bien plus toxique que les formes séculières de racisme – outre sa totale immunité à toute rationalité – est l'autre face de la pièce : l'idée que tout autre peuple sera « maudit » s'il ne sert pas le peuple élu. Le Dieu biblique abattra sa « vengeance » sur ses ennemis, les « peuples qu'il a condamnés », et son épée, après les avoir « dévorés », sera « remplie de sang et repue de graisse » (Isaïe 34 : 5-6, Jérémie 46 : 10).

Ce rêve insufflé par le Dieu biblique à son peuple élu n'est pas seulement un rêve racial national qui déclare les Cananéens (les Palestiniens autochtones) tout juste bons à être « exterminés sans pitié » (Josué 11 h 20) ou réduits à l'esclavage (Genèse 9 h 2 427). C'est très clairement aussi un rêve impérial. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe (repris dans Michée 4 h 1-3) comme preuve que le message prophétique est pacifique : « Ils briseront leurs épées pour en faire des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre. » Mais on omet généralement les vers précédents, qui indiquent que cette *Pax Judaica* ne viendra que lorsque « toutes les nations » rendront hommage « à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « jugera entre les nations. » Ben Gourion, véritable père d'Israël, était guidé par cette vision prophétique, qu'il reprit à son compte en 1962 dans une déclaration publiée par le magazine américain *Look*, où il émettait cette prédiction pour 1987 (le prochain quart de siècle) : « Toutes les armées seront abolies, et il n'y aura plus de guerres. À Jérusalem, les Nations Unies (de *vraies* Nations Unies) construiront un sanctuaire aux prophètes pour servir à l'union fédérale de tous les continents ; ce sera le siège de la Cour Suprême de l'Humanité, où seront réglés tous les conflits entre les continents fédérés, comme l'a prophétisé Isaïe²⁴. »

Cette vision d'un Nouvel Ordre Mondial centré sur Jérusalem inspire aujourd'hui, plus que jamais, de nombreux intellectuels juifs. Jacques Attali, dans l'émission qu'il anime sur la chaîne Public Sénat avec Stéphanie Bonvicini, se prend à « imaginer, rêver d'une Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial²⁵ ». Lors du Sommet de Jérusalem

qui s'est tenu du 11 au 14 octobre 2003 dans le lieu symbolique de l'hôtel King David, une alliance fut scellée entre sionistes juifs et chrétiens autour d'un projet « théopolitique » faisant d'Israël (selon les termes de la « Déclaration de Jérusalem » signée par les participants), « la clé de l'harmonie des civilisations », en remplacement des Nations Unies, devenues « une confédération tribalisée détournée par les dictatures du Tiers-Monde ». « L'importance spirituelle et historique de Jérusalem lui confère une autorité spéciale pour devenir le centre de l'unité du monde. [...] Nous croyons que l'un des objectifs de la renaissance divinement inspirée d'Israël est d'en faire le centre d'une nouvelle unité des nations, qui conduira à une ère de paix et de prospérité, annoncée par les prophètes. » Trois ministres israéliens en exercice, dont Benjamin Netanyahu, se sont exprimés à ce sommet, et l'invité d'honneur Richard Perle reçut à cette occasion le Prix Henry Scoop Jackson²⁶. Le soutien de nombreux chrétiens évangéliques à ce projet ne doit pas surprendre. Avec plus de 50 millions de membres, le mouvement *Christians United for Israel* est devenu une force politique considérable aux États-Unis. Son président, le pasteur John Hagee, auteur de *Jerusalem Countdown : A Prelude to War* (2 007), déclare : « Les États-Unis doivent se joindre à Israël dans une frappe militaire préemptive contre l'Iran pour réaliser le plan de Dieu pour Israël et l'Occident, [...] une confrontation de fin du monde prophétisée dans la Bible, qui mènera à l'Enlèvement des saints, la Tribulation et la Seconde Venue du Christ²⁷. »

Le Nouvel Ordre Mondial n'est-il pas, en définitive, le faux nom de l'Empire de Sion ? Il est utile de rappeler que, bien avant d'être employée par le président Bush père, l'expression a été forgée en 1957 par le géopoliticien Robert Strausz-Hupé, dans le premier numéro de sa revue *Orbis*, conçu comme le manifeste de son *Foreign Policy Research Institute* (FPRI), l'un des creusets du néoconservatisme. Strausz-Hupé y assimile ce Nouvel Ordre Mondial destiné à « enterrer les États-nations » à « l'empire universel américain » : « L'empire américain et l'humanité ne seront pas opposés, mais simplement deux noms pour un même ordre universel sous le signe de la paix et du bonheur : *Novus orbis terrarum* (Nouvel Ordre Mondial)²⁸. » Henry Kissinger, élève de Strausz-Hupé, pouvait sembler adhérer à ce programme avoué. Mais pas Daniel Pipes, fils de Richard, propagandiste ultra-sioniste que Strausz-Hupé nommera rédacteur en

chef d'*Orbis* en 1986, puis président du Middle-East Forum (à l'origine une branche du FPRI) en 1990²⁹. Le disciple a-t-il trahi l'intention du maître, ou bien le projet du Nouvel Ordre Mondial américain possède-t-il depuis toujours un double fond sioniste ? Il semble bien, en tout cas, que les Américains aient été bernés en croyant que le Nouvel Ordre Mondial serait américain ; il sera sioniste ou ne sera pas.

Le malentendu est savamment entretenu même au sein de la mouvance « complotiste », ennemie jurée du Nouvel Ordre Mondial. La démonstration en est faite par le dernier film de Jason Bermas produit par Alex Jones, *Invisible Empire* (2 010), un ramassis de poncifs qui met les Bush et les Rockefeller au centre du complot du Nouvel Ordre Mondial mais se tait sur la composante sioniste, même en parlant des néoconservateurs³⁰. Dans le même sac doit être mis Webster Tarpley et son livre culte, *9/11 Synthetic Terror : Made in USA*, qui présente les Wolfowitz et autres néoconservateurs comme les « taupes » d'un « gouvernement invisible » sans rapport avec Israël et qui écrit, sans aucun élément à l'appui : « le service secret étranger qui a apporté le plus gros soutien indirect au 11-Septembre est indiscutablement le MI-6 britannique³¹. » L'intoxication est encore illustrée par la circulation sur Internet de la fausse citation de David Rockefeller remerciant les directeurs du *Washington Post*, *New York Times* et autres publications pour leur discrétion de quarante ans sur le projet de « souveraineté supranationale » de la Commission Trilatérale. Plus crédibles seraient les félicitations d'un Rothschild (un descendant de Lord Lionel Walter Rothschild de l'*English Zionist Federation*, qui posa la première pierre d'Israël en achetant la Déclaration Balfour au gouvernement britannique³²) pour leur discrétion de quarante ans sur les crimes et manigances d'Israël.

Ce dont les Américains n'ont pas non plus été informés, c'est que le prix à payer d'avance pour ce Nouvel Ordre Mondial pseudo-américain et crypto-israélien serait une Nouvelle Guerre Mondiale. Mais cela aussi est inscrit dans le programme sioniste, car c'est le cauchemar préalable au rêve biblique. Le prophète Zacharie, souvent cité sur les forums sionistes, prédit dans son chapitre XIV que Yahvé combattra « toutes les nations » liguées contre Israël. En une journée unique, toute la terre deviendra un désert, à l'exception de Jérusalem, qui « sera élevée et demeurera en sa place ». Le don prophétique de Zacharie semble lui avoir inspiré une vision de ce que Dieu pourrait

faire avec des armes atomiques : « Et voici quelle sera la plaie dont l'Éternel frappera tous les peuples qui auront combattu contre Jérusalem : il fera tomber leur chair en pourriture pendant qu'ils seront debout sur leurs pieds, leurs yeux fondront dans leurs orbites, et leur langue fondra dans leur bouche. » Ce n'est qu'après ce carnage que viendra la paix mondiale : « Il arrivera que tous les survivants de toutes les nations qui auront marché contre Jérusalem monteront année après année se prosterner devant le roi Yahvé Sabaot et célébrer la fête des Tentes. Celle des familles de la terre qui ne montera pas se prosterner à Jérusalem, devant le roi Yahvé Sabaot, il n'y aura pas de pluie pour elle. Etc. » L'humanité ne peut ignorer qu'à ses risques et périls la force de suggestion qu'exercent de tels mythes sur tous ceux qui se considèrent comme membres du « peuple élu ».

Est-il possible que ce rêve biblique, mélangé au néo-machiavélisme de Leo Strauss et au militarisme du Likoud, anime secrètement un clan d'ultra-sionistes particulièrement déterminés et organisés, qui entraîne malgré eux les peuples israélien et américain dans une guerre de destruction totale ? La question doit être posée. Le général Wesley Clark, ancien commandant en chef de l'OTAN, a témoigné à de nombreuses occasions, devant caméras, qu'un mois après le 11 septembre 2001, un général du Pentagone lui montrait un mémo émanant des stratèges néoconservateurs « qui décrit comment on va prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan, et en finissant par l'Iran³³ ». Est-ce par une coïncidence que les « Sept Nations » ennemies d'Israël font partie des mythes bibliques inculqués aux écoliers israéliens dès l'âge de neuf ans ? Selon Deutéronome 7, en effet, Yahvé livrera à Israël « sept nations plus grandes et plus puissantes que toi. [...] Yahvé ton Dieu te les livrera, elles resteront en proie à de grands troubles jusqu'à ce qu'elles soient détruites. Il livrera leurs rois en ton pouvoir et tu effaceras leur nom de dessous les cieux » (voir aussi Josué 24 : 11).

1. Cité dans Nahum Goldmann, *The Jewish Paradox : A Personal Memoir*, 1978.

2. Cité dans Noam Chomsky, *The Fateful Triangle : The United States, Israel and the Palestinians*, South End Press, 1983, p. 161.

3. Israel Shahak, *Jewish History, Jewish Religion*, Pluto Press, 1994, p. 10.

4. *Nouvel Observateur*, 17-23 octobre 1996.
5. Cité dans George and Douglass Ball, *The Passionate Attachment : America's Involvement With Israel, 1947 to the Present*, W.W. Norton & Company, 1992, p. 22.
6. Ze'ev Schiff, « Surprising conversations », *Haaretz*, 1^{er} juin 2007, cité dans Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 105.
7. Agence France Presse, 15 novembre 1998 ; voir aussi Lela Gilbert, « An outpost carved in bedrock », *The Jerusalem Post*, 25 février 2010.
8. David Hirst, « The War Game », *The Guardian*, 21 septembre 2003.
9. Ron Rosenbaum, in *How the End Begins : The Road to a Nuclear World War III*, Simon & Schuster, 2012, p. 141-2, 21-2.
10. *Journal of Palestine Studies*, Printemps 1982, cité dans Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 101-2.
11. Cité dans Cook, *Israel and the Clash*, op. cit., p. 109, dans la traduction du *Journal of Palestine Studies*, Printemps 1982.
12. Rokach, *Israel's Sacred Terrorism*, op. cit., p. 41.
13. Thomas, *Histoire secrète du Mossad*, op. cit., p. 502-3.
14. Uzi Mahnaimi et Marie Colvin, « Israel planning "ethnic" bomb as Saddam caves in », *The Sunday Times*, 15 novembre 1998.
15. Sur l'exploitation de l'Holocauste par le sionisme, lire Norman Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, La Fabrique, 2001.
16. *The Complete Diaries of Theodor Herzl*, Vol. 1, éd. Raphael Patai, trad. Harry Zohn.
17. Klaus Polkhen, « The Secret Contacts », *Journal of Palestine Studies*, printemps-été 1976, p.78-80.
18. Disponible sur le site du Jabotinsky Institute, jabotinsky.org/multimedia/upl_doc/doc_191207_49117.pdf.
19. Lital Levin, « Jewish Agency : We discriminated against North Africans », *Haaretz*, 2 septembre 2012, www.haaretz.com/print-edition/features/jewish-agency-we-discriminated-against-north-africans-1.382046
20. « Lieberman : Do to Hamas what the US did to Japan », *Jerusalem Post*, 13 janvier 2009, www.jpost.com/Israel/Lieberman-Do-to-Hamaswhat-the-US-did-to-Japan
21. Cité dans Dan Kurzman, *Ben-Gurion, Prophet of fire*, 1984.
22. Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, 2006, p. 195.
23. Lire par exemple Keith Whitelam, *The Invention of Ancient Israel. The Silencing of Palestinian History*, Routledge, 1996, ou le classique de Philip Davies, *In Search of "Ancient Israel": A Study in Biblical Origins*, Journal of the Study of the Old Testament, 1992.
24. *Look*, 16 janvier, 1962, à lire sur *The Global Jewish News Source*, www.jta.org/1962/01/04/archive/ben-gurion-foresees-gradual-democratizationof-the-soviet-union
25. YouTube, « Jérusalem capitale du nouvel ordre mondial par Jacques Attali »,

www.youtube.com/watch?v=wr_yHoUTMEo

26. Thierry Meyssan, *L'Effroyable imposture II*, op. cit., p. 174-6. Voir sur le site officiel du Sommet, www.jerusalemsummit.org/eng/declaration.php

27. Interview sur PBS, 5 octobre 2007, www.pbs.org/moyers/journal/10052007/transcript5.html

28. Cité dans Meyssan, *L'Effroyable imposture II*, op. cit., p. 217-8.

29. Voltairenet, « Daniel Pipes, expert de la haine », www.voltairenet.org/article13765.html

30. *L'Empire invisible*, à voir avec sous-titres français sur www.priestedeconscience.org/manipulation-et-complot/lempire-invisible-analysedu-nouvel-ordre-mondial-1931

31. Webster Griffin Tarpley, *9/11 Synthetic Terror Made in USA*, 2005 Progressive Press, 2008, p. 324 (traduction française : *La Terreur fabriquée, Made in USA*, Demi-Lune, 2006).

32. Sur les dessous de cette tractation, lire la conférence du diplomate et sioniste repenté Benjamin Freedman, en traduction française, sur cristos. over-blog.com/pages/Discours_de_Benjamin_Freedman_en_1961_sur_le_sionisme-1727022.html

33. Voir par exemple Clark devant le *Commonwealth Club of California* à San Francisco, le 3 octobre 2007, sur YouTube, "Retired General of USA : America taking out 7 countries in 5 years", www.youtube.com/watch?v=iY96Z5Mqn40

Conclusion

Retour sur Kennedy

Il y aura cinquante ans le 22 novembre 2013, la démocratie américaine était assassinée à Dallas, par un démon nommé *National Security* qui prit alors possession de son cadavre pour lui conserver l'apparence de la vie. Ce démon fut bientôt rejoint par d'autres âmes damnées. Aujourd'hui, il n'est pas exagéré d'affirmer que, si l'Amérique sème l'effroi à travers le monde et ravage les nations, c'est parce que ses bras puissamment armés sont habités par l'esprit d'un petit État paranoïaque et machiavélique. Avec les néoconservateurs, l'État profond américain est devenu, pour une large part, une extension du Likoud.

Pour parasiter les États-Unis, Israël exploite une affinité civilisationnelle ancrée dans les consciences des deux peuples, c'est-à-dire dans leurs mythologies nationales. Le patriotisme américain n'est-il pas enraciné dans le mythe des « pères pèlerins » puritains, fuyant la persécution tel un nouveau « peuple élu » vers une nouvelle « terre promise » ? Lyndon Johnson lui-même a résumé cette affinité en comparant un jour, devant un auditoire juif, « les pionniers juifs se construisant une maison dans le désert » à ses propres ancêtres colonisant le Nouveau Monde¹. Ce qu'il soulignait ainsi involontairement, c'est l'équivalence entre le mensonge sioniste de la « terre sans peuple pour un peuple sans terre », qui a servi à couvrir le nettoyage ethnique de la Palestine, et le déni par les Américains de leur propre histoire génocidaire. Ce phénomène partagé de refoulement dans l'inconscient national s'accompagne d'une même foi arrogante dans l'élection divine, résumée dans le mythe américain de la Destinée Manifeste et éloquentement exprimée par le président Woodrow Wilson en 1912 : « Nous sommes choisis, et de manière privilégiée, pour montrer aux nations du monde comment marcher sur le chemin de la liberté². » Ainsi parle la puissance qui se prend pour la vertu. De telles idées sont porteuses de toutes les violences, car se

placer au-dessus de l'humanité ordinaire équivaut à déshumaniser celle-ci.

L'empathie, qui fonde le sens de la justice et l'expérience de la fraternité humaine, est incompatible avec une telle disposition d'esprit. L'empathie, c'est la volonté de saisir la part de vérité de l'autre. En 1965, c'était par exemple pouvoir dire, comme Robert Kennedy après être descendu dans une mine de charbon à Lota au Chili : « Si je travaillais dans cette mine, moi aussi je serais communiste³. » Aujourd'hui, l'idéologie du « choc des civilisations », inventée pour remplacer l'anticommunisme et cimenter les États-Unis à Israël, diffuse une culture de l'antipathie, c'est-à-dire de la peur, de la haine et de la guerre. Il semble urgent de penser autrement pour se préparer à fonder, sur les ruines de l'Empire, une « civilisation de l'empathie ». Peut-être devrait-on, pour commencer, admettre l'humanité toute entière dans le « peuple élu » ? « Car, en dernière analyse, notre lien le plus fondamental est que nous habitons tous cette petite planète. Nous respirons tous le même air. Nous chérissons tous l'avenir de nos enfants. Et nous sommes tous mortels⁴. »

En définitive, il existe un lien causal entre l'assassinat de John Kennedy et le 11-Septembre : les conditions pour le 11-Septembre ne se seraient pas matérialisées si le président Kennedy avait survécu et poursuivi sa politique. D'un point de vue de psychologie sociale, la manipulation du 11-Septembre n'aurait pu fonctionner sans les mécanismes de propagande élaborés pour maintenir cachée la vérité du 22-Novembre. Pour employer un concept psychanalytique, le mensonge d'État sur Kennedy constitue une « crypte », un secret invouable et refoulé qui travaille en profondeur l'inconscient de l'Amérique et l'a rendue vulnérable à d'autres mensonges. Tout mensonge crée une prédisposition au mensonge, et même la nécessité d'autres mensonges pour le couvrir. La crypte se transforme en abîme à mesure qu'un mensonge vient s'enfouir dans un autre. Inversement, le dévoilement d'un mensonge menace de dévoilement d'autres mensonges ; c'est pourquoi l'on constate encore aujourd'hui une volonté farouche de pérenniser le mensonge sur la mort de Kennedy, dont le dévoilement conduira inéluctablement à la vérité sur le 11-Septembre.

On peut relever aussi des parallélismes structurels entre les deux affaires. Le rôle du vice-président en est un : Johnson et Cheney furent

deux acteurs clés des complots. Mais tandis que Kennedy devait mourir pour que Johnson prenne sa place, il ne fut pas nécessaire de tuer Bush pour laisser Cheney gouverner. La fausse bannière que les pouvoirs et les médias déployèrent immédiatement après les deux attentats est aussi une caractéristique commune : bannière communiste dans le premier cas, islamiste dans le second. Enfin, on peut distinguer dans les deux complots une structure triangulaire, si l'on compare, toutes proportions gardées, le rôle d'Israël dans le 11-Septembre à celui de la communauté cubaine en exil dans l'assassinat de Kennedy : on a alors, dans les deux cas, une puissance alliée des États-Unis qui, avec l'aide des services secrets états-uniens, organise un attentat contre les États-Unis, sous la fausse bannière d'une puissance ennemie, dans le but d'entraîner les États-Unis dans une guerre à son profit.

Revenons sur la première scène de notre histoire macabre encore inachevée, pour jeter un regard rétrospectif sur la genèse de cette « relation spéciale » (« éternelle », répète bêtement chaque président américain depuis Reagan) dont les États-Unis, on peut le craindre, ne se relèveront jamais.

Harry Truman, le docteur Frankenstein qui enfanta la monstrueuse CIA et déclencha la terreur nucléaire, est aussi le président américain qui soutint et reconnut l'État d'Israël dix minutes après sa proclamation, le 15 mai 1948. « L'acte historique de reconnaissance de Truman restera gravé pour toujours en lettres d'or dans les quatre mille ans d'histoire du peuple juif », proclama aussitôt l'ambassadeur israélien. Truman versa des larmes, dit-on, lorsque le Grand Rabbin d'Israël lui déclara à Washington en 1949 : « Dieu vous a placé dans le sein de votre mère pour que vous soyez l'instrument de la renaissance d'Israël après deux mille ans⁵. »

Son soutien au sionisme n'assura pas seulement à Truman une place dans l'histoire sacrée du peuple juif, tel un nouveau Cyrus ; il lui rapporta également deux millions de dollars pour relancer sa campagne, si l'on en croit un jeune journaliste bien informé de l'époque, du nom de John Kennedy⁶. Ce qu'on sait de certain, c'est que la décision lui a été conseillée par son directeur de campagne Clark Clifford, mais qu'elle allait contre les recommandations de son secrétaire d'État George Marshall, de son secrétaire à la Défense James Forrestal et de l'ensemble de ses conseillers, et contre les Britanniques

et leur ministre des Affaires étrangères Ernest Benin. En outre, Truman trahissait la promesse faite par Roosevelt au roi Ibn Saoud lors d'une longue rencontre en février 1945, promesse confirmée le 5 avril par une lettre adressée à son « *Great and good friend* », qu'« aucune décision ne sera prise concernant la situation dans ce pays sans une consultation entière avec les Arabes et les Juifs, » et que « je n'entreprendrai aucune action, en tant que chef de la branche exécutive de ce gouvernement, qui pourrait s'avérer hostile au peuple arabe⁷ ».

John Kennedy reçut lui aussi une offre d'aide financière du lobby israélien, durant sa campagne présidentielle de 1960. Il résuma ainsi, à son ami journaliste Charles Bartlett, la proposition que lui fit le mécène Abraham Feinberg : « Nous savons que votre campagne est en difficulté. Nous sommes prêts à payer vos notes si vous nous laissez le contrôle de votre politique au Moyen-Orient. » Kennedy se promit, se souvient Bartlett, que, « si jamais il devenait président, il ferait quelque chose pour changer ça⁸ ». En 1962-63, il soumit sept projets de loi pour réformer le financement des campagnes électorales du Congrès ; toutes furent combattues avec succès par les groupes d'influence qu'elles visaient. Parallèlement, avec l'appui de l'*Attorney General* Robert Kennedy, le sénateur William Fulbright, chairman du *Committee on Foreign Relations*, conduisit un audit sur « un nombre croissant d'incidents impliquant des tentatives par des gouvernements étrangers, ou leurs agents, pour influencer la politique étrangère américaine hors des canaux diplomatiques normaux⁹ ». La commission sénatoriale exigea qu'en vertu de son financement par l'État d'Israël, l'*American Zionist Council* soit enregistré comme « agent étranger » et soumis aux obligations définies par le *Foreign Agents Registration Act* de 1938. L'enquête fut stoppée nette par l'assassinat de Kennedy et le remplacement de son frère à la Justice par Nicholas Katzenbach. L'*American Zionist Council* échappa au statut d'agent étranger en se renommant *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC). Fulbright déclara sur CBS le 15 avril 1973 : « Israël contrôle le Sénat américain. [...] La grande majorité du Sénat américain (autour de 80 %) soutient complètement Israël ; Israël obtient tout ce qu'il veut¹⁰. » Fulbright perdit son siège en 1974, mais quelques élus courageux continueront de dire, comme Patrick Buchanan en 1990 : « Le Capitole est un territoire occupé par Israël. » S'il restait le moindre doute à ce sujet,

Benjamin Netanyahou en fit la démonstration le 24 mai 2011, lorsqu'il fut ovationné 29 fois par un Congrès au grand complet et debout, notamment à chacune des phrases suivantes : « En Judée et en Samarie, les juifs ne sont pas des occupants étrangers » ; « Aucune distorsion de l'histoire ne peut nier le lien vieux de 4 000 ans entre le peuple juif et la terre juive » ; « Israël ne reviendra pas aux frontières indéfendables de 1967 » ; « Jérusalem ne doit plus jamais être divisée. Jérusalem doit rester la capitale unie d'Israël¹¹. »

Kennedy s'était engagé en faveur du droit au retour des 750 000 réfugiés palestiniens expulsés de leurs quartiers et villages en 1947-48, c'est-à-dire pour l'implémentation de la Résolution 194 des Nations Unies. L'ancien sous-secrétaire d'État George Ball note dans son livre *The Passionate Attachment* (1992), que dans l'automne 1962, Ben Gourion chargea son ambassadeur à Washington de faire circuler parmi les juifs américains influents une lettre dans laquelle il disait : « Israël considérera ce projet comme plus dangereux pour son existence que toutes les menaces des dictateurs et rois arabes, que toutes les armées arabes, que tous les missiles et avions MIG soviétiques de Nasser [...]. Israël combattra cette implémentation jusqu'au dernier homme¹². » Un an plus tard, le 20 novembre 1963, la délégation de Kennedy aux Nations Unies exigeait à nouveau l'implémentation de la Résolution 194. Kennedy n'eut pas le temps de lire les réactions scandalisées d'Israël dans le *London Jewish Chronicle* du 22 novembre : « Le Premier ministre Levi Eshkol convoqua l'ambassadeur américain [...] et lui dit qu'Israël était “choqué” par l'attitude pro-Arabe adoptée par la délégation américaine. » Golda Meir, pour sa part, « exprima “l'étonnement et la colère d'Israël” devant l'attitude des États-Unis.¹³ »

Kennedy était décidé à empêcher Israël de mener à terme ses projets d'armement nucléaire, et avait fermement signifié aux Premiers ministres David Ben Gourion puis Levi Eshkol que leur refus d'ouvrir le site de Dimona à des inspections internationales régulières compromettrait le soutien des États-Unis. La mort de Kennedy soulagea Israël de toute pression, et même de tout risque de publicité sur son programme de nucléaire militaire. En dix ans, l'État hébreu put tranquillement entasser suffisamment de bombes atomiques pour commencer à implémenter sa technique particulière de dissuasion, connue sous le nom d'« Option Samson » : la menace paranoïde de

réduire les capitales du Moyen-Orient et d'Europe en cendres plutôt que de subir un nouvel « Holocauste » (notion qui englobe toute défaite militaire remettant en cause ses frontières illégales). Selon le journaliste Seymour Hersh (*The Samson Option*, 1991), c'est par ce chantage que Golda Meir parvint à forcer Nixon (par l'intermédiaire de Kissinger) à autoriser un pont aérien pour réarmer ses troupes durant la Guerre du Yom Kippur de 1973, sauvant ainsi Israël d'une défaite inéluctable face à l'Égypte et la Syrie¹⁴. Quant au public, il lui faudra attendre 1986, avec la publication dans le *Sunday Times* des photographies prises par Mordechai Vanunu à l'intérieur de Dimona, pour découvrir qu'Israël s'était doté en secret de la bombe atomique (Vanunu passa pour cela 18 ans en prison israélienne, dont 11 à l'isolement).

L'arrivée au pouvoir de Johnson fut saluée avec soulagement à Tel Aviv : « Il ne fait aucun doute qu'avec l'accession de Lyndon Johnson, nous aurons davantage d'opportunités d'approcher le président directement si nous trouvons que la politique états-unienne va contre nos intérêts vitaux¹⁵ », estimait le journal israélien *Yedio Ahoronot*. Au contraire, le deuil fut profond dans le monde arabe, où le portrait de Kennedy ornait de nombreux foyers. Avec sa disparition, dira Nasser, « désormais, De Gaulle est le seul chef d'État occidental sur l'amitié de qui les Arabes peuvent compter¹⁶ ». Kennedy avait réduit l'aide financière octroyée à Israël, et avait envoyé du grain à l'Égypte sous le programme *Food for Peace*. En 1965, Johnson coupa l'aide à l'Égypte et multiplia l'aide à Israël, qui passa de 40 millions à 71 millions, puis à 130 millions l'année suivante. Tandis que l'administration Kennedy n'avait autorisé que la vente de quelques batteries de missiles défensifs à Israël, sous Johnson plus de 70 % de l'aide finança l'achat de matériel militaire, dont 250 tanks et 48 avions offensifs Skyhawk. Inversement, en les privant de l'aide américaine, Johnson força l'Égypte et l'Algérie à se tourner vers l'URSS pour ne pas se laisser distancer par Israël dans la course à l'armement.

C'est sous la protection de l'administration Johnson qu'Israël lança, en 1967, une « guerre préemptive » contre l'Égypte, bien avant que le concept ne soit américanisé par les néoconservateurs. Johnson donna à Israël plus qu'un « feu orange » pour cette agression, par une lettre du 3 juin où il assurait le Premier ministre israélien Levi Eshkol vouloir « protéger l'intégrité territoriale d'Israël et [...] fournir un

soutien américain aussi efficace que possible pour préserver la paix et la liberté de votre nation et de la région¹⁷ ». C'est alors que se développa la coopération entre la CIA et le Mossad, sous la supervision de James Jesus Angleton, responsable entre 1954 et 1974 du « Bureau Israël » à la CIA. Lors d'une réunion le 30 mai 1967 à Washington, la CIA fournit au chef du Mossad Meir Amit les photos obtenues par satellites et avions espions, qui permirent à Israël de localiser précisément les armements égyptiens et de les détruire en quelques jours.

Le 8 juin suivant, Israël attaquait traîtreusement le *USS Liberty*, avec le but certain d'exterminer ses deux cents passagers et celui, probable, de faire accuser l'Égypte. Johnson accepta les excuses discrètes d'Israël invoquant une « erreur » de cible. Lorsqu'en janvier 1968, il reçut le Premier ministre israélien Levi Eshkol à Washington puis l'invita dans son ranch du Texas, les rapports furent chaleureux¹⁸. Israël en tira une leçon d'impunité dont l'influence sur son comportement futur ne doit pas être sous-estimée : le prix à payer en cas d'échec dans une opération sous faux drapeau contre les États-Unis est nul. En fait, l'échec est impossible, puisque les Américains se chargeront eux-mêmes de couvrir le crime. Mieux encore, Johnson récompense Israël en levant l'embargo sur le matériel militaire : armes et avions américains affluent aussitôt vers Tel-Aviv. Les ventes atteindront 600 millions de dollars en 1971 et 3 milliards deux ans plus tard, faisant d'Israël le premier client de l'industrie militaire américaine. C'est donc sous Johnson, complice de l'assassinat de Kennedy, que le *National Security State* américain (armée et Renseignement) établit avec son équivalent israélien une relation spéciale dont les ramifications profondes ne se révéleront que bien plus tard.

Étant donné l'avantage considérable que tira Israël de la mort de Kennedy, faut-il envisager l'hypothèse d'une responsabilité de l'État hébreu dans l'assassinat de Kennedy ? Michael Collins Piper l'a fait dans son livre *Final Judgment* (première édition, 1993). La piste israélienne est marquée par la personnalité mystérieuse de James Jesus Angleton, qui, de 1954 jusqu'à son renvoi par Colby en 1974, dirigea à la CIA la *CounterIntelligence Division* ainsi que le *Israel Office*. Son biographe Tom Mangold affirme : « Les plus proches amis d'Angleton à l'étranger venaient du Mossad et il était tenu en très

haute estime par ses collègues israéliens et par l'État d'Israël, qui lui décerna de grands honneurs après sa mort [1 987]¹⁹. » Une plaque commémorative pour ses services rendus fut notamment inaugurée par le gouvernement israélien. Or Angleton joua un rôle primordial dans l'entrave à la vérité sur l'assassinat de Kennedy, en s'imposant comme liaison entre la CIA et la Commission Warren. Angleton est aussi mêlé au meurtre de sa belle-sœur Mary Pinchot, amie d'enfance de John Kennedy et militante pacifiste, divorcée d'un cadre de la CIA, qui eut une influence certaine sur le président et qui enquêta par la suite sur son assassinat. Elle fut retrouvée morte près de chez elle, le 12 octobre 1964, et son journal subtilisé par James Angleton²⁰. À l'époque où le HSCA rouvrit l'enquête, Angleton activa à nouveau son réseau de désinformation : il est la source principale du livre d'Edward Jay Epstein, *Legend : the Secret World of Lee Harvey Oswald* (1 978), qui présente Oswald comme un agent du KGB. Rappelons qu'Epstein interviewa pour son livre George De Mohrenschildt le 29 mars 1977, quelques heures avant que ce dernier soit retrouvé mort chez lui d'une balle dans la tête. Les propos que lui prête Epstein contredisent le récit qu'il venait d'écrire lui-même de sa relation avec Oswald²¹. Le rapport de police met le « suicide » de De Mohrenschildt en relation avec son état mental déclinant, attesté par ses plaintes récurrentes dans les derniers mois de sa vie que « les juifs » ou « la mafia juive » voulaient sa peau²².

Le dossier à charge d'Israël repose également sur Jack Ruby, l'homme qui assassina l'homme qui assassina (prétendument) Kennedy. Jacob Rubenstein – de son vrai nom, fils d'immigrants juif polonais –, il s'était pour cela introduit dans le commissariat de Dallas en tant que traducteur pour des reporters israéliens. Ruby, démontre Piper, était membre du syndicat du crime juif dont le parrain était Meyer Suchowljansky, alias Lansky. Lansky avait perdu dans la révolution cubaine le contrôle lucratif de ses casinos et bordels de La Havane, et était à ce titre intéressé par le renversement de Castro. Mais c'était également un généreux contributeur à la cause sioniste et c'est en Israël qu'il se réfugia en 1970 pour fuir la Justice américaine. Sa *Yiddish Connection* ou *Kosher Nostra*, comme on l'appelait parfois, incluait Benjamin Siegel, dit Bugsy, « l'homme qui inventa Las Vegas » et l'un des chefs du tristement célèbre *Murder Incorporated*. Ruby était l'ami et le partenaire de Mickey Cohen, qui

succéda à Siegel comme acolyte de Lansky pour la Côte Ouest. Dans ses mémoires, Cohen proclame son sionisme ardent et se vante de ses importantes contributions financières, ainsi que du trafic d'armes dont il fit profiter Israël. Ruby lui-même, après un voyage en Israël en 1955, s'impliqua dans ce trafic international depuis Dallas, qui en était alors l'une des plaques tournantes. Gary Wean, ancien enquêteur de la Police de Los Angeles, révèle dans son livre *There's a Fish in the Courthouse* (1987), cité par Piper, que Cohen eut de nombreux contacts avec Menachem Begin. Accessoirement, Wean révèle que Cohen, dont l'une des spécialités était de compromettre sexuellement des personnalités en vue de les faire chanter, avait introduit Marilyn Monroe dans la vie de Kennedy et voulait se servir d'elle pour connaître les intentions de Kennedy sur Israël²³.

Par ailleurs, se basant sur une source bien informée de Dallas, Wean soulève la possibilité que la fusillade de Dallas ait été mise en scène par la CIA sous la forme d'un assassinat raté, de sorte à épargner le président tout en le forçant à prendre des mesures contre Castro. Mais l'opération aurait été infiltrée et détournée par des forces préférant voir Kennedy mort. L'investigateur Dick Russel a abouti à la même conclusion dans *The Man Who Knew Too Much* (1992), après avoir interviewé plusieurs exilés cubains conscients d'avoir été manipulés. Selon Piper, la taupe qui aurait pu introduire les vrais snipers dans l'opération est Frank Sturgis, présent ce jour-là à Dallas et connu pour s'être vanté d'avoir tué Kennedy. Bien avant de s'impliquer dans la mobilisation des exilés cubains, Sturgis avait servi comme mercenaire dans la Hagannah en 1948 et avait conservé des liens intimes avec les services secrets israéliens. Ce scénario possible d'un complot infiltré s'apparente au principe de l'exercice détourné en attaque réelle, comme on l'a supposé pour le 11-Septembre²⁴.

Parmi les personnes agissant en qualité de *sayanim* pour couvrir la trace des vrais coupables de l'assassinat de Kennedy, Piper mentionne Arlen Specter, l'inventeur de la « théorie de la balle unique » (*single bullet theory*). Cette théorie attribue cinq blessures (deux à Kennedy et trois à Connally devant lui) à une seule balle, laquelle fut retrouvée presque intacte sur un chariot de l'Hôpital Parkland. Cette théorie est indispensable pour maintenir le postulat du tueur unique, sachant que : 1) Oswald n'a pas pu tirer plus de trois balles avec le fusil à verrou dont il disposait, dans les 5,6 secondes de la fusillade

chronométrée sur le film de Zapruder ; et 2 une balle a percuté le bitume et une autre a fait éclater la tête de Kennedy. Specter a réussi à imposer sa « balle magique » à la Commission Warren et persista à la défendre dans sa biographie (intitulée, sans ironie, *Passion for Truth*, 2 000)²⁵. Specter fut aussi le plus agressif des interrogateurs de la Commission, menaçant de façon à peine voilée plusieurs témoins qui refusaient de modifier leur témoignage, dont Jean Hill, qui le rapporte dans le livre de Jim Marrs, *Crossfire : The Plot that Killed Kennedy* (1 989). À sa mort en 2012, Specter, fils d'immigrés juifs russes, fut officiellement regretté par le gouvernement israélien comme un « défenseur inflexible de l'État juif », et par l'AIPAC comme « un des principaux architectes du lien parlementaire (*congressional*) entre notre pays et Israël », tandis que le Comité pour la Libération de Jonathan Pollard (un analyste de la Navy arrêté en 1985 et condamné à perpétuité pour espionnage au profit d'Israël) rappelait qu'il fut « parmi les premiers à rejoindre l'appel pour la libération de Pollard²⁶ ».

Tout cela – même en y ajoutant quelques détails anecdotiques comme la présence d'Yitzhak Rabin à Dallas « quelques heures avant [l'assassinat de Kennedy] », une « simple coïncidence » révélée par sa femme dans sa biographie²⁷ – peut paraître insuffisant pour conclure à une implication directe d'Israël dans l'assassinat de John Kennedy. À moins que l'on envisage d'inclure, parmi les agents d'Israël, non seulement Ruby, Sturgis et Angleton, mais le président Lyndon Johnson lui-même. L'idée d'une entente secrète entre Johnson et Israël a quelques arguments en sa faveur. Après tout, c'est bien de la présidence de Johnson que date le lien étrangement fusionnel entre les États-Unis et Israël, totalement contraire à la tradition américaine qu'avait fondée George Washington dans son fameux *Farewell Address* de 1796, qu'il est opportun de citer ici : « La préférence d'une nation pour une autre facilite l'illusion d'un intérêt commun imaginaire là où il n'existe aucun intérêt commun réel, et injecte dans la première les inimitiés de la seconde, ce qui conduit la première à participer contre son intérêt aux querelles et guerres de la seconde, sans raison valable suffisante. [...] Et cela permet à des citoyens ambitieux, corrompus ou dérangés (en se dévouant à leur nation préférée) de trahir ou sacrifier les intérêts de leur propre pays, sans honte et parfois avec popularité²⁸. »

Le pro-sionisme de Johnson ne date pas de 1967, ni même de 1963. Durant la Crise de Suez de 1957, Johnson écrivit, en tant que chef de la majorité au Sénat, une lettre au secrétaire à la Défense John Foster Dulles demandant à l'administration Eisenhower de ne pas soutenir les sanctions de l'ONU visant à forcer Israël au retrait. Sa lettre fut publiée dans le *New York Times* du 20 février 1957²⁹. Son attachement pour Israël remonte plus loin encore : Johnson est honoré par un cercle israélien comme un « Juste » (« *a Righteous Gentile* ») pour avoir, en 1938, facilité l'immigration illégale de juifs allemands au Texas. Johnson lui-même attribuait son philosémitisme à un héritage familial, une fidélité au conseil de son grand-père : « Prends soin des Juifs, le peuple élu de Dieu. Considère-les comme tes amis et aide-les autant que tu pourras. » La veuve de Johnson confirmera que « les juifs étaient intimement mêlés à son existence ». Et Johnson n'a-t-il pas, un mois seulement après l'assassinat de Kennedy, inauguré une synagogue à Austin, ce qu'aucun autre président avant ou après lui n'a jamais fait³⁰ ?

Quelques auteurs en ont déduit que Lyndon Johnson, fils de Samuel et de Rebekah, appartenait à une lignée de marranes ou crypto-juifs. Issus du Portugal ou d'Espagne où ils avaient été baptisés de force, puis cruellement persécutés par l'Inquisition, les *Marranos* ou *Conversos* étaient nombreux au Texas ; la plupart avaient conservé leur couverture chrétienne sous la domination mexicaine, où sévit également l'Inquisition jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle, et certaines familles avaient maintenu un attachement à leurs racines jusqu'au 20^{ème} siècle, comme des recherches récentes l'ont démontré³¹. Ces spéculations n'apportent aucun éclaircissement sur l'assassinat de Kennedy ; quelles que soient ses raisons, l'amitié de Johnson pour les juifs est loin de constituer un indice d'une collusion avec des éléments israéliens dans l'assassinat de Kennedy.

Au dossier doivent cependant être ajoutés certains propos étranges de Jack Ruby. Interrogé par la Commission Warren, Ruby insista pour être conduit à Washington car, dit-il, « je suis le seul qui peux apporter la vérité au Président ». « Si vous ne m'amenez pas ce soir à Washington pour me donner une chance de prouver mon innocence au Président, alors vous allez voir la chose la plus tragique qui puisse arriver. » Ruby précise que cette « chose tragique » a un rapport avec le sort du peuple juif : « Il y aura un événement tragique [...] si vous

ne me disculpez pas afin que mon peuple ne souffre pas à cause de ce que j'ai fait ». Il craignait, ajouta-t-il, que son acte soit exploité « pour créer une fausse idée sur certaines personnes de confession juive (*of the Jewish faith*) », mais cela pouvait être évité « si notre président, Lyndon Johnson, apprenait la vérité de moi³² ». Ruby semble vouloir adresser à Johnson, à travers les membres de la Commission, un message lourd de sous-entendus qui semble contenir la menace de révéler l'implication d'Israël dans l'assassinat de Kennedy s'il n'est pas gracié par le nouveau président. L'impression se renforce si l'on compare le respect qu'il affiche pour Johnson, « notre Président, qui croit en la droiture et la justice », à l'accusation qu'il lancera en 1967 contre le même Johnson, traité cette fois de « nazi de la pire espèce » dans une lettre manuscrite³³. Cela suggère que Ruby s'est senti trahi par Johnson ; sans doute espérait-il que Johnson le sorte de prison, tout comme, en 1952, Johnson était parvenu à éviter la prison à son tueur Malcolm Wallace, pourtant reconnu coupable de meurtre au premier degré sur John Kinser, l'amant de la sœur de Johnson, qui avait tenter de le faire chanter.³⁴

La déposition de Ruby à la Commission Warren fut obtenue et publiée par la journaliste Dorothy Kilgallen dans le *New York Journal American* du 18-20 août 1964. Kilgallen affirmait en outre avoir interviewé Ruby durant son procès à Dallas, et disait être sur le point de « dévoiler la véritable histoire » et publier « le scoop du siècle ». Elle fut retrouvée morte d'une overdose d'alcool et de barbituriques le 8 novembre 1965. Sa dernière phrase imprimée disait : « Cette histoire ne mourra pas, tant qu'il y aura un vrai reporter vivant, et il y en a encore beaucoup de vivants³⁵. » Le martyre de Kilgallen explique peut-être en partie le peu d'intérêt que les investigateurs ultérieurs ont porté à Jack Ruby, à ses connexions israéliennes, et à sa façon de mêler « son peuple » et des « personnes de confession juive » à son acte. Même son vrai nom, Jacob Rubinstein, est passé aux oubliettes. Pourtant, toute enquête sur l'assassinat de Kennedy ne devrait-elle pas s'intéresser en priorité à l'assassin du faux coupable, c'est-à-dire à celui qui s'est assuré que le faux coupable joue pleinement son rôle, qui était de protéger le vrai coupable ? La logique veut que Ruby ait agi pour le compte de l'assassin de Kennedy, et qu'en remontant la piste du second assassin (Ruby), on aboutisse au premier. En fait, avant de mourir, Ruby confia à son avocat William Kunstler qu'il avait

tué Oswald « pour les juifs », répétant à plusieurs occasion : « J'ai fait ça pour qu'ils n'incriminent pas les juifs. » À la dernière visite de Kunstler, Ruby lui remet une note dans laquelle il redisait que son mobile a été de « protéger les juifs américains d'un pogrom qui pourrait résulter de la colère à cause de l'assassinat³⁶ ».

À l'adresse de ceux qui trouvent offensant le soupçon d'une implication d'Israël dans l'assassinat d'un président américain, signalons l'éditorial d'Andrew Adler, propriétaire et rédacteur en chef du quotidien *The Atlanta Jewish Times*, dans l'édition du 13 janvier 2012 : intitulé « *What would you do ?* », il suggère au Premier ministre Netanyahou de « donner son accord pour que des agents du Mossad basés aux États-Unis éliminent un président jugé inamical envers Israël, afin que le vice-président prenne sa place et dicte avec force que la politique des États-Unis inclut le fait d'aider l'État juif à supprimer ses ennemis³⁷ ».

L'implication d'Israël dans l'assassinat de Kennedy restera sans doute à jamais à l'état de soupçon. En revanche, elle paraît davantage fondée dans l'assassinat du frère cadet de John, Robert Kennedy, le 6 juin 1968. Comment expliquer autrement que le jeune homme manifestement hypnotisé pour endosser le crime fût un jeune Palestinien prétendument motivé par la haine d'Israël ? Lorsqu'il fut arrêté, Sirhan Sirhan avait dans sa poche un article de journal sur la promesse de Robert Kennedy de vendre 50 bombardiers à Israël s'il était élu. Dans des pages de son journal intime, qu'il ne se souvient pas avoir écrites et dont le contenu répétitif et déstructuré évoque l'écriture automatique, Sirhan donne comme seule raison à sa volonté de voir mourir Robert le soutien de celui-ci à Israël – soutien en réalité très réservé : « *RFK must die, RFK must be killed* ». L'assassinat de Robert Kennedy figure dans l'histoire superficielle (par opposition à l'histoire profonde) comme le premier acte de terrorisme palestinien international motivé par la haine d'Israël. Une telle fabrication porte la signature d'Israël. Cela aurait-il un rapport avec l'attaque du *USS Liberty* par l'armée israélienne – un an auparavant presque jour pour jour – et avec l'empressement de Johnson à étouffer l'affaire ? La question restera sans doute à tout jamais sans réponse, mais ce qu'on sait de Johnson rend concevable l'idée qu'il ait monnayé l'impunité d'Israël en échange de l'assassinat de son pire ennemi.

Ce que nous savons du rôle clé de Johnson pour lier la destinée des

États-Unis à celle d'Israël rend également plausible l'idée que la mort de Robert faisait partie d'un pacte plus vaste, incluant peut-être déjà l'assassinat de John. Il y a peut-être, après tout, une certaine vérité derrière la rumeur mystique (très répandue sur les blogs sionistes) d'une « malédiction » pesant sur le clan Kennedy à cause de l'antisémitisme du patriarche Joe³⁸. Que dire de la mort tragique de John Kennedy Junior, le 16 juillet 1999, en compagnie de son épouse Carolyn (enceinte) et de sa belle-sœur Lauren Bessette ? L'accident fut attribué à une erreur de pilotage par le *National Transportation and Safety Board* (NTSB), mais John était un pilote chevronné, et son avion privé a incompréhensiblement piqué du nez dans l'océan quelques secondes après qu'il ait annoncé (à 9 h 39) son intention d'atterrir sur l'aéroport proche de la résidence familiale des Kennedy dans le Massachussetts. De manière tout aussi incompréhensible, la *FAA* (*Federal Aviation Administration*), qui avait enregistré la demande d'atterrissage, attendit 2 heures du matin pour signaler l'avion comme manquant.

John Kennedy J.-R. (John-John) est longtemps passé pour un jeune homme gâté et superficiel, mais ses dernières années ont montré que cette image inoffensive était aussi trompeuse que celle que se donna le jeune Hamlet pour survivre et faire éclater la vérité. À 39 ans, John J.-R. préparait son entrée en politique. Il avait fondé en 1995 le magazine *George*, dont l'apparence était également inoffensive jusqu'à ce qu'il commence à s'intéresser aux assassinats politiques. En 1997, *George* publia un article de 13 pages de Guela Amir, la mère de Yigal Amir, l'assassin présumé du premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Rabin avait offensé l'extrême-droite israélienne en acceptant d'échanger avec les Palestiniens « la terre contre la paix », tout comme JFK avait offensé la droite militariste de son pays en cherchant à établir une coexistence pacifique avec son voisin socialiste. Guela Amir révéla que son fils opérait sous la tutelle et l'entraînement d'un agent du Shin Bet, Avishai Raviv, lequel œuvrait contre le processus de paix³⁹. Le journaliste israélo-canadien Barry Chamish a par la suite confirmé dans *Who Murdered Yitzhak Rabin ?* (1988) que Yigal Amir n'était pas davantage le tueur de Rabin que Lee Harvey Oswald ou Sirhan Sirhan n'étaient les tueurs de John et Robert Kennedy ; de nombreux éléments portent à croire qu'Amir, manipulé par le Shin Bet, participait à ce qu'il croyait être un faux attentat avec balles à

blanc, et que Rabin fut réellement abattu dans la voiture qui le conduisit à l'hôpital, selon le schéma désormais familier de l'exercice ou faux attentat détourné en assassinat réel. Dix ans après la mort de John Kennedy junior, Chamish écrit : « Oui, je suis sûr qu'il a été assassiné. Et oui, l'establishment politique israélien avait un mobile pour son implication : le dernier Kennedy mort de façon violente était le seul éditeur américain à exposer (dans le numéro de mars 1997 de son magazine *George*) le complot derrière l'assassinat de Rabin. Et il avait l'intention de poursuivre ses révélations jusqu'à aller au fond des choses. Nous ne savons pas ce qui le poussait à se dresser seul en quête de la vérité, mais cela pourrait avoir un rapport avec l'information contenue dans le livre de Michael Piper, *The Final Judgment* (2 004)⁴⁰. »

Il n'y a plus guère aujourd'hui d'espoir de voir un jour ressurgir un Kennedy au grand cœur pour affronter l'hydre de la guerre. Mais l'essentiel n'est pas là. Cinquante ans après son martyre, en dépit des monceaux de banalités et d'obscénités déversées sur sa tombe, John Kennedy reste une figure héroïque, presque christique, dans le cœur d'une communauté mondiale d'individus qui puisent dans sa légende foi en l'histoire. Le seul héros, peut-être, dont le culte publique pourrait un jour rédimer les États-Unis.

1. Davidson, *Foreign Policy, Inc.*, op. cit., p. 112.

2. Wilson Center, www.wilsoncenter.org/about-woodrow-wilson

3. Newfield, *RFK, a Memoir*, op. cit., p. 46.

4. John Kennedy, cité dans Douglass, *JFK and the Unspeakable*, op. cit., p. 390-2.

5. Ronald Radosh, *A Safe Haven : Harry S. Truman and the Founding of Israel*, Harper Perennial, 2010.

6. Kennedy cité par Gore Vidal dans sa préface à Israel Shahak, *Jewish History, Jewish Religion*, op. cit., p. vi.

7. Texte sur le site Crethi Plethi, www.crethiplethi.com/letter-frompresident-roosevelt-to-king-ibn-saud-april-5-1945/usa/2010/

8. Hersh, *The Samson Option*, op. cit., p. 94-7.

9. The Israel Lobby Archive, www.irmep.org/ila/forrel/

10. Cité dans Jeff Gates, *Guilt by Association : How Deception and Self-Deceit Took American to War*, State Street Publications, 2008.

11. À voir sur YouTube, « Netanyahu Addresses US Congress (5.24.11) », www.youtube.com/watch?v=9tqBYzWhcjQ

12. Cité dans Ball, *The Passionate Attachment*, op. cit., p. 51.
13. Cité dans Michael Collins Piper, *Final Judgment : The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy*, American Free Press, 6th ed., 2005, p. 115.
14. Hersh, *The Samson Option*, op. cit., p. 207-15.
15. Stephen Green, *Taking Sides : America's Secret Relations With a Militant Israel*, William Morrow & Co, 1984, p. 186.
16. Jean Lacouture, *De Gaulle : Tome 3, le souverain (1959-1970)*, Seuil, 2010.
17. U.S. Department of State Archive, 2001-2009.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xix/28057.htm
18. Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison*, op. cit., p. 163.
19. Tom Mangold, *Cold Warrior : James Jesus Angleton : the CIA's Master Spy Hunter*, Simon & Schuster, 1991.
20. L'histoire de Mary, sa relation à Janney, son assassinat et l'implication d'Angleton font l'objet de l'excellent ouvrage de Peter Janney, *Mary's Mosaic*, op. cit.
21. George de Mohrenschildt, *I am a Patsy!* sur : jfkassassination.net/russ/jfkinfo4/jfk12/hscapatsy.htm
22. Lire le rapport du Bureau du Shérif local: mcadams.posc.mu.edu/death2.txt
23. Piper, *Final Judgment*, op. cit., p. 219-27, 232-7.
24. Piper, *Final Judgment*, op. cit., p. 290-7.
25. www.spartacus.schoolnet.co.uk/JFKspecter.htm
26. www.haaretz.com/jewish-world/jewish-world-news/prominent-jewish-american-politician-arlen-specter-dies-at-82-1.469977
27. Lea Rabin, *Rabin : Our Life, His Legacy*, Putnam, 1997, p. 119. Lire sur Education Forum, educationforum.ipbhost.com/index.php?showtopic=19206&page=8
28. L'ex-sous-secrétaire d'État George Ball emprunte à ce discours le titre de son livre *The Passionate Attachment* (1992) sur les relations U.S.-Israël.
29. Louis Bloomfield, *Egypt, Israel, and the Gulf of Aqaba*, Carswell, 1957, p. 152.
30. «Lyndon B. Johnson – A Righteous Gentile», lyndonjohnsonandisrael.blogspot.fr ; James Smallwood, cité dans Wikipedia, « Operation Texas » ; Hersh, *The Samson Option*, op. cit., p. 127.
31. Richard Santos, *Silent Heritage : The Sephardim and the Colonization of the Spanish North American Frontier, 1492-1600*, 2000. Voir l'« épilogue – les marranes aujourd'hui » de Cecil Roth, *Histoire des Marranes* (1932), Liana Levi, 2002, p. 281-97. La thèse du crypto-judaïsme de Johnson est avancée par Salvador Astucia dans *Opium Lords : Israel, the Golden Triangle, and the Kennedy Assassination*, Dsharpwriter, 2002, p. 170-5.
32. Texte sur le site JFK Murder Solved, jfkmurdersolved.com/ruby.htm
33. Cité dans Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 604-7.
34. Nelson, *LBJ : The Mastermind*, op. cit., p. 271-80.
35. Talbot, *Brothers*, op. cit., p. 262-3.
36. William Kunstler, *My Life as a Radical Lawyer*, Carol Publishing, 1994, p. 158.
37. Joe Sterling, «Jewish papers column catches Secret Service's eye», CNN, 22

janvier 2012, edition.cnn.com/2012/01/21/us/jewish-presidentthreat

38. Voir par exemple lifeinisrael.blogspot.fr/2012/05/frum-version-ofkennedy-curse.html. Le thème n'est pas abordé dans le livre d'Edward Klein, *The Kennedy Curse: Why Tragedy Has Haunted America's First Family for 150 Years*, St. Martin Press, 2003.

39. Guela Amir, « A Mother's Defense », George, March 1997, reproduit sur groups.google.com/forum/#!msg/soc.culture.usa/P-mc7BFF1Nc/K3S6Bizg-U4J

40. Barry Chamish, « The Murder of JFK Jr – Ten Years Later, » www.barrychamish.com (aussi sur www.rense.com/general87/tenyrs.htm).